

331.3106244 S678B v.4 c.1
Societe de protection des a
Bulletin.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

015E CIR



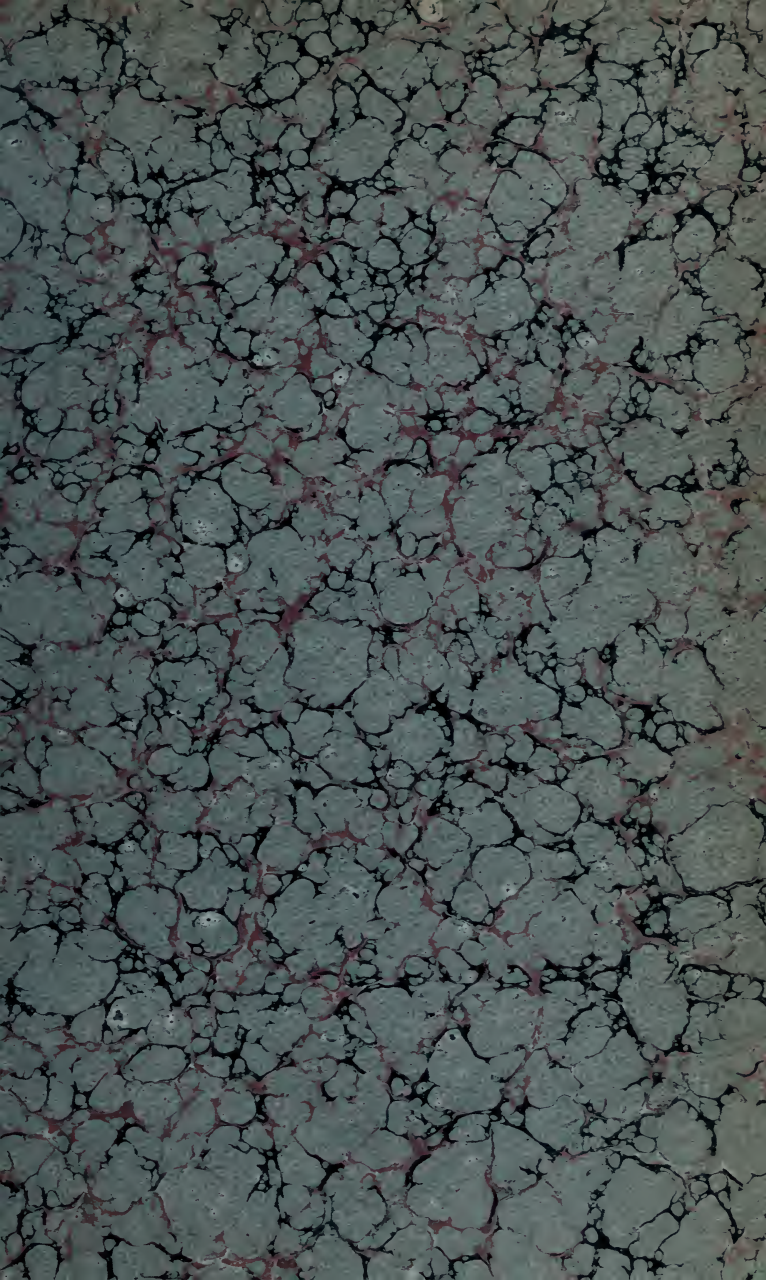
3 0005 02023 6280

THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada





LIBRARY

SEP 21 1970

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES

APPRENTIS

ET DES

ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.
(Décret du 4 juillet 1868.)

✕

BULLETINS

QUATRIÈME ANNÉE



PARIS

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^{ie}.

RUE BERGÈRE, 20, PRÈS DU BOULEVARD MONTMARTRE

1870 .

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

ALPHABET

ALPHABET DES JEUNES TYPAGRAPHES

EXÉCUTÉ PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES JEUNES TYPAGRAPHES

L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^{ie}, RUE BURGÈRE, 20, PARIS.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868.)

SÉANCE GÉNÉRALE ANNUELLE

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. LE SÉNATEUR DUMAS, PRÉSIDENT

19 JUIN 1870

La séance publique annuelle de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*, pour la session 1869-70, a été tenue dans la salle des séances de la *Société d'encouragement pour l'Industrie nationale*, sous la présidence de M. le Sénateur Dumas, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, assisté de M. le comte de Butenval, sénateur, et de M. Cornudet, président de section au Conseil d'État.

Au bureau siégeaient MM. Migneret, Conseiller d'État, et Rolland, en qualité de vice-présidents de la Société; M. le duc de Mouchy, secrétaire-général, chargé du compte rendu; M. le vice-président, baron J.-N. de Rothschild et M. Michel Cornudet, comme rapporteurs.

La salle avait été décorée par les soins obligeants de Monsieur Alphand, l'un des présidents de comité, et les dispositions générales avaient été prises par MM. Fleury-Flobert et Gindre, membres de la Société.

La séance a été ouverte par le compte rendu de M. le duc de Mouchy, puis MM. les rapporteurs ont successivement exposé les bases d'appréciation d'après lesquelles ont été dressées les listes de proposition pour les médailles dont la liste se trouve ci-après.

M. le Président a terminé la séance par une brillante improvisation. L'ordre du jour étant épuisé, M. le Président a levé la séance publique et a invité les membres de la Société à rester *en comité secret*, pour délibérer sur des modifications à apporter aux statuts. Ces modifications seront soumises à l'approbation du Conseil d'État.

COMPTE RENDU ANNUEL DE M. LE DUC DE MOUCHY,

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Session 1869-70.

Messieurs,

Peu de mots suffisent pour établir notre situation et rendre compte de nos progrès; nos finances sont prospères; les fonds provenant des souscriptions perpétuelles encaissées sont *consolidés*: l'avoir de la Société est représenté par 82 obligations de chemins de fer, soit un capital, au prix d'émission de 24,600 fr. ou selon la moyenne des achats, de 26,650 fr.

Notre collègue M. Bérard a versé à la caisse 19,800 fr.

Il a été donné en votre nom, comme allocations à divers titres, avec mention au Bulletin, 2,500 fr. environ.

Les frais occasionnés par les recettes, la publication du Bulletin et notre propagande ont représenté une somme de 6,000 fr. (Nous n'avons aucuns frais de bureau, et tous nos services sont *absolument gratuits*). Il a été acheté par M. Prieur de la Combe, notre trésorier, 17 obligations de chemins de fer pour 5,675 fr. L'encaisse au 31 décembre était de 5,593 fr.

Le nombre de nos adhérents augmente, malgré de nombreux décès qui ont fait de cette année, une véritable année de deuil; la perte de *vingt-cinq* membres, parmi lesquels de zélés correspondants, des hommes éminents et généreux, laisse un vide difficile à combler. Nous avons aussi à regretter, comme toute société qui se fonde, des défaillances; mais, grâce au zèle de nos correspondants, des inscriptions nouvelles relèvent finalement le total. Ce qui est à remarquer, et nous sommes heureux d'appeler sur ce point votre attention, c'est que les nouveaux membres inscrits sont plus spécialement des manufacturiers, lesquels adhèrent à nos statuts dans des termes très-fermes, désireux de donner l'exemple et d'aider au progrès.

Le nombre de nos adhérents au 1^{er} janvier 1870 était de 1,735. Depuis cette époque, 353 nouveaux noms se sont ajoutés à notre liste, parmi lesquels vous trouverez celui de M. le Garde des Sceaux; nous avons reçu ce matin même, de Son Excellence, cette lettre, témoignage flatteur de son intérêt pour notre Société.

« Monsieur le Secrétaire Général,

» C'est seulement aujourd'hui qu'il m'est rendu compte des

travaux de la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.

» Aucune n'est plus digne d'éloges et de concours.

» Je m'empresse de vous adresser mon adhésion la plus sympathique. Je tiens à honneur de m'associer à vos efforts et de témoigner combien j'en apprécie la partie morale.

» Madame Ollivier, qui partage mes impressions, vous prie aussi de recevoir l'hommage de son adhésion; votre œuvre féconde est selon son cœur.

» Veuillez nous faire inscrire comme membres de la Société.

» Agréez, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments de la plus haute considération,

» EMILE OLLIVIER. »

Vous pouvez juger de nos travaux par le Bulletin qui vous est adressé. Nous voudrions que cette publication utile parût plus fréquemment, et nous tâcherons qu'il en soit ainsi, malgré les difficultés que cela présente : nous vous prions, pour ajouter à son intérêt, de nous faire part de tous les faits que vous connaîtrez et qui, intéressant le lecteur, tendront vers le but que nous poursuivons : « *Améliorer la situation morale et matérielle de l'enfant.* » Des tirages à part seront offerts aux auteurs.

Le Bulletin vous tient au courant de tout ce que nous tentons; il énumère nos succès, comme nos déceptions; aussi serai-je très-bref dans le résumé de nos travaux; et si même je le donne, c'est afin que ceux qui ne reçoivent pas encore nos publications puissent voir que nous ne restons pas dans les nuages de la théorie, et que nous sommes avant tout pour la pratique et l'application. Ce qui est le moins visible, c'est notre part dans le mouvement qui s'accomplit partout en faveur des enfants de l'industrie; pourtant nous pouvons dire que notre action n'a pas été indifférente, mais il ne nous appartient pas de la mesurer. Nous devons dire aussi que nous sommes assez nombreux aujourd'hui pour que, si nous le voulons, les problèmes posés dans les lois de 1841 et de 1851 se réalisent par la seule force de l'initiative privée, *si la presse veut bien nous venir en aide, et nous sommes assurés qu'elle se dispose à le faire.*

Le premier but de la loi de 1841 a été de relever l'âge du travail des enfants et de pourvoir à leur instruction. Nous

avons demandé ce progrès à l'initiative privée; — vous avez lu une première liste d'adhérents, une nouvelle se prépare et, si notre espérance n'est pas déçue, nous vous présenterons un jour tous les noms de notre industrie, ou plutôt nous ne donnerons plus bientôt des noms de manufacturiers, mais des noms de communes et d'arrondissements qui, à l'exemple de celui de Schirmeck, relèveront spontanément l'âge du travail.

Pour que ce problème se réalise, il faut multiplier les écoles, donner la gratuité à celui pour qui l'école est une charge, indemniser le pauvre qui a besoin du travail de ses enfants : c'est là ce que font les *Caisses des Écoles* auxquelles nous donnons notre concours dans la mesure de nos moyens.

Nous aidons aussi à la formation des *Bibliothèques* ouvertes aux enfants; plusieurs, cette année, ont été créées par l'initiative de nos collègues; plusieurs ont reçu de vous de bons livres, beaucoup vous doivent un accroissement considérable de leurs richesses. Je suis heureux de pouvoir annoncer que Messieurs les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture et du Commerce ont envoyé ces jours derniers à M. Alicot, secrétaire de l'OEuvre, 500 volumes destinés aux bibliothèques d'apprentis. Ces exemples amèneront, nous l'espérons, d'autres dons qui seront, comme ceux-ci, reçus avec reconnaissance.

Nous avons ajouté aux dons de livres, les dons de gravures, de photographies, d'objets d'art, destinés à servir à l'enseignement du dessin dans les patronages, ou bien encore à orner les lieux de réunion des apprentis, dans l'espoir de contribuer ainsi à l'épuration du goût, au développement des idées et des connaissances artistiques.

Les distractions sont un bon moyen d'éducation, quand leur but est utile; nous avons pu procurer aux patronages et aux maisons d'apprentis l'occasion de faire admirer aux enfants les travaux exécutés dans le Paris souterrain : des visites aux Catacombes, des excursions dans les égouts ont réuni des centaines d'enfants, pour lesquels ces promenades ont été des récompenses.

Les patronages bien établis ont un gymnase et des jeux, une fanfare, etc., quelques établissements en sont encore dépourvus. Nous voudrions aider plus souvent ceux-là à se procurer ces utiles passe-temps, mais nos ressources ne nous ont pas jusqu'ici permis de grands sacrifices : toutefois, nous venons, grâce à une

auguste libéralité et au zèle de notre collègue M. Striber, de faire établir un gymnase dans une œuvre d'apprenties.

En nous mettant à la disposition des œuvres, nous évitons toute ingérence dans leur direction, et nous nous défendons surtout de marcher dans leur sillon. Si un besoin se révèle, et si aucune œuvre n'est spécialement placée pour y subvenir, nous cherchons à provoquer l'installation d'une fondation spéciale, nous lui donnons notre concours, mais nous n'imposons point notre personnalité. Nos rapports avec les *sociétés paternelles* sont d'une telle nature ; nous sommes à leur disposition, toujours prêts à les aider, sans jamais nous imposer à elles. Cette année, au nom de la Société, des médailles ont été offertes à la Société de l'ébénisterie et à celle des fleurs pour être décernées à deux administrateurs nommés par le suffrage général. M. Hertenstein et M. Hiélard ont été ainsi désignés.

La pensée qui a conduit à la création des sociétés paternelles paraît comprise ; plusieurs sont en voie de formation et, sous peu de jours, celle des enfants de la typographie, qu'organise M. le comte Sérurier, aura sa première séance générale.

Un *internat* a été créé par notre collègue M. Najean, pour sa manufacture de passementerie. Un autre, *très-considérable*, pour une industrie différente, est en voie de création ; il rendra des services importants ; le manufacturier qui l'a créé et les hommes de dévouement qui lui facilitent la tâche appartiennent à notre Société.

La maison de notre collègue M. Groult a pris un développement important. Celle de M. Malescourt est en voie de progrès. Notre collègue M. Hamelin a établi un internat pour 300 enfants à sa manufacture des Andelys ; nous nous occuperons avec lui de conserver pour un autre service l'installation actuelle de la Glacière.

Nous pouvons signaler une nouvelle *pension d'apprentis* ; nous n'en sommes pas les fondateurs, mais c'est le projet que nous avons fait d'en établir une près de la manufacture des tabacs de Reuilly qui a été repris et poursuivi avec persévérance par une personne dont l'intelligence égale la charité. Cent jeunes filles y seront un jour destinées à la confection des cigares, mais la fondation n'est pas exclusivement destinée au service de l'Etat, et d'autres ateliers seront desservis par les compagnes de Madame Lekime. Si, comme nous le fait espérer notre

vice-président M. Rolland, de semblables pensions peuvent ainsi être établies près des diverses manufactures de l'État, il sera possible d'avoir, grâce au dévouement charitable du Conseil qui assiste la fondatrice, vingt maisons semblables à celle de Charenton; alors les enfants pourront, selon leurs aptitudes, être dirigées vers les principaux états de la femme : la confection des cigares, la lingerie, la fabrication des fleurs, la peinture sur cristal, sur porcelaine, la broderie, etc.

Ces internats professionnels sont destinés aux orphelins ou aux filles engagées par leurs familles jusqu'à 18 ans, ou même jusqu'à leur majorité; mais d'autres écoles semblables existent, en *externats*, où la connaissance du métier est le but principal de l'application, sans que l'instruction soit négligée, plusieurs de ces fondations ont été créées pendant l'année 1869.

Suivant l'impulsion de Mulhouse, nous avons été amenés à nous occuper de la question des *accidents de fabrique* : les enfants comptent, hélas ! pour plus d'un tiers dans le nombre des victimes ! Un prochain Bulletin donnera le résumé de tout ce qui a été publié sur cette question intéressante : nous espérons, par cette publication, aider à écarter ces déplorables malheurs, en même temps que nous cherchons un remède aux maux inévitables.

Avec l'aide de la Société que préside M. le baron Larrey, assisté de M. le comte de Beaufort, l'ingénieur inventeur des membres artificiels à bon marché, les *petits mutilés* qui s'adressent à nous sont pourvus de membres artificiels, et là ne s'arrête pas notre intervention; votre *Comité judiciaire* règle leurs intérêts, un de nos collègues M. Robin est chargé de les placer et de les visiter; nous ne les perdons point de vue.

Enfin, vous le savez, Messieurs, la Société a été sollicitée de prendre sous sa protection des *apprentis étrangers*. Cette œuvre, qui est destinée à recevoir un grand développement, en est encore à ses débuts; votre délégué M. A. Thenard vous en a rendu compte dans le Bulletin, aujourd'hui elle s'est affirmée, et ses progrès seront désormais rapides.

Toutes ces œuvres qui concourent à la solution du problème que vous poursuivez, cherchent leur perfectionnement, *font des écoles*, obtiennent des améliorations; il nous a paru qu'il serait bon que l'expérience de chacune servît à toutes, et nous sollici-

tons de celles que nous connaissons la publication d'un Bulletin annuel, comme plusieurs d'entre elles ont coutume d'en faire depuis un grand nombre d'années. Nous demandons cinquante exemplaires de chaque compte rendu, et *nous opérons l'échange*; de cette façon chaque œuvre sait ce que font les autres, chaque œuvre indique aux autres ce qu'elle fait elle-même. Ce service, que notre collègue M. Fouchet dirige avec un grand dévouement, a fait déjà de notables progrès; les œuvres qui ont souscrit à l'échange deviennent plus nombreuses; avec le temps les comptes-rendus seront plus complets. Nous avons pu venir en aide à quelques œuvres arrêtées par la question des frais d'impression; plusieurs nous ont dit que leur importance est trop minime pour qu'elles songent à un compte rendu annuel; à cela nous répondons qu'elles nous envoient leurs comptes rendus, et nous les publierons collectivement avec d'autres.

Un comité se forme, qui se propose de se placer sous votre égide, pour créer les *archives des œuvres*. Ces archives comprendront la bibliothèque des œuvres, les spécimens du matériel des écoles et des patronages, les plans, devis, échantillons et tous les renseignements propres à éclairer tous ceux, patrons ou hommes charitables, qui veulent s'occuper de l'amélioration du sort des enfants. Ce service aura son budget spécial, et ne vous demandera rien de plus que de s'agréger à vous.

L'un de nos Vice-Présidents, M. de Rothschild, notre collègue M. Michel Cornudet, vont vous présenter la liste des récompenses proposées par votre Conseil. Cette liste est incomplète malgré nos recherches pour connaître le mérite sérieux. — Nous vous prions de vouloir bien penser tous à la distribution prochaine : chaque membre a le droit de présenter des candidats pourvu qu'il accompagne sa proposition d'une notice : ces notices sont lues en séance et envoyées au comité du Bulletin.

Il est important que le bien soit connu, que les bons exemples soient signalés à l'initiative de tous, que les solutions heureuses soient exposées à ceux qui les attendent, que les insuccès soient expliqués à ceux qui les redoutent. — C'est un devoir pour chacun de nous de signaler le mérite, c'est un devoir pour tout homme de bien de laisser dire le bien qu'il fait; nous ne devons pas oublier que nous voulons donner l'exemple, et que la devise de notre Société est : « *Améliorer les mœurs afin d'assurer le succès des lois.* »

LISTE DES RÉCOMPENSES

MENTIONS SPÉCIALES DE RECONNAISSANCE

avec médailles d'argent.

Rapport de M. le baron JAMES NATHANIEL DE ROTHSCHILD

Messieurs,

Trois années se sont écoulées depuis le dernier rapport fait à la Société par M. de Boureuille. Ce travail si exact et si consciencieux déterminait, à cette époque, d'une façon tellement complète et si précise, la situation générale, qu'il serait inutile de revenir sur un sujet aussi bien étudié et exposé. Le travail de la Commission a dû nécessairement se porter sur les principales modifications introduites dans les choses et dans les idées depuis cette époque. Elle a dû se préoccuper des améliorations survenues aux établissements déjà créés en 1867, de leur extension, des progrès et des résultats qu'ils ont réalisés, et aussi des nouvelles fondations auxquelles ces établissements ont servi de type et d'exemple. Nous avons, en effet, un double but auquel nous devons prétendre : En même temps qu'il est utile d'encourager les œuvres naissantes et d'assurer leur développement par un appui efficace et moral, il faut veiller avec sollicitude sur les institutions existantes, encourager leurs travaux, aider leurs progrès.

Depuis quelques années, et principalement depuis 1867, grâce à un mouvement généreux de l'opinion publique en faveur de l'amélioration de l'état des classes laborieuses, les institutions bienfaisantes se développent de tous côtés. Nous sommes heureux de constater que ces efforts sont souvent dus surtout aux patrons et à ceux qui sont à la tête de nos industries principales. Ce qui caractérise le plus le mouvement actuel, c'est la sollicitude de certains chefs d'atelier, en faveur des ouvriers qu'ils occupent, et qui comprennent que la production sérieuse et continue ne peut naître que de l'union du maître avec ses ouvriers.

Les établissements sur lesquels ont porté les études de la

Commission sont de natures si variées qu'il est difficile d'en apprécier les résultats dans des considérations générales. D'autre part la création d'institutions ayant un caractère nouveau rend sur leur but et leur fonctionnement quelques explications nécessaires. Il a paru utile à la Commission de donner quelques détails sur l'objet et la marche de ces nouvelles fondations avant d'en faire connaître les conséquences.

Aux termes de nos statuts, la Société a pour *but* d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, *par tous les moyens qui, respectant la liberté industrielle et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois.*

Tel est le but de notre Société. L'un des *moyens* consiste à rechercher et à faire connaître les efforts qui se font en des sens divers, vers ce but.

A mesure que nous découvrons un acte d'initiative ayant pour objet l'amélioration morale et matérielle de la condition des enfants employés dans l'industrie, nous l'indiquons dans le Bulletin et nous vous présentons les noms auxquels vous aimez à exprimer votre reconnaissance et sur lesquels, sans avoir égard à la modestie qui les a cachés, nous attirons l'attention de tous, afin d'amener la contagion du bien. Nous plantons ainsi des jalons, nous ouvrons des sources diverses d'information, nous créons des foyers de propagande et peu à peu l'initiative naît, se développe et s'organise.

Parmi les actes qui vous sont signalés, les uns sont le fait d'une volonté personnelle, d'autres sont le résultat d'efforts mis en commun. C'est de ces derniers que j'ai à vous entretenir :

Les rapports précédents vous ont fait connaître les fondations auxquelles vous avez donné le nom de *Sociétés paternelles*. Ce sont des associations libres de patrons qui se donnent la mission de relever, dans les diverses industries, le niveau de l'apprentissage et aussi le niveau de l'éducation de leurs apprentis. Cette double sollicitude, qui aboutit à une bonne instruction professionnelle, et par une bonne éducation, est un service rendu à l'art et à la civilisation. Vous avez apprécié et récompensé les mérites de ces institutions encore récentes et appelées à un grand avenir. Je voudrais pouvoir vous dire qu'elles sont plus nombreuses que l'an passé, mais des circonstances diverses ont fait ajourner des projets qui nous paraissaient décidés, ou

suspendre des volontés que nous pouvions espérer résolues.

Cependant plusieurs chambres syndicales se sont faites elles-mêmes, si je puis dire ainsi, sociétés paternelles.

Les *chambres syndicales* sont des associations de fabricants, et souvent de commerçants, ayant pour but de réunir les lumières et l'influence de tous pour étudier les problèmes professionnels et défendre partout les intérêts de la profession. Ces associations sont *libres*, sans caractère ou attache officielle; toutefois elles sont officieusement consultées par le gouvernement et par les tribunaux. Un bureau, produit de l'élection, représente chaque chambre, et des efforts sont tentés pour constituer, au moyen de ces bureaux, un syndicat général.

Ces chambres sont appelées à un grand avenir; elles donnent à l'industrie et au commerce une puissance qui deviendra considérable, *si elles savent maintenir leur indépendance et abdiquer tout sentiment de rivalité!*

Les ouvriers ont des chambres syndicales. Si ces institutions consentent à maintenir intact le principe du *respect de la volonté individuelle*, et si, faisant union avec les chambres syndicales de patrons, les chambres syndicales d'ouvriers sont amenées à discuter librement et en commun des intérêts qui paraissent opposés, *mais qui sont en réalité solidaires*, on obtiendra, au point de vue de l'apaisement général, de l'avancement des arts et de l'amélioration de la condition des ouvriers, des progrès certains et *définitifs*. Par suite de cette entente amiable entre patrons et ouvriers, les faillites, les grèves diminueraient évidemment dans une proportion considérable, la *condition des enfants* serait améliorée, et tous les abus qui ont conduit à la nécessité des lois de 1844 et de 1851 disparaîtraient à la fois.

Au point de vue spécial des études et du but de notre Société, nous devons vous faire remarquer que trois chambres de patrons ont donné leur attention à la question de la protection des enfants :

La *chambre de la Bijouterie* qui a décerné quelques récompenses dues à la générosité d'un de ses membres, puis, entrant largement dans la voie des progrès accomplis, a créé une école de dessin; le Bulletin vous a rendu compte de cette fondation;

La *chambre de la papeterie*, qui a fait à ses apprentis une première distribution solennelle de récompenses;

Enfin la *chambre de la céramique et de la verrerie*, qui deux fois déjà a proclamé les noms des apprentis les plus méritants de sa spécialité industrielle. Nous savons, en outre, que le comité de la céramique s'occupe de la création d'une école de dessin, que celui de la verrerie procède à une enquête sur la situation des enfants verriers.

Nous vous proposons, Messieurs, d'exprimer votre reconnaissance à ces chambres qui sont entrées si résolument dans la voie du bien, et de consacrer par une médaille le point de départ de ces progrès nouveaux.

Vous avez, Messieurs, à diverses reprises, répété dans votre Bulletin qu'il serait désirable que le *travail à l'aiguille*, qui assure la dignité et l'indépendance de la femme, fût ajouté, dans l'enseignement *privé* comme dans l'enseignement public, au programme élémentaire, et vous avez applaudi à l'impulsion vigoureuse donnée par M. Duruy à ce complément d'instruction. Nous vous demandons d'affirmer votre sentiment en déposant une de vos récompenses dans une des écoles où nous avons trouvé le travail à l'aiguille installé de la manière la plus convenable, la mieux appropriée. Nous ne saurions suffire à énumérer le nombre toujours croissant de ces écoles de couture annexes de l'école primaire, nous voulons seulement proclamer que ce progrès est digne de l'attention de tous les penseurs et des encouragements de tous les gens de bien; nous voulons aussi donner, à ceux de nos collègues qui voudraient établir dans leurs écoles le complément indispensable, le moyen de se renseigner. Nous savons que nous faisons appel au dévouement le plus absolu comme à la compétence la plus complète; la vénérable sœur Directrice de l'école de la rue Vieille-du-Temple, n° 108, nous pardonnera d'avoir sacrifié sa modestie à cette observation pratique que, pour que le bien se fasse, il faut simplifier les moyens.

Après l'aiguille ou à côté de l'aiguille la *lecture* est une des bases de la vie en famille. Celui qui a le goût de la lecture reste à la maison; il échappe ainsi au danger de la rue. En outre, il accroît la somme de ses connaissances, et la perfection de son travail est la conséquence de son développement intellectuel.

Depuis quelques années, grâce à l'initiative privée et au concours des vrais amis de l'enfance laborieuse, de nombreuses

bibliothèques ont été créées, et installées le plus souvent auprès des écoles primaires. Les services qu'elles rendent ont été à plusieurs reprises signalés et appréciés par notre Bulletin.

Vous encouragez donc la formation des bibliothèques. Nous vous demandons aussi d'affirmer l'opinion que vous avez de l'importance de la lecture par le don d'une de vos récompenses et nous vous proposons de l'attribuer à la *Société libre d'Education de Beauvais*, dont la bibliothèque a été créée, pour ainsi dire, en collaboration avec vous par des collègues qui, animés du même esprit que vous, ont obtenu des succès très-remarquables et définitifs par l'ensemble de leurs fondations d'intérêt populaire.

Nous devons, Messieurs, un témoignage de reconnaissance à une grande institution de notre pays, qui rend à l'art industriel des services signalés. Je veux parler de l'*Union des beaux-arts appliqués à l'Industrie*. Vous connaissez tous cette belle institution. Vous savez qu'elle a eu l'heureuse et féconde pensée d'établir des *expositions générales de dessin*. Ce service nous touche de très-près. En excitant l'émulation parmi nos jeunes dessinateurs, on assure le progrès dans l'art et on relève le goût à tous les points de vue. L'Union des beaux-arts nous permettra, Messieurs, de consacrer, avec tant d'autres, l'importance de ses résultats par le don d'une de vos récompenses. Elle verra aussi dans cette distinction un souvenir pour la gracieuse obligeance avec laquelle elle a accueilli les apprentis recommandés par la Société à visiter son exposition en 1869. *Cinq cents enfants environ ont pu jouir de cette faveur, qu'ils ont grandement appréciée.*

Un de nos zélés collègues est mort récemment en laissant à son fils le soin de poursuivre une œuvre qu'il a fondée et dont vous apprécierez la haute utilité : Grâce à la persévérance de M. Grosselin, à son dévouement, une société est constituée pour propager un mode de facile communication entre les sourds-muets et les *entendants-parlants*, imaginé par notre collègue. En peu de jours, le moins initié devient capable de se faire entendre d'un sourd-muet ; grâce à ce don précieux d'une langue nouvelle, l'apprentissage et la vie de l'atelier deviennent faciles à de pauvres déshérités qui éprouvaient les difficultés les plus

grandes à entrer dans la carrière du travail industriel. Vous voudrez consacrer ce progrès et donner un souvenir à un homme de bien, qui vous a aidés, en accordant une médaille à la Société fondée par feu Grosselin.

M. le Vice-Président appelle au bureau messieurs les lauréats auxquels est décernée la mention spéciale de reconnaissance, et M. le Président, remettant à chacun la médaille de la Société, leur adresse quelques mots gracieux rappelant des services rendus et exprimant les espérances que les succès réalisés font concevoir.

INTERVENTION DES CHAMBRES SYNDICALES POUR LA PROTECTION DES ENFANTS.

LA CHAMBRE SYNDICALE DE LA BIJOUTERIE.

Création d'une école de dessin, prix décernés aux apprentis.
M. FALIZE, président.

LA CHAMBRE SYNDICALE DE LA PAPETERIE.

Récompenses décernées aux apprentis en séance solennelle.
M. HAVARD, président.

LA CHAMBRE SYNDICALE DE LA CÉRAMIQUE ET DE LA VERRERIE.

Récompenses aux apprentis, enquête sur la situation des enfants verriers.

M. PEULLIER, président; M. Poyard (président du comité de la céramique), M. Dubois (président du comité de la verrerie).

LA COUTURE, COMPLÉMENT D'ÉDUCATION POUR LES FILLES.

Ateliers annexés aux écoles primaires.

Sœur ÉLISABETH, directrice de l'école municipale de la rue Vieille-du-Temple, 108.

LA LECTURE, COMPLÉMENT D'ÉDUCATION POUR LES APPRENTIS.

Bibliothèques créées et ouvertes aux apprentis.

Société d'éducation populaire de Beauvais.

M. GAILLARD, président.

L'ÉDUCATION DES APPRENTIS COMPLÉTÉE PAR L'ÉTUDE
DES CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART INDUSTRIEL.

Union centrale des beaux-arts; exposition des arts industriels
en 1869, et musée permanent ouverts aux apprentis.

M. GUICHARD, président.

L'APPRENTISSAGE ET LA VIE D'ATELIER, FACILITÉS
AUX SOURDS-MUETS.

Société pour l'enseignement simultané des sourds-muets et
des entendants-parlants.

A la mémoire de M. GROSSELIN, fondateur, *médaille remise
au fils qui poursuit l'œuvre du père.*

M. le Vice-Président de Rothschild rappelle les noms des personnes qui
pendant l'année 1869 ont reçu des médailles de la Société.

ŒUVRES DES TUTRICES, A LYON.

Le rapport de notre collègue, M. Thénard, nous a fait connaître la misère
de ces petites dévieuses de Lyon que la phthisie décime. Une œuvre s'est sponta-
nément créée à Lyon pour mettre fin au scandaleux abandon de ces
pauvres enfants; l'industrie lyonnaise ne manquera pas de reconnaître qu'elle
doit s'y rallier. Pour conserver le souvenir de cette fondation, la Société a
remis sa médaille aux principaux initiateurs, à Leurs Eminences les Cardinaux
de Lyon (feu le Cardinal de Bonald) et de Chambéry; à Madame Chevreau
(M. Chevreau étant préfet du Rhône), et à Mademoiselle Millon, dont les écoles
dominicales et le patronage ont servi de premier point d'appui à l'institution.

M. le Vice-Président Migneret, délégué de la Société à la séance d'inau-
guration de la Société populaire de Beauvais, a remis la médaille de la Société
à Madame la supérieure du Sacré-Cœur et à Mademoiselle Polle Deviermes,
comme témoignage de reconnaissance pour leurs fondations charitables en
faveur des enfants destinées à l'apprentissage.

MM. Hiéland et Herstenten ont été désignés par le vote des Conseils des
Sociétés des fleurs et de l'ébénisterie pour recevoir les médailles d'argent que
notre Conseil a décernées à ces Sociétés pour l'exercice 1869-70.

MÉDAILLES D'ARGENT

Rapport de M. Michel CORNUDET, maître des requêtes au Conseil d'État.

Messieurs,

Deux fois déjà la Société de protection des apprentis et des enfants des manufactures a distribué des récompenses aux œuvres qui prodiguent leur dévouement à vos jeunes protégés, et aux industriels qui, occupant chez eux des enfants, ont réalisé à des degrés divers le bien dans leurs ateliers. Non pas que vous ayez la prétention de récompenser ceux qui se dévouent ainsi; ils trouvent, en effet, leur récompense dans la conscience du devoir accompli; mais vos distinctions ont surtout pour but de faire connaître le bien et d'exciter ainsi une noble émulation entre tous ceux qui se préoccupent de l'avenir physique et moral de la jeunesse ouvrière de France. Les honorables rapporteurs qui ont eu avant moi la consolante mission de commencer ces annales du dévouement et de la charité vous l'ont dit, et je me plais à le répéter : la difficulté la plus grande consiste à faire un choix dans ces œuvres innombrables et parmi ces industriels intelligents et dévoués qui savent que les besoins de l'industrie sont toujours, pour qui les comprend bien, d'accord avec l'humanité. — Nous n'avons pas l'espoir, d'ailleurs, de les connaître tous; le propre du dévouement est d'agir sans bruit et sans éclat, et l'un de ses nombreux mérites est l'humilité.

Depuis notre fondation, nous faisons appel à tous les hommes de bien qui veulent se faire connaître; presque toujours, et cette fois-ci encore, nous sommes obligés de les découvrir nous-mêmes. Les récompenses que vous allez décerner n'iront donc pas trouver tous ceux qui les mériteraient, mais vous reconnaîtrez sans doute, à l'exposé sommaire des œuvres accomplies, que toutes sont dignes de votre sympathie la plus chaleureuse.

Les récompenses sont divisées en quatre catégories. Les unes sont destinées aux œuvres; d'autres aux manufacturiers; des mentions honorables sont attribuées à certaines institutions plus spéciales et plus restreintes dans leur but et dans leurs résultats;

enfin un ordre particulier de récompenses a été réservé soit à des œuvres, soit à des personnes étrangères.

Vous récompensez d'abord les fondateurs et directeurs d'œuvres. C'est ici, Messieurs, que l'embarras du choix n'est pas un vain mot; car elles sont nombreuses sur notre terre de France. Toutes les œuvres qui s'occupent de la jeunesse ouvrière et qui doivent surtout appeler votre attention exercent le patronage sous ses formes les plus variées; pas une de ces jeunes âmes n'est délaissée, et garçons et filles sont l'objet des soins les plus assidus.

Lorsque l'apprenti est sans famille, ou, ce qui arrive trop souvent, lorsque sa famille ne lui offre que le mauvais exemple et des occasions de perdition morale et matérielle, des internats ou des externats s'ouvrent pour lui. — Dans l'internat l'apprenti trouve tout réuni : un maître pour lui apprendre son état, et des pères et des frères qui lui rappellent ses devoirs et lui font retrouver cette vie de famille si nécessaire à tout âge, mais surtout à quinze ans. — L'externat offre à l'enfant le logement et une surveillance paternelle; mais l'enfant n'y travaille pas; il passe ses journées à l'atelier chez un patron choisi avec soin; il a plus de liberté que dans l'internat, et l'apprentissage de la vie se fait en même temps que l'apprentissage professionnel. — D'autres enfants, en plus grand nombre, sont logés chez leurs patrons ou chez leurs parents. Pour ceux-là la liberté est plus grande encore, mais plus grands aussi sont les périls qu'ils courent; les œuvres ne les abandonnent pas. Le Dimanche, une maison hospitalière s'ouvre pour eux; c'est un refuge contre les tentations du dehors, un refuge où l'apprenti retrouve les enseignements de la religion et de la morale; mais c'est aussi un lieu de repos et de distraction. Il faut que l'enfant joue, Messieurs, et peut-être lorsqu'on cherche, dans la pratique, à concilier le travail manuel avec l'école dans le système dit du *demi-temps*, ne se préoccupe-t-on pas toujours assez de ce besoin de mouvement et de jeu qui existe chez l'enfant de l'ouvrier tout comme chez l'enfant plus fortuné. — D'autres œuvres se contentent de placer les enfants en apprentissage et de les visiter dans leurs ateliers; ce ne sont pas les moins utiles. L'âme de l'enfant, si disposée à l'épanchement et trop souvent comprimée et méprisée dans l'atelier, s'ouvre facilement aux paroles d'intérêt du visiteur. Ces visites, faites avec tact et discrétion, sont bonnes pour tous

pour l'apprenti qu'elles relèvent à ses propres yeux, pour le patron qu'elles encouragent et qu'elles contiennent, pour l'ouvrier qu'elles étonnent quelquefois, mais qu'elles finissent par toucher. C'est là qu'il faut chercher le véritable et salubre rapprochement entre les classes. Dans son bon sens, qui est grand, lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion, l'ouvrier se demande pourquoi cette visite d'un étranger à cet être faible qu'on appelle l'apprenti; et cette simple question que se pose un ouvrier suffit souvent à vaincre bien des préjugés, à faire disparaître bien des sentiments mauvais. — Malgré tout, l'enfant, sous l'influence de fâcheux exemples et par suite de l'absence d'éducation morale, peut tomber sous le coup de la loi pénale. Le dévouement charitable ouvre les bras pour le recevoir, le moraliser et le rendre ensuite à la société meilleur, laborieux, et disposé à racheter, par une vie honnête, des fautes dont son enfance n'a pas été, le plus souvent, responsable. — Enfin, Messieurs, toutes les délicatesses ont leur place dans la charité : de pauvres enfants fatigués par le travail sont envoyés aux bains de mer, ou même vont prendre des vacances. Des vacances! mot si doux pour l'enfant du riche, mais parfaitement inconnu à l'enfant de l'ouvrier. Je ne vous étonnerai pas en vous disant que cette œuvre si touchante a pris naissance dans le cœur maternel d'une femme. — Vous parlerai-je aussi de l'œuvre des tutelles, qui procure des tuteurs à de pauvres enfants abandonnés, et veille, par cette entremise charitable, sur leurs intérêts matériels et moraux? Mais je n'en finirais pas si je voulais énumérer toutes les formes ingénieuses que prend le dévouement pour subvenir à tous les besoins de l'enfance.

Après les œuvres de dévouement pur, vous récompensez les industriels qui se sont distingués par les soins qu'ils donnent aux enfants qu'ils emploient. Vous ne vous arrêtez pas à ceux qui se contentent d'observer rigoureusement la loi; vous voulez quelque chose de plus. La loi défend de maltraiter les enfants; les industriels que vous tenez à signaler aiment leurs apprentis et les traitent comme leurs propres enfants. Ces ateliers modèles sont déjà nombreux; mais votre espoir, en appelant sur eux l'attention, est que l'exemple engendrera des imitateurs, et que l'initiative honorable des uns secouera les plus indifférents.

Les mentions honorables, comme je l'ai dit, sont accordées à quelques œuvres plus spéciales mais qui ont aussi leur réelle

importance. Parmi ces œuvres, nous tenons surtout à vous signaler un certain nombre d'écoles pour les enfants de l'atelier. C'est une question grave et difficile que celle de l'instruction à donner à de pauvres enfants auxquels la loi permet de travailler dès l'âge de huit ans; et le système du *demi-temps* a paru insuffisant à lui tout seul à beaucoup de bons esprits. Lorsque ces enfants auront travaillé jusqu'à midi, par exemple, qui les conduira à l'école? Dans les grands centres manufacturiers, le père, la mère sont eux-mêmes à l'atelier et ne peuvent pas se déranger de leur travail. Si l'école est rapprochée de la manufacture, l'enfant pourra peut-être y aller seul; mais si l'école est éloignée, combien de tentations viendront assaillir le pauvre enfant durant sa route, quand ce ne serait que l'envie de respirer un peu le grand air! Et puis, les heures de classe à l'école communale ne cadrent pas toujours avec les nécessités de l'atelier. La solution de la difficulté paraît être, soit dans des écoles dépendant de la manufacture, comme cela se pratique en beaucoup d'endroits, soit dans des salles attenantes à l'atelier et spécialement réservées à l'étude, soit dans des arrangements particuliers avec les instituteurs, si cela est possible, et si les règlements de l'Université consentent à admettre, par exemple, que la classe du soir ne soit que la répétition de celle du matin. L'inconvénient ne sera pas grand pour l'enfant qui peut suivre les deux classes, car si les choses deux fois répétées ne plaisent pas toujours, malgré le proverbe, cette répétition a du moins l'avantage de mieux fixer la leçon dans la tête volage de l'enfant. Le profit sera au contraire considérable pour l'enfant de la manufacture ou de la ferme, qui, ne pouvant venir qu'à une classe par jour, aura ainsi un cours complet et utile à son avancement intellectuel. — Ce sont les efforts dans ce sens que vous avez tenu à encourager et à récompenser par des mentions honorables.

Enfin, Messieurs, vous avez décidé que vous ne vous borneriez pas à la France et vous avez voulu une quatrième série de récompenses pour l'étranger. C'était d'abord un acte de reconnaissance; en effet, la Société a reçu de l'étranger les témoignages les plus flatteurs et les plus honorables, et vous ne vouliez pas vous montrer inférieurs en courtoisie à vos voisins. N'est-ce pas d'ailleurs le même but que nous nous proposons tous, en France comme à l'étranger? Je lisais ces jours

derniers dans une note qui m'a été communiquée par notre secrétaire, le programme d'une réunion de manufacturiers qui a eu lieu récemment à Berlin dans le but de s'occuper de la question ouvrière. Comme vous, Messieurs, ils veulent le bien-être moral de l'ouvrier autant que son bien-être matériel; comme vous, ils veulent s'occuper de l'éducation des enfants de l'ouvrier; pour eux comme pour vous, la solution de la question ouvrière se trouve dans la religion, et en cela ils sont d'accord avec notre éminent collègue, l'illustre auteur de la *Réforme sociale* et de l'*Organisation du travail*, dont on peut résumer les idées en disant qu'à ses yeux la réforme consiste dans le retour pur et simple à la pratique des commandements de Dieu. Ne craignons donc pas d'engager avec nos voisins cette lutte de dévouement, qui remplacera avec avantage des luttes d'un autre genre, puisque sur ce champ de bataille il n'y a jamais de vaincus, si ce n'est le vice et l'ignorance.

J'aborde maintenant le détail des récompenses.

ŒUVRES

Médailles d'argent.

M^{lle} MASSON. — ŒUVRE DES DAMES LYONNAISES, DITES TUTRICES.

On sait les ravages que la phthisie exerce à Lyon parmi les *dévideuses*. Quelques âmes charitables ont eu la bonne pensée de s'occuper de ces jeunes filles, de veiller à ce que le travail ne fût pas trop prolongé et eût lieu dans des conditions meilleures de salubrité. L'œuvre des *Tutrices*, fondée à Lyon en faveur des jeunes ouvrières, s'est efforcée de remplir ce programme. A cet effet, chaque enfant adressée à la Directrice est placée par elle, et le contrat est signé par une dame de Lyon nommée *tutrice* de l'enfant. La *tutrice* est chargée de veiller sur sa jeune pupille et d'assister, au besoin, la patronne.

Malgré les difficultés de ses débuts, l'œuvre a déjà rendu des services, et aujourd'hui elle est véritablement en progrès; elle a pour présidente actuelle M^{me} Censier, femme du préfet du Rhône.

M^{me} LA SUPÉRIEURE DE L'ŒUVRE DES ZÉLATRICES,

Sous la direction des Dames de la Retraite, à Fourvières.

Cette œuvre, fondée en 1848, et qui comprend près de 1,200

associées parmi les jeunes ouvrières lyonnaises, est une œuvre de préservation et d'assistance mutuelles. Des réunions, chaque dimanche, facilitent aux jeunes ouvrières l'accomplissement des devoirs de la religion, et les arrachent aux séductions du dehors ; et, détail touchant pour un âge où l'on aime tant à s'amuser et pour qui connaît la jeunesse lyonnaise, ces jeunes filles promettent, en entrant dans l'œuvre, d'éviter les bals, les *vogues*, les théâtres, les jeux publics, etc.

L'œuvre est divisée en autant de sections qu'il y a de quartiers dans la ville. A la tête de chaque section est une *zélatrice*, prise parmi les jeunes ouvrières, et qui a pour fonction de visiter tous les quinze jours les associées qui lui sont confiées, de leur procurer du travail quand elles n'en ont pas et de les assister dans leurs besoins. En cas de maladie, des infirmières, réparties par quartier, visitent les jeunes filles malades, leur procurent les médicaments et les secours du médecin.

Des milliers de jeunes filles ont dû la conservation de leur vertu à cette œuvre, grâce au dévouement des zélatrices, et surtout de la présidente, ouvrière elle-même, qui, depuis 22 ans, a été constamment maintenue dans sa charge par le suffrage unanime de ses compagnes.

M^{me} ENGEL-DOLLFUS. — OEUVRE DE LA CURE D'ÉTÉ ET DES
VACANCES EN SUISSE.

M^{me} Engel-Dollfus, la fille de notre vénéré collègue M. Jean Dollfus, a fait, des enfants de la manufacture, une annexe de sa propre famille, et toutes les attentions qu'une mère a pour ses enfants, elle les prodigue aux jeunes travailleurs. Le Bulletin de la Société a déjà parlé de l'habitude où l'on est à Mulhouse, sous l'inspiration de M^{me} Dollfus, de dresser tous les ans l'arbre de Noël avec ses bougies étincelantes et ses surprises qui font rêver. C'est une des grandes joies de l'enfance. M^{me} Engel-Dollfus a fait plus encore. Elle voyait l'heureux effet des vacances sur ses propres enfants. Pourquoi ne pas étendre ce bien à d'autres, s'est-elle dit ? et elle a inauguré l'œuvre de la cure d'été et des vacances en Suisse. Les enfants fatigués par le travail vont, sous la conduite d'une personne de confiance, se refaire bonne mine et bonne santé à l'air des montagnes. Les frais de cette œuvre sont assez élevés et la généralisation

n'en est peut-être pas très-facile ; mais il y a là une bonne et touchante idée à récompenser.

M^{me} SAINT-REMI CUZIN, RELIGIEUSE DE LA PROVIDENCE, DIRECTRICE DE L'ASILE SAINT-AGNÈS (GRENOBLE).

L'asile Sainte-Agnès, fondé par M. l'abbé Servonnet, chanoine honoraire, a pour but de recueillir, d'instruire et de moraliser les pauvres filles idiotes du département de l'Isère. Vingt-cinq enfants, presque toutes sans famille, composent actuellement le personnel de la maison.

Les résultats des soins touchants dont elles sont l'objet sont excellents. Elles apprécient au bout de peu de temps l'affection qui les entoure, leur pauvre intelligence se développe, et elles perdent bien vite les habitudes grossières et souvent peu convenables qu'elles avaient apportées à leur entrée dans l'œuvre. On parvient même, mais au prix de quels efforts ! à les occuper et à leur faire aimer le travail.

M. L'ABBÉ CHANTEAUX. — PATRONAGE DE LA PÂROISSE DES BLANCS-MANTEAUX.

C'est le système de patronage dont la Société a souvent entendu parler. Réunion du dimanche pour les apprentis ; placement en apprentissage ; surveillance et visite dans l'atelier.

M. MOYNIER. — APPRENTIS DU BUREAU DE BIENFAISANCE DU 1^{er} ARRONDISSEMENT.

Dans chaque mairie, un employé est plus spécialement chargé des enfants orphelins placés en apprentissage par l'Administration de l'assistance publique ou par de généreux bienfaiteurs.

M. Moynier, employé à la mairie du 1^{er} arrondissement, qui a bien voulu accepter la charitable mission de surveiller ces enfants dans son arrondissement, s'en acquitte avec un dévouement dont notre honoré collègue M. Prieur de la Comble s'est plu à nous rendre témoignage.

M. LEMOINE-MONTIGNY. — ENFANTS ADOPTÉS PAR LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES DRAMATIQUES.

Les théâtres occupent un nombreux personnel d'employés de toutes sortes, ouvriers, machinistes, ouvreuses, etc. La Société

des artistes dramatiques adopte chaque année un certain nombre d'enfants, appartenant aux familles de ces employés, et que la mort de leurs parents a le plus souvent laissés dans le dénûment. Sous la direction dévouée et charitable de M. Lemoine-Montigny, directeur du Gymnase, elle place ces orphelins en apprentissage, les surveille dans leurs ateliers, et subvient à leurs besoins.

M. TALBERT. — ŒUVRE DES APPRENTIS DU COLLÈGE ROLLIN.

Fondée en 1865, par M. Talbert, directeur actuel du collège Rollin, cette œuvre a pour but de faire secourir les enfants pauvres par les enfants du riche et de procurer aux premiers un moyen honorable d'existence en les plaçant en apprentissage.

Chaque année, au mois de janvier, une collecte est faite parmi les professeurs et les élèves. Sur cette collecte, une partie est prélevée pour l'adoption de deux orphelins au moins par an, ayant fait leur première communion et habitant le quartier. Le collège paie leur apprentissage pendant trois ans au prix de

300 francs la première année ;
250 — la deuxième —
200 — la troisième —

Déjà cinq enfants ainsi placés sont sortis d'apprentissage et se suffisent à eux-mêmes.

Actuellement, le collège est chargé de sept enfants, pour lesquels les prix varient de 25 à 5 francs par mois. Celui qui ne coûte que 5 francs est apprenti jardinier, placé dans une école d'agriculture en province.

M. L'ABBÉ SOCKEL ET SES JEUNES COLLABORATEURS. — ŒUVRE
DES APPRENTIS DU COLLÈGE LIBRE DE MARCQ.

Une centaine d'apprentis se réunissent chaque dimanche au collège de Marcq, sous la direction d'un professeur et de six ou sept élèves choisis. Les enfants y trouvent les jeux, l'*instruction* et l'éducation morale et religieuse. C'est une excellente œuvre, qui développe le cœur et l'intelligence des jeunes llégiens, et les habitue de bonne heure à mettre de côté

l'égoïsme et à pratiquer la véritable charité, qui consiste à se donner soi-même.

**M. CARTIER-BRESSON. — FONDATION D'ÉCOLES ET DE BIBLIOTHÈQUE
A AUBERVILLIERS.**

On s'est plaint bien souvent de l'invasion de la presse pseudo-littéraire, et malheureusement c'est là presque l'unique lecture de l'apprenti parisien, lorsqu'il sait lire. Des exemples récents et trop fameux ont prouvé la perversion précoce que pouvait amener chez ces jeunes intelligences la lecture de ces romans malsains, où le vice et le crime sont dépeints sous des couleurs trop souvent séduisantes. On ne saurait donc trop encourager les hommes de bien qui, comme M. Cartier-Bresson, fondent des bibliothèques où les enfants des manufactures sont admis à venir emprunter de bons livres.

**MAISON PROTESTANTE
DES SOURDS-MUETS DE SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT (GARD).**

Cette œuvre de bienfaisance a pour but de procurer aux jeunes sourds-muets protestants de France, avec l'éducation religieuse, le double bienfait d'une bonne instruction primaire et de l'apprentissage d'un métier. Les enfants y sont admis à l'âge de 6 ans au moins et de 12 ans au plus; ils paient une pension de 500 francs par an; mais le comité peut réduire graduellement ce prix, même jusqu'à la gratuité absolue, suivant la situation de fortune des familles.

Durant l'année 1869, l'œuvre avait 38 élèves, 16 sourds-muets, 13 sourdes-muettes et 7 aveugles.

Déjà un nombre assez considérable de sourds-muets, garçons et filles, sont sortis de l'établissement après y avoir terminé leur apprentissage, et ont été placés au dehors. Les directeurs de l'œuvre sont restés en correspondance avec eux, et le dernier rapport constate que partout les enfants sont demeurés fidèles aux enseignements reçus dans la maison de Saint-Hippolyte-du-Fort.

**M. L'ABBÉ LANGÉNIEUX. — OUVROIR INTERNE DE LA PAROISSE
SAINT-AMBROISE.**

M. l'abbé Langénieux, ancien curé de la paroisse Saint-Ambroise, a fondé sur cette paroisse un ouvroir interne dirigé par

des sœurs. Les jeunes filles y sont logées et y travaillent. Ce qui frappe surtout dans cette œuvre, c'est l'esprit maternel et prévoyant des directrices qui cherchent à initier peu à peu leurs enfants d'adoption à la vie réelle. Les apprenties vont deux à deux chercher l'ouvrage et le reporter; elles débattent les prix et savent ce que valent le temps et l'argent.

M. L'ABBÉ CHEVOJON. — PENSION D'APPRENTIS,
rue Folie-Méricourt, 4.

M. l'abbé Chevojon a fondé, avec l'aide de deux jeunes ecclésiastiques zélés et intelligents, une pension d'apprentis dans le genre de celles dont il a déjà été question dans le Bulletin. Les enfants y trouvent la nourriture, le logement, l'instruction primaire, l'éducation morale et religieuse; ils puisent, dans des ateliers choisis avec soin, une bonne éducation professionnelle.

M^{me} LEKIME VAN DEN ORST.

M^{me} Lekime a ouvert, rue de Charenton, 315, une pension de jeunes filles auxquelles elle donne et fait donner, avec l'éducation morale, l'instruction professionnelle. Placée à côté d'une des manufactures de tabac de l'Etat et grâce à l'appui moral qu'elle a trouvé auprès du Directeur, elle a un atelier de cigarières. D'autres jeunes filles apprennent l'état de lingères et vont dans un atelier de couture voisin de la maison. Enfin, un troisième atelier, pour la confection des gants, existe dans l'établissement même.

M. L'ABBÉ ROUSSELLE. — PENSION D'APPRENTIS, à
Auteuil et à Paris, 48, rue de Sévigné.

Un grand nombre d'enfants de Paris appartenant le plus souvent à des familles pauvres, le plus souvent aussi abandonnés à leurs mauvais instincts, laissent passer l'âge de la première communion sans remplir ce devoir important dans la vie religieuse de l'enfant. M. l'abbé Rousselle a entrepris à Auteuil l'œuvre de la première communion des enfants pauvres, il en a recueilli trois ou quatre d'abord, puis, quelques personnes charitables étant venues à son aide, le nombre s'est augmenté. Aujourd'hui, il a toujours 30 ou 40 enfants qu'il loge, nourrit, habille et instruit pendant trois mois, le temps nécessaire pour les préparer à leur première communion.

Mais, ces trois mois écoulés, fallait-il abandonner ces enfants, qui seraient bientôt revenus à leurs anciens errements? M. Rousselle ne l'a pas pensé, et, en compagnie d'un autre prêtre, M. l'abbé Feron, il a organisé une véritable pension d'apprentis, rue de Sévigné, à Paris. Ces enfants sont placés chez de bons patrons, et sont logés, nourris et entretenus dans la maison de la rue de Sévigné. Celle-ci étant devenue trop petite, et ne pouvant loger que 12 enfants, M. l'abbé Rousselle a gardé avec lui, à Auteuil, quatre enfants qui sont dans les mêmes conditions que ceux de Paris.

M. THOREL, délégué cantonal.

La mission des délégués vis-à-vis des apprentis consiste à faire leur placement chez des patrons présentant des garanties sérieuses d'aptitude et de moralité, à les surveiller et à les encourager pendant leur éducation professionnelle.

Cette surveillance, de la part d'hommes dévoués et bienveillants, et l'autorité que leur donne leur mission, ont une grande influence sur les patrons, les apprentis et les parents de ces derniers.

M. Thorel, délégué du 2^e arrondissement, est un des vétérans de cette œuvre; il se préoccupe ardemment du sort, non-seulement des apprentis dont il accepte spécialement le patronage, mais encore de ceux qui ont fréquenté les écoles publiques de l'arrondissement et auxquels il donne également des preuves de sa sollicitude.

M. DEMETZ. — COLONIE DE METTRAY.

Chacun connaît la colonie de Mettray et les soins admirables qui sont donnés aux enfants par l'honorable M. Demetz et ses collaborateurs. Des centaines et des milliers d'enfants, qu'une perversion précoce ou l'abandon de leurs parents avaient conduits sur les bancs de la police correctionnelle, ont été arrachés au mal par le régime vivifiant et moral de la colonie de Mettray, *sont devenus des apprentis*, et plus tard d'honnêtes ouvriers, soit à la ville, soit à la campagne.

M. L'ABBÉ REY. — COLONIE DE CITEAUX.

Il en est de même de la colonie de Citeaux, sauf que la direction en est ecclésiastique, au lieu d'être laïque, comme

celle de Mettray. Les résultats en sont également excellents et dignes de la sympathie et de l'admiration des gens de bien.

Manufactures.

M^{me} V^e KUNZER, de Bischwiller (Bas-Rhin), filature de laine.

La ville de Bischwiller est dans une position exceptionnelle quant aux besoins de l'instruction primaire. Sa population, composée de familles appartenant à différents cultes, s'accroît chaque année dans une proportion considérable et exige des écoles appropriées à chaque culte. La Caisse municipale, malgré ses efforts, ne suffirait pas à la création de tous ces asiles ouverts à l'enfance, sans la générosité spontanée des habitants. C'est à stimuler, diriger et seconder cette œuvre méritoire, de même qu'à concourir à la surveillance des écoles de filles et des asiles, que M^{me} Kunzer a consacré son temps et son intelligence depuis de longues années.

M. CLAYE, imprimeur à Paris.

Fondation d'une école professionnelle de jeunes compositeurs.

Déjà, M. Chaix et M. Dupont avaient réalisé cette bonne pensée, qui aura pour résultat d'améliorer la situation des enfants de l'imprimerie ; le Bulletin a rendu compte de ces fondations. Si chaque maison était ainsi pourvue d'une école professionnelle, les ouvriers seraient bientôt plus habiles, plus instruits et plus moraux.

M. PARIS, verrier au Bourget.

Les enfants sont logés et nourris dans l'établissement. Le travail si dur du verrier est adouci, autant que possible, par les soins les plus intelligents et les plus paternels. Au sortir des halles en feu, les enfants trouvent une bonne soupe chaude et un bon lit.

L'instruction et l'éducation morale et religieuse de ces jeunes travailleurs, auxquelles M^{me} Paris prend une part très-active, sont confiées à trois filles de la Charité.

MM. MONNIN frères. — Verrerie.

Suppression du travail de nuit. — Ce sera un bon exemple à suivre, et un encouragement pour les personnes qui demandent que le travail de nuit n'existe plus pour les enfants.

M. NAJEAN.

M. Najeau a créé, à Saint-Denis, un internat manufacturier pour la passementerie.

On sait que la passementerie de Paris emploie des enfants auxquels on fait jouer le rôle de moteurs, et qui, malheureusement, sont bien négligés par leurs patrons. Cet état de choses, intolérable, disparaîtra bientôt, grâce à l'excellente initiative de M. Najeau.

M. ALAMAGNY, à Saint-Chamond. — M. BARDIN, filateur à Rouen. — M. H. BERGER, filature et tissage. — M. BLECK, manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines. — M. FAUQUET-LEMAITRE. — M. LUCIEN FROMAGE, fabricant de tissus de caoutchouc, à Rouen. — M. HAFFNER. — MM. LUNG frères.

Ces industriels éminents, que nous nous permettons de signaler à l'imitation de tous les patrons, se sont distingués par les soins qu'ils donnent aux apprentis. Ce sont des créations d'écoles, c'est une application constante, intelligente et dévouée de la loi de 1841, dans sa lettre et dans son esprit. Nous l'avons dit au commencement du rapport, nous n'avons pas le droit de les récompenser, mais la médaille que la Société leur décerne sera comme un signe de reconnaissance entre ces nouveaux Croisés, qui ont pris l'engagement de travailler à l'amélioration du sort des enfants de l'industrie.

Mentions honorables.

M. GILLET FILS. — ÉCOLE DE LA MAISON GILLET,
à Lyon, teinturerie.

Des cours sont faits aux apprentis, par M. Gillet jeune, avec un succès exceptionnellement remarquable.

M^{me} GILLOU. — M^{me} MOURCEAU. — M^{me} VACQUEREL.

Dans ces trois manufactures, il y a des écoles pour les apprentis. M^{mes} GILLOU, MOURCEAU et VACQUEREL soutiennent le zèle des enfants par des visites et des encouragements fréquents. On ne se doute pas assez de ce que la présence du patron, et surtout de la patronne, lorsqu'elle est douce et bonne, peut donner d'élan et de cœur à ces pauvres enfants.

INTERNAT MANUFACTURIER DE M. MALESCOURT à St-Jean-de-Bournay

M^{lle} Malescourt donne elle-même des leçons aux enfants, dirige leurs premières études, et les entoure de soins affectueux.

M^{lle} KEYDER, *institutrice de charité*, Fondation de M^{lle} Désir.

Dévouement à l'instruction des enfants dans les ateliers.

M^{me} la SUPÉRIEURE de l'ORPHELINAT DES BILLETTES, A PARIS.

Cet orphelinat, annexé à la paroisse des Billettes, est un asile où sont élevées les orphelines indigentes de l'église luthérienne de Paris, appartenant pour la plupart à des familles alsaciennes ou allemandes. Il est dirigé par des diaconesses de la maison de Paris, et placé sous la surveillance d'un comité de dames patronnesses. C'est un établissement bien tenu et honorablement connu parmi les maisons de charité protestantes de Paris. Il comptait, en 1869, 40 élèves, dont 32 gratuites.

M. LEQUIEN (Alexandre), Surveillant général à l'École Turgot.

La Société de protection a eu à s'occuper d'un pauvre enfant auquel on avait dû amputer le bras gauche à la suite d'un accident. M. Lequien, avec un dévouement que tout le monde appréciera, a entrepris de préparer cet enfant à l'École Turgot; pendant 6 mois, il lui a donné son temps et ses soins les plus assidus, et il est parvenu à le faire entrer dans cette école.

M. WEIL, directeur de la pension israélite d'apprentis.

La maison que dirige M. Weil a été décrite dans le Bulletin; elle recueille 23 internes et reçoit en même temps en patronage des enfants logés chez les patrons. L'instruction y est donnée avec soin et la direction excellente.

M. CANONGE, directeur de la Tutelle, pension d'apprentis.

Cette pension, fondée et entretenue par notre Colègue M. Piver, compte 49 enfants, tous placés dans différents ateliers.

M. Canonge les a adoptés et s'en est fait une famille. Le dimanche il les promène; en été, il les mène au bain. Le soir,

il les conduit aux cours publics de dessin, et quand il n'y a plus de cours nulle part, il leur en fait lui-même.

M. FICHOT, bandagiste.

Don de membre artificiel à l'un de ces pauvres enfants mutilés, trop souvent victimes de l'étourderie de leur âge, mais quelquefois aussi de l'imprévoyance des chefs d'ateliers.

M. LESPINASSE.

Soins donnés aux enfants de la verrerie de MM. Nicolle et Dubois, à Aubervilliers.

Récompenses décernées aux étrangers.

MÉDAILLES D'ARGENT.

M. EDWARD AKROYD, filateur de laine, membre de la Chambre des Communes.

Les enfants de la filature reçoivent l'instruction dans des écoles construites à ses frais.

M. Akroyd a fondé un village entièrement composé de maisons modèles qu'il a destinées à ses ouvriers; ce village, qui porte le nom d'*Akroydon*, est situé près d'Halifax, dans le Yorkshire.

Ces différentes fondations ont nécessité des dépenses considérables qu'il a supportées seul.

M. JAMES TIMMINS CHANCE, verrier à Smetwick, près de Birmingham,

A élevé et entretient à ses frais de magnifiques écoles pour les enfants de ses usines et de celles du voisinage.

M. HOUGET. — SOCIÉTÉ LIBRE POUR LA PROTECTION DES ENFANTS DE L'INDUSTRIE, établie en Belgique.

Cette Société a fait appel à l'initiative des gens de bien pour l'amélioration du sort des enfants. Elle a pour but de demander au libre consentement de chacun ce que, dans d'autres pays moins heureux, on cherche à obtenir par la contrainte des lois; elle fait de rapides progrès.

M. SURINGAR

Enfin, Messieurs, votre dernière médaille est réservée au vénérable *M. Suringar*, Hollandais, l'homme des œuvres par excellence. Vous aurez ainsi le double avantage d'honorer ce patriarche du dévouement, et de remercier la Hollande, qui a donné à votre Société un diplôme d'honneur.

Mentions honorables.

M. MARTIN COSTER, à Amsterdam. Taille de diamants.

M. Coster emploie des jeunes filles, qui travaillent à égriser et à tailler les diamants.

Elles ne sont reçues dans les ateliers qu'à l'âge de treize ans révolus, et la durée du travail est de 11 heures.

L'instruction des jeunes filles est confiée à deux professeurs mariés, qui doivent, du reste, être prochainement remplacés par des femmes.

L'atelier des jeunes filles est complètement séparé de celui des hommes.

LE MAJOR HUSNY-BEY.

M. Husny-Bey reçoit, à leur arrivée à Paris, les enfants ottomans, qu'avec le concours de notre collègue M. Arnould Thénard il place en apprentissage.

Déjà trente-trois enfants ont été ainsi accueillis et placés.

Ma tâche est terminée, Messieurs; permettez-moi de vous dire que la vôtre va commencer. Vos rapporteurs ne sont que des échos; il faut que vous soyez la voix qui nous apporte le bruit du bien caché au fond de nos provinces comme au sein de nos grandes villes. C'est à vous, nos collègues et nos amis, qu'il appartient de réunir les traits épars dont nous cherchons à former le tableau de ce grand œuvre : *l'amélioration du sort des enfants de l'ouvrier.*

MÉDAILLES D'ARGENT ET DE BRONZE COMMÉMORATIVES

de la séance du 19 juin 1870 et de la session 1869-70

MM. le duc de Mouchy, le baron J.-N. de ROTHSCHILD et M. Michel CORNUDET, *rapporteurs pour 1870* (A); — M. RAFARIN, jardinier en chef de la Ville de Paris. — MM. FLEURY-FLOBERT et GENDRE, correspondants zélés, *organisateurs de la séance* (B).

MM. PRIEUR DE LA COMBLE, trésorier; BÉRARD, trésorier-adjoint (B en 1867); PÉRIN, secrétaire du comité judiciaire (B en 1868). M. P. FOUCHET, chargé du service de l'échange des comptes rendus (B en 1868) (A); MM. ALICOT, chargé du service de l'œuvre des Bibliothèques; SRIEBER, chargé du service des collections pour les patronages; soins dévoués, rapports insérés au Bulletin; ROBIN, visiteur des enfants mutilés (B).

M. VICTOR BOIS, conférence spéciale avec insertion au bulletin; M. le docteur MARJOLIN, mémoire inséré au Bulletin (B en 1867) (A); MM. BARBIER à Chambéry, BEAULIEU, CERFBEER, HÉBERT DUPERRON, MAUGE DU BOIS DES ENTES à Orléans, PAUL LE ROY, VICTOR ROBERT à Guebwiller, rapports ou communications insérés au Bulletin.

MM. LEFÈBRE DE FOURCY, Ingénieur en chef des mines, chargé du service des catacombes; ROUSSELLE, Ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé du service des égouts; ALBERT GEOFFROY-SAINT-HILAIRE, directeur du Jardin d'acclimatation : récréations instructives offertes aux apprentis et aux enfants employés dans les manufactures (B).

LIVRETS DE CAISSE D'ÉPARGNE

Fondation perpétuelle de la classe 91 de l'exposition universelle de 1867, sous la présidence de M. COCHIN.

EXERCICE 1869-70.

GARÇONS. — Pension d'apprentis fondée et entretenue par M. PIVER.

FILLES. — Atelier des apprenties cigarières de la Manufacture impériale de Reuilly; M. REY, directeur.

MODIFICATION AUX STATUTS.

A la suite de la distribution des récompenses M. Migneret, l'un des vice-présidents de la Société au nom du Bureau, appelle l'Assemblée à délibérer sur des modifications à introduire dans les statuts de la Société. Ces modifications n'apportent aucun changement capital à l'organisation première, mais ont pour but de faciliter la marche de la Société en réduisant au nécessaire le nombre des élections et en rendant permanents les Comités et Commissions, dans lesquelles l'esprit de tradition doit se perpétuer. La marche naturelle des choses y introduit d'ailleurs une mobilité constante et qui assure le renouvellement presque aussi bien que le terme légal fixé par les statuts primitifs.

La seule lecture des modifications proposées suffit pour en apprécier la portée. Elles concernent les articles 5, 6, 7 et 10,

ART. 1^{er}. — La Société a pour but d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

ART. 2. — Le siège de la Société est établi à Paris.

ART. 3. — Le nombre des Sociétaires est illimité ; leur cotisation est fixée à la somme annuelle de **dix francs**, qui peut être remplacée par un versement unique de **cent francs**.

ART. 4. — La présidence d'honneur appartient à S. Exc. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Cinq vice-présidents d'honneur sont nommés par la Société.

Un Conseil d'honneur, également nommé par la Société, est composé de fonctionnaires dont la sympathie lui est acquise, mais que leur position officielle tient au dehors de son administration ; de légistes, de médecins et d'officiers ministériels ; de fondateurs ou de représentants d'œuvres créées en faveur des apprentis employés dans l'industrie.

ARTICLE 5.

§ 1. Le Bureau est composé du président, de cinq vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier.

§ 2. Il est formé sept Comités et neuf Commissions spéciales de huit membres. Les Comités sont : le Comité des *Dépenses*, le Comité des *Recettes*, le Comité du *Bulletin*, les Comités

ARTICLE 5.

§ 1. Sans changements.

§ 2. Il est formé dans le sein de la Société trois Comités, savoir :

1^o Le Comité de Comptabilité ;

2^o Le Comité de rédaction et de correspondance ;

3^o Le Comité judiciaire et du contentieux.

d'enseignement *Religieux*, d'enseignement *Elémentaire*, d'enseignement *Artistique* et le Comité *Judiciaire*. Les neuf Commissions spéciales comprennent les diverses industries qui emploient des enfants.

ARTICLE 6.

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois chaque année. Tous les sociétaires ont droit d'y assister. Elle procède à la désignation des membres du bureau et à celle des membres des Comités et Commissions, qui se renouvellent tous les ans par quart.

Les membres sortants des Comités et Commissions sont désignés par le sort; ils sont rééligibles.

ARTICLE 7.

Le Conseil d'administration se compose du Bureau, des présidents et des vice-présidents des Comités et Commissions. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 8. — Le président représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ART. 9. — Six censeurs sont élus par la Société. Ils contrôlent les actes du Conseil, au point de vue de l'observation des statuts, et font un rapport annuel à l'Assemblée générale.

ARTICLE 10.

Les ressources de la Société comprennent la somme des cotisations annuelles, les intérêts des cotisations perpétuelles et des dons ou legs que la Société pourra recevoir.

Il peut être formé des Commissions auxiliaires des Comités, choisies soit pour aider à l'action des Comités, soit pour représenter, par groupes, les diverses industries qui emploient des enfants. Les attributions de ces Commissions sont déterminées par le Bureau et dans l'acte qui les constitue.

ARTICLE 6.

Les membres du Bureau sont élus pour quatre ans et renouvelés par quart. L'ordre des séries sera déterminé pour la première fois par la voie du sort et celle du Bureau avant les élections de 1870.

Chaque année, l'Assemblée générale convoquée à cet effet procède au renouvellement des membres sortants, qui sont toujours rééligibles.

Le Bureau nomme les membres du Comité et des Commissions, dont les fonctions sont permanentes et ne cessent que par suite de décès, démission ou sortie de la Société. Il pourvoit au remplacement des membres sortants, au fur et à mesure des vacances.

ARTICLE 7.

Le Conseil d'administration se compose : 1° des membres du Bureau; 2° des présidents des Comités.

Il est présidé par le président de la Société, qui a voix prépondérante en cas de partage.

Le président peut se faire remplacer par celui des vice-présidents qu'il délègue.

ARTICLE 10.

Le budget de la Société arrêté chaque année par le Conseil d'administration, sur la proposition du président, après avis du Comité de comptabilité et soumis au visa de l'Assemblée générale.

Les Censeurs veillent à l'exécution des décisions de l'Assemblée générale et à la vérification annuelle des finances de la Société avant le vote de l'Assemblée générale.

ART. 11. — Les délibérations relatives à l'acquisition, à l'échange et à l'amélioration des immeubles, ainsi qu'à l'acceptation des dons et legs sont soumises à l'approbation du gouvernement.

ART. 12. — L'emploi des fonds est déterminé, chaque année, par le Conseil ; il est contrôlé par les censeurs et soumis à l'approbation de la Société.

ART. 13. — Les revenus sont appliqués :

1^o A la publication d'un Bulletin destiné à faire connaître tous les faits relatifs à la condition du travail des enfants employés dans l'industrie en France ou à l'étranger ;

2^o A aider, à encourager ou à signaler par des récompenses tous ceux qui auront directement assisté, moralisé ou instruit les enfants employés dans la petite industrie et dans la grande, ainsi que tous ceux qui auront coopéré au même résultat par une invention, une publication, l'institution de concours entre apprentis, ou des fondations spéciales.

Les capitaux disponibles seront placés en fonds publics français.

ART. 14. — L'action de la Société s'exerce plus particulièrement sur le département de la Seine, qu'elle a choisi comme siège de ses premières opérations ; mais elle s'étendra toutefois sur ceux des départements où il se sera formé, avec son concours, des Comités locaux constitués par ses membres et animés de son esprit.

Les propositions de ces Comités seront discutées par des commissions spéciales au moment de la répartition des crédits, encouragements ou récompenses, concurremment avec celles qui intéressent le département de la Seine.

ART. 15. — En cas de dissolution de la Société, l'affectation des biens lui appartenant sera déterminée par l'acte même de la dissolution.

ART. 16. — Toute modification aux présents statuts ne sera exécutoire qu'après l'approbation du gouvernement.

SÉANCES GÉNÉRALES MENSUELLES.

M. le Vice-Président rappelle que les séances *mensuelles* sont tenues à la Mairie du 1^{er} arrondissement, place Saint-Germain-l'Auxerrois, les premiers mercredis des mois de janvier, février, mars, avril, novembre et décembre, à 8 heures 1/2 précises du soir, sans convocations.

Le compte-rendu analytique de ces séances sera désormais inséré au Bulletin ; les Rapports, Mémoires et Notices qui y seront lus seront publiés ou analysés.

La séance publique annuelle (qui termine la session) pour la distribution des récompenses et pour la reddition des comptes aura lieu désormais dans le courant du mois de mai à l'hôtel de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale ; elle est annoncée par les journaux ; MM. les sociétaires sont prévenus par le Bulletin.

COMPTES-RENDUS DES COMITÉS

COMITÉ JUDICIAIRE (1).

(M. JULES PÉRIN, *Secrétaire*).

Extrait des procès-verbaux des séances mensuelles.

ENFANTS VICTIMES D'ACCIDENTS.

Enfants employés par des ouvriers dans l'exécution des travaux. — Nous avons déjà eu l'occasion d'appeler l'attention des patrons sur la nécessité de recommander étroitement aux ouvriers, qui ont besoin du concours des enfants pour les aider dans les travaux qu'ils exécutent, de prendre toutes les mesures et précautions possibles, afin d'éviter que ces jeunes auxiliaires ne soient exposés à aucun accident, même à ceux que peut causer l'imprudence inhérente à leur âge (2).

Le fait suivant prouve que nous ne saurions trop répéter nos conseils à ce sujet :

Le 23 avril 1869, le sieur J..., entrepreneur de serrurerie à Colombes, ayant à poser un tire-fonds et percer le plafond d'un chalet, appela le jeune *Quinquet*, pour monter au premier étage de ce chalet, afin de le prévenir, lorsqu'il verrait sortir du plancher la mèche de son vilebrequin. L'enfant suivit M. J... dans le chalet et vint se placer sur le plancher que devait traverser le tire-fonds ; et, comme l'endroit précis du plancher où devait paraître cet outil n'était pas indiqué, l'enfant se pencha pour se rendre compte de l'endroit où devait sortir le tire-fonds en écoutant le bruit que faisait le vilebrequin manœuvré par M. J... au travers du plancher, et eut l'œil atteint par la mèche.

Le sieur *Quinquet* père, maçon, assigna M. J... en paiement de 1,000 francs de capital et de 600 francs de rente viagère. Il alléguait que : « la mèche du vilebrequin poussée avec violence, sans avertissement de M. J..., était sortie brusquement du plancher et était ainsi entrée dans l'œil de l'enfant ; que M. J... était cause de l'accident, qu'il aurait dû prévenir l'enfant de prendre les précautions nécessaires pour éviter l'atteinte de la mèche du vilebrequin, qu'il savait, en effet,

(1) Voir, ci-dessus, t. III, p. 213-217 et p. 406-409.

(2) M. J. Périn, *Le travail des Enfants employés dans les Manufactures* devant la Jurisprudence, t. III, p. 183, tiré à part, p. 23.

par expérience, pouvoir sortir tout d'un coup de l'endroit troué, tandis que cet enfant ignorait complètement l'effet que pouvait produire le fonctionnement de cet outil; que c'était sur la demande de l'entrepreneur lui-même que cet enfant avait consenti à surveiller le percement du plancher et qu'il avait été victime du service que M. J... lui avait demandé et qu'il lui avait rendu, que cet entrepreneur devait donc réparer le dommage qui était résulté pour cet enfant, de cet accident. »

M. J... répondait que, quelque déplorable que soit un pareil événement, on ne peut en faire peser la responsabilité sur lui, qui n'avait commis aucune faute ou imprudence; qu'en un mot, l'accident qui était arrivé au jeune Quinquet ne lui était en aucune façon imputable; que, ayant été chargé par Quinquet père de terminer un plancher qu'il ne pouvait pas achever lui-même dans la maison en construction, il s'était trouvé, lors de sa présence dans ladite maison, appelé par hasard à ajouter un tire-fonds destiné à soutenir une suspension de lampe; qu'il est vrai que, ne connaissant pas l'épaisseur du plancher qui était percé d'un trou, et ayant besoin de savoir à quelle longueur il devait couper le fer, et ayant prié le jeune Quinquet, qui se trouvait là à ce moment, de le prévenir quand il verrait sortir à travers le plancher la mèche que lui, J..., passait de bas en haut à travers ledit plancher; mais que le jeune garçon, au lieu de mettre son pied sur le trou, comme il le lui avait demandé, ou d'observer simplement l'apparition de la mèche qu'il devait signaler, s'était malheureusement avisé de se coucher à plat ventre et de mettre son œil sur le trou; que c'était cette imprudence qui avait causé l'accident; que la mèche, qui ne dépassait que de 10 centimètres l'épaisseur du plancher, était venue frapper l'œil du jeune Quinquet.

M. J... avait fait conduire à plusieurs reprises, par sa femme et à ses frais, le jeune Quinquet chez M. le Dr Desmares.

Mais l'œil de l'enfant ne put être sauvé.

Au moment de plaider, cette affaire s'est terminée par un arrangement amiable, aux termes duquel M. J... a versé au père de l'enfant une somme de 2,800 francs.

LES APPRENTIS VICTIMES DE MAUVAIS TRAITEMENTS. DE LA PART DE LEURS MAÎTRES.

Le Tribunal correctionnel de la Seine a prononcé récemment une condamnation sévère contre une maîtresse brunisseuse, qui s'était livrée à des sévices de la plus extrême cruauté sur la personne d'une pauvre petite apprentie.

Ce jugement avait été adressé par M. Charles Robert, conseiller d'Etat, l'un des vice-présidents de la Société (avec avis

favorable à l'insertion dans le *Bulletin*), à M. le Secrétaire du *Comité judiciaire*, lequel, ayant pris communication du dossier de cette affaire, a pu donner connaissance au Comité de la nature exacte des faits.

Le 21 avril 1870 se présentait devant M. le commissaire de police du quartier des Enfants-Rouges la demoiselle D..., âgée de 26 ans, contre-maitresse chez la demoiselle G... (L.), brunisseuse à Paris, et lui faisait la déclaration suivante : « La demoiselle G... tient un atelier de brunissage, dans lequel elle n'emploie que des apprenties. Plusieurs fois, ladite demoiselle G... a brutalement frappées ses apprenties, mais, depuis quelque temps, les violences qu'elle exerce sur la plus jeune, la nommée Henriette Dupont (âgée de 12 ans et demi — née le 14 août 1858), ont pris un caractère de gravité tel que j'ai cru de mon devoir de venir vous en rendre compte. Il y a environ six mois, elle a frappé la jeune Henriette à coups de manche de balai. Elle l'a atteinte en pleine figure, et la plaie contuse qui en a été la suite à la base du nez est encore saignante. Quand la demoiselle G... est sous le coup de la colère, elle ne sait plus ce qu'elle fait ; elle frappe à tort et à travers. Si elle a un manche à balai à la main, elle s'en sert ; sinon, elle donne des coups de pied et des coups de poing. La jeune Henriette, il est vrai, est paresseuse et dévergondée : elle mérite souvent d'être réprimandée ; mais les violences exercées sur sa personne dépassent toute mesure. Les voisins se sont émus d'un pareil état de choses, et, pour éviter d'être compromise moi-même, j'ai dû venir vous avertir de ce qui se passait. Toutes les apprenties et moi-même avons été plus ou moins maltraitées par la demoiselle G..., mais sans gravité. Il n'en est pas de même de la jeune Henriette, qui a été véritablement martyrisée. La demoiselle G... la frappait à chaque instant, et, l'hiver dernier, elle lui a plusieurs fois appliqué le tisonnier chauffé au rouge sur l'épaule droite et sur le bras gauche à hauteur du coude ; les traces de brûlure sont encore visibles.

— Du reste, vous pourrez entendre utilement les apprenties, au nombre de sept, de la demoiselle G..., dont quelques-unes ont 16 ou 17 ans, et vous serez parfaitement édifié sur ses procédés à cet égard. »

M. le commissaire de police, s'étant rendu chez ladite demoiselle G..., fut frappé par l'aspect malingre et souffreteux de la jeune Henriette ; il la fit aussitôt visiter par un médecin, lequel constata des traces de blessures graves sur les épaules et le cou.

Toutes les apprenties confirmèrent la déclaration de la contre-maitresse. « La demoiselle G... battait Henriette comme plâtre, tantôt avec un bâton, tantôt avec tout autre objet qui lui tombait sous la main, n'épargnant ni les coups de pied ni les coups de poing. Dans le courant de l'hiver dernier, la demoiselle G... fit plusieurs fois

rougir dans le poêle le tisonnier et l'appliqua sur les épaules de la jeune Henriette, dont la peau fut brûlée d'une façon telle que tout l'atelier fut envahi par une odeur nauséabonde de chair grillée. Ce fait se renouvela une autre fois et la jeune H... reçut au bras gauche une application de fer rouge.

La demoiselle G... ne put méconnaître l'exactitude de ces dépositions ; mais elle se défendit en disant qu'elle avait été poussée à bout par la mauvaise volonté de son apprentie ; et que c'était dans l'espoir de mater son caractère qu'elle avait agi ainsi à son égard.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que la fille G... a, en avril 1870, à Paris, volontairement porté des coups, exercé des violences et fait des blessures à la D^{lle} Henriette Dupont, âgée de 11 ans, son apprentie notamment en lui appliquant un tisonnier chauffé au rouge sur l'épaule droite et sur le bras gauche, sans toutefois qu'il en soit résulté aucune maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de 20 jours, délit prévu et puni par l'article 311 du Code pénal, faisant application de cet article, condamne la fille G... à treize mois de prison et aux dépens, liquidés à 15 fr. 85 c. (6^e ch., 14 mai 1870) (1).

LES ENFANTS VICTIMES DE PRÉTENDUES PLAISANTERIES D'ATELIERS.

Les enfants ne devraient-ils pas être protégés par leur naïveté, leur confiance contre ces mauvaises plaisanteries qu'imaginent parfois les *louslics* des manufactures ? Leur inexpérience inspire, au contraire, trop souvent aux ouvriers qui devraient les couvrir de leur protection, quelque *bon tour* à leur jouer, quelque *farce* à leur faire. Les patrons doivent se montrer sévères contre leurs ouvriers qui sont assez peu sérieux pour trouver plaisir à faire servir les enfants de souffre-douleurs.

Nous voulions nous élever contre ces habitudes déplorables des trop nombreux ateliers qui ne sont astreints qu'à une discipline relâchée et à une surveillance insuffisante ; le fait sui-

(1) Nous avons été surtout déterminé à parler de cette triste affaire, parce que nous avons la satisfaction d'annoncer à nos lecteurs que l'attention de la Société s'est portée sur la jeune Henriette Dupont, dont la situation est aujourd'hui réglée. L'enfant, recueillie provisoirement par M^{me} Lekime, 315, rue de Charenton, a été placée à Lyon, confiée à M^{me} Masson (œuvre des tutrices), avec le consentement écrit du père et de la mère. Les frais de transport et de premier habillement ont été fournis par notre collègue M. E. Leroy, chef d'institution. Il est à espérer que l'éloignement réagira favorablement pour la famille et pour l'enfant, sous l'œil vigilant de la Société. Notre collègue, M. le docteur Perrin, s'est chargé de voir ce qui est à faire pour améliorer l'atelier. Le problème sera résolu dans toutes ses parties, si quelque lecteur de cette note veut bien nous venir en aide. Or il s'agit ici d'un essai intéressant qui peut être l'occasion d'une œuvre importante.

vant nous a paru assez caractérisé pour que nous le dénoncions et nous le publions afin qu'il provoque une surveillance plus rigoureuse dans les ateliers.

Le petit Émile *Franck*, âgé de 10 ans, avait été engagé comme apprenti (suivant contrat passé, le 12 janvier 1868, entre le nommé *Franck* et le sieur *Né* père) par un ouvrier employé dans une fabrique de papiers peints ; il était d'un très-bon naturel, au dire des ouvriers de ladite fabrique. Cependant il était l'objet des violences du fils de son patron, *Né* père. *Anatole Né*, âgé de 15 ans, apprenti tireur, qui passait pour taquin et enclin à faire *des malices* à ses camarades, lui prodiguait les coups de pieds ; aussi l'enfant avait-il peur de lui. Le 19 novembre 1868, vers 6 heures du soir, le jeune Émile se trouvant dans l'atelier de MM. T... et M..., près d'un établi, et baissé pour ramasser des rognures de papiers, l'apprenti *Anatole* eut l'inférieure idée de verser sur la tête du jeune Émile une terrine d'essence, puis d'allumer un bout de papier à un quinquet et de chercher à enflammer la tête de l'apprenti en disant : « Allumons-le ! » ; l'enfant cherchait à fuir. *Anatole* ne pouvant l'atteindre, alors qu'il se trouvait à quelques pas de lui, jeta le papier tout enflammé sur la tête du pauvre, et l'essence prit feu. L'enfant fut entouré par les flammes. Le sieur *Régner*, tireur, s'étant jeté sur lui pour étouffer le feu, — pendant que l'apprenti *Né* lui-même, comprenant, mais un peu tard, les conséquences de sa fatale pensée, allait chercher un seau d'eau, — on parvint, au bout d'un instant, à éteindre la flamme qui se propageait.

Le commissaire de police arrêta immédiatement *Anatole Né*. Le médecin mandé reconnut que l'état de la victime de cette odieuse plaisanterie était grave et pouvait entraîner la mort (1).

Anatole fut poursuivi en vertu de l'art. 320 du code pénal, pour avoir causé des blessures par son imprudence (pour ne pas dire sa méchanceté) ; mais le Tribunal décida, attendu qu'il n'avait pas 16 ans, qu'il avait dû agir sans discernement, et le fit bénéficier de l'art. 66 du code pénal, et ordonna qu'il serait détenu dans une maison de correction pendant 15 jours ; et, attendu qu'il n'était pas sous la surveillance de son père au moment du fait, renvoya celui-ci de la prévention. (Trib. corr. Seine, 7^e ch., 16 janvier 1868.)

(1) Le jeune *Franck* a survécu, mais il restera tout au moins défiguré.

Lorsqu'un accident se produit dans un atelier, l'humanité impose au patron le devoir d'entourer l'enfant de toute sa sollicitude. Nous souhaiterions un peu plus d'empressement qu'il ne paraît en avoir été apporté pour le patron, dans les circonstances que nous venons de raconter.

En effet, voici la déposition de M. N..., l'un des patrons :

« Mon associé, le sieur T..., s'est chargé de voir l'enfant blessé à la pharmacie du boulevard du Prince-Eugène, et de venir vous informer le premier. Je pensais qu'il se serait acquitté de ce devoir, et j'ai lieu d'être étonné d'entendre par votre bouche qu'il n'en a rien fait !... »

LECTURES ET COMMUNICATIONS

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

LETTRE DE M. HOUGET

A M. LE PRÉSIDENT ET A MM. LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

Notre collègue, M. Houget, a assisté à la séance du 6 avril et a demandé à la Société de prendre en considération sa proposition consistant à demander au Gouvernement :

1° De renoncer à la présentation aux Chambres législatives du projet de loi sur le travail des enfants ;

2° D'abroger la loi de 1841 sur le même sujet (1).

La séance s'étant terminée sans qu'aucune résolution ait pu être prise, et notre collègue, qui habite Verviers et pourra bien ne pas être libre lors de la séance de rentrée de la Société, a adressé la lettre suivante pour être insérée au Bulletin :

MESSIEURS, dans le cours de la séance du 6 avril, j'avais eu l'honneur d'appeler votre attention sur les dangers et inconvénients d'une réglementation légale des rapports entre patrons

(1) Cette loi n'est pas, comme on le pense, abrogée ; en ce moment, il appartient au service des mines d'en assurer l'exécution. Voici le texte de la dernière circulaire de S. Exc. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Monsieur le Préfet, le décret du 17 juillet 1869 ayant rétabli le département de l'agriculture et du commerce, tel qu'il existait avant sa réunion au ministère des travaux publics, le service d'inspection du travail des enfants dans les manufactures fait naturellement retour au département de l'agriculture et du commerce, auquel il avait précédemment appartenu. D'autre part, aux termes des dispositions du décret du 7 décembre 1868, l'inspection du travail des enfants dans les manufactures doit s'exercer avec le concours des ingénieurs du Corps impérial des mines, et il y avait un intérêt de premier ordre à ne pas renoncer à un aussi précieux concours. Mon département a donc dû se concerter avec celui des travaux publics, dans le but d'assurer l'exécution des décrets que je viens de rappeler, et, d'après un accord intervenu entre mon collègue et moi, il demeure décidé que dorénavant MM. les préfets recevront exclusivement du département de l'agriculture et du commerce, tant pour eux-mêmes que pour les ingénieurs placés sous leurs ordres, les instructions relatives au travail des enfants dans les manufactures, et que réciproquement ils adresseront par la même voie à ce département toutes les communications et états statistiques concernant le même service.

Il n'est rien changé d'ailleurs, en ce qui concerne cette partie de leurs attributions, aux instructions déjà données par l'administration pour ce service spécial.

et ouvriers tout en constatant que, pas plus en Prusse qu'en Angleterre, cette réglementation n'a produit les résultats qu'on lui attribue généralement. Avant que vous n'émettiez votre vote sur mes deux propositions, permettez-moi, Messieurs, de vous rappeler les motifs qui m'ont engagé à les formuler.

Il est admis en principe que l'autorité doit s'abstenir d'intervenir dans les rapports privés entre citoyens, tant que ces rapports ne dégènèrent pas en actes répréhensibles.

Dès lors, à quel titre peut se justifier la nécessité d'une intervention de l'autorité entre patrons et ouvriers pour obtenir des premiers qu'ils agissent avec bienveillance à l'égard des enfants qu'ils emploient ?

Et pourquoi cette intervention serait-elle plus efficace que celle de l'initiative privée, agissant par persuasion en s'appuyant sur l'opinion publique et au besoin sur la loi répressive des actes d'inhumanité ?

L'étude que j'ai publiée récemment, et dont je vous ai lu quelques parties à la séance du 6 avril dernier, concluait par l'affirmation que l'intervention de la contrainte légale était nuisible sous tous les rapports et que l'initiative privée pouvait, seule, amener les résultats désirés par les amis de la réglementation légale.

Cette conclusion, Messieurs, est le résultat de l'examen approfondi et comparatif des effets produits en divers pays par les deux systèmes de contrainte et de liberté et, plus encore, en tenant compte de ce que la formation d'associations du genre de la vôtre pourrait produire de bien en stimulant les sentiments d'humanité des patrons et en agissant auprès des chefs de familles ouvrières, là où la contrainte légale n'existe pas.

J'ai cru remarquer, Messieurs, que ma première proposition vous était sympathique et que, si même vous avez demandé l'an dernier ce que je vous propose de rejeter à présent, vous ferez bon marché du reproche d'inconséquence qui pourrait vous être adressé comme il l'a été à toutes les conversions.

J'examinerai donc plus spécialement ma deuxième proposition en l'opposant à celle de notre honorable collègue M. Hiéland, lequel approuve le rejet d'une nouvelle loi, mais en demandant la conservation de celle de 1841 pourvu qu'elle soit rendue applicable aux petits ateliers.

Vous savez tous, Messieurs, que la loi de 1841 n'a guère été

exécutée, parce qu'elle n'était guère exécutable, de l'aveu même de ses partisans !

L'inspection décrétée par son article 10 ne pouvait être et n'a été établie que partiellement ; qu'a-t-elle produit là où elle a fonctionné activement, par exemple, à Mulhouse ? Les rapports de la Société Industrielle de cette ville ont assez décrit les abus dont l'enfance ouvrière est encore la victime pour démontrer l'impuissance de l'inspection légale !

Que s'est-il passé sous vos yeux, c'est-à-dire dans le département de la Seine ? Vous savez, d'après les rapports officiels, les premiers résultats obtenus par l'inspection. Mais est-ce en appliquant la loi qu'elle est arrivée à ces bons résultats ou en agissant par voie de persuasion ? Peut-être l'ancien inspecteur de la Seine prétendra-t-il que parfois une allusion à son pouvoir légal a pu décider des hésitants à suivre ses conseils, et qu'ainsi il serait bon de conserver la loi comme épouvantail pour les patrons récalcitrants. Mais ne se trompe-t-il pas sur la valeur de cet argument — qui est le seul, je pense, que l'on puisse invoquer en faveur du maintien de la réglementation légale des rapports entre les patrons et les enfants qu'ils emploient — ?

D'abord, est-il moral de réduire la valeur d'une loi à celle de knout légal ? Je ne puis l'admettre !

Puis, est-il admissible que si même le Gouvernement parvenait à créer une inspection générale agissant sur tout le territoire français, tous les inspecteurs feraient de leurs pouvoirs un usage également tolérant et judicieux ?

Peut-on supposer qu'ils auraient tous assez de patiente fermété et assez d'indépendance de caractère pour remplir leurs fonctions d'une manière impartiale et que beaucoup d'entre eux échapperaient au danger de faire du zèle, c'est-à-dire de donner à la loi le caractère arbitraire et vexatoire qui lui a été toujours reproché ? Il n'est pas possible de le supposer !

Ensuite, est-il certain que les sentiments d'humanité obtenus par la crainte de poursuites correctionnelles peuvent être sincères et durables autant que ceux que ferait surgir la persuasion évoquant l'appel à l'opinion publique ? Je n'hésite pas à le nier !

- Enfin le maintien de la loi de 1841, à si faible titre que ce soit, n'aura-t-il pas toujours pour conséquences logiques principales :

1° De rendre inutile en apparence et, par conséquent, de retarder la création d'associations du genre de la nôtre;

2° D'assoupir les bons sentiments de l'initiative privée;

3° De provoquer l'indifférence et parfois la répulsion pour les enfants dont l'inspection sera toujours une cause de dérangements, d'ennuis et parfois de vexations pour les patrons;

4° D'étendre dans la classe ouvrière la conviction que les patrons sont ses ennemis puisque les esprits d'élite qui dirigent la France semblent croire indispensable d'intervenir entre elle et les Industriels français, en imposant à ceux-ci la honte d'une réglementation de leurs actes envers les enfants qu'ils font travailler;

5° D'affaiblir chez les Chefs d'industrie de France le sentiment de dignité personnelle en les habituant à subir cette honte ?

Je suis convaincu que personne ne pourra nier ces conséquences directes du maintien en vigueur de la loi de 1841 !

Peut-être m'accusera-t-on d'en exagérer l'importance !

En ce cas, Messieurs, pour les trois premiers points, consultez vos souvenirs ; ils vous rappelleront certainement des déceptions provoquées, selon moi, par le fait de l'existence de la loi et bien des refus d'adhésion à la Société de protection, motivés sur ce que l'inspection sauvegarde les intérêts des enfants et qu'il est inutile — et même dangereux — de s'en occuper en dehors des prescriptions de la loi.

Quant au quatrième point, l'extension des grèves fait assez comprendre le danger de fournir à leurs provocateurs l'argument logique, qui se déduit de l'attitude prise par la loi de 1841 vis-à-vis des patrons et dont le Gouvernement ferait bien de supprimer la base.

Enfin, Messieurs, pour ce qui concerne l'atteinte portée par la loi de 1841 à la dignité des Industriels français, je me bornerai à établir que vous protesteriez certainement si l'on mettait en suspicion vos sentiments de patriotisme et que vos sentiments d'humanité ne méritent pas moins d'être respectés.

De ce qui précède, il résulte pour moi de toute évidence que les inconvénients du maintien de la loi de 1841 sont tellement sérieux que vous commettriez une faute grave en ne réclamant pas sa suppression.

Et c'est parce que ma conviction est absolue à cet égard que

j'ai cru devoir vous proposer de demander l'abolition de la réglementation.

Vous savez assez ce qu'on peut attendre de l'initiative privée pour désirer: 1° qu'elle ne rencontre plus d'entraves dans sa propagande bienfaisante; 2° que l'inspection légale soit remplacée par l'inspection dévouée et persuasive agissant librement en s'appuyant sur l'opinion publique; 3° que les patrons, délivrés de la gêne des prescriptions légales, stimulés par les associations protectrices de l'enfance, par les exhortations de la presse et même par les conseils officieux des autorités locales secondant l'intervention morale du Gouvernement, que les patrons, dis-je, prennent l'habitude de se préoccuper davantage de l'avenir physique et moral de la jeunesse ouvrière, ce qui amènera forcément des rapports plus fréquents et plus bienveillants avec les chefs de familles ouvrières.

Si, par un motif que je ne puis prévoir, vous appréciez, Messieurs, que ma deuxième proposition est trop radicale, je vous prie de la modifier en la limitant à la suspension de la loi pendant un délai assez long pour permettre à l'initiative privée de faire un essai sérieux de sa virilité.

La suspension de la réglementation ne produira certes pas tous les effets de l'abolition; mais elle suffira, j'espère, pour prouver que la contrainte est nuisible, et pour donner raison aux arguments que j'ai eu l'honneur de développer dans l'intérêt de l'œuvre de notre Société.

ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES ENFANTS

DANS LA VERRERIE

Communiquée par M. DUBOIS, membre de la Société, Président du Comité verrier de la chambre syndicale pour les industries céramique et verrière.

Un questionnaire a été rédigé et présenté par M. le Président du comité de la verrerie de la *chambre syndicale* au point de vue du travail des enfants dans les verreries, et adressé à tous les verriers de France. Ce premier pas dans la voie de l'initiative collective honore la chambre syndicale; il conduira, n'en doutons pas, à l'amélioration radicale du sort des enfants de la verrerie. Nous espérons que tous les verriers de France tiendront à honneur de répondre et de donner les renseignements les

plus exacts. La connaissance de la vérité peut seule conduire à la proposition de mesures vraiment équitables et de réalisation possible et durable. Je ne vois qu'une question à ajouter à cette liste; sur la *mobilité* des enfants, laquelle est, à Paris, vraiment désolante; il y a des ateliers qui renouvellent leur petit personnel en un an, deux ans au plus ! Je crois que le remède à ce fâcheux état de choses est dans l'apprentissage *avec contrat* pour des enfants *logés et nourris*. J'ai la conviction que les verriers arriveront spontanément à prendre le parti de créer des *internats*; s'ils s'y décident, et s'ils ont réellement pour les enfants les soins paternels dont s'honorent déjà certains d'entre eux, ils recueilleront des adultes, le prix de leurs sacrifices, de leur dévouement pour les enfants. Une *tenace* bienveillance triomphe même de la nature indisciplinée des enfants, même du mauvais vouloir des ouvriers !

1° Nombre d'enfants employés. — 2° Leur âge (minimum, moyen, maximum). — 3° La durée du travail (nombre d'heures, de jour, de nuit). — 4° Temps et heures de repos pendant le séjour à l'atelier. — 5° Salaires (maximum, moyen, minimum). — 6° Genre de travail et classification des enfants. — 7° Sont-ils nourris, logés. — 8° Distance de leur domicile à la fabrique *minima*, combien de minutes, combien d'enfants; *moyenne*, temps ou distance kilométrique, combien d'enfants; *maxima*, temps ou distance kilométrique, combien d'enfants. — 9° Heures de cette course. — 10° Abondance ou pénurie des enfants. — 11° État de santé des enfants. — 12° État de santé des ouvriers qui ont été gamins de verreries. — 13° Mortalité dans cette industrie. — 14° Cas de longévité. — 15° Cas de réforme, relevé des états officiels. — 16° Y a-t-il des maladies inhérentes à l'état de verrier. — 17° Y a-t-il des maladies inconnues aux verriers. — 18° Opinion sur le travail de nuit. — 19° Opinion sur l'âge minimum. — 20° Les enfants sont-ils indispensables, ou n'est-ce qu'une question de salaire. — 21° Pour apprendre la verrerie, est-il indispensable de commencer jeune. — 22° A quel âge peut-on commencer pour faire un bon ouvrier. — 23° — A quel âge minimum l'enfant peut-il être appliqué normalement à la verrerie, soit comme porteur à l'arche, etc. — 24° Instruction : les enfants vont-ils à l'école dans l'usine, les enfants vont-ils à l'école hors de l'usine, les enfants ne vont-ils à aucune école.

SALUBRITÉ ET HYGIÈNE

ASSAINISSEMENT DU TRAVAIL FAIT PAR LES ENFANTS.

Brochure in-4° adressée par M. GOLDENBERG.

De même que nous n'hésitons pas à publier les faits à la charge de l'industrie, nous sommes heureux de proclamer et de répandre ceux qui sont à sa décharge ou plutôt à son honneur, notamment les inventions ou applications ayant pour but de ménager la force et la santé des ouvriers, particulièrement des enfants.

Notre collègue, M. Goldenberg, au Zornhoff, près Saverne, occupe dans ses grandes usines pour la fabrication des outils d'acier et de fer plus de 1,200 ouvriers, dont 97 enfants, ayant de 14 à 16 ans (*il n'est pas employé des enfants au-dessous de 14 ans*) ; de ceux-ci, 16 sont employés au polissage de l'acier.

Ces petits travailleurs des ateliers d'aiguiserie sont aujourd'hui dans des conditions de travail très-améliorées, grâce à la sollicitude de leur patron. *Les polissoirs* auxquels ils travaillent sont munis de ventilateurs d'une grande puissance, qui emportent toute poussière, si bien que le travail nuisible naguère à la santé des enfants est devenu inoffensif. A partir de ce jour, tout manufacturier qui fait pratiquer ces opérations de polissage sans les précautions qui en assurent l'innocuité est deux fois coupable ; il n'a plus pour lui aucune excuse. *La brochure de M. GOLDENBERG est envoyée gratis à tout manufacturier, employant des enfants au polissage de l'acier, qui en fait la demande.*

LES EFFETS DU TABAC CHEZ LES ENFANTS

Par le Dr DECAISNE.

Brochure in-8° communiquée par M. CHAIX.

Pendant plusieurs années, j'eus l'occasion d'observer un assez grand nombre de *jeunes garçons employés dans les manufactures* et présentant tous les signes d'une profonde altération du sang. Ces désordres de l'économie me paraissaient en général avoir pour causes une constitution chétive, l'insuffisance de l'alimentation, l'humidité des habitations, l'encombrement et la nature même du travail de ces enfants, *passant une grande partie de leur vie au milieu d'émanations malsaines de toutes sortes, dans des ateliers où vient s'étioler dès l'âge le plus tendre une partie de nos populations.*

Mais bientôt cependant je fus frappé du nombre considérable d'ouvriers de 9 à 15 ans faisant usage du tabac à fumer, et je me demandai alors si cette habitude n'entraînait pas pour quelque chose dans cette altération du sang que je constatais si fréquemment.

Je résolus de porter mes recherches sur ce point, tout en ne me dissimulant pas les difficultés de l'observation. Tout le monde sait, en effet, que la plupart des enfants des manufactures sont anémiques, et cela pour les raisons que nous disions tout à l'heure. Il était donc prudent de chercher en dehors des manufactures mes sujets d'étude et c'est ce que je fis.

Sur 38 enfants de 9 à 15 ans faisant un usage plus ou moins grand du tabac à fumer, 27 présentaient des effets sensibles, 22 avaient des troubles divers de la circulation, des palpitations de cœur, des difficultés de digestion, de la paresse de l'intelligence *et un goût plus ou moins prononcé pour les boissons fortes*, 3 avaient des intermittences du pouls. Chez 8, l'analyse du sang accusait une diminution plus ou moins notable des globules sanguins, 12 avaient des saignements de nez assez fréquents, 10 avaient le sommeil agité, 4 présentaient des ulcérations légères de la muqueuse buccale, qui disparaissaient quand ils cessaient de fumer pendant quelques jours. Chez un enfant, la phthisie pulmonaire m'a paru être la conséquence d'une altération profonde du sang, par suite de l'usage du tabac.

De 9 à 12 ans, les effets étaient plus marqués.

Chez les enfants très-bien nourris, les désordres étaient en général moins accusés.

8 étaient âgés de 9 à 12 ans, 19 de 12 à 15 ans.

11 fumaient depuis 6 mois, 8 mois ou un an, et 16 depuis plus de 2 ans.

Le traitement employé généralement contre l'altération du sang donnait presque toujours des résultats insignifiants.

Sur 11 enfants qui ont cessé de fumer et que nous avons pu suivre, 6 ont vu disparaître à peu près complètement les désordres de l'économie que nous avons signalés, et cela en moins de 6 mois; 3 en ont conservé une partie, les 2 autres ont été perdus de vue.

En résumé, on peut admettre les conclusions suivantes :

1° Quoique difficiles à apprécier chez tous les sujets, les

effets pernicieux du tabac à fumer sur les enfants sont incontestables ;

2° L'usage, même restreint, du tabac à fumer chez les enfants amène souvent une altération de sang et les principaux symptômes qui l'accompagnent : la pâleur du visage, l'amaigrissement, les palpitations de cœur, les difficultés de digestion, etc ;

3° Le traitement ordinaire de l'anémie ne produit en général aucun effet, tant que l'habitude persiste ;

4° Les enfants qui fument accusent en général une certaine paresse de l'intelligence *et un goût plus ou moins prononcé pour les boissons fortes* ;

5° Chez les enfants qui cessent de fumer et qui ne sont atteints d'aucune lésion organique, les désordres de l'économie que nous venons de signaler disparaissent souvent très-promptement et presque toujours sans laisser aucune trace.

Les effets pernicieux du tabac sur l'intelligence sont incontestables, quoi qu'on en ait dit (1).

Nota. — L'opinion professée par M. le Dr E. Decaisne est protégée par un grand nombre de savants, et dans plusieurs pays l'autorité paraît s'être sérieusement préoccupée des dangers qu'entraîne l'abus du tabac ; voici le décret rendu par le Conseil d'Etat d'Unterwalden (Suisse) contre l'usage du tabac chez les enfants.

« Nous étant aperçu de l'accroissement excessif de l'usage immolééré du tabac, même *parmi les jeunes gens* ;

» Considérant l'effet pernicieux qu'il produit sur la santé, et considérant surtout que le tabac n'est qu'un article de luxe inutile ;

» Nous, bailli et conseiller provincial du canton d'Unterwalden, avons décrété l'ordre suivant :

» 1° Il est totalement défendu aux jeunes gens, parmi les-

(1) Une association s'est formée en France contre l'abus du tabac. Cette Société a décerné, dans son assemblée générale du mois dernier, une médaille d'argent aux élèves de l'École professionnelle de M. Chaix, pour l'empressement qu'ils ont mis à suivre les conseils qui leur ont été donnés sur les inconvénients que présente pour la jeunesse l'usage du tabac.

A la suite de la remise de cette médaille, un certain nombre d'élèves ont adressé à leur patron une lettre dans laquelle ils s'engagent à ne pas fumer avant l'âge de vingt et un ans.

quels nous comprenons tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, de fumer et de priser du tabac, sous peine, dans le premier cas de contravention, d'une amende de 1. btzn., dans le deuxième cas, d'une amende de 20 btzn., dont la moitié revient au plaignant, l'autre moitié à la commune respective du contrevenant, pour être utilisée par le Conseil municipal dans des buts d'utilité commune.

» Les conseillers municipaux sont également chargés de l'exécution des punitions déterminées pour ces deux premiers cas de contravention.

» Par contre, dans le troisième cas de contravention, le Conseil municipal respectif mettra les contrevenants à la disposition du Gouvernement, lequel infligera alors une punition plus sévère.

» D'une amende de ce chef il advient au plaignant également la moitié, l'autre moitié néanmoins écherra à la caisse de l'État.

» A ceux des contrevenants qui ne pourront payer l'amende respective fixée pour les trois cas de contravention sus mentionnés, il sera infligé une punition corporelle.

» 2° Il est généralement défendu de fumer du tabac dans des endroits enfermant des objets inflammables.

» 3° Les conseillers municipaux, agents et employés de police sont chargés de l'exécution de cet ordre, et ces derniers sont en outre tenus, s'il y a lieu, d'enlever aux contrevenants la pipe ou la tabatière.

» 4° MM. les curés, instituteurs et tous ceux qui sont chargés de l'éducation et de la surveillance des enfants, sont requis d'inviter ceux-ci à l'observation de cet ordre, et DE LES PRÉVENIR CONTRE L'USAGE PERNICIEUX DU TABAC.

» La Chancellerie d'État du canton d'Unterwalden.

» *Signé : NASSER.* »

SOCIÉTÉ PATERNELLE

EN FAVEUR DES ENFANTS DE L'IMPRIMERIE, DE LA LIBRAIRIE ET DES
INDUSTRIES QUI S'Y RATTACHENT.

Président, M. LE COMTE SÉRURIER.

La Société paternelle, fondée par les patrons de l'imprimerie et des industries qui s'y rattachent, en faveur des enfants employés soit comme apprentis, soit comme aides-ouvriers, a tenu sa première séance le lundi 18 juillet, sous la présidence d'honneur de M. le conseiller d'État Saint-René Taillandier, secrétaire général du Ministère de l'instruction publique.

Le jour avait été fixé depuis longtemps, et malgré les préoccupations du moment, le Conseil a cru ne pas devoir retarder la réunion, attendu que nul motif ne saurait détourner du but que se propose la Société : « améliorer la condition matérielle et morale des enfants ».

Il fallait que la Société prît date par une manifestation publique, et, malgré le travail incessant de jour et de nuit occasionné par l'organisation de la grande Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer, M. le comte Sérurier, président, a tenu à ce que la séance eût lieu au jour indiqué, dût l'assistance être peu nombreuse (1).

Beaucoup de personnes qui sympathisent avec la pensée des fondateurs de la Société paternelle se sont excusées de n'avoir pu se rendre à la réunion et ont insisté pour que les statuts fussent, au plus vite, communiqués aux divers industriels dont la spécialité se rattache à la typographie. En effet, les événements qui se préparent sont une raison de plus, si l'on veut bien y réfléchir, pour qu'aucune pensée, aucune affaire ne détourne de la réalisation de ce progrès impérieux que demandent

(1) La séance a eu lieu dans la belle salle de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale, rue Bonaparte, 44. M. Saint-René Taillandier, président de la séance, avait à sa droite M. le comte Sérurier, président de la Société, et à sa gauche M. le conseiller d'État Ch. Robert, vice-président de la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures. MM. Delalain et Plon avaient été appelés à prendre place au bureau.

l'industrie et le pays. Il est de la plus grande urgence que le chef d'établissement ne soit plus insoucieux du sort des enfants qu'il emploie ; car la nécessité de la guerre ne disparaîtra de nos mœurs que le jour où l'éducation universelle l'aura rendue impossible, et il faut hâter l'avènement de ce jour heureux.

Si le maître veut sincèrement être, comme le dit le beau nom de *patron*, le père des enfants qu'il emploie dans son industrie, il contribuera puissamment à assurer le maintien définitif de la paix entre les nations, en amenant d'abord la concorde et l'union entre ses ouvriers et lui.

Le jour où le patron aura pris soin des enfants, où il aura veillé sincèrement avec une vraie affection à leur éducation ; le jour où il aura écarté d'eux les dangers, où il aura facilité leur apprentissage, où il aura amené les ouvriers à les traiter convenablement, en un mot où il leur aura donné la preuve sérieuse *qu'il les aime* pour eux, il aura le droit, s'il reste juste et bon, de demander à ses ouvriers (ses apprentis devenus hommes) affection pour affection, dévouement pour dévouement.

La brochure que va publier la Société paternelle pour faire connaître ses statuts, donnera l'allocution de M. le président comte Sérurier, que l'abondance des matières ne nous permet pas de reproduire : nous nous bornons à publier le discours prononcé par M. Saint-René Taillandier. — Nous croyons être agréables à nos lecteurs en faisant suivre cette belle page de l'extrait d'une lettre au Secrétaire par un de nos collègues ; ce document prouve que les idées dont la Société s'est faite la propagatrice ne sont pas des utopies. Nous reproduisons aussi, à la suite du rapport, une autre lettre adressée à M. Chaix, notre collègue, laquelle *donnera à réfléchir à nos imprimeurs français*, et les engagera, nous n'en doutons pas, à se rallier, sans délai, aux efforts que fait le Conseil de la Société, de l'imprimerie et des industries s'y rattachant, pour qu'une protection réelle *soit mise en pratique* par tous ceux qui, employant des enfants, ont ainsi une part de responsabilité dans l'avenir de l'industrie et dans l'avenir du pays.

DISCOURS DE M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER

MESSIEURS,

Cette réunion, toute simple et toute modeste qu'elle est, nous présente, si je l'ose dire, une expressive image de notre société française tout entière et des généreuses émotions qui l'agitent.

Que faisait la France il y a quelques jours encore ? Elle travaillait loyalement à ses réformes intérieures, elle consacrait par ses votes l'établissement de l'Empire libéral, elle s'appliquait à résoudre un des plus périlleux problèmes du monde moderne, elle s'accoutumait à pratiquer les institutions parlementaires, sans renoncer à son génie démocratique ; en un mot, elle donnait un spectacle inconnu jusqu'ici dans l'histoire du monde, le spectacle des discussions les plus libres, des progrès les plus rapides, des expériences les plus hardies, avec l'appui et sous le contrôle du suffrage universel. Tout à coup, au milieu de cette grande œuvre, une insulte est faite au souverain et à la nation par une puissance jalouse. La France bondit sous l'outrage, la guerre est inévitable, puisque l'honneur est en cause ; et voilà ce grand pays, hier encore si laborieux, si dévoué aux progrès, si préoccupé de l'instruction populaire, si actif à poursuivre le bien en toutes choses, voilà ce grand pays de France obligé d'envoyer à la frontière, non-seulement sa vaillante armée toujours prête, mais ces légions de généreux enfants qu'elle réservait aux conquêtes pacifiques de la civilisation.

Le même trouble, ou du moins le même contraste, — s'il m'est permis de comparer à la grande patrie l'œuvre particulière qui nous rassemble, — le même contraste a éclaté dans le programme de cette réunion. Que voulions-nous, Messieurs, le jour où nous avons convoqué ici les personnes sympathiques à tout ce qui intéresse le perfectionnement intellectuel et moral de la famille ouvrière ? Nous voulions inaugurer une société nouvelle, nous voulions proclamer et expliquer la formation d'un nouveau groupe au sein de cette grande Société paternelle qui se consacre à la protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures ; nous voulions exprimer simplement, cordialement, les idées que nous suggère une entreprise si bienfaisante ; nous voulions encourager, nous voulions remercier, au

nom de M. le Ministre de l'instruction publique, les hommes excellents qui se dévouent à cette tâche ; nous pensions, enfin, n'avoir à vous entretenir que des choses les plus paisibles, des devoirs les plus aimables, et nous voici obligés de jeter le cri que toute la France répète : Guerre à la Prusse ! guerre à qui nous brave ! guerre à ceux qui, depuis quatre années, ayant besoin d'une lutte avec la France pour consommer contre l'Allemagne leur œuvre de violence et d'astuce, nous harcelaient de provocations ténébreuses ! La France a prouvé assez longtemps qu'elle voulait déjouer ce complot par sa patience. Cette patience est à bout. Guerre donc, puisqu'il le faut, et guerre à mort contre l'ennemi de la paix ! Victoire au droit ! Victoire à la France ! Victoire aux enfants de ces hommes qui, il y a soixante-quatre ans, le 14 octobre 1806, en deux batailles, livrées le même jour, à Iéna et à Auerstadt, ont si rudement châtié l'arrogance prussienne !

Au milieu de telles émotions, Messieurs, comment vous parler convenablement du sujet qui doit nous occuper ? Il s'agit, vous le savez, d'une Société de protection établie en faveur des enfants de l'imprimerie et des industries qui s'y rattachent. Cette Société, je l'ai indiqué déjà, est un groupe nouveau qui se forme dans la Société générale constituée il y a quelques années pour la protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures. La Société générale, la Société mère, si je puis ainsi parler, constituée à Paris sous la présidence de M. le sénateur Dumas, avait été accueillie, dès le premier jour, avec l'empressement le plus gracieux, par Sa Majesté l'Impératrice, le 26 mai 1866 ; quelques mois après, elle fut autorisée par une décision du Ministre de l'intérieur, en date du 6 décembre 1866, et par un arrêté du préfet de police, en date du 6 janvier 1867 : un décret du 4 juillet 1868 l'a reconnue comme établissement d'utilité publique. Au sein de cette association, qui exige le concours de tant de personnes pour réaliser son programme, des groupes distincts se sont constitués selon la diversité des arts et des industries. Le groupe dont nous inaugurons ce soir les travaux, c'est le groupe des industries qui se rattachent au plus noble des arts manuels, au grand art de la typographie. Et quel est le but de cette Société ? A quelle tâche convie-t-elle ses membres et ses adhérents ? Cette tâche, inspirée tout naturellement des principes de la Société mère, le

premier article de vos statuts l'exprime en quelques mots, que j'ai lus avec bonheur : « Assister, moraliser, instruire les apprentis et les enfants employés à un titre quelconque dans » la typographie, la taille-douce, la fonderie, la stéréotypie, la » reliure, la papeterie, et, en général, les diverses professions » qui se rattachent aux arts graphiques. »

L'œuvre que vous constituez, fondateurs, membres et adhérents de cette Société, n'est pas seulement une œuvre excellente, c'est une œuvre nécessaire. J'oserai dire que le sentiment public l'attendait. Lorsque d'autres industries ont déjà fondé des Sociétés particulières sous l'inspiration de la Société commune dont vous dépendez, on se serait étonné que l'art des imprimeurs n'eût pas été représenté d'une façon spéciale parmi ces légions bienfaisantes. N'êtes-vous pas une compagnie d'élite, et à ce titre n'avez-vous pas des devoirs plus étroits ? Typographes, graveurs en taille-douce, fondeurs en caractères, n'êtes-vous pas les serviteurs, les ministres de cette belle œuvre de l'esprit humain qu'on appelle un livre, un livre bien fait et bien composé ?

Un écrivain qu'on ne lit plus guère aujourd'hui, qu'on a grand tort de ne plus lire, mais que vous me permettez de citer avec orgueil comme on cite un ancêtre illustre, puisque j'ai l'honneur de représenter ici l'instruction publique, notre bon Rollin a écrit une page charmante sur les livres et ceux qui les impriment. En son *Traité des études*, parlant des devoirs des hommes voués à l'enseignement, il s'écrie tout à coup : « Il est difficile d'avoir du goût pour les lettres sans en avoir pour les livres. » Et, nourri qu'il était des maîtres de l'antiquité, il se rappelle Cicéron écrivant à Atticus : « Tu veux vendre tes livres ? Je t'en prie, réserve-les moi, ne » les promets à personne, ne te laisse pas séduire aux offres » les plus pressantes, j'y veux consacrer le prix de mes blés et » de mes vignes.... » Les livres ! les livres ! L'orateur latin en a parlé en termes immortels, mais le bon Rollin en parle à son tour avec un charme qui nous va bien plus au cœur ; pourquoi ? Parce qu'il a vu ce que Cicéron ne connaissait point, les merveilles de la typographie. Homme du *xviii^e* siècle, héritier fidèle des doctrines du *xvii^e*, il faut l'entendre glorifier les imprimeurs de ce grand *xvi^e* siècle qui a renouvelé toutes choses. « C'est, dit-il, ce goût des belles-lettres et des livres qui a pro- » curé à la France tant de célèbres imprimeurs qui ont porté

» l'art de l'imprimerie au souverain degré de perfection. » Et il ajoute : « Je ne puis m'empêcher d'insérer ici ce qu'on trouve » dans M. Baillet au sujet des fameux Étienne, qui ont rendu » leur nom immortel, non-seulement par la netteté et la beauté » de leurs caractères hébreux, grecs et romains, mais encore » par leur exactitude sans exemple, par leur habileté et par le » grand désintéressement qui leur fit préférer l'intérêt du public » au leur. »

Faut-il poursuivre cette citation de Rollin au sujet de Robert Étienne ? Vous y trouverez des choses que je ne prétends pas proposer en exemple, des choses qui vous feront sourire ; mais dans cette vive image du vieux temps, vous distinguerez sans peine ce qui est du xvi^e siècle et ce qui appartient à tous les âges. Rappelez-vous seulement, pour bien comprendre ce que je vais lire, que la langue latine était alors la langue du grand savoir et de toute culture supérieure. « On sait la belle économie de » la maison Robert Étienne. Il ne recevait dans son imprimerie que des ouvriers habiles en grec et en latin, et capables » d'être maîtres ailleurs. Il avait, outre cela, des valets et des » servantes à qui il était défendu, aussi bien qu'à tous les ouvriers de l'imprimerie, de parler autrement que latin. Sa » femme et sa fille l'entendaient fort bien et étaient de concert » avec tous les domestiques pour ne point parler autrement : » de sorte que les magasins, les chambres, la boutique, la cuisine, en un mot, depuis le toit jusqu'à la cave, tout parlait » latin chez Robert Étienne. Ce généreux imprimeur avait ordinairement chez lui dix hommes de lettres, tous des pays » étrangers, faisant sous lui l'office de correcteurs des impressions. Non content de l'application avec laquelle il travaillait » à la correction de toutes les épreuves qui sortaient de ses presses, il exposait en public les feuilles imprimées et non » tirées, et promettait quelque récompense à ceux qui y trouvaient des fautes. Rien n'était plus admirable que la boutique » de ce célèbre imprimeur pour le zèle, pour l'ardeur, pour le goût des livres et des sciences, pour l'application et l'exactitude à s'acquitter de ses devoirs, pour le désintéressement, » pour la noblesse d'âme et de sentiments, et pour l'amour du bien public. »

Quel magnifique éloge de l'imprimerie française, surtout lorsque Rollin, se souvenant qu'il parle aux maîtres de l'Uni-

versité, ajoute, avec une bonhomie éloquente : « Ce ne sera pas sans doute nous faire tort, ni déshonorer notre état que de nous proposer un si beau modèle à imiter. C'a été ma vue dans cette petite digression que je prie le lecteur de me pardonner. »

Et moi, Messieurs, quelle a été ma vue dans cette digression que mes auditeurs m'auront pardonnée sans peine ? Il y a, je vous l'ai dit, les choses du temps et les choses de tous les temps dans cette naïve image d'une imprimerie du xvi^e siècle. C'était l'époque où la renaissance des lettres antiques était le grand intérêt de la civilisation ; toute la maison de Robert Étienne, de la cave jusqu'au toit, parlait la langue de Cicéron et de Virgile. Aujourd'hui, un des plus grands intérêts de la civilisation, au milieu du développement immense de l'industrie, c'est l'éducation des ouvriers, l'éducation morale encore plus que l'éducation technique ; et dans le vaste domaine que représentent ces mots, est-il rien de plus précieux, rien de plus digne de sympathie et de respect, que la protection des apprentis et des enfants ? Protection, le mot est aussi juste qu'énergique ; il faut protéger l'apprenti contre des dangers de toute sorte : ici contre le patron, là contre les camarades ; il faut le protéger aussi contre lui-même. Contre les patrons, vous le protégez, sans blâmer personne, par la seule vertu de l'exemple. Contre les camaraderies funestes ou ses propres entraînements, vous le protégez par une vigilance paternelle. Qu'est-ce donc que vos *contrats d'apprentissage*, sinon une véritable adoption qui fait entrer l'apprenti dans la famille du maître ? Ah ! si je pouvais révéler ici des traits qu'une modestie opiniâtre n'a pas réussi à dissimuler ; si j'étais libre de raconter ce que le hasard m'a fait savoir ; si je ne craignais pas d'embarasser plus d'une personne présente, à l'aide de quels exemples, je mettrais en lumière ce système de l'adoption de l'apprenti par le patron et du chef d'atelier devenu chef de famille ! Ce serait le cas de répéter les paroles de Rollin, en les appliquant aux Étienne de nos jours : « Oh ! dirais-je, la belle économie dans la maison de tel ou tel fondateur de la Société que j'ai l'honneur de présider en ce moment. Quoi de plus admirable que les ateliers de cet imprimeur pour le zèle, pour l'ardeur, pour l'exactitude à s'acquitter de ses devoirs, pour le désintéressement, pour la noblesse d'âme et pour l'amour du bien public ! »

Sur ces exemples que vous vous engagez à fournir, sur cette législation touchante dont vous prenez si noblement l'initiative, sur ces devoirs du patron envers l'apprenti, du père envers l'enfant, j'aurais bien des choses à vous dire, ne fût-ce qu'en développant vos pensées. Mais je sens trop bien comme vous-mêmes que l'heure n'est pas propice aux longs discours : des préoccupations si graves nous assiègent ! Laissez-moi seulement, ce sera mon dernier mot, laissez-moi vous confier une idée qui m'est venue bien souvent à l'esprit pendant que je lisais vos statuts. On dit souvent en France : « Prenons garde, l'étranger nous devance, l'étranger fait mieux que nous, prenons garde ! » — Nous sommes si enclins, par je ne sais quelle généreuse imprudence, à célébrer nos voisins et à nous méconnaître nous-mêmes ! Nous sommes si disposés à étaler nos misères et à cacher nos vertus ! Nous oublions si aisément que le bien ne fait pas de bruit ! Sachez-le, cependant, Messieurs, et soyez assurés que ce n'est pas ici une parole orgueilleuse et vaine : dans ces grandes capitales européennes qui renferment assurément tant de vices, tant de désordres, tant de causes de corruption, il n'en est pas une qui renferme plus de remèdes au mal social que cette grande ville de Paris, il n'en est pas une qui montre plus de zèle, plus d'efforts, plus de charité active, plus de vertus fécondes, et qui soit aussi disposée à paraître n'en rien savoir. Les étrangers s'y trompent ; ils nous jugent sur la littérature malsaine des oisifs. Saluons avec joie les heures viriles où il nous est donné de les détromper par l'action.

Sans sortir du sujet qui nous occupe, je dirai hardiment : S'il y a au delà du Mein un peuple qui se croit plus moral que tous les autres, parce qu'il est plus méthodique et plus froid, parce qu'il fait toute chose avec la raideur du pédantisme, des œuvres comme la vôtre, — et il y en a mille et mille du même genre, — seraient une réponse éclatante à ces jactances prussiennes. Qu'ils soient fiers de leur méthode et de leur science sans entrailles, nous leur opposons le génie de la France, l'élan, la sympathie, l'inspiration profondément humaine. Leur histoire n'intéresse qu'eux-mêmes ; notre histoire, à nous, intéresse le monde. Nous les battons, Messieurs, dans ces domaines de la charité active, comme nous les battons demain sur la route d'Iéna. En temps de paix comme en temps de

guerre, ils apprendront que nous sommes toujours, selon le vers du poëte :

La grande nation à vaincre accoutumée.

Ce discours est accueilli par de vifs et unanimes applaudissements.

M. le comte Sérurier donne lecture des statuts, qui ont été publiés dans ce Bulletin (tome III, p. 219). Après quelques mots d'encouragement à l'adresse de la Société, et des félicitations données à son Président, M. le Conseiller d'Etat, Président d'honneur, annonce à la réunion que S. Exc. le Ministre de l'Instruction publique a été heureux de trouver cette circonstance pour honorer *publiquement les soins rendus* par M. le comte Sérurier, ancien préfet, vice-président de l'Association polytechnique, à l'Instruction publique, en lui accordant la palme universitaire.

Ce témoignage de sympathie et de reconnaissance du Ministre a été salué par les applaudissements de l'assemblée.

Nota. — Les deux articles qui suivent devaient être lus à la réunion ; mais en présence des circonstances actuelles, ils ont été écartés du programme, l'attention se trouvant portée sur un seul et unique sujet, la guerre ; sur une seule et unique préoccupation, la patrie.

UN ATELIER EN VOYAGE.

Un petit journal mensuel ayant publié le récit charmant d'une excursion faite par un patron en compagnie de ses ouvriers, le Secrétaire a demandé des détails que l'un de nos plus dévoués correspondants s'est empressé de lui adresser.

« Le patron dont il est parlé est un de mes plus anciens jeunes gens. Il fut orphelin de très-bonne heure et vint rester avec nous. Ayant découvert en lui de rares aptitudes, je le décidai, malgré sa jeunesse, à se mettre à la tête d'un atelier d'imprimerie lithographique, qui prospéra aussitôt sous son habile direction. Il occupe une *vingtaine d'ouvriers*, et je ne crois pas pouvoir être taxé d'exagération en affirmant que son atelier est un *atelier modèle*. La plupart des ouvriers viennent passer avec leur patron et avec nous les soirées de la semaine et la journée du dimanche.

» Ses apprentis ne sont plus pour lui des serviteurs, mais des amis, de jeunes frères qu'il entoure de conseils et d'affection. Or, cette familiarité ne nuit nullement au respect qu'on lui doit à l'atelier, mais elle augmente le dévouement.

» Jamais ses ouvriers n'ont fait la moindre difficulté pour travailler, quand l'ouvrage presse, jusqu'à des heures très-avancées dans la nuit. Chaque année ils fêtent solennellement leur patron dans l'atelier même, et cela se fait toujours avec une délicatesse, une convenance, une générosité incomparables. Tous se cotisent pour lui offrir un cadeau de prix, et le patron, tout naturellement, paie à son tour sa fête.

» Cette année, pour la Pentecôte, le patron ayant confié ses plus jeunes apprentis à un de nos sous-directeurs, qui leur fit faire une charmante petite excursion, partit lui-même, le dimanche, avec tous ses ouvriers. Ils firent d'abord l'ascension de la montagne la plus élevée du département.

» Je m'y étais rendu moi-même, par un autre chemin, avec une vingtaine de nos plus grands jeunes gens. Nous passâmes tous ensemble la plus délicieuse soirée, et le lendemain matin l'atelier, nous laissant à la ferme, prolongea son excursion jusqu'au Rhône. Tout avait été prévu par le patron. Un bateau à vapeur les conduisit jusqu'à G... et ils revinrent par le chemin de fer dans la nuit du lundi au mardi, fiers de leur patron et animés pour lui d'un nouveau dévouement qu'ils ne cessent de lui témoigner chaque jour.

» On ne demande généralement aux apprentis que de la bonne volonté et du goût, s'ils ne peuvent offrir autre chose. L'apprentissage n'est point une spéculation du patron dont tout le bonheur est d'aider à l'avenir de ses jeunes gens.

» Ce que M... fait ne peut même généralement pas être imité. Il s'est mis à la tête d'un atelier par dévouement pour nous, comme il aurait embrassé toute autre carrière s'il avait cru, en le faisant, pouvoir se rendre plus utile. Chaque mois il est obligé d'augmenter son personnel et son matériel, et je ne doute point qu'il ne soit dans quelque temps à la tête d'un des ateliers les plus considérables de notre ville. »

Notre digne correspondant ajoute à sa lettre deux faits, deux espérances, que nous ne saurions laisser inaperçus ; le premier relatif à la création d'*ateliers modèles* analogues à celui du bon patron lithographe dont il vient d'être parlé, l'autre à la

formation des *pensions de famille*, nouvelle institution en germe, appelée au plus grand avenir, dans ce pays de France, où le dévouement est si vivace et si contagieux.

..... En dehors de M..... nous avons déjà un certain nombre de nos jeunes gens qui sont aussi à la tête d'autres ateliers, qui viennent prendre avec leurs apprentis leurs récréations chez nous, se mêlant à leurs jeux, oubliant qu'ils sont patrons, et faisant régner à l'atelier l'esprit de bons rapports que nous cherchons à inculquer à tous. J'ai compris que le seul vrai moyen de régénération sociale était celui-ci : Jeter dans la ville un grand nombre de chefs d'atelier dévoués au bien, le faisant aimer et prêts à seconder, par tous les moyens que nous leur inspirerons, les bonnes dispositions de ceux qui les servent.

..... Plusieurs de mes grands jeunes gens de 24, 26 ans sont sur le point de se marier. Leurs bonnes qualités leur permettent de faire des choix convenables. Les plus intelligents d'entre eux, dès qu'ils seront établis, commenceront à recevoir un ou deux jeunes ouvriers que nous leur recommanderons. Ceux-ci, peu à peu et tout doucement, en amèneront d'autres. Les bons soins dont ils seront entourés, le rare bon marché avec lequel ils seront traités, permettront à nos amis certaines exigences en fait de bonne conduite qui ne sauraient être refusées, d'autant que tout sera volontaire, plein de bienveillance, et que *rien ne rappellera le protectorat, le joug ni la pression* (1).

LES APPRENTIS IMPRIMEURS EN ALLEMAGNE.

Extrait d'une lettre adressée à M. CHAIX.

J'arrive de Leipzig et je viens vous rendre compte de la mission, que vous avez bien voulu me confier, de rechercher s'il existe en Allemagne des institutions ou patronages en faveur des apprentis et des enfants employés dans les Établissements d'imprimerie, lithographie et leurs annexes ; j'ai fait

(1) Il est à regretter que notre correspondant nous ait fait une condition de ne pas le citer et de cacher les noms de ses jeunes collaborateurs ; nous espérons qu'il voudra bien se rendre à notre prière et se laisser nommer, et aussi laisser démasquer ses œuvres. Nul n'a le droit d'être modeste, attendu que *le bien seul qui peut être contrôlé est imité*, et il est important

toutes les recherches nécessaires dans les principales villes, j'ai visité un grand nombre d'imprimeries, m'informant avec soin de tout ce qui pourrait vous intéresser à ce sujet ; eh bien, j'ai le regret de vous annoncer qu'il n'existe aucune œuvre de ce genre et que vous ne pouvez rien emprunter à l'Allemagne, sous ce rapport ; la loi seule protège les apprentis, en ce sens qu'elle ne permet pas de les prendre au-dessous de 12 ans et de leur imposer plus de 10 heures de travail. Cependant, les enfants employés dans les imprimeries à titre d'élèves ou d'apprentis et même comme jeunes ouvriers, sont très-nombreux. La ville seule de Leipzig en occupe un nombre considérable ; je ne vous parlerai pour ainsi dire que de cette ville, parce qu'elle résume toute l'Allemagne dont elle est la capitale pour l'imprimerie et la librairie, Vienne et Berlin ne pouvant soutenir aucune comparaison avec elle pour l'importance de leur industrie comparée à Leipzig.

L'instruction primaire étant obligatoire en Allemagne, les enfants, à 12 ans, possèdent à peu près tous cette instruction. Les parents du reste mettent un certain orgueil à ce que leurs enfants soient instruits ; ceux-ci aiment l'étude, il sont très-soumis à leurs parents et à ceux chargés de les instruire, résultat de cette première éducation qui leur apprend de bonne heure le respect et la soumission comme étant les premiers devoirs. On montrerait au doigt celui qui ne saurait pas lire ni écrire, et les parents eux-mêmes en seraient honteux ; en Saxe, on ne connaît personne qui ne sache pas lire et écrire. Ce fait est dû aussi, j'en suis sûr, à la salubre influence de l'imprimerie et de la librairie dans ce pays.

Les enfants apprentis compositeurs sont heureux de penser qu'ils s'instruiront et font vite de bons ouvriers, *possédant complètement leur langue*, ce qui ne donne pour ainsi dire nulle peine aux correcteurs qui, chez nous, n'ont souvent pas assez de marge pour corriger les épreuves de nos compositeurs français, parce qu'ils ne mettent pas la même attention et sont loin d'avoir l'instruction de ceux de l'Allemagne. J'ai regardé les

que le bien qui vient d'être exposé trouve des imitateurs. — La lettre se termine ainsi :-

« Nous espérons réaliser encore d'autres améliorations dont je ne veux point vous fatiguer, quoiqu'elles ne soient déjà plus cependant au simple état de projet. Je fais construire en ce moment, dans ce but, sur une étendue de 59 mètres sur 14 de largeur. »

épreuves de corrections chez MM. Breilkof et Hartel, plusieurs pages n'avaient pas de fautes et les autres quelques-unes seulement, sans gravité.

On emploie les jeunes apprentis allemands pour beaucoup de travaux dans les imprimeries, qui sont exécutés chez nous par des ouvriers, ceux notamment où il ne faut que de la patience et de l'attention, le tempérament allemand s'y prête merveilleusement ; mais si un patron voulait abuser de cette bonne volonté et de cette jeune intelligence, l'enfant n'a pas d'institution qui puisse le protéger et lui venir en aide, probablement que l'on n'en a pas éprouvé le besoin dans cette industrie, l'imprimerie, profession la plus recherchée et la plus importante de tout le pays allemand.

Plusieurs chefs de maison d'imprimerie m'ont parlé des institutions qui existent chez vous : l'École professionnelle que vous avez créée, l'assurance contre les accidents et la Société de Secours mutuels, cette dernière seulement existe ici, mais les apprentis n'y sont pas admis ; le seraient-ils, que la plupart d'entre eux auraient de la peine à payer la cotisation, le salaire des apprentis étant excessivement minime ; les enfants sont à peu près à la charge de leurs parents pendant tout le temps de leur apprentissage.

On vous félicite beaucoup d'avoir fondé votre École professionnelle de typographie ; mais il faut, ajoute-t-on, que l'exemple se propage pour arriver à avoir par la suite de bons ouvriers compositeurs et suffisamment instruits, surtout dans leur langue, et pour que la typographie devienne en France la profession la plus honorée, comme elle l'est en Allemagne ; aussi, désire-t-on (MM. les patrons imprimeurs, que cette institution prenne chez vous des développements immenses et qu'elle devienne une institution nationale servant d'exemple pour celles futures ; pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? Voyez, monsieur et honoré patron, si vous voulez faire un immense plaisir à vos bons voisins les Allemands.

Quelques-uns des chefs imprimeurs, très-importants par leurs établissements, vous félicitent par mon intermédiaire de tout ce que vous avez fait en faveur du personnel de cette industrie, et ils finiront, m'ont-ils dit, par faire comme chez vous, quoique, disent-ils, ces institutions n'aient pas la même urgence en Allemagne qu'en France.

Concernant l'organisation des ateliers, MM. les patrons de Leipzig vous ont emprunté beaucoup de choses et le reste viendra, disent-ils; tous ont visité votre maison, et ils ont trouvé à votre grand atelier une physionomie d'animation qui offre un coup d'œil féerique, rien de pareil n'existe en Allemagne: c'est à cet immense atelier; qui permet de tout voir en une seconde, que vous devez principalement de pouvoir exécuter avec tant de rapidité; sous ce rapport, vous n'avez pas en ce moment de concurrence possible en Allemagne.

J'ai vu tous les ateliers de Leipzig, dont la construction ne ressemble en rien à la vôtre, ce sont des salles longues, à la suite les unes des autres, occupant plusieurs étages et d'une hauteur de plafond des maisons ordinaires, avec des ventilateurs marchant par la vapeur. Le matériel occupe une place que l'on peut évaluer à plus du double de celle employée chez vous. On peut tourner et même se promener autour de chaque machine; mais il n'existe aucune barrière, aucun garde-fou, pas même d'avis qui vous indique le danger de s'en approcher; bielles, volants, etc., etc., tout est en mouvement et en liberté; probablement que c'est ce tempérament calme, attentif et même flegmatique qui leur permet de s'approcher de tout ce mécanisme sans danger; car je n'ai pas entendu dire qu'il arrivât plus d'accidents que chez nous.

Ce tableau, qui démontre de la manière la plus évidente l'urgence de la question, n'a pas besoin de commentaire.

Il faut dire que dans ces dernières années, il y a eu une amélioration très-sensible dans les conditions de l'enfant des imprimeries. Les ouvriers semblent avoir pour lui, en général, plus de considération, montrent devant lui plus de retenue, et même, dans certaines maisons, lui portent un certain intérêt. Il y a encore beaucoup à faire pour son éducation et souvent aussi pour son hygiène, même après le reproche public adressé à la typographie parisienne par le regretté abbé Pereyve. M. Claye, comme M. Chaix et M. Dupont, donne ses soins à ce problème, qui, pour être résolu, ne peut pas être abordé par délégation ni d'une manière nonchalante ou timide. Je regrette de ne pouvoir citer encore le nom d'un de nos collègues qui va entrer nettement dans la voie des réformes, puisse-t-il y être suivi! (*Red.*)

INITIATIVE PRIVÉE.

LA CAISSE DES ÉCOLES.

Plusieurs de nos collègues ont écrit pour demander à la rédaction de donner dans le Bulletin l'ensemble des documents concernant les Caisses des Écoles, dont nous avons parlé dans le dernier numéro. Voici ce que nous avons déjà pu recueillir. Nous publierons tous les renseignements qui nous parviendront à mesure que nous les recevrons.

LETTRE DE M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, SUR LES CAISSES DES ÉCOLES.

Monsieur le Préfet, j'ai appelé d'une manière toute particulière, le 12 mai dernier (1868), votre attention sur la création, dans les communes de votre département, d'une Caisse des Écoles, création prévue et autorisée par l'article 15 de la loi du 10 avril 1867; je vous ai indiqué dans cette instruction générale les avantages d'une institution de ce genre; mais il ne suffit peut-être pas que ces avantages soient connus, il importe que les conseils municipaux, jouissant, à cet égard, d'une grande liberté, puissent adopter promptement un mode d'organisation en parfaite connaissance.

J'ai, en conséquence, réuni dans une note que vous trouverez ci-jointe :

1° L'article 15 de la loi du 10 avril 1867 et un extrait de la circulaire du 12 mai suivant, relatif aux caisses des écoles;

2° Une note sur l'usage de faire des dons aux Caisses des Écoles à l'occasion des mariages;

3° Un résumé de l'organisation de la Caisse des Écoles du 2^e arrondissement de Paris;

4° Un résumé de l'organisation de la Caisse des Écoles du 19^e arrondissement de Paris;

5° Un extrait de l'étude sur le régime des manufactures, par Louis Reybaud, indiquant les résultats obtenus à Lyon par la Société d'instruction primaire;

6° Une délibération du conseil municipal de Gentilly portant création d'une Caisse des Écoles;

7° Un projet de statuts annexé à une délibération d'un Conseil municipal de Seine-et-Marne, portant création et organisation d'une Caisse des Écoles;

8° Enfin, un autre projet de statuts annexé à une délibération d'un Conseil municipal, portant création et organisation d'une Caisse des Écoles.

Il ne m'est pas possible, Monsieur le Préfet, de mettre à votre disposition des exemplaires de cette note en nombre égal à celui des communes de votre département; mais je vous en envoie assez pour que vous puissiez les distribuer à MM. les Inspecteurs d'académie et de l'instruction primaire, ainsi qu'aux délégués cantonaux qui vous paraîtront pouvoir concourir utilement au but que nous nous proposons. Vous pourrez d'ailleurs les publier, soit dans votre Bulletin départemental, soit dans le Bulletin spécial de l'instruction primaire. Ce qu'il importe, c'est que la pensée de la loi parvienne partout où elle peut être suivie d'exécution, et qu'ainsi les libéralités des personnes bien-faisantes, les cotisations des habitants, les subventions des Conseils municipaux qui pourraient être destinées aux Caisses des Écoles, trouvent ces caisses ouvertes et constituées.

Je vous recommande de nouveau, Monsieur le Préfet, de donner tous vos soins à ces créations, dont on ne peut qu'attendre les plus utiles effets.

NOTE

RELATIVE A L'ORGANISATION DE PLUSIEURS CAISSES DES ÉCOLES CONSTITUÉES ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DE 10 AVRIL 1867, OU FONDÉES POUR SON EXÉCUTION.

I. *Article 15 de la loi du 10 avril 1867.* — Une délibération du Conseil municipal, approuvée par le préfet, peut créer, dans toute commune, une Caisse des Écoles destinée à encourager et à faciliter la fréquentation de l'école par des récompenses aux élèves assidus et par des secours aux élèves indigents.

Le revenu de la caisse se compose de cotisations volontaires et de subventions de la commune, du département et de l'État. Elle peut recevoir, avec l'autorisation des préfets, des dons et des legs.

Plusieurs communes peuvent être autorisées à se réunir pour la formation et l'entretien de cette caisse.

Le service de la Caisse des Écoles est fait gratuitement par le percepteur.

Extrait de la circulaire du 12 mai 1867. — Caisse des Écoles. —

« Je ne saurais trop vous recommander, Monsieur le Préfet, l'institution d'une Caisse des Écoles dans les communes. Cette caisse, destinée à encourager et à faciliter la fréquentation de l'école, peut avoir les plus utiles résultats. Créée sous l'inspiration du Conseil municipal, alimentée par les souscriptions des personnes les plus dévouées au bien public, elle peut suppléer à l'insuffisance des ressources communales pour un grand nombre de dépenses qui, sans être obligatoires, sont d'une utilité incontestable. Il ne suffit pas, par exemple, en de certains cas, d'ouvrir gratuitement à un enfant la porte de l'école : l'expérience prouve que beaucoup d'enfants qui y sont admis à cette condition se dispensent d'y paraître, ou y paraissent si irrégulièrement qu'ils n'en profitent réellement pas. Cela tient à plusieurs causes que la Caisse des Écoles peut faire disparaître. Le besoin qu'ont les parents des services de leurs enfants : la caisse ne peut-elle pas leur allouer des secours, à la condition de l'envoi régulier des enfants à l'école ? Ces enfants manquent de vêtements : ne peut-elle leur en donner ? Ils n'ont par le moyen de se procurer des livres et du papier : ne peut-elle leur en fournir ? Ne peut-elle pas récompenser, par quelque don, les enfants les plus assidus ; accorder des prix en dehors de ceux pour lesquels le Conseil municipal alloue une certaine somme, ou en doubler la valeur ; aider certaines familles à payer l'écolage ; donner à l'instituteur lui-même, soit une gratification, soit les livres dont il aurait besoin pour l'instruction de ses élèves ou la sienne propre ; ou, enfin, souscrire en son nom à des recueils périodiques qui le tiendraient au courant des méthodes nouvelles et des progrès de la science ?

« Cet emploi si varié des ressources de la Caisse des Écoles peut se reproduire sous mille aspects différents ; mais ces ressources, il faut se les procurer, et, dans ce but, une bonne organisation des Caisses des Écoles est nécessaire. Je ne crains cependant, Monsieur le Préfet, qu'il y ait lieu de leur donner à toutes la même forme et de les soumettre aux mêmes règles. Ces établissements, qui devront beaucoup à l'initiative privée,

n'ont besoin que d'un règlement de travaux intérieurs dont vous pourrez donner le modèle, sans prétendre l'imposer. Ce règlement, qui conférera au maire la présidence de la Commission administrative, laissera aux membres de la Commission le choix de son vice-président et de son secrétaire; il pourra désigner, parmi les fonctionnaires publics, des membres de droit ou décider que tous les membres seront soumis à l'élection; il pourra partager les souscripteurs en membres titulaires et en membres honoraires, donnant ou ne donnant pas aux uns et aux autres le droit d'assister aux réunions générales avec voix consultative ou délibérative, selon que les circonstances locales paraîtront devoir être le plus conformes aux intérêts de la caisse; il pourra fixer le taux de la souscription ou en autoriser l'acceptation, à quelque somme qu'elle s'élève; il pourra rendre les souscriptions annuelles et même permettre d'accueillir celles qui seraient offertes à la Commission administrative, à telle ou telle condition qui ne serait pas onéreuse pour la caisse; il pourra autoriser la Commission à déléguer ses pouvoirs, dans telle ou telle limite, à un Comité, ou lui réserver l'administration directe de la caisse; enfin, il se prêtera à toutes les combinaisons qui pourraient attirer le plus grand nombre possible de souscripteurs.

» Je ne puis en ce moment prendre aucun engagement quant à la participation des fonds de l'État à l'alimentation de ces caisses, mais mon vif désir est de pouvoir bientôt leur venir en aide. Mon intention serait donc de leur accorder, par exemple, soit tous les deux ans, soit annuellement, une somme égale au dixième du chiffre total des souscriptions. Cette somme serait versée entre les mains du percepteur, receveur municipal, que la loi charge gratuitement de ce service, et qui pourra, dès lors, être membre de droit du Comité.

» Veuillez donc, Monsieur le Préfet, inviter les Conseils municipaux à délibérer sur cette création dans leur prochaine session du mois de mai courant, en leur faisant remarquer que ces caisses n'ont d'autre but que de leur venir en aide en intéressant à la prospérité des écoles un plus grand nombre de personnes, et en se chargeant des menus frais auxquels les ressources financières de la commune ne pourraient subvenir.

» Vous voudrez bien m'envoyer à part, soit la délibération même, si elle présente quelque intérêt, soit une copie des sta-

tuts que vous auriez approuvés. Je désire, enfin, que vous me teniez régulièrement au courant de la création de ces caisses, et que vous m'adressiez, pour quelques-unes d'entre elles, des propositions de secours. Je m'empresserai d'y faire droit aussitôt que cela me sera possible. Vous aurez, enfin, à mettre ces délibérations, avec un résumé des votes, sous les yeux du Conseil général, et à l'inviter à voter la somme qu'il croira nécessaire pour contribuer à l'établissement et à l'entretien des Caisses des Écoles. Il va sans dire que le Conseil général pourra indiquer d'avance la destination précise ainsi que le mode de distribution de ces fonds, mais qu'il ne devra y affecter aucune partie des centimes spéciaux consacrés aux dépenses de l'instruction primaire, si l'insuffisance de ces centimes le forçait déjà de recourir aux subventions de l'État. Les Caisses des Écoles, partout où elles existent, notamment dans le 2^e et le 19^e arrondissement de Paris, ont efficacement aidé à combattre l'ignorance et à diminuer le nombre des illettrés. Elles sont en honneur en Suisse où, par un touchant usage, les nouveaux époux déposent le jour des nocés, dans la Caisse des Écoles, une sorte d'offrande à l'enfance.»

II. *Dons faits aux Caisses des Écoles à l'occasion des mariages.*

— Dans plusieurs pays étrangers, l'usage d'augmenter la dotation des Caisses des Écoles, à l'occasion d'un mariage, contribue à développer cette excellente institution. Il en est de même pour l'école israélite d'arts et métiers fondée à Strasbourg. Il résulte du dernier compte rendu de l'établissement que, parmi les dons antérieurs à 1866, placés sous la rubrique des dons inaliénables, quinze ont été faits par des personnes généreuses à l'occasion du mariage de leurs enfants, ou par les futurs conjoints eux-mêmes, ou encore par des époux depuis longtemps mariés, à l'occasion de l'anniversaire de leur mariage. Ces dons représentent une valeur totale de 4,650 francs. Beaucoup d'autres sont faits à la même caisse pour rappeler la mémoire des parents ou des enfants décédés ou à l'occasion de la naissance d'un enfant.

III. *Caisse des Écoles du 2^e arrondissement de la ville de Paris.*

— Cette caisse est administrée par le maire et ses deux adjoints, assistés par un Comité de dix-neuf membres et par dix dames patronnesses. Elle a pour but de répandre l'assistance et l'émulation dans les écoles communales de cet arrondissement, qui

compte près de 2,700 écoliers. A cet effet, elle délivre aux enfants les plus pauvres des aliments, des vêtements et des chaussures, elle vient en aide aux familles des écoliers, en cas d'accident, de chômage ou de maladie; elle place les orphelins ou les enfants abandonnés dans des maisons de bienfaisance ou d'éducation; elle décerne à la fin de l'année scolaire, dans chaque école communale, pour récompenser le travail et la conduite, un prix d'honneur de 100 francs, des prix d'encouragement de 25 francs et des mentions honorables; elle distribue ainsi chaque année 6 livrets de la Caisse d'épargne de 100 francs, 32 livrets de 25 francs, 4 médailles d'argent, 8 de bronze; 43 prix en livres, 47 mentions honorables; elle donne enfin 2 livrets de 300 francs chacun au meilleur élève des écoles de garçons concourant entre elles, et à la meilleure élève des écoles de filles concourant de la même manière. Dans les écoles qui n'ont pas remporté ce prix supérieur, le premier candidat reçoit un livret de 100 francs, et les deux suivants chacun un livret de 50 francs; elle crée des bourses à l'École professionnelle de commerce. Les ressources consistent : 1° dans les souscriptions des membres fondateurs, qui versent 10 francs au moins; 2° dans les quêtes des dames patronnesses; 3° dans le produit d'une messe solennelle en musique célébrée chaque année à l'église Saint-Eustache. Cette caisse existe depuis dix-huit ans. *L'influence exercée par elle sur les progrès de l'instruction est considérable.* Il a été constaté, lors des opérations du tirage, que parmi les jeunes gens nés dans cet arrondissement, il ne se trouve plus d'illettrés, et ce résultat ne peut être attribué qu'à la Caisse des Écoles.

IV. *Caisse des Écoles communales du 19^e arrondissement de la ville de Paris.* — Cette caisse, fondée en 1862, est administrée par un comité composé du maire, président; des deux adjoints, d'un trésorier, d'un secrétaire et de six autres membres. Elle distribue des secours en nature et en argent aux écoliers malades indigents; elle place et patronne les enfants orphelins et infirmes; elle crée des bourses d'apprentissage et des bourses dans les écoles supérieures; elle distribue aux meilleurs élèves 2 grands livrets d'honneur de 100 francs, 2 livrets de 50 francs, et 65 livrets de 25 francs chacun; elle donne des vêtements aux élèves pauvres.

Son revenu est formé de souscriptions et de quêtes. Il s'est élevé, en 1866, à 4,636 francs.

V. *Extrait de l'Étude sur le régime des manufactures, par Louis Reybaud, indiquant les résultats obtenus à Lyon par la Société d'instruction primaire.* — Deux faits touchants sont à signaler dans l'histoire de la Société primaire du Rhône. Les administrateurs voyaient avec peine les enfants arriver à l'école dans une tenue qui laissait beaucoup à désirer. En vain essayait-on de les astreindre à quelques soins de propreté, leurs vêtements et leur linge de corps se prêtaient mal à une réforme. On s'aboucha, on avisa. Une association de dames charitables se forma sous le nom de *Société du Petit-Saint-Jean* et devint une sorte d'annexe. Cette association entreprit de modifier la tenue des jeunes élèves; on commença par ceux dont le costume offrait le plus de délabrement. Des blouses neuves remplacèrent les blouses trop disparates; on en fit autant pour les jupes, les robes et les tabliers; on donna des sabots, des bas, des pantalons et même des chemises. Plusieurs de ces objets étaient confectionnés dans l'école des filles, aux heures destinées aux travaux manuels, et sous la direction d'ouvrières habiles; l'apprentissage de la couture prit ainsi un caractère d'utilité. Les résultats de cette amélioration devinrent bientôt visibles, les classes prirent un meilleur aspect et ne présentèrent plus de contraste affligeant. Une louable émulation s'en mêla, et les parents montrèrent moins de négligence. Une autre idée, tout aussi heureuse, suivit celle-là. Pour accoutumer les enfants à la prévoyance, la Société établit des Caisses d'épargne dans ses écoles; dix-sept en sont déjà pourvues, les autres vont l'être prochainement. Cette Caisse d'épargne est un meuble, une espèce de buffet garni de petite trous qui ont leurs ouvertures dans un plateau supérieur. Un élève veut-il se former une réserve? Il inscrit son nom sur une de ces ouvertures, qui lui est désormais affectée, il y verse ce qu'il veut et quand il veut. Ce sont ou ses étrennes qui prennent ce chemin, ou les gratifications qu'il touche, ou les pièces de monnaie qui lui sont données à titre d'encouragement. Trois fois par an, en présence de toute l'école, les tronc sont vidés, le dépouillement s'opère et les sommes sont inscrites à la grande Caisse d'épargne, au nom des déposants. En 1856, le produit de ces caisses primaires a été de 1,980 francs et de 1,500 francs seulement en 1857, par suite du ralentissement du travail. On comprend, sans qu'il soit utile d'y insister, les avantages de cette institution: non-

seulement les familles y trouvent une ressource dans les mauvais jours, mais l'enfant y contracte, dès le premier âge, des habitudes qui le préserveront plus tard, l'esprit de calcul et le goût de l'économie. (*Condition des ouvriers en soie*, page 178.)

VI. *Délibération du Conseil municipal de Gentilly (Seine), portant création d'une Caisse des Écoles dans cette commune et don par le maire d'une première subvention de 1,000 francs.* — Aux termes de cette délibération, le Conseil municipal, rappelant l'article 13 de la loi du 10 avril 1867, déclare fonder une Caisse des Écoles; elle aura pour objet de stimuler les familles indifférentes à l'instruction de leurs enfants, d'encourager celles qui comprennent leurs devoirs, de leur venir en aide, au besoin, par des secours pécuniaires; de rendre plus nombreuses et plus fréquentes les récompenses destinées aux élèves studieux; de leur donner libéralement les fournitures des classes qui leur sont nécessaires. Le Conseil municipal accepte la somme de 1,000 francs donnée par le maire : cette somme, placée en rentes sur l'État, formera le premier fonds de la caisse; conformément au vœu du directeur, le revenu annuel de cette somme servira à donner des bas et des chaussures aux enfants les plus nécessiteux de l'école et de l'asile.

VII. *Projet d'organisation d'une Caisse des Écoles qui serait fondée avec le concours des membres du bureau de bienfaisance, et dont le plan a été proposé par le maire d'une commune de Seine-et-Marne.*

ARTICLE PREMIER. — Une Caisse des Écoles est instituée dans la commune de....., conformément à l'article 13 de la loi du 10 avril 1867, en vertu de la délibération prise par le Conseil municipal le....., et approuvée par le préfet le.....

ART. 2. — Le revenu de la caisse se compose des sommes votées par le Conseil municipal, des cotisations volontaires offertes par les habitants et des dons, legs et fondations que la caisse, constituée par la loi à l'état de personne civile, peut recevoir, quel qu'en soit le chiffre, avec l'autorisation du préfet.

ART. 3. — Le revenu de la caisse est employé à développer la gratuité de l'instruction; à distribuer, dans les écoles de garçons et de filles, des prix et des primes d'assiduité, sous forme de livres utiles, d'instruments d'études, de vêtements ou de livrets de la Caisse d'épargne ou de la Caisse des retraites.

ART. 4. — La caisse est administrée par une Commission

spéciale présidée par le maire, et composée des membres du bureau de bienfaisance et de l'instituteur, qui remplit les fonctions de secrétaire. Le budget annuel de la caisse est dressé à la même époque et dans la même forme que celui du bureau de bienfaisance.

ART. 5. — Le service de la caisse est fait gratuitement par le percepteur, conformément au dernier paragraphe de l'article 15 de la loi du 13 mars 1830.

VIII. *Projet de statuts pour la création et l'organisation d'une Caisse des Écoles.* — Le Conseil municipal de la commune de....

Vu l'article 15 de la loi du 10 avril 1867;

Sur la proposition de M. le Maire,

Délibère, sauf l'approbation de M. le Préfet, qu'il y aura dans la commune une Caisse des Écoles fondée et administrée conformément aux dispositions suivantes :

STATUTS DE LA CAISSE DES ÉCOLES DE LA COMMUNE DE...

CHAPITRE PREMIER.

Formation et but de la caisse des écoles.

ARTICLE PREMIER. — Une Caisse des Écoles est établie dans la commune de conformément à l'article 15 de la loi du 10 avril 1867. Une société est formée pour assurer la prospérité de cette œuvre et en réaliser les bienfaits.

ART. 2. — La Caisse des Écoles a pour but d'encourager et de faciliter la fréquentation des écoles par des récompenses aux élèves assidus et par des secours aux élèves indigents ou peu aisés, soit en leur fournissant les livres de classe qu'ils ne pourraient se procurer, bien qu'exempts de la rétribution scolaire, soit en leur donnant des vêtements, soit en aidant les familles momentanément dans la gêne et qui n'ont pu encore obtenir l'admission gratuite; à payer la rétribution scolaire due pour leurs enfants, soit en donnant des secours aux familles indigentes qui se privent du travail de leurs enfants afin de les envoyer aux écoles.

CHAPITRE II.

Composition de la Société.

ART 3. — La Société se compose de membres honoraires

fondateurs, de membres sociétaires et de dames patronnesses; elle est présidée par le maire.

Les membres honoraires fondateurs sont ceux qui font à la caisse un don immédiat de 100 francs ou qui prennent l'engagement de verser annuellement, pendant cinq ans au moins, une somme de 20 francs dans la caisse.

Les membres sociétaires sont ceux qui, par une souscription volontaire, dont la quotité ne peut être moindre de 2 francs par an, contribuent à la prospérité de Caisse des Écoles.

Les dames patronnesses sont plus particulièrement chargées de veiller à l'instruction des jeunes filles.

Les uns et les autres ont, en outre, pour mission principale de rechercher les enfants qui ne vont point aux écoles et de tout mettre en œuvre pour déterminer les familles à les y envoyer.

CHAPITRE III.

Administration de la Société.

ART. 4. — La Société est administrée par un Comité composé de cinq membres au moins, y compris le maire, président de droit.

Les membres du Comité sont élus pour trois ans par les membres sociétaires, à la majorité absolue des suffrages. Le renouvellement est déterminé par le sort pendant les trois premières années et ensuite par l'ancienneté. Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 5. — Le Comité, présidé par le maire, désigne son vice-président et son secrétaire; il se réunit au moins une fois par mois. Tous les six mois, il rend compte, à l'assemblée générale des membres de la Société, de ses travaux et de l'emploi des fonds, ainsi que de l'état de la caisse. Une copie de ce compte rendu est mise chaque année sous les yeux du Conseil municipal, à la session de mai.

CHAPITRE V.

Des revenus de la caisse des écoles et de ses dépenses.

ART. 6. — Le revenu de la Caisse des Écoles se compose:

1° Des versements faits par les membres honoraires fondateurs, par les membres sociétaires et par les dames patronnesses;

2° Des dons et legs faits à ladite caisse et du produit de quêtes;

3^e Des subventions allouées par le Conseil municipal ;

4^e Des secours alloués par le Conseil général et par le Ministre de l'instruction publique.

Ces fonds sont versés dans la caisse du receveur municipal, qui est chargé, par la loi du 10 avril 1867, de faire gratuitement le service de la caisse.

ART. 7. — La Caisse des Écoles peut recevoir des dons en nature, tels que livres, papiers, plumes, vêtements et objets alimentaires destinés aux enfants indigents.

ART. 8. — Les règles de la comptabilité communale sont applicables à la comptabilité de la Caisse des Écoles. Le budget et le compte de la caisse des écoles sont, en conséquence, fournis au Conseil municipal comme les budgets et comptes des autres établissements de bienfaisance.

Aucune dépense ne peut être faite sans l'avis du Comité. Toutefois, lorsqu'il s'agit de dons en nature, le maire peut procéder immédiatement à la distribution des objets donnés, à charge par lui d'en rendre compte au Comité à sa première réunion.

CIRCULAIRE DE M. SÉGRIS

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

2 avril 1870.

Parmi les différents services qui se rattachent au département ministériel auquel j'ai été appelé, il n'en est pas qui préoccupe plus vivement l'opinion et qui excite à un plus haut degré ma sollicitude, que le service d'instruction primaire.

Initier l'enfant, dans quelque condition que le sort l'ait placé, aux premiers éléments de l'enseignement et de l'éducation *morale*, le préparer ainsi aux rudes labeurs de la vie, c'est là une obligation qui, à raison même de la nature de nos institutions et des conditions de concurrence et de lutte où nous placent nos relations internationales, s'impose plus étroitement que jamais.

Depuis vingt années, d'énergiques efforts ont été faits en ce sens, des progrès considérables ont été obtenus ; ce ne sera pas un des moindres titres à la reconnaissance publique pour l'Empereur qui les a voulus, pour les ministres qui l'y ont aidé et pour tous ceux qui, à un degré quelconque, y ont concouru.

Dans cette période, le chiffre de la fréquentation scolaire s'est augmenté de plus de 1,200,000 enfants; plus de 800,000 adultes fréquentent aujourd'hui les cours si généreusement ouverts par nos instituteurs; les maisons d'école se sont accrues de près de 20,000 constructions nouvelles; sous l'influence de la loi du 18 avril 1867, les écoles des filles et les écoles de hameau se construisent, les bibliothèques scolaires se multiplient et se développent; les traitements des inspecteurs et des instituteurs primaires ont été améliorés, et une première allocation de 1,500,000 francs, inscrite au budget de 1871, assure encore aux plus faibles traitements de nos instituteurs une amélioration nécessaire et désormais certaine.

Mais il ne faut pas se faire illusion; s'il a été beaucoup fait, il reste encore beaucoup à faire.

Certes, la fréquentation des écoles s'est considérablement accrue depuis vingt années; les enquêtes ont constaté que, dès la fin de 1856, le nombre des enfants dans les écoles primaires communales et libres s'élevait à plus de 4,500,000, en même temps que plus de 170,000 enfants étaient instruits à domicile ou en dehors de ces écoles; il n'en est pas moins vrai, et il faut le reconnaître avec tristesse, que près de 300,000 enfants de sept à treize ans ne fréquentent aucune école et restent plongés dans une profonde ignorance, et que, parmi ceux qui les ont fréquentées, près de 150,000 n'en emportent qu'une instruction première incomplète et bientôt oubliée.

Là est le mal, et c'est à le combattre que doivent s'employer tous les efforts.

Il est un premier point sur lequel j'appelle votre attention :

Sans examiner, quant à présent, la question de savoir si l'État doit ou peut prendre à sa charge les 22 millions de rétribution scolaire que les pères de famille paient aujourd'hui à l'école pour l'instruction de leurs enfants, je ne dois pas vous laisser ignorer que la volonté la plus absolue du Gouvernement est que l'école primaire soit toujours *gratuitement ouverte à tout enfant dont les parents peuvent n'être pas en état de la payer; quel qu'en soit le nombre, aucune limitation, aucune restriction ne doit y être apportée* : le Gouvernement entend et veut que les dispositions libérales de la loi reçoivent l'application la plus large, et qu'en cas de doute, la gratuité soit toujours acquise à l'enfant. C'est en ce sens, je le sais, que la loi s'exécute aujour-

d'hui; mais j'ai voulu de nouveau en affirmer l'application, afin que les autorités locales, les Conseils municipaux, l'instituteur, l'inspecteur primaire, soient pénétrés des sentiments qui nous animent, et que, dans le cas où quelques réclamations viendraient à se produire, elles soient toujours vérifiées avec empressement et bienveillance et avec la ferme résolution d'y faire droit.

Mais il ne suffit pas que la gratuité soit aussi largement accordée pour amener tous les enfants à l'école.

L'éloignement de la maison d'école, la distance trop grande à parcourir par l'enfant pour l'aller et le retour, quelquefois l'indifférence des parents, et le plus souvent la nécessité absolue d'utiliser, pour vivre, même les plus faibles services de l'enfant, telles sont les véritables causes du déficit qui se produit encore aujourd'hui dans la fréquentation des écoles.

Il est manifeste que la gratuité ne peut supprimer ni les distances ni l'éloignement. Or, pour se convaincre des conséquences qu'entraînent les distances trop grandes à parcourir et l'éloignement des écoles, il suffira de constater que ce sont les départements où la population est disséminée sur des vastes espaces et où la viabilité est incomplète, qui fournissent le plus large contingent au déficit de près de 400,000 enfants constaté à la fin de 1866.

Aussi, est-ce à construire, à multiplier les maisons d'école et les écoles de hameau, à les rapprocher, autant que possible, des groupes de populations, qu'il faut, avant tout, employer les efforts et les ressources. Ce n'est que par ce moyen qu'on attaquera le mal à sa racine; tout autre moyen serait efficace; et, tandis qu'il en est qui demandent que les 22 millions de rétribution scolaire payés pour l'instruction de leurs enfants par les pères de famille qui peuvent les payer soient mis à la charge de l'État, je n'hésite pas à penser qu'un tel crédit s'emploierait bien plus utilement, dans l'intérêt de la diffusion de l'enseignement, à construire et à multiplier les maisons d'école.

Je ne saurais trop vous inviter, Monsieur le Préfet, à appeler sur ce point l'attention des Conseils municipaux et des Conseils départementaux, et, de mon côté, c'est surtout à aider les communes par de larges subventions pour la construction de leurs maisons d'école que j'emploierai tous mes efforts et les premiers crédits dont il me sera possible d'obtenir l'inscription à mon budget.

Quant à l'indifférence ou à la pauvreté des parents qui motivent, il faut bien le reconnaître, pour une large part, même alors que la gratuité leur est offerte, l'absence ou l'inassiduité des enfants aux écoles, comment en conjurer les funestes effets ?

Pour vaincre l'indifférence, je n'hésite pas à faire appel, avant tout, au dévouement et à l'action des instituteurs. La fréquentation des écoles se produit presque toujours en raison de leur vigilance et de leur mérite. Mais pour que leur action conserve toute sa valeur et son efficacité dans la commune, il faut que l'instituteur s'y fasse accepter sans distinction par les familles, et qu'il se concilie leur bienveillance ; qu'il se place et soit toujours laissé en dehors des luttes qui passionnent et divisent ; que, s'il reste libre, en tous cas, d'exercer ses droits de citoyen, jamais sa fonction ne soit engagée ni compromise en dehors des devoirs qui lui sont propres, et que, incessamment voué à l'instruction et à l'éducation morale des enfants qui lui sont confiés, il sache et apprenne à tous ceux au milieu desquels il vit qu'il n'est aujourd'hui pour le fonctionnaire à tous les degrés qu'un moyen de servir utilement la politique du Gouvernement, c'est de remplir avec dévouement, au profit de tous, les fonctions qu'il exerce en son nom.

Dans de telles conditions, quand l'indifférence des parents tiendra seule les enfants éloignés de l'école, si l'instituteur, par son influence et par ses conseils, les incite à les y envoyer, qui peut douter que sa voix ne soit bien souvent entendue ?

Vous appellerez, Monsieur le Préfet, chaque année mon attention sur les instituteurs qui, par leur vigilance et leurs efforts, auront réduit le déficit de la fréquentation scolaire dans leurs écoles ; ils peuvent être assurés à l'avance de toute ma bienveillance, et leurs services ne seront pas mis en oubli.

Mais jamais l'obstacle que l'indifférence des parents ou leur pauvreté opposent à la fréquentation des écoles ne sera complètement détruit, tant qu'à côté de l'instituteur, et dans chaque commune, ne se produira pas l'action collective de ces associations charitables qui, sous le nom de *bureaux scolaires*, rendent, à l'étranger, de si grands services à l'enseignement. Leur mission ne serait pas seulement de surveiller l'école de leur commune, mais surtout d'en assurer la fréquentation. Avertis par l'instituteur de l'absence ou de l'inassiduité de l'enfant, les membres de ces bureaux scolaires en rechercheraient la cause et exerce-

raient auprès des parents que, dans les communes rurales, ils connaissent le plus souvent, une action bienfaisante : leur intervention se produirait par de sages conseils et parfois par de faibles secours, qui tantôt seraient un encouragement, tantôt une récompense, et dont une *Caisse des Écoles* organisée, soit par l'initiative privée, soit dans les conditions indiquées en l'article 13 de la loi du 10 avril 1867, avec le concours des subventions de la commune, du département et de l'État, leur procurerait la disposition.

De telles créations, je le sais, ne s'improvisent pas. Ce n'est pas en les inscrivant dans les lois, ni en les réglementant qu'on les obtient. Il faut avant tout les faire pénétrer dans les habitudes et dans les mœurs. Il suffirait que, dans l'une des communes de chaque canton, un bureau scolaire pût s'organiser et fonctionner dans ces conditions, pour qu'à raison des résultats obtenus, l'exemple fût bientôt suivi dans les autres communes.

Ne serait-il pas possible d'atteindre ce but en suscitant, dans celle des communes du canton qui semblerait offrir plus particulièrement des chances de succès, *l'initiative privée* (1)? Le maire, par ses désignations et par son intervention personnelle, l'inspecteur primaire par ses démarches, l'instituteur lui-même, pourraient y concourir activement. *Les encouragements ne manqueront pas à ceux qui s'emploieront à cette utile entreprise.*

Je vous prie de me signaler les noms de tous ceux qui, par de telles créations, auront assuré dans leur commune la fréquentation des enfants à l'école (2).

Il faudra assurément encore beaucoup d'efforts pour amener tous les enfants de sept à treize ans à recueillir les bienfaits de l'instruction primaire, et pour conquérir aux écoles les 300,000 enfants environ qui ne les fréquentent pas encore. Mais on sait quels progrès considérables avaient déjà été obtenus dès la fin de 1866. La moyenne de progression dans la fréquentation des enfants à l'école n'a pas été moindre, par année, de 50,000 enfants. Ces progrès n'ont pu que se développer et s'étendre sous

(1) Cet appel à l'initiative privée par S. Exc. le Ministre de l'instruction publique sera entendu, *s'il est répété*. Les mêmes procédés pourront assurer l'amélioration du sort des enfants employés par l'industrie grande et petite. Avec une telle circulaire et un règlement complétant (aux termes de l'article 7 § 2) l'article 1^{er} de la loi de 1841, la question qui se traîne depuis si longtemps recevra sa facile solution (*Réd.*).

(2) Les listes de récompenses de la Société signalent grand nombre de noms. S. Exc. le Ministre de l'instruction publique reçoit le bulletin.

l'influence de la loi du 10 avril 1867, et on ne peut douter que, même sans recourir aux moyens extrêmes, le but ne soit bientôt atteint.

Pour l'atteindre sûrement, je fais appel à votre concours le plus actif et au dévouement de ces quarante mille instituteurs, qui déjà en ont donné tant de preuves, et dont la situation si digne d'intérêt sera l'objet de ma constante sollicitude.

Tous nous ne saurions unir nos efforts pour une œuvre plus utile. Car, on l'a dit avec raison, l'ignorance est une faiblesse, et, dans les âpres luttes de la vie, qui dit faiblesse, dit généralement infortune. L'instruction seule fortifie et forme les hommes : elle donne au pays d'*habiles ouvriers* et de bons citoyens.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma
considération très-distinguée.

Le Ministre de l'instruction publique.

Signé : SEGRIS.

SOCIÉTÉ

DES AMIS DE L'INSTRUCTION POPULAIRE DE MULHOUSE (1) STATUTS ET ACTES

STATUTS

ARTICLE PREMIER. — Une Société est fondée à Mulhouse sous le titre de : *Société des amis de l'Instruction populaire*.

ART. 2. — La Société se propose de propager et d'améliorer l'instruction et l'éducation par tous les moyens qui seront en son pouvoir : lectures, conférences et cours publics, soirées populaires, sociétés ouvrières d'instruction, publications, etc.

ART. 3. — Elle s'appliquera dès aujourd'hui à compléter ou à assurer, par des secours en livres ou en argent, l'instruction élémentaire des enfants et des adolescents, et celle des adultes illettrés, conscrits, détenus, etc.

ART. 4. — Cette instruction est essentiellement scientifique et laïque; toute ingérence dans les questions politiques et religieuses est formellement interdite.

(1) Cette Société est en somme une Caisse des Écoles; il est peut-être regretter que des noms différents s'appliquent à deux choses du même ordre. Le programme de la Société de Mulhouse est plus complet que celui de Versailles, donné dans le dernier Bulletin.

ART. 5. — Pour devenir membre de la Société de l'Instruction populaire, il faut être présenté par un membre et être admis par le Comité directeur institué par l'article 6. Chaque nouveau membre s'engage à contribuer à la prospérité de l'œuvre, soit par un concours actif, soit par le versement annuel d'une somme qu'il fixe lui-même.

ART. 6. — La Société est dirigée par un Comité de 24 membres, nommés chaque année en assemblée, par voie de scrutin, à la majorité relative des membres présents.

ART. 7. — Le Comité forme lui-même son bureau, composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Il se subdivisera en autant de sections que ses travaux le comporteront.

ART. 8. — Les membres du Comité et ceux de son bureau peuvent être réélus chaque année.

ART. 9. — Les décisions du Comité sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 10. — Le Comité se réunit tous les mois à jour fixe ; il peut avoir d'autres réunions, sur la convocation du président ou la demande de trois de ses membres.

ART. 11. — La Société se réunit en assemblée générale au moins une fois chaque année, dans le premier trimestre, sur convocation faite au moins quinze jours à l'avance. Toutefois, il y aura convocation en assemblée générale sur la demande de la majorité du Comité ou sur la demande faite et signée par quinze membres de la Société.

ART. 12. — Dans l'assemblée prévue par le premier paragraphe de l'article 11, il est rendu compte des travaux de la Société et de l'état de ses finances, et il est procédé à l'élection du Comité.

On ne pourra discuter que les questions mises à l'ordre du jour, ou celles qui auront été signées par 10 membres au moins et communiquées au Comité huit jours avant la réunion de l'assemblée générale, et qui ne seront pas contraires à l'article 4.

ART. 13. — Toute modification aux présents statuts devra être soumise au Comité, indiquée dans la lettre de convocation et ne pourra être adoptée qu'à la condition de réunir la majorité absolue des voix à l'assemblée générale, qui elle-même de-

vra être composée de la moitié au moins des membres inscrits.

Dans le cas où l'une ou l'autre de ces conditions ne se trouverait pas remplie, il serait convoqué, dans le courant du mois qui suivra ladite réunion, une nouvelle assemblée générale, où les membres présents, quel qu'en soit le nombre, pourront décider à la simple majorité.

ACTES

Rapport de M. ENGEL DOLLFUS

Le Sous-Comité (1) chargé plus spécialement de rechercher les enfants de notre ville qui sont privés encore d'instruction et de les envoyer à l'école, a dû se préoccuper d'abord de connaître, approximativement au moins, quel était le nombre de ces enfants.

Nous avons pris pour base de notre travail le recensement fait en 1866; nous y avons relevé le nombre des enfants, existant à cette époque, de 4 à 6 ans, de 6 à 8 ans et de 8 à 10 ans. En corrigeant ces nombres au moyen du coefficient de mortalité afférent à chacun de ces âges, nous avons eu le nombre d'enfants de 6 à 8 ans, de 8 à 10 ans et de 10 à 12 ans existant à Mulhouse deux ans après, c'est-à-dire en 1868, année où notre travail a été fait. Les nombres trouvés de cette façon ont été évidemment des *minima*, puisque nous ne tenions point compte, pendant ces deux ans, de l'immigration considérable de la population ouvrière. Si nous nous sommes bornés à porter nos recherches sur les enfants de 6 à 12 ans, c'est que 6 ans est l'âge où l'enfant, n'étant plus admis à la salle d'asile, peut être reçu à l'école, et qu'à 12 ans, aux termes de la loi¹, l'enfant est admis à peu près sans contrôle à travailler dans les fabriques. Nous avons ensuite recherché combien d'enfants de ces trois différentes catégories d'âge fréquentent toutes les écoles de notre ville; nous avons ajouté à ces nombres, qui nous ont été remis par les directeurs et directrices de ces écoles, ceux que nous apprécions pouvoir rece-

(1) Quatre Comités donnent leurs soins à l'enseignement dans les prisons, aux cours d'adultes, à l'enseignement des conscrits. Nous donnons seulement ici le rapport de M. A. Dollfus sur *les enfants des écoles*.

voir l'instruction à domicile, ou être empêchés pour cause de santé de fréquenter l'école; en raisonnant ce nombre très-largement, et par une soustraction, nous en avons conclu le nombre d'enfants de 6 à 8 ans qui ne reçoivent aucune instruction, et ceux de 8 à 10 ans et de 10 à 12 ans qui ne fréquentent pas nos écoles. Pour les enfants de 8 à 12 ans, nous aurions dû rechercher aussi et déduire du total le nombre de ceux qui fréquentent les écoles de fabrique; nous ne nous en sommes pas préoccupés, ayant en vue de fractionner à l'origine notre travail de recherche et d'agir surtout énergiquement sur les enfants de 6 à 8 ans qui, ne pouvant être admis ni à la salle d'asile ni dans les ateliers, n'ont pas de motifs de ne pas fréquenter l'école. Nous ne nous interdisons nullement, bien entendu, de chercher à envoyer aux écoles des enfants au-dessus de 8 ans; mais pensant que, dans la plupart des cas, ceux de ces enfants que leurs parents ne font pas aller à l'école étaient envoyés par eux à l'atelier, nous avons jugé convenable d'exercer surtout nos recherches sur ceux qui n'avaient pas encore atteint cet âge; nous n'avions évidemment pas de ressources suffisantes pour faire retirer de l'atelier les enfants qui y vont, et indemniser leurs parents de la perte qui résulterait pour eux de la privation de leur salaire; dans quelques cas particuliers nous le faisons, et nous chercherons à donner à des secours de ce genre le développement que comportent nos moyens pécuniaires; mais ce n'est et ce ne sera longtemps encore, nous le craignons, qu'une exception. En outre, une nouvelle loi étant en préparation sur le travail des enfants dans les manufactures, nous espérons que la fréquentation sérieuse et efficace des écoles par tous les enfants allant dans les ateliers sera prochainement assurée d'une façon certaine, et cela a été une raison de plus pour nous, sans perdre de vue les enfants de 8 à 12 ans, de chercher à peser sur ceux de 6 à 8 ans surtout. Nous pensons, en effet, que si l'habitude se prenait par tous les parents sans exception d'envoyer à l'école tous ceux de cet âge, le nombre de ceux qui vont aux manufactures dès l'âge de 8 ans quelquefois, et sans nécessité indispensable, diminuerait sensiblement.

Du travail de statistique dont je vous indiquais les bases, il y a un instant, sont ressortis les chiffres suivants:

Il y a à Mulhouse environ 2440 enfants de 6 à 8 ans, 2400

de 8 à 10 ans, 2490 de 10 à 12 ans (1) ; 1440 enfants de la première catégorie, 1450 de la deuxième et 1235 de la troisième fréquentent les écoles ; il reste donc un minimum de 1000 enfants de 6 à 8 ans ne fréquentant aucune école, et 860 enfants de 8 à 10 ans et 1205 de 10 à 12 ans ou ne les fréquentant pas, ou n'allant qu'aux écoles de fabrique dont l'enseignement, vous le savez, est fort insuffisant.

Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires ; ils prouvent, fussent-ils même un peu exagérés, ce que nous ne pensons pas, combien peuvent s'exercer utilement l'intervention et l'influence de notre Société.

Le nombre considérable d'enfants de 6 à 8 ans dépourvus d'instruction explique suffisamment aussi pourquoi nous avons cru devoir ne nous occuper surtout, à l'origine du moins, que de cette catégorie. Lorsque nous serons arrivés à diminuer ce nombre sensiblement, nous pourrons chercher à élargir alors le champ de notre action en nous adressant, plus spécialement que nous ne le faisons encore, aux enfants des catégories supérieures.

Le mal une fois connu, quel était le remède à employer, ou plutôt comment devait-il l'être ? Ce sujet a été débattu sérieusement dans le Sous-Comité chargé de diriger cette partie de notre tâche, puis dans votre Comité, et voici l'organisation que nous avons adoptée et dont l'exécution est commencée. L'expérience nous indiquera quelles modifications nous pourrions y apporter.

La ville a été partagée en 7 quartiers, de la visite desquels se sont chargés 15 commissaires, chaque quartier étant dévolu à 1, 2 ou 3 Commissaires, suivant son importance. Chaque Commissaire doit visiter le quartier dont il a accepté la surveillance, recherchant les familles dont les enfants ne suivent pas les écoles, et notant soigneusement les motifs pour lesquels ils n'y vont pas ; le nombre de ces enfants dans chaque famille et tous les renseignements qui permettent de connaître exactement les ressources de ces familles. Nous sommes entrés en rapport ensuite avec M. Riss, Directeur des écoles primaires de la ville, que nous avons trouvé, nous le savions d'avance, on ne peut mieux disposé à nous venir en aide, et nous sommes heureux de lui en témoigner publiquement notre reconnaissance,

(1) 4890 enfants, il y a bien là de quoi alimenter une école dedemi-temps !

ainsi que pour les excellents conseils que sa longue expérience lui a permis de nous donner. D'accord avec lui, nous avons rédigé et fait imprimer un formulaire, dont des exemplaires sont remis aux Commissaires, et qui, remplis par leurs soins, adressés par eux au président de la Société, puis par celui-ci, après en avoir pris copie, à M. le Directeur des écoles, permettent à ce dernier d'apprécier quelle est la quotité de la rétribution scolaire dont il peut décharger les enfants qui lui sont présentés. En même temps, le Commissaire remet à la famille une carte timbrée au nom de la Ligue, qui doit être présentée au Directeur au moment où l'enfant est amené à l'école.

Sur le vu du formulaire qui lui a été envoyé, le Directeur reçoit l'enfant soit gratuitement, soit avec une bourse qui atteint généralement les $\frac{3}{4}$ ou les $\frac{7}{8}$ de l'écolage habituel. Si, pour un motif quelconque, la famille ne peut pas payer la faible somme qui lui est réclamée mensuellement, *cette somme est portée au compte de la Ligue* (1), et l'enfant ne continue pas moins à être admis à l'école.

Les motifs qui empêchent les enfants d'être envoyés à l'école sont divers. Tantôt c'est l'insouciance des parents ou l'habitude, bien plus blâmable et fatale encore, de leur faire chercher dans la mendicité un supplément de ressources pour la famille, et c'est dans ce cas, vous le concevez, Messieurs, que la résistance des parents est réellement difficile à vaincre; tantôt, et ce cas est le plus fréquent, ce sont l'indigence et le manque de vêtements convenables; tantôt, enfin, c'est la nécessité pour des enfants de rester au logis comme gardiens d'enfants en bas âge. Dans ce dernier cas, qui s'est présenté quelquefois, nous cherchons à trouver dans le voisinage quelque femme qui se charge momentanément de la surveillance des petits enfants, moyennant un modique salaire, pour libérer ainsi les enfants plus âgés; c'est une grande difficulté en général, *et il faut aviser du mieux possible dans chaque cas particulier* (2).

Dans le cas d'indigence, au contraire, et d'absence de vêtements, notre rôle est facilement tracé; l'école admet l'enfant gratuitement ou bien nous nous chargeons de payer la faible somme qu'elle lui réclame, et nous fournissons aux enfants des

(1) Voilà la vraie instruction gratuite !

(2) Voilà la vraie instruction obligatoire !

vêtements. Ce service est bien et largement organisé déjà, grâce à la générosité de M. L. Lantz, vice-président du Comité, qui a bien voulu mettre à notre disposition toutes les étoffes dont nous aurons besoin pour fournir les garçons de blouses et de pantalons, et les petites filles de robes ; nous lui devons, Messieurs, pour cette générosité, nos plus vifs remerciements. Tout récemment aussi, un honorable manufacturier de nos environs, M. H. Frey, de Guebwiller, nous a fait don d'une pièce de belle cretonne que nous faisons convertir en chemises pour les plus dénués de nos protégés. Nous lui adressons également ici l'expression de toute notre gratitude. Quant aux chaussures, elles sont fournies aux enfants, si besoin en est, par M. Riss, qui en débite notre compte. La confection des vêtements, enfin, a pu être organisée, grâce à l'obligeance de M. Riss, sans que notre budget en fût grevé. Il fait prendre la mesure des enfants, couper les vêtements à l'école, et les fait coudre soit dans l'ouvrier de l'école, soit à domicile, par les mères mêmes des enfants.

Telle est, Messieurs, en résumé, l'organisation adoptée par nous ; le mécanisme en est assez simple pour nous permettre d'en espérer un bon résultat, grâce au concours bienveillant de M. le Directeur des écoles, grâce aussi au dévouement de Messieurs les Commissaires, sur lequel nous savons pouvoir compter dans l'avenir comme par le passé. Qu'ils nous permettent de leur en exprimer publiquement notre reconnaissance, à laquelle vous vous associerez tous ; permettez-nous aussi de vous signaler l'utilité que vous trouverez sans doute à les appeler dans le comité de l'association, dont ils sont de si fermes soutiens.

J'ajoute, Messieurs, que le comité a décidé aussi que, dans des cas exceptionnels, et alors qu'il s'agirait d'enfants particulièrement bien doués, il viendrait en aide aux parents par une subvention pécuniaire, lorsqu'ils se verraient obligés de retirer ces enfants de l'école pour les envoyer à l'atelier. Ce ne seront, nous le répétons, que des cas exceptionnels ; nous ne le ferons que dans la limite de nos ressources, bien entendu, et à la condition que nos autres services n'en souffrent pas.

Le nombre d'enfants que nos Commissaires nous ont signalé déjà n'est pas bien considérable encore ; il ne s'élève qu'à cent et quelques, dont la presque totalité suit l'école aujourd'hui. C'est peu, sans doute, comparé à ce qui nous reste à faire ; c'est

beaucoup si vous songez que l'organisation du service ne date que de deux mois ou deux mois et demi environ. Nous ne croyons pas exagérer en disant que nous pouvons espérer arriver, à la fin de cette année, à avoir procuré la fréquentation de l'école à deux ou trois cents enfants, peut-être plus; ce sera donc un grand pas fait déjà dans la voie qui nous tient à tous tant à cœur, et nous comptons pouvoir y progresser constamment dans l'avenir.

Ne nous dissimulons pas toutefois, Messieurs, que plus nous avancerons, plus nos recherches seront difficiles, plus nous aurons d'efforts à faire; nous aurons besoin, à mesure que nous serons allés plus loin, de plus de ressources et surtout de plus de dévouement personnel; nous faisons donc appel à tous les membres de la Ligue, pour nous aider dans cette œuvre utile. N'oublions pas, en effet, Messieurs, que c'est sur les enfants surtout qu'il faut agir; qu'il nous faut développer chez eux le goût et l'amour de l'instruction et du travail, si nous voulons en faire des hommes véritables. L'enfant, vous le savez, le poète anglais l'a dit éloquentement, *l'enfant est le père de l'homme*, C'est par le développement intellectuel de l'enfant que nous arriverons à faire produire aux générations qui nous suivent tous les progrès que nous pouvons espérer de l'avenir.

Dans une société organisée démocratiquement comme la nôtre aujourd'hui, dans une société où la valeur intrinsèque des individus deviendra de plus en plus la seule différence qui les distinguera les uns des autres, en élevant ceux qui en sont dignes et en abaissant les autres, dans une société dans laquelle de plus en plus celui qui a une valeur propre arrivera à acquérir vite, tandis que celui qui est sans valeur perdra de même, nous devons faciliter à chacun, et en lui venant en aide dès son enfance, les moyens de mettre en valeur le capital intellectuel dont il a été doté en naissant. C'est ainsi, par une révolution un peu lente, il est vrai, mais d'autant plus sûre, mais pacifique, et dont nous devons précipiter l'essor dans la mesure de nos forces, que nous pouvons seulement arriver à rétablir le calme et l'équilibre dans notre société troublée, et éviter des révolutions plus dangereuses et des agitations stériles qui, loin de nous faire progresser, nous éloignent du but.

Permettez-moi, en terminant, de vous citer ces quelques lignes que je trouve dans un remarquable discours prononcé à

la dernière séance annuelle de la Ligue havraise de l'enseignement, par M. Labbé, et qui font bien sentir combien dans toute société, quelle qu'elle soit, mais dans la nôtre tout particulièrement, ce développement donné à l'instruction primaire, ces efforts constants pour la répandre partout, sont indispensables. Après avoir parlé des États-Unis d'Amérique, de l'état de l'instruction dans ce grand pays, de tout ce qui y est fait pour la propager partout et par tous les moyens possibles, du tempérament américain, mélange de prudence et d'audace, de ténacité de caractère et d'enthousiasme, d'économies bien entendues et de largesses intelligentes et désintéressées, M. Labbé ajoute :

« Et toutes ces fortes et précieuses qualités n'ont pas de matière
» d'exercice plus habituel que l'éducation populaire; car en
» Amérique, sous un gouvernement et dans une société où il
» n'y a que la raison du peuple pour garder la paix publique,
» la question de l'instruction est une question de vie ou de mort.
» Dans un tel pays, on comprend combien il importe de faire
» des citoyens et de ne pas perdre, par négligence, une seule
» parcelle de cette substance rare et précieuse qu'on appelle la
» nature humaine. On comprend ces magnifiques paroles de
» M. Everett, à la fin de son splendide discours sur l'importance du savoir: « Quand un gland tombe sur un sol défavorable, et y sèche, nous savons toute l'étendue de la
» perte ... mais quand l'esprit d'un être raisonnable est étouffé
» faute de culture, et manque aux grandes fins pour lesquelles
» il a été créé, c'est une perte que personne ne peut mesurer,
» une perte dans le temps et dans l'éternité. » On comprend
» également le sens de ces paroles d'Horace Mann: « L'école
» est le moyen que Dieu a choisi pour réformer le monde », et
ailleurs: « Si j'en étais le maître, je sèmerais des livres par
» toute la terre comme on sème du blé dans les sillons. »

J'ajoute une citation empruntée à la brochure dont j'extrait ce rapport.

Malheureusement, en France, nous avons l'habitude de tout laisser faire à l'administration. Ici, surtout, le concours individuel est pourtant indispensable. Un tel concours serait-il donc impossible?

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ
DE LA
CAISSE DES ÉCOLES DE VERSAILLES.

Le mardi 31 mai a eu lieu, à l'Hôtel-de-Ville de Versailles, la première assemblée générale de la Société de la Caisse des Écoles.

La nouvelle Société est donc tout à fait constituée; nous lui souhaitons de continuer comme elle a commencé, et bientôt il n'est pas un versaillais qui ne tiendra à honneur d'être membre souscripteur d'une association si éminemment utile. Le développement de l'instruction est une œuvre à laquelle tout le monde peut et doit prendre part; ainsi que l'a fait remarquer M. Lefavre, le maire adjoint qui présidait le Conseil, c'est un terrain où tous les partis aiment à se donner la main. La Société de la Caisse des Écoles a l'avantage de donner à chacun le moyen le plus facile de prouver son zèle et son dévouement pour un progrès qui touche au salut même du pays. Montrer ici de la lenteur ou de l'indifférence, ce serait se donner volontairement un brevet d'égoïsme et d'imprévoyance. Ces sentiments ne sont pas ceux que l'on a l'habitude de rencontrer parmi nous, aussi nous sommes persuadés que la Caisse des Écoles de Versailles sera bientôt une des plus riches de France, et ses écoles, conséquemment, au nombre des plus belles et des plus dignes de notre temps.

Dans cette assemblée générale, M. Délerot, secrétaire du Comité d'organisation, a présenté un compte rendu dont nous extrayons les pages suivantes :

» Notre Société est la reproduction, l'imitation d'une Société fondée il y a vingt ans dans un des arrondissements de Paris. Cette association, formée spontanément entre quelques habitants du quartier de la Bourse, rendit tant de services aux écoles encouragées par elle, qu'elle attira d'abord l'attention du Préfet, puis du Ministre, et enfin des législateurs. On avait, en effet, constaté que l'action de cette Société avait en quelques années relevé d'une façon remarquable le niveau de l'enseignement;

les écoles placées sous ce libre patronage avaient pris une supériorité décidée sur toutes leurs voisines. En 1867, un Ministre dont on reconnaît de toutes parts la haute valeur et le dévouement, depuis qu'on l'a perdu, M. Duruy, inséra dans sa loi sur l'éducation des filles un article incident, grâce auquel nous sommes aujourd'hui réunis.

» Cet article généralisait pour toute la France l'œuvre du 2^e arrondissement de Paris; il offrait toutes facilités à la création d'un genre nouveau d'association, d'une espèce inconnue de secours mutuels ayant pour but spécial la protection des écoliers et des écoles primaires. Pour que cette société existât légalement et, dès lors, pût, dans chaque commune, travailler à satisfaire, dans la limite de ses ressources, tous les besoins qui se manifesteraient dans les écoles, que fallait-il? Une simple délibération du Conseil municipal, approuvée du Préfet.

» Sur la proposition de M. Charton, le Conseil municipal approuva par son vote la fondation, et l'aida aussitôt de la façon la plus pratique en souscrivant pour plus de mille francs. — L'approbation préfectorale nous revint de même escortée d'une double cotisation.

» Pour que l'organisation des Caisses d'École n'éprouvât aucun embarras, le Ministre avait pris soin, dans une instruction, de proposer des modèles de statuts; ils furent appropriés à Versailles, et toutes les formalités préliminaires étant ainsi accomplies de la façon la plus prompte et la plus facile, la Société se trouve revêtue de tous ses droits.

» Une circulaire fit un appel direct aux habitants de Versailles; une conférence de l'éminent historien, M. Henri Martin, répandit dans toute la ville le nom de la Caisse des Écoles; notre président, M. le Maire, dans un excellent discours, en expliqua publiquement le but et l'utilité : nous eûmes dès lors le bonheur de recueillir, dans l'opinion, dans la presse de Versailles, les plus précieux encouragements.

» Ces encouragements, personne ne nous les donna avec plus d'élan que les *instituteurs*. Déjà, par des conversations particulières, nous savions qu'ils appelaient de tous leurs vœux cette création, dont plusieurs avaient constaté ailleurs les heureux effets. Réunis à la mairie pour entendre la lecture de nos statuts et pour être interrogés sur les services les plus immédiats que nous pourrions leur rendre, tous se félicitèrent avec nous

de la décision du Conseil municipal et nous promirent leur concours dévoué.

» Comme première preuve de dévouement, plusieurs nous firent tout de suite des demandes. C'était le genre de preuves qui pouvait nous être le plus agréable, puisqu'il nous était possible d'y répondre par quelques premiers bienfaits. Je vous en citerai un, parce qu'il est le premier de tous.

» Dans une de nos écoles, un enfant assidu, laborieux, qui travaille fort bien toute la semaine, était obligé, le dimanche matin, de rester éloigné, séparé de ses camarades : il appartient à une famille dans la misère, et ses vêtements, trop déguenillés, lui interdisaient l'entrée de l'église avec l'école. M. Bertrand nous demanda un petit costume qui épargnât à cet enfant la la honte et le chagrin de ne pas se trouver le dimanche avec ses camarades. Nous le lui avons accordé, et c'est là le premier emploi que nous avons fait de vos souscriptions. Nous sommes convaincus que vous lui donnerez votre sympathique approbation.

» Dès que cet enfant fut habillé, sa mère, ravie, alla toute fière faire visite à notre trésorier, qui lui dit en résumant d'un seul mot la morale de notre Société : *Voilà ce que c'est que d'envoyer régulièrement ses enfants à l'école ; on y gagne même des blouses neuves !*

» En effet, rendre aux yeux des familles l'école obligatoire, *non pas à l'aide d'amendes et de pénalités*, mais au contraire à l'aide de bienfaits, tel est un des buts que poursuit notre Société. Elle s'adjoint ainsi d'une certaine façon aux bureaux de bienfaisance, mais la charité qu'elle exerce, au lieu d'être générale et par suite un peu dispersée, est tout à fait spéciale : elle a toujours pour condition absolue l'assiduité de l'enfant à l'école, — *assiduité constatée par l'Instituteur*. — Cette charité a donc pour caractère distinct, en faisant disparaître un mal présent, de prévenir en même temps un mal futur. Nous guérissons de la misère actuelle, mais c'est surtout pour guérir par la même occasion de l'ignorance, source de misère pour l'avenir. Notre bienfait est double.

» Pour préparer des générations plus aptes à rester victorieuses dans le combat de la vie, la Caisse des Écoles, à côté de cette bienfaisance directe, place un autre moyen qui, à nos yeux, doit être le premier de tous, celui auquel nous devons surtout

nous attacher. Il consiste à *rendre l'école aussi attrayante que possible* pour les enfants. Jusqu'à ces derniers temps, on était si persuadé qu'elle était utile, qu'on avait pensé qu'il était superflu de la rendre agréable.

» On a enfin deviné que se résigner à faire franchement détester par les enfants les heures de l'école, ce n'était peut-être pas le meilleur procédé pour rendre ces heures profitables, et on s'est ingénié, comme nous le disait dernièrement le président dont nous regrettons l'absence, à entourer de miel le vase où l'enfant boit la liqueur salubre, mais par nature un peu amère. De là toute une révolution dans les méthodes.

Elles ont consenti à être humaines et non pédantes; à être douces, bienveillantes, et non raides et barbares. — L'abstraction a fui devant l'image; tout ce qui formait matière d'enseignement a pris un corps vivant, coloré; on a ainsi fait entrer dans l'école l'idée aperçue, il y a quarante ans déjà, par M. Char-ton, le fondateur du *Magasin Pittoresque* : rendre tout sensible pour rendre tout facilement saisissable.

» L'application de ce principe, c'est la diffusion à très-grand nombre, dans les écoles, de livres nouveaux, variés, nombreux. *Les livres de lecture courante que nous avons répandus déjà au nombre de plus de 500* appartiennent à cette nouvelle famille.

» Nous nous sommes mis en relation avec les grands éditeurs de Paris, et non-seulement ils ont consenti à faire à la Caisse des Écoles une remise de 33 0/0, mais ils nous ont promis de nous adresser toutes les meilleures publications de ce genre qui paraîtraient. *Dès qu'un bon ouvrage pour l'enseignement primaire sera imprimé, les écoles de Versailles, grâce à vous, pourront donc aussitôt en profiter.*

» Nous comptons beaucoup sur ces livres de lecture courante, pour donner de l'élan aux écoliers et aussi aux maîtres. Dans trop d'écoles, les enfants, surtout dans les divisions inférieures, passent un an, deux ans, n'ayant toujours devant leurs yeux que le même et éternel livre de lecture, qui, le plus souvent, est un ouvrage sans doute très-moral, mais beaucoup trop abstrait pour une intelligence de 8 ans. Ce livre de lecture est le seul que l'enfant possède; car les parents n'aiment pas faire de dépenses ou ne peuvent en faire pour des achats qui doivent être nombreux et variés. L'enfant est donc condamné à végéter stérilement pendant plusieurs années sur des pages qu'il a lues,

relues, entendu lire et relire cent fois. Nous avons tous, comme délégués, constaté bien souvent, en faisant lire ces enfants, qu'ils ne lisaient plus ces volumes, ils les récitaient; nous en avions la preuve bien claire : le livre était ouvert devant eux à une page; ce qu'ils nous disaient tout haut et faisaient¹ semblant de lire était à la page suivante!

» Une partie des années d'école se consume et se perd donc ainsi dans des exercices qui ne laissent dans l'esprit de l'enfant qu'une impression bien nette : c'est le dégoût de la lecture et *la haine du livre*. Le livre, en effet, ne s'est présenté pour lui que sous une forme rebutante et ne lui rappelle que des longues heures d'ennui, passées immobiles, monotones et ternes.

Il en serait bien différemment, si les livres de lecture courante mis entre les mains des enfants changeaient souvent, n'étaient jamais lus plus d'une fois de suite; s'ils étaient plus courts, plus vifs, s'ils étaient rédigés dans un style clair; s'ils leur parlaient de sujets qui leur sont familiers, s'ils leur donnaient des notions sur ce qui, déjà, les intéresse et attire leur attention. L'enfant, nous le savons tous, a une curiosité très-vive, très-éveillée; car le mot *pourquoi* est celui qui revient le plus souvent sur ses lèvres. Mettez entre ses mains des livres qui répondent à ces perpétuels *pourquoi*, ces livres lui plairont, et si les livres qu'il lit à l'école ne l'ennuient plus, il sera plus assidu, et nous aurons encore, par là, gagné notre cause!

Non-seulement nous avons voulu que les livres de *lecture courante* fussent variés et pussent être renouvelés autant qu'il est utile, mais nous avons voulu aussi fonder dans chaque école de la ville une *bibliothèque scolaire*. C'est toujours poursuivre, sous une autre forme, notre même pensée : rendre l'école plus attrayante et, par là, y attirer les enfants, peut-être les retenir une année ou deux de plus. On enseigne à lire dans les écoles, mais jusqu'à présent, ce qu'on oubliait d'enseigner, parce que les moyens manquaient, c'est *d'aimer à lire*. Or, si *l'enfant quitte l'école sans un désir immense de lire, son éducation est manquée*. Ce n'est pas ce qu'il sait à 12 ans qui peut lui suffire, et ce qu'il sait, d'ailleurs, ne restera pas dans sa mémoire, s'il ne continue pas à vivre un peu par l'intelligence quand il a quitté l'école.

» C'est ce qui arrive le plus souvent : tous nos instituteurs et toutes nos institutrices nous disent : à chaque instant nous

voyons revenir au cours d'adultes des jeunes gens ou des jeunes filles de 20 ans qui ne savent plus rien, ni orthographe ni calcul, et qui pourtant nous ont quittés à 12 ans sachant tout cela. La rouille a tout rongé. Toutes les peines prises par les maîtres, toutes les dépenses faites par le budget communal ont été absolument perdues. Il faut recommencer, et dans de mauvaises conditions, pour ne plus réussir que par hasard.

» D'où vient ce fait déplorable? C'est que l'enfant a quitté l'école sans emporter comme résultat principal de son éducation le désir de s'instruire, l'envie de lire.

» Comment aurait-il pu être pris de cette envie, n'ayant jamais connu comme livres que sa grammaire, son arithmétique etc., c'est-à-dire toute sorte de traités fort utiles, mais qui représentent le devoir sous la forme la plus austère.

» La *Bibliothèque scolaire* introduit dans l'école un livre nouveau, un livre sauveur : le livre qui n'est pas un devoir, le livre qui ne ressemble pas à ce que dit le maître, en un mot le *livre amusant*, — bien entendu choisi avec soin et scrupule.

» Qu'il y ait dans chacune de ces bibliothèques d'école deux ou trois cents volumes de ce genre, l'enfant qui sort de l'école à 12 ans et qui les aura lus, aura pris pour toute sa vie l'habitude, le goût, le besoin de la lecture. Il aura constaté par expérience que le livre n'est pas un ennemi, qui cache toujours sous sa couverture des devoirs et des leçons à apprendre; il saura au contraire que le livre est aussi le plus gai, le plus sûr de tous les compagnons, le plus fidèle des consolateurs.

» Partir de l'école avec cette idée, n'est-ce pas la quitter avec un viatique excellent, capable de protéger contre les mille dangers qui l'attendent le jeune ouvrier. Qui a lu lira. Établisons donc dans chaque école une bibliothèque; mettons-y tous les volumes charmants qui ont été écrits pour l'enfance, qu'on écrive en plus grand nombre et qu'on sache mieux écrire de jour en jour. Les enfants de nos écoles, chaque soir, emporteront un de ces volumes; plus d'un le lira peut-être tout haut, à la veillée, au père rentrant de son atelier, à la mère revenue de sa journée, et le livre de l'école réunira ainsi tous ces cœurs et tous ces esprits dans une même pensée souriante, dans une même joie paisible et pure. *L'école aura été une source de bienfaisance morale, qui remontera de l'enfant pour se répandre doucement sur toute la famille.*

Vous voyez maintenant pourquoi nous avons tenu, dès notre début, à distribuer dans nos écoles des livres de lecture courante et à essayer une première organisation de bibliothèques scolaires.

Le temps nous amènera à étudier bien d'autres perfectionnements que nous tenterons, si vos souscriptions nous soutiennent. Le champ des améliorations est vaste. Versailles a dans ses 12 écoles primaires 2,000 enfants, placés sous la direction de 36 maîtres et maîtresses (28 congréganistes et 8 laïques). A l'éducation de ces 2,000 enfants, le budget consacre environ 60,000 francs; c'est 30 francs par tête d'enfant. Or, dans les pays étrangers où l'instruction primaire a reçu tout son développement, chaque enfant des écoles coûte en moyenne 50 francs et même plus. Il y a donc encore un écart de 20 francs au moins. Cet écart, c'est à la Caisse des Écoles qu'il convient de le faire disparaître en partie. Je suis loin de demander que dans le million de francs dont se compose notre budget communal, la part consacrée à l'instruction primaire ne s'augmente pas; mais je désire aussi vivement que nous ne cédions pas à cette énervante habitude qui entraîne tant d'esprits inertes à vouloir que toute dépense publique soit soldée par le budget, tantôt de la commune, tantôt de l'État. — *Que le budget élève le traitement des instituteurs, qu'il agrandisse, multiplie, améliore les bâtiments d'école, voilà ce qui lui appartient; mais pour presque tout le reste, substituons-nous toujours, autant qu'il sera possible, au budget, et décidons nos dépenses nous-mêmes, spontanément; il y aura en même temps grande économie et occasion d'accomplir par nous-mêmes un devoir qui est en même temps l'exercice d'un droit.* — En devenant membre de la Société communale de la Caisse des Écoles, nous nous trouvons engagés par cela même à nous intéresser directement, personnellement aux écoles; elles sont déjà notre propriété, mais elles le deviennent ainsi d'une façon plus immédiate; or, nous intéresser aux écoles primaires, c'est une de nos premières obligations de bon citoyen. Chacun de nous devrait être en relations suivies avec l'instituteur de son quartier, le voir, le bien connaître, être au courant de ses désirs, de ses besoins; car dans ces humbles salles de classe dont nous nous occupons si peu, c'est notre avenir le plus immédiat qui se prépare; demain, ces troupes d'enfants seront des groupes d'hommes avec lesquels il nous faudra compter. Nous nous plaindrons de ne pas trouver en eux

bien des qualités qui leur manquent : pourquoi avons-nous négligé de les leur donner quand il était temps ? — Ils auront plus de droits de se plaindre de nous que nous n'en avons de nous plaindre d'eux.

Il est un moyen de nous épargner ces regrets tardifs et vains. C'est de décider en nous-mêmes que désormais, dans les écoles populaires, tout sera complètement organisé par nous pour faciliter aux esprits des enfants tous leurs développements, pour les lancer dans la vie, armés solidement de toutes les forces morales qui seules constituent l'homme. Pour que cette œuvre s'accomplisse, de persévérants efforts sont nécessaires, car les juges les plus bienveillants et les plus autorisés l'ont reconnu : « En faisant mieux que par le passé, souvent même en faisant beaucoup mieux, on est encore loin de faire ce qui conviendrait (1) » Pour toucher le but, il nous faudra donc et beaucoup de temps et beaucoup d'argent ; donnez-en beaucoup à cette quêtuse nouvelle qui s'appelle la *Caisse des Écoles*, vous ferez ainsi un placement sûr qui vous rapportera d'incalculables intérêts.

Je dois m'arrêter ; j'ai parlé déjà beaucoup plus que je ne le voulais et que je ne le devais — et cependant je ne vous ai pas indiqué la dixième partie des idées, des projets que les membres de votre Comité ont agités dans leurs conversations et dans leurs réunions. — Je ne vous ai pas parlé, par exemple, du caractère tout nouveau que nous avons donné aux Prix de Pâques, décernés pour la première fois dans les écoles en votre nom et qui ont été pour les enfants et les maîtres une surprise si heureuse.

Je ne vous ai pas parlé de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, resté presque partout une lettre morte, malgré la loi de 1867, et pour lequel nous avons commencé une véritable campagne. — Je ne vous ai pas parlé des bourses que nous voulons allouer aux écoliers qui montrent des dispositions remarquables. Les dons les plus rares de l'esprit sont accordés souvent avec le plus de générosité à des enfants pour lesquels ces dons supérieurs semblent presque une ironie, condamnés qu'ils sont par leur pauvreté à prendre des professions auxquelles suffit l'intelligence la plus humble. Si ces hautes facultés restent sans emploi, sans culture, elles s'atrophient, ou bien

(1) RAPET, rapport officiel sur les travaux des écoles exposés en 1867.

elles apportent à celui qui les a reçues une souffrance, au lieu d'être une source de bonheur. Dans les deux cas, il y a perte d'un capital moral, il y a appauvrissement social. Un intérêt de la plus haute importance pour tous exige donc qu'une surveillance attentive soit exercée sur les écoles à ce point de vue, pour que tout enfant bien doué se trouve naturellement conduit à la fonction que lui a pour ainsi dire, dès le premier jour, attribuée le haut degré d'intelligence et d'activité reçues à sa naissance. — Tous les ans, près de cent enfants sortent de nos écoles primaires; toujours, parmi eux, il y en a quelques-uns dignes de la plus sérieuse protection. Il faut exercer cette protection à l'aide de la *Caisse des Écoles*. Le Conseil municipal a voté des bourses d'*externes* à l'école supérieure de M. Bertrand fils; cette diminution de charges n'est pas suffisante pour la plupart des familles; complétons les bourses de la ville en les transformant en bourses d'*internes*, et ces places seront aussi recherchées des familles que profitables aux enfants.

Aidons de même la ville à créer des cours de persévérance, qui manquent encore. Nos cours d'adultes, ne sont, pardonnez-moi cette expression, que des espèces de refuges pour les déshérités; ils ne sont pas organisés pour recevoir les jeunes gens laborieux qui désirent perfectionner leurs études primaires; il y a là une lacune regrettable dans notre enseignement communal. En ce moment même, les cours du soir sont fermés: un jeune ouvrier de notre ville qui aurait le désir de continuer ses études ne trouverait nulle part de classe pour le recevoir. Il faut que toute l'année il y ait une classe ouverte pour la bonne volonté désireuse de marcher en avant. Les classes d'ailleurs suscitent les écoliers: on l'a bien vu pour les adultes.

Comment se fait-il que Versailles n'ait pas de cours de jardinage? à Potsdam, ville très-souvent et très-justement comparée à la notre, il existe une école supérieure de jardinage qui forme des élèves très-distingués, très-recherchés partout. Pourquoi une école semblable n'est-elle pas organisée à Versailles; nulle part elle ne peut s'établir dans des conditions plus favorables; nulle part elle n'a plus de chances pour réussir. Et elle rendrait les plus grands services, car le jardinage n'est plus une routine, et tous les chefs d'exploitation horticole se plaignent de ne pas trouver de vrais jardiniers, c'est-à-dire des jardiniers capables d'agir avec méthode, avec réflexion, comprenant ce

qu'ils font, parce qu'ils ont reçu des notions de botanique et de sciences naturelles. — Rien n'est plus triste à dire, mais rien n'est plus exact : c'est à l'Allemagne qu'il faut s'adresser pour ce genre d'ouvriers et de contre-maitres. N'y a-t-il pas là pour Versailles un rôle à prendre, rôle tout indiqué d'avance par son histoire, par ses traditions, par les tendances de son industrie ? *L'école supérieure de jardinage de Versailles* devrait exister depuis longtemps déjà : tous les éléments sont prêts. Il ne faut plus qu'un peu de bonne volonté et d'énergie pour les grouper.

Un autre progrès que nous pourrions encore favoriser, c'est l'extension de l'enseignement du chant et du dessin aux écoles de filles. Ce double enseignement est donné dans les écoles de filles de Paris et de bien des villes ; plus d'une de nos institutrices le demandent. Il ne faut pas tarder à le leur accorder.

Il y a aussi bien des mesures hygiéniques en vigueur dans nos asiles, et que nous voudrions aider à introduire dans les écoles. Un médecin visite régulièrement les asiles ; pourquoi ne pas visiter du même coup l'école ? Est-ce que l'âge de six ans révolus donne un brevet de santé ? Est-ce que le développement de six à douze ans ne mérite pas d'être surveillé avec le plus grand soin ? Evidemment le médecin, en visitant les écoles primaires, y apporterait des habitudes, des notions d'hygiène, et préviendrait certainement bien des maladies graves en appliquant la règle : *Principiis obsta*. Il donnerait à l'instituteur lui-même des connaissances utiles pour son état. Les bosses et les coups qui deviennent par négligence des abcès ne sont pas rares. J'ai vu des instituteurs qui ne connaissaient pas même le nom de l'arnica. *A côté de la bibliothèque il y a donc place dans l'école pour une petite pharmacie de famille.*

Dans les asiles, de même, en hiver, à midi, on donne une tasse de bouillon chaud aux enfants qui n'apportent dans leur panier qu'une trop maigre pitance. C'est là encore une habitude excellente à généraliser dans les écoles.

Toutes ces petites précautions ont pour résultat, non-seulement de diminuer la mortalité, mais de *faire aimer l'école* par les familles, et c'est toujours là le but vers lequel nous tendons, en marchant par cent chemins variés. Une fois qu'on aimera l'école, *on y restera plus longtemps*, les connaissances acquises auront bien plus de chances d'être conservées, et une des plaies dont notre enseignement primaire souffre le plus, sera guérie.

— On vante toujours l'enseignement primaire de l'Allemagne. Sa supériorité, selon moi, tient en grande partie à cette seule raison : les enfants y sont mieux instruits parce qu'ils sont instruits plus longtemps. Le fruit, chez nous, est détaché de la branche même avant d'avoir noué.

Notre association, par tous les moyens qu'elle mettra en œuvre, par la bienfaisance qu'elle exercera dans les familles, par les primes diverses qu'elle accordera aux enfants, par l'appui moral qu'elle leur prètera, par la physionomie nouvelle qu'elle contribuera à donner à l'enseignement, réussira à reculer le départ de l'école : ce seul bienfait suffirait à justifier notre existence. Si nous sommes actifs et prudents, nous pouvons espérer de plus que nos écoles, un jour, trouveront dans notre Société ces ressources si abondantes dont disposent les écoles anglaises, et qui font d'elles d'opulentes rentières. Tâchons donc d'attirer à nos écoles populaires les riches présents, les legs, les larges revenus, et peut-être les écoles de Versailles auront-elles dans l'avenir l'honneur d'être citées, elles aussi, comme des modèles, comme une pépinière certaine de jeunes gens et de jeunes filles à la raison ferme et droite, à l'intelligence saine et largement cultivée. De toutes les ambitions que nous pouvons concevoir pour notre ville, nous n'en pourrions jamais choisir qui soit plus noble et plus sûre d'exciter les sympathies sans réserves de tous les esprits éclairés et prévoyants.

EXTRAIT DE NOTE COMMUNIQUÉE AU COMITÉ DE LA DÉLÉGATION CANTONALE DU DEUXIÈME ARRONDISSEMENT, PAR M. THOREL.

Les concours ouverts entre les écoles publiques du département de la Seine pour l'obtention du certificat d'études provisoires ont eu lieu dans le mois d'août 1869.

Il ressort des comparaisons de chiffres établies par M. Thorel, sur les documents officiels, que le deuxième arrondissement a une supériorité relative au milieu des résultats généraux.

Sur cent candidats inscrits, la proportion des certificats d'études a été :

	Pour les garçons.	Pour les filles.	Pour l'ensemble des candidats.
A Paris :	42	29	37
Arrondissement de Saint-Denis.	36	18	28
de Sceaux.	27	23	25
Paris et Banlieue	40	28	35
2 ^e arrondissement	79	66	73

Comme les résultats généraux laissent beaucoup à désirer, M. Thorel conclut à la nécessité de l'instruction *obligatoire*. Moi, qui connais le point de départ de la Caisse des écoles, et puis comparer la somme des effets et le nombre des documents avec les résultats réels, je suis convaincu que, si elle rec voit une impulsion vigoureuse, l'initiative privée sans contrainte résoudrait rapidement le problème.

DOCUMENTS ÉTRANGERS

ACTE

AYANT POUR BUT DE RÉGLER LES HEURES D'ÉCOLE ET DE TRAVAIL
DES ENFANTS EMPLOYÉS

DANS LES MANUFACTURES DE L'ÉTAT DE MASSACHUSETTS (1).

Extrait d'un rapport à la Société industrielle de Mulhouse, sur l'industrie cotonnière aux États-Unis, par M. ALFRED ENGEL. (Bulletin de la Société industrielle, Paris 1870.)

1^o Aucun enfant, ayant moins de dix ans, ne sera employé dans les manufactures de cet État; et aucun enfant de dix à quinze ans n'y sera employé s'il n'a suivi au moins trois mois de l'année précédant son entrée dans l'établissement, une école de jour, publique ou particulière, dirigée par des instituteurs qu'aura reconnu le comité local des écoles; et s'il n'a habité cet État pendant les six mois précédant son admission dans l'établissement.

Et ledit travail ne pourra continuer qu'autant que l'enfant aura suivi l'école *au moins trois mois chaque année*; et à la condition que trois heures de classe par jour, pendant six mois, dans une école de jour, privée ou publique, approuvée par le comité scolaire local, seront jugées l'équivalent de trois mois de fréquentation dans une école tenue selon les heures habituelles d'enseignement; et aucune période moindre de soixante jours de fréquentation *effective*, ne sera comptée pour trois mois, et aucune période moindre de cent-vingt demi-jours de fréquentation effective, ne sera considérée comme l'équivalent de trois mois.

2^o Aucun enfant au-dessous de quinze ans ne sera employé plus de soixante heures par semaine dans les établissements.

(1) Dans l'État de Rhode-Island, État contigu au Massachusetts, et le second, comme importance industrielle, il n'existe pas de lois spéciales à l'industrie :

Les manufacturiers ne sont, par exemple, soumis à aucune réglementation relative au travail des enfants. Ces derniers sont admis dans les ateliers aussitôt qu'ils sont en état de se rendre utiles.

MM. Sprague en ont quelques-uns de dix ans, et ils sont forcés *par la règle de l'établissement*, (ce qui vaut autant) d'aller à l'école quatre mois sur douze (l'instruction est gratuite dans les écoles de l'établissement).

3° Tout propriétaire, agent, intendant ou directeur de fabrique qui emploiera sciemment un enfant, en violant l'une ou l'autre de ces règles, et tout tuteur ou parent autorisant ce travail, sera puni d'une amende de 50 dollars.

4° Ce sera le devoir du constable de l'État de charger spécialement un de ses officiers de l'exécution de la présente loi, et de toute autre relative au travail des mineurs ou des enfants dans les manufactures, et de la poursuite des contrevenants.

Il rapportera chaque semaine au gouverneur toutes les poursuites qu'il aura faites à ce sujet : aucune clause dans cette loi ne permettra d'exempter qui que ce soit des poursuites.

5° La présente loi abroge l'acte n° 273 de l'année 1866; toutefois elle ne touchera en rien les poursuites déjà en cours.

6° Cette loi sera mise en vigueur soixante jours après son approbation.

(Approuvé le 29 mai 1867.)

L'auteur continue. — D'après un rapport des plus intéressants de l'honorable Henry K. Oliver, *deputy state constable*, spécialement chargé d'assurer plus strictement l'exécution des lois relatives au travail des enfants dans les manufactures, il ne serait pas plus facile, aux États-Unis qu'en France d'obtenir une obéissance consciencieuse aux règlements de cette nature.

Si les gérants des grands établissements sont en général favorables à cette réglementation, les contre-maîtres, les ouvriers, les parents des enfants même, paraissent bien moins portés à la respecter; des abus nombreux sont signalés par l'inspecteur.

La statistique qu'il établit à grand peine, car moins de 20 0/0 des questionnaires lui sont renvoyés remplis, établit que la plupart des établissements travaillent de 60 à 66 heures par semaine; — que ceux qui emploient les enfants les font travailler de 30 à 60 heures par semaine et un certain nombre plus de 60 heures.

M. Oliver se plaint de l'inefficacité de la loi, et signale les changements à y établir.

Son travail si substantiel, et qui, sous le rapport du fond et de ses tendances élevées, rappelle visiblement ceux de M. Robert Baker, inspecteur des manufactures en Angleterre, qu'il cite, du reste, mériterait bien d'être traduit; je me propose d'en résumer plus tard quelques chapitres, (nous reproduirons ce résumé).

Il est cependant quelques chiffres que je dois mentionner, bien que, ou plutôt, parce qu'ils sont en désaccord avec l'impression générale que je m'étais formée de l'instruction de la classe ouvrière. Mon dire, atténué ou modifié, n'en sera que plus exact.

Ainsi, sur près de 4,000 ouvriers, employés dans quatre établissements de Lawrence, le tiers environ prouve qu'il ne sait pas écrire, en émargeant la feuille de paye d'une simple + c'est presque ce qui existe à Manchester.

En général, M. Oliver, quoique Américain, fait de la population ouvrière de son pays un tableau beaucoup moins flatteur que je ne l'aurais fait moi-même, tout en admettant ma conclusion, qu'aux États-Unis, l'ouvrier est mieux vêtu, mieux logé, mieux nourri qu'en Angleterre, et à plus forte raison qu'en France.

En Georgie et dans la Caroline du Sud, il n'y a pas de loi sur la durée du travail. — Ce sont les propriétaires mêmes des établissements qui font les *règlements* (1).

Ainsi dans la filature, on donne aux enfants un travail très-facile, dès l'âge de douze ans, mais plus généralement à quatorze.

Dans le tissage, il faut qu'ils aient au moins quinze ans.

Dans les deux cas, ils ne sont admis qu'à la condition de savoir lire et écrire.

Chacun de ces établissements possède une école : mais les enfants ont toujours le choix entre l'école de la Compagnie et celle de la commune.

S'ils choisissent la première, ils doivent y aller six heures par jour.

(1) On ne saurait regretter l'absence d'une loi en présence de tels *RÈGLEMENTS D'ÉDUCATION* (Graniteville Manufacturing Company. — Graniteville, Caroline du Sud.)

Jamais langage violent abusif ou irréligieux ne sera tenu par un contre-maitre ou par son aide. — La patience et la modération de langage et de manières devront toujours caractériser ses actes, quand il sera nécessaire de faire respecter les règlements.

Tous les ouvriers devront être respectueux, dans leur langage et leurs manières, envers leurs contre-maitres, et se soumettre à leurs observations.

L'adhésion absolue aux règlements ci-dessus est considérée comme faisant partie du contrat que signe chaque ouvrier en entrant dans la *Graniteville Manufacturing Company*.

Chaque contre-maitre doit donner le bon exemple en se tenant strictement aux règlements ci-dessus.

S'il les viole, ou permet qu'aucun de ses ouvriers les viole, il sera considéré comme incapable de tenir son poste, et n'aura pas à se plaindre dans le cas où il serait congédié.

10^e LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MM.

Abadie, fab^r de papier à cigarettes.
Alicot (M^{me}), à Montpellier.
Aïos (Jacques), man. à Wasselonne.
André père, fab^r à Strasbourg.
André fils, à Strasbourg.
Anduze (Fernand), à Montpellier.
Balguerie d'Egmont (Madame),
à Maisons-Lafitte.
Balguerie d'Egmont (M^{lle}).
Beix (A.), manufacturier à Rouen.
Bérard (Prosper), à Montpellier.
Bérard (Raoul), à Montpellier.
Berger (Albert), négociant à Bisch-
willer (Bas-Rhin).
Berger (Henri), de la maison V. Ed.
Sahler, à Montbéliard.
Beurdeley, avocat.
Bonnaric (Madame).
Borisson, filateur à Lille.
Cantagrel-Dupontés, architecte.
Chambres syndicales des en-
trepreneurs de bâtiments d'**An-**
gers, de Lille, de Lyon et
de Macon.
Collard (B.), fondateur de l'école
professionnelle du Havre.
Dehais, 80, rue d'Amsterdam.
Defonds, négociant à Lyon.
Delharpe, teint^{re} et ap^{re} à Tarare.
Demougeot, avocat.
Deschamps, fab^r de tab^e à Beauvais.
Frété-Muret et C^{ie}, fab^r de cord^{es}.
Geistodt, négociant à Colmar.
Ghesquière-Grimonprez, filat^r
de laine à Roubaix.

MM.

Goguel, pasteur à Sainte-Suzanne.
Grime (Albert).
Grosselin, 14, quai de la Mégisserie,
Guillocheau, ferblantier.
Halma, vérif^r de travaux à Reims.
Hamon, 76, boul. de Courcelles.
Henry, à Bculogne-sur-Seine,
Hoffmann (P. et C^{ie}), à Roubaix.
Hugla, à Bordeaux.
Lagoutine (James de), à Mazamet.
Lallemand, à Sénones (Vosges).
Lambey (abbé) D^r du p^r de Troyes.
Lautar, doct^r en méd^e à Mazamet.
Lebel (Gaston), architecte.
Legrand, avocat, 6, r. des Écoles.
Loys (F. de), filateur à Rouen.
Mauge du Bois des Entes, con-
seiller à Orléans.
Miran, président de la Chambre
consultative, à Mazamet.
Ollivier (Emile), M. le garde des
Sceaux, au ministère de la justice.
Ollivier (M^{me}), au min^{re} de la just^e.
Parent et Lemaire, à Roubaix.
Patinot (G.), avocat, 25, r. Ranelagh.
Ponche et Vasseur, à Amiens.
Schouller (Eugène), tisseur à Geis-
selbronn (Bas-Rhin).
Six-Lefèvre fils, fil^r à Tourcoing.
Stein (Ad.), fab^r à Mulhouse.
Strohl (G.), fab^r à S^t-M-aux-Mines.
Thorel, 11, rue du Sentier.
Varax (abbé de), D^r du patronage,
à Angers.
Voillereau, 42, rue Chapon.

Avis. — L'article **Variété** : *Histoire de l'Apprentissage*, par M. JULES HAYEM, docteur en droit, est ajourné; l'auteur, parti comme garde national mobile, n'ayant pu corriger ses épreuves.

RÉUNION

Du Dimanche 6 Août 1871.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

M. le Président de la Société, dès que les circonstances l'ont permis, a réuni, dans une séance préparatoire, les membres des divers bureaux ou comités affectés à chaque service, ainsi que ceux des associations ou sociétés de patronage annexes de la société-mère. Le but de la réunion était de prendre les résolutions nécessitées par les événements que le pays a traversés, de pourvoir provisoirement aux divers services et de prendre date pour une réunion générale.

En conséquence, plus de soixante invitations ont été adressées. MM. Riottot, Marguerin, Dewinck, J. Perin, Monnier, Chagot, Mourceau, Groult, Berthier, Carcenac, H. Lemoine, de Boureuille, Geoffroy Saint-Hilaire, se sont excusés de ne pouvoir assister à la réunion, tout en témoignant de leur vive satisfaction de voir la Société reprendre ses travaux.

La séance a eu lieu le 6 août dans la salle des mariages de la mairie du 1^{er} arrondissement; elle a été ouverte à 2 heures et demie; nous en publions le procès-verbal.

« M. BÉRARD, secrétaire provisoire, donne lecture du procès-verbal de la séance qui a eu lieu le 8 novembre 1870, pendant le siège de Paris (1).

(1) Voir l'annexe du compte-rendu, p. 114.

M. LE PRÉSIDENT, avant d'ouvrir la discussion sur les sujets à l'ordre du jour, exprime en termes émus et chaleureux les sentiments qu'a fait naître en lui la perte irréparable du regretté secrétaire, M. Barreswil. — M. Barreswil, dit M. le président, était l'âme de notre Société; il avait consacré tout son dévouement, toutes ses pensées à son développement et à ses progrès. Il mettait au service de sa passion généreuse une activité infatigable, ne reculait devant aucune difficulté et savait stimuler sans cesse le zèle de tous nos amis; aussi avait-il réussi à réunir autour de l'idée qui lui était si chère un nombre considérable d'adhérents. La mort de notre collègue a été causée par un dernier acte de dévouement. Il s'était chargé de conduire hors de Paris un grand nombre d'enfants, afin de les soustraire aux privations et aux souffrances du siège. Il a succombé aux fatigues de cette mission.

Ce n'est point seulement par un sentiment de bienfaisance générale, ou par une pensée confuse du devoir des classes élevées envers les enfants voués aux exigences d'un travail journalier, que M. Barreswil avait été conduit à s'occuper des intérêts de notre société. Non ! cette mission lui avait été inspirée par des contacts directs et des observations précises. Comme savant, ses études l'ayant conduit dans les usines et l'ayant initié à tous les détails de la vie des ouvriers, il avait appris, en effet, en se mêlant à leur existence, combien les impressions de l'apprentissage sont profondes et combien leur influence est durable. C'est là qu'il avait souvent saisi dans leur germe ces pensées de haine contre l'état social, qu'il s'était donné le devoir d'extirper et dont on vient de mesurer la profondeur avec autant d'horreur que de douleur. Il s'était demandé s'il n'y avait pas quelque chose de prévoyant et de paternel à faire dans les villes manufacturières, et s'il suffisait d'y ouvrir des écoles publiques et d'y constituer des moyens légaux d'assistance. —

Lorsque le Conseil général de la Seine, sur ma proposition, avait décidé enfin la création d'une inspection du travail des enfants dans les manufactures, M. Barreswil était déjà désigné pour occuper ce poste délicat. S'associant aux vues du conseil, il comprit que son devoir n'était pas de signaler les ateliers où les enfants

ne recevaient pas tous les soins dus à leur faiblesse, mais surtout de rechercher et de mettre en évidence ceux où les patrons, en acceptant le concours du travail de l'enfant, lui accordaient en échange la surveillance et la protection d'un père vigilant et d'un ami sincère. Sans fermer les yeux sur le mal, il fallait montrer le bien d'abord, appeler chacun à faire son examen de conscience par la comparaison et susciter ainsi l'émulation du mieux. Malgré l'immensité de la tâche qu'il s'agissait d'accomplir dans cette industrie du département de la Seine, si vaste et si compliquée, et malgré bien des lacunes sans doute, les rapports annuels soumis au Conseil général et publiés par ses soins, témoignent combien l'esprit de charité avait pénétré pourtant dans ces régions subalternes autrefois si délaissées.

Chaque année, de nouvelles institutions, de nouveaux patrons méritaient d'être signalés à la reconnaissance publique ; chaque année, il est vrai, le flot de la population ouvrière montait et avec elle s'accroissait le nombre des enfants introduits dans les usines, mais aussi la religion, la charité, la philanthropie, l'intérêt bien compris luttait de zèle pour leur assurer les soins et la protection nécessaires à leur éducation morale, à leur instruction, à la préservation de leur vie, au développement de leur bien-être et de leurs forces physiques.

Ce mouvement généreux, si naturel à l'esprit de notre nation, devait être connu ; il était utile d'en saisir toutes les nuances ; il était nécessaire de proclamer les méthodes et les procédés qui avaient obtenu les résultats les plus sérieux et les plus durables ; il ne l'était pas moins de mettre l'esprit de charité en garde contre les exagérations systématiques que des maux trop réels ne justifient pas et contre les idées fausses qu'une observation superficielle fait naître dans des esprits plus sincères qu'éclairés.

Tel est le but de notre association, et c'est ainsi que prit naissance la pensée de fonder la Société de Protection pour les Enfants employés dans les manufactures. Vous savez le concours qui lui fut accordé de toutes parts et le bien qu'elle a produit dès ses débuts.

Le moment serait-il venu de désertir notre œuvre et de renoncer à l'apaisement des cœurs ?

Vous ne le penserez pas. L'âme de ce saint Archevêque qui, pendant sa vie, nous échauffait de sa parole et qui, nouveau

martyr de la religion et du devoir, a payé de son sang l'honneur d'avoir siégé dans la métropole de la France, cette grande âme planera sur nos réunions et nous inspirera toujours. La science profonde de l'illustre Prélat, son ardente charité, son amour pour la France et son esprit libéral ouvert à toutes les généreuses pensées, lui avaient inspiré pour notre association une affection sérieuse; il en observait les progrès d'un œil confiant; il y voyait le trait d'union nécessaire entre les familles vouées aux travaux de l'atelier et les familles de la bourgeoisie que d'autres travaux réclament.

L'industrie française, cruellement éprouvée par nos malheurs, n'a-t-elle pas, plus que jamais, besoin de se recruter parmi des enfants accoutumés au respect de Dieu, de la famille et de la loi, à l'amour du travail et au dévouement à la patrie.

Ces sentiments ne peuvent leur être inspirés que par des soins de chaque jour, par les bienfaits et par l'affection. Pour faire pénétrer dans ces masses si faciles à égarer les idées morales, le bon sens, l'esprit d'ordre et le respect du travail, les conseils ne suffisent pas. Il faut des actes. Continuons avec ardeur à les provoquer.

La Société perd quelques-uns de ceux qui avaient le plus effectivement contribué à sa fondation ou à son prestige. Mais les soins qu'elle doit au pays en seront-ils moins nécessaires? Vous ne le croyez pas. Les avertissements ont été durs. Nous avons à songer à l'avenir. Bien des malheurs auraient été détournés peut-être, si notre Société, fondée trente ans plus tôt, avait associé dès-lors les classes élevées aux efforts tentés dans un esprit de charité et de prévoyance en faveur des enfants employés dans les manufactures.

Serrons nos rangs, redoublons de zèle et ne permettons pas que les deuils qui pèsent sur nos cœurs, amenant des défaillances, deviennent une cause de souffrance pour les enfants que nous avons promis de protéger. C'est par les soins nouveaux dont ils seront entourés, sous votre influence, qu'ils apprendront à garder le souvenir et à honorer la mémoire de ceux qui ne sont plus! C'est en acceptant l'héritage des dernières pensées du saint Archevêque et de l'excellent Barreswil, que nous témoignerons de notre respect pour leurs pieux sentiments et que nous répondrons à leurs vœux suprêmes.

La réunion tout entière s'associe aux paroles de M. le Président et décide, sur sa proposition, que l'expression de ses sen-

timents sera transmise à la famille de l'archevêque de Paris et à M^{me} Barreswil.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le choix de l'époque où doit avoir lieu la prochaine Assemblée générale.

M. LE PRÉSIDENT exprime l'opinion que les pouvoirs du Bureau doivent être confirmés ou renouvelés par l'élection. La Société fournira ainsi à ses mandataires de nouvelles forces pour la conduire au but qu'elle poursuit. Il demande à la réunion de fixer une époque pour cette convocation.

M. CHARLES ROBERT est d'avis que la réunion, pour être nombreuse, doit être faite vers la fin de l'année. — M. le Président appuie cette proposition. La Société, dont l'existence a été pour ainsi dire suspendue, pourra d'ici là donner la preuve de sa vitalité et activer le zèle de tous ses adhérents.

M. LE PRÉSIDENT appelle ensuite l'attention sur le choix d'un Secrétaire. — Rappelant de nouveau les qualités remarquables et exceptionnelles de M. Barreswil, et la prodigieuse activité de corps et d'esprit qui lui permettait de suffire à lui seul à tous les services, sans négliger cependant les fonctions qu'il remplissait dans l'Administration publique, il considère comme fort difficile le choix de son successeur. Déjà M. Barreswil, sentant ses forces diminuer, avait songé à proposer à la Société le choix d'un agent destiné à lui venir en aide.

M. LE PRÉSIDENT propose à la Société, institution naissante, de s'appuyer sur une institution établie, la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale, dont le but est très-voisin de celui qu'elle poursuit.

Il fait l'éloge de l'archiviste de cette Société, M. Ginestou; il entretient la réunion des services qu'il a rendus, de son exactitude, de son dévouement, de ses connaissances administratives, de l'esprit d'ordre avec lequel il a conduit l'ambulance instituée par la Société d'Encouragement pendant le siège. M. Ginestou peut rendre à notre association les services les plus sérieux.

M. LE PRÉSIDENT demande à la réunion d'approuver ses intentions et de lui donner les pouvoirs nécessaires pour attacher M. Ginestou à la Société à titre d'agent, recevant des appointements et chargé d'assister le nouveau Secrétaire que la Société doit élire en séance générale.

La réunion adopte cette proposition.

M. LE PRÉSIDENT consulte l'Assemblée sur la publication d'un numéro du Bulletin qui lui semble opportune, afin d'attirer sur la Société l'attention en ce moment détournée par de trop légitimes préoccupations.

M. LE COMTE SÉRURIER croit que cette publication est nécessaire; la Société affirmera son existence et montrera qu'elle est convaincue de l'utilité et de l'avenir de sa mission.

M. CHARLES ROBERT, Vice-Président, appuie cette proposition. Il demande en outre que l'éloge de M. Barreswil soit publié prochainement dans le Bulletin de la Société, et que cette biographie soit l'objet d'un tirage à part destiné à répandre le goût du dévouement à ses semblables et l'influence salutaire des bons exemples.

M. le Président, dit M. Charles Robert, vient de caractériser en quelques mots partis du cœur le rôle de M. Barreswil dans la fondation et les progrès de la Société de Protection. En nous parlant de l'initiative infatigable, de la persévérance à toute épreuve de cet homme de bien, il nous a fait mesurer le vide que sa mort prématurée laisse au milieu de nous!

Il me semble qu'on ne saurait mieux honorer la mémoire de M. Barreswil qu'en le citant comme un modèle pour chercher à lui susciter des imitateurs. Sa modestie, tant qu'il vivait, empêchait de lui rendre ce juste hommage; car, toujours résolu, comme Franklin dans sa jeunesse, à s'effacer, à dissimuler en quelque sorte les merveilles de son activité incessante, il eût considéré les éloges publics non-seulement comme une gêne, mais comme une sorte d'atteinte portée à la ligne de conduite qu'il s'était marquée d'avance. Libres aujourd'hui de dire la vérité et de porter publiquement sur M. Barreswil un jugement qui soit à la hauteur de ses mérites, ne devrions-nous pas, dans ce Bulletin dont il s'occupait avec tant de sollicitude, publier une relation détaillée de sa vie, faire connaître les travaux de toute nature qui dévoraient son temps et ses forces, et surtout montrer l'ardeur de son zèle pour les enfants de la population ouvrière? Et, puisqu'on gémit souvent avec raison sur le petit nombre et l'insuffisance des publications populaires capables d'intéresser, d'émouvoir, de réveiller les bons sentiments, pourquoi ne donnerions-nous pas à notre récit le

caractère d'une de ces biographies semées d'anecdotes qui racontent familièrement la carrière laborieuse, les efforts, les travaux des hommes utiles? N'a-t-il pas bien gagné cette place d'honneur celui qui, dans un pays où, en général, les hommes riches et influents ne voient pas d'assez près les vicissitudes du travail manuel, avait pour principal souci de rapprocher les cœurs, de faire naître la sympathie, de dissiper la méfiance et les préjugés, de multiplier les rapports, d'entretenir l'harmonie, et de recruter partout, pour les enfants des manufactures, des patrons et des protecteurs considérés, puissants ou illustres! La création d'une société formée, comme le disent vos statuts, pour « améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et le travail des enfants », la propagande passionnée faite sans relâche par ce défenseur des petits ouvriers, si ingénieux, si habile à imaginer pour eux des expédients tutélaires et à découvrir des ressources, enfin cette chaleur d'âme qui, se communiquant de proche en proche, triomphait de l'indifférence la plus rebelle et allumait partout le feu sacré, ce sont des titres éminents à la reconnaissance publique, et les sociétés qui ont pour but la fondation des bibliothèques populaires, la Société Franklin, par exemple, seraient heureuses, j'en suis sûr, d'inscrire le nom de M. Barreswil dans la liste biographique de leurs catalogues!

Mais ce n'est pas tout. Après avoir raconté l'œuvre de M. Barreswil, nous aurons à nous demander ce qu'il faut faire pour la continuer avec succès.

Grâce à la combinaison si avantageuse dont on doit l'idée et la réalisation à M. le Président et que nous avons acceptée tout à l'heure avec autant de satisfaction que de reconnaissance, la Société de Protection aura désormais, dans le local généreusement prêté par la Société d'Encouragement, un agent chargé du travail matériel et de la correspondance courante.

Mais, vous le savez tous, Messieurs, l'agent le plus capable, le plus dévoué, ne suffirait pas pour tenir la place de notre regretté secrétaire! Lui choisir, parmi nos collègues, un successeur semblable à lui serait même difficile; car M. Barreswil est de ceux dont l'héritage, trop lourd pour les épaules d'un seul, doit se partager. C'est à nous tous, Messieurs, qu'il appar

tient de le recueillir, et si je garde encore la parole, c'est pour appeler vos réflexions sur ce point important.

Nous perdons M. Barreswil au moment où, par suite des circonstances présentes, la Société de Protection aurait dû pouvoir rassembler toutes ses forces pour accomplir sa tâche, devenue plus difficile et en même temps plus nécessaire que jamais ! La crise actuelle, où la politique ne joue en réalité qu'un rôle secondaire, naît surtout des misères de notre état social, du trouble des idées, de l'ignorance, de l'antagonisme des intérêts et des passions, de la vieille lutte, tour à tour ouverte ou cachée, qui existe entre le capital et le travail et que de perverses influences enveniment à dessein, au lieu de faciliter l'accord, enfin du relâchement ou de l'impuissance, douloureux à constater, des forces morales qui, même en l'absence d'un autre frein, doivent tenir en équilibre les éléments opposés dont le choc conduirait un peuple à l'anarchie et à la ruine. Nous assistons aujourd'hui à un débordement si redoutable du torrent révolutionnaire, à une telle altération du bon sens chez un grand nombre de personnes, à un progrès si marqué de cette épidémie démagogique qui tend maintenant à sortir des grandes villes pour se répandre au dehors, que le doute et l'inquiétude atteignent les cœurs les plus fermes. Quant à nous, Messieurs, nous sommes placés dans une situation particulière et l'hésitation ne nous est pas permise. Loin de moi la pensée de me bercer de vaines chimères et de vous dire que les orages se dissiperont devant nous ! Mais c'est des apprentis que nous nous occupons, c'est-à-dire des générations futures. Laissons donc le découragement passif à ceux qu'alarme le présent et, pour espérer encore et toujours, tournons nos yeux vers l'avenir. Ayons foi dans la puissance de l'éducation, cherchons à faire passer dans l'opinion publique la conviction qui est en nous ! Songeons aux transformations surprenantes que peuvent opérer l'école bien dirigée, l'atelier devenu, lui aussi, un foyer d'influence morale. Relisons les comptes rendus de nos patronages d'apprentis, les rapports de nos Sociétés paternelles. Notre honorable collègue, M. Charles Petit, me disait, il n'y a qu'un instant, que, dans l'industrie des fleurs et plumes, les patrons, groupés autour de la Société paternelle qu'il préside, et rattachés ainsi d'une manière plus étroite aux familles ouvrières, ont traversé avec moins d'amertume et d'angoisses

que certains confrères la période néfaste qui a couvert Paris de honte et de sang. N'est-ce pas là un fait dont il serait intéressant de garder le souvenir ?

Que chacun de nous se demande donc ce qu'il pourra faire pour apporter son contingent d'efforts à notre travail collectif. Ceux qui ne pourront contribuer directement ou indirectement à la fondation d'un patronage dans l'une des industries parisiennes qui en sont encore dépourvues, ou à l'une des autres œuvres, lits d'apprentis, inspections volontaires, bibliothèques, etc., pourront aider la Société de Protection, soit en augmentant ses ressources, soit en coopérant à la rédaction du Bulletin par l'envoi de renseignements utiles.

Faisons prévaloir sur les sentiments douloureux qui nous assiègent, les résolutions viriles que le deuil public doit nous suggérer; reprenons notre activité normale, et nous rappelant l'antique devise : « Fais ce que dois, advienne que pourra, » marchons en avant, sans illusion comme sans faiblesse, dans la voie qui nous est tracée.

La Société, après avoir vivement applaudi à ces paroles, vote successivement les résolutions suivantes, sur la proposition de son Président :

1^o L'impression du Bulletin;

2^o La publication d'un tableau des services que la Société a rendus en quatre années d'existence;

3^o La publication d'une biographie de M. Barreswil.

M. BÉRARD réclame ensuite un vote de la réunion pour le choix d'un Secrétaire provisoire. Déjà chargé des recettes de la Société, et maintenant de sa gestion financière, depuis qu'elle a été retirée des mains de M. Prieur de la Comble, il demande à être relevé d'un travail au-dessus de ses forces. — Il s'estimerait heureux si M. Delerot pouvait, au moins provisoirement, accepter ces fonctions.

La Société décide que MM. Bérard et Delerot seront ensemble chargés provisoirement des fonctions de Secrétaires.

M. Bérard fait ensuite, sur l'invitation de M. le Président, l'exposé de la situation financière.

Tous les comptes de la Société ont été payés. Pendant les

deux sièges de Paris, la perception des cotisations a été presque nulle. Elle a donné seulement :

Revenu des obligations	580 fr.
(Juillet 1870, janvier et juillet 1871)	1.845
Don de M ^{lle} Delaporte	500
TOTAL	2.925 fr.

M. LE PRÉSIDENT annonce, en effet, que M^{lle} Delaporte, artiste du gymnase, actuellement à Saint-Petersbourg, vient, dans son inépuisable bienfaisance, d'offrir à la Société dont elle est membre, une somme de 500 francs. Il pense que la réunion s'associera avec empressement et reconnaissance aux remerciements qu'il compte adresser à cette occasion à la généreuse artiste, qui ne cesse, au milieu des faveurs d'un légitime succès, de songer aux malheurs de son pays, et dont la sympathie touchante, s'adressant aux enfants employés dans l'industrie, appellera sur eux, nous l'espérons, de nouveaux bienfaits et de nouvelles sollicitudes.

La réunion approuve cette démarche par un vote unanime.

La séance est levée à 4 heures.

ANNEXE DU COMPTE RENDU

DE LA RÉUNION DU 6 AOUT 1871.

Procès-verbal de la Réunion du 8 novembre 1870.

Le 4 novembre 1870, M. le Président de la Société fut prévenu inopinément, par une lettre de M. Sautton, syndic, adressée à M. Barreswil, que M. Prieur de la Comble, trésorier de la Société et banquier à Paris, était en liquidation devant le Tribunal de commerce.

En l'absence de notre secrétaire M. Barreswil, parti de Paris au moment de l'investissement pour accompagner un grand nombre d'enfants employés dans nos manufactures, qu'il voulait soustraire aux privations du siège, M. Bérard, secrétaire de la Commission des recettes, fut chargé d'assister à la réunion des créanciers qui eut lieu le lendemain, 5 novembre.

Il apprit dans cette réunion que le dépôt du bilan de M. Prieur de la Comble avait eu lieu à la date du 28 octobre 1870, et que la liquidation, d'après un exposé qui fut communiqué, serait loin d'être favorable aux intérêts engagés.

Les créanciers, après avoir manifesté leur surprise d'un événement que ni

les actes, ni la situation de M. Prieur de la Comble ne pouvaient faire prévoir, et leur peu de disposition à lui accorder un concordat, nommèrent des syndics pour effectuer la liquidation.

En même temps, M. le Président convoquait au plus bref délai, les membres du Comité judiciaire et du Comité des dépenses alors présent à Paris.

La réunion eut lieu à l'Hôtel-des-Monnaies, le 8 novembre.

MM. Fouchet frères, qui y assistaient, communiquèrent les notes qui se trouvaient entre leurs mains, sans vérifier l'exactitude du compte de la Société fourni par M. Prieur de la Comble, et établirent ainsi la situation en présence de cette maison de banque. Cette situation peut se résumer en ces termes :

Au moment de la liquidation, M. Prieur de la Comble avait en caisse :

1° — 82 obligations du chemin de fer de Paris-Méditerranée, formant le capital de la Société;

2° — Une somme de 7,086 fr. 88 c. dont une portion était destinée à acheter 18 obligations de la même Compagnie.

Cette acquisition avait été décidée par MM. Barreswil et Fouchet, approuvée par M. le président, et avis en fut donné le 21 juillet 1870 à notre trésorier. Les circonstances étaient, en effet, favorables; les obligations de Lyon (1866) étaient tombées du cours de 330 à celui de 305, mais le 22 juillet les cours reprirent de la faveur et atteignirent 325. L'achat n'eut donc malheureusement pas lieu.

Il résulte de l'étude des comptes et des communications de MM. Fouchet que la Société percevait un intérêt sur les sommes en dépôt chez M. Prieur de la Comble. Notre créance n'avait donc pas la qualité d'un dépôt, elle se trouvait comprise à l'actif de la liquidation.

Il fut alors décidé dans la réunion :

1° — Que M. Bérard serait chargé de retirer les titres des 82 obligations appartenant à la Société;

Ils furent en effet remis à M. Bérard par M. Sautton, syndic, en deux titres nominatifs, l'un de 65, l'autre de 17 obligations.

Il fut reconnu sur ces titres que les coupons d'intérêts de juillet 1870 n'avaient pas été touchés.

2° — Que M. Froger de Mauny, membre du Conseil judiciaire présent, serait chargé de suivre la liquidation et de surveiller les intérêts de la Société, jusqu'à la levée du siège de Paris, et la confirmation de ses pouvoirs;

3° — Qu'un procès-verbal de la réunion serait dressé dans le but de faire connaître à la Société des faits aussi graves, dès que des circonstances moins malheureuses permettraient sa réunion.

Paris, le 20 novembre 1870.

Vu et approuvé :

DUMAS.

BÉRARD.

FOUCHET.

FROGER DE MAUNY.

DEUX NOUVEAUX PROJETS DE LOI.

Le problème du travail des enfants est tellement important et il est si bien un de ceux dont la solution est considérée comme ne pouvant attendre, qu'il a déjà attiré l'attention de l'Assemblée nationale. Deux propositions de loi relatives à cet objet ont été déposées sur le bureau de l'Assemblée. Elles viendront sans doute en discussion à la reprise de la session. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tous les incidents de cette discussion législative. Dès aujourd'hui, nous donnons le texte des deux propositions.

PROPOSITION DE LOI.

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES,

Présentée par M. JOUBERT (AMBROISE), Membre de l'Assemblée nationale.

ARTICLE PREMIER. — Les enfants au-dessous de dix ans ne pourront être employés à aucun travail industriel dans les usines, manufactures et ateliers de tout genre.

ART. 2. — Jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quatorze ans, les enfants ne pourront pas être soumis à un travail industriel d'une durée effective de plus de six heures par jour.

ART. 3. — Les patrons qui emploieront des enfants dans leurs ateliers, sont tenus de leur donner une instruction primaire convenable ou de s'assurer que ces enfants fréquentent régulièrement les écoles primaires de la commune.

ART. 4. — L'exécution de la présente loi est confiée aux soins des Inspecteurs de l'enseignement primaire, qui, en cas de contravention, devront saisir le Parquet de l'arrondissement.

ART. 5. — Toute infraction à la présente loi sera punie d'une amende de 50 francs; en cas de récidive, elle pourra être élevée à 100 francs, et dans tous les cas, le tribunal pourra ordonner la publication de son jugement dans un ou plusieurs journaux de la localité.

AMENDEMENT.

A LA PROPOSITION DE M. JOUBERT, SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS
DANS LES MANUFACTURES,

*Présenté par MM. le Comte de MELUN, Eugène TAILLON, LEFÉBURE,
Membres de l'Assemblée nationale.*

CONTRE-PROJET.

Reprise du projet relatif au travail des enfants, des adolescents, des filles et des femmes employés dans les manufactures, les fabriques, les usines, les chantiers, les ateliers et les mines, présenté par M. Heurtier au Conseil d'État, le 25 février 1868.

SECTION PREMIÈRE.

Travail industriel. — Age pour l'admission. — Durée du travail.

ARTICLE PREMIER. — Les enfants, les adolescents, les filles et les femmes ne peuvent être employés dans les manufactures, usines, fabriques, chantiers et ateliers, que sous les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 2. — Les enfants des deux sexes ne peuvent y être admis avant l'âge de huit ans révolus.

De huit à treize ans révolus, ils ne peuvent être occupés à un travail de plus de 6 heures sur 24, divisées par un repos.

Ce travail ne peut avoir lieu que de 5 heures du matin à 8 heures du soir.

ART. 3. — Les enfants de treize à seize ans révolus ne peuvent être employés à un travail de plus de 10 heures par jour sur 24, divisées par un repos. Ce travail ne peut avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 du soir.

ART. 4. — Les filles et les femmes, quel que soit leur âge, ne peuvent être assujetties à un travail effectif de plus de 11 heures par jour; ce travail ne peut avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

ART. 5. — Par dérogation au dernier paragraphe des deux articles précédents, les ouvriers et ouvrières âgés de plus de treize ans pourront, en cas de chômage résultant de circonstances de force majeure, travailler entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, mais seulement pendant la première nuit qui suivra la reprise du travail.

ART. 6. — Dans les verreries, les hauts-fourneaux, les forges, les fonderies de fer ou autres métaux, et, en général, dans les usines à

feu continu, il est interdit d'employer des enfants au-dessous de l'âge de dix ans accomplis.

Les enfants âgés de quatorze ans révolus peuvent travailler entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, mais ils ne peuvent être employés pendant deux nuits consécutives.

SECTION II.

Des obligations en ce qui concerne l'instruction primaire.

ART. 7. — Nul enfant ayant moins de treize ans révolus ne peut être admis qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

Tout enfant admis doit, jusqu'à l'âge de treize ans accomplis, suivre une école pendant deux heures par jour, au moins.

ART. 8. — Les adolescents âgés de plus de treize ans, sont tenus de suivre une école publique ou privée, à moins qu'ils ne justifient, par un certificat délivré par l'instituteur et visé par le maire, qu'ils ont reçu pendant trois ans l'instruction primaire élémentaire.

S'ils ont reçu cette instruction pendant moins de trois ans, ils doivent suivre l'école pendant le temps nécessaire pour compléter les trois années.

SECTION III.

Du travail dans les mines, minières et carrières souterraines.

ART. 9. — Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières souterraines, avant l'âge de treize ans révolus.

A partir de cet âge, l'adolescent peut être soumis à la même durée de travail que le poste d'ouvrier auquel il est attaché; mais, jusqu'à l'âge de seize ans révolus, il ne peut être employé pendant deux nuits consécutives.

Les dispositions de l'article 8, en ce qui concerne l'instruction primaire, lui sont applicables.

ART. 10. — Les filles et les femmes ne peuvent, quel que soit leur âge, être admises comme ouvrières dans les travaux souterrains. Néanmoins, celles qui y sont actuellement employées pourront continuer à y travailler pendant deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

SECTION IV.

Dispositions communes aux travaux de l'industrie et des mines, minières et carrières souterraines.

ART. 11. — Les ouvriers au-dessous de seize ans accomplis ne peuvent être chargés du maniement des treuils ou manèges, ni du service des pompes et des manèges à vapeur.

Les ouvriers des deux sexes au-dessous de cet âge ne peuvent être

employés à aucun travail les dimanches et fêtes reconnues par la loi.

ART. 12. — Il est interdit de les employer avant l'âge de seize ans révolus :

1° Dans les fabriques de poudre, de fulminates, d'amorces fulminantes de pièces d'artifices, et dans les ateliers où on manipule les matières précédentes ou toutes autres, susceptibles comme elles de faire explosion par le choc ou par l'approche d'un corps enflammé ;

2° Dans les usines pour la fabrication, la distillation ou la manipulation en grand des huiles de pétrole ou de schiste, des résines, de l'éther, de la benzine et autres substances qui, comme les précédentes, peuvent émettre dans l'atmosphère des ateliers des vapeurs qui la rendent explosible ou dangereuse ;

3° A la manipulation des substances corrosives ou vénéneuses ;

4° A l'aiguisage ou polissage des objets en métal, ainsi que des verres ou cristaux sur la meule ;

Au battage ou grattage à sec des plombs carbonatés dans les fabriques de céruse ;

Au grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb dans les fabriques de verre dit mousseline ;

A l'étamage des glaces ;

A la dorure au mercure ;

Et généralement à toutes les opérations où, comme dans les précédentes, l'ouvrier est exposé à des émanations préjudiciables à la santé.

ART. 13. — Les ateliers doivent être dans un état constant de propreté, convenablement ventilés et blanchis à la chaux dès qu'il en y a besoin. Dans les usines mues par l'eau ou par la vapeur, les roues, les courroies, les engrenages, tout appareil, en un mot, qui peut être une cause de danger, sera séparé des ouvriers par une clôture qui n'en permettra l'accès que pour les besoins du service.

ART. 14. — Il doit être pourvu par les chefs d'établissement à tout ce qui concerne le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique.

Les sexes seront séparés toutes les fois que la mesure sera possible.

Tout mauvais traitement, tout châtiment abusif sont interdits.

ART. 15. — Des décisions ministérielles détermineront, suivant les circonstances, les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants et des adolescents, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés.

ART. 16. — L'article 9 de la loi du 4 mars 1851 sur l'apprentissage est modifié en ce sens que la durée du travail des apprentis sera la même que celle fixée par les articles 2 et 3 de la précédente loi, suivant les limites d'âge qui y sont déterminées.

SECTION V.

Police. — Inspection.

ART. 17. — Les maires sont tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant ou de l'adolescent, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, et le temps pendant lequel il aura suivi l'enseignement primaire.

Les chefs ou patrons inscrivent sur le livret la date de l'entrée dans l'établissement et celle de la sortie; ils doivent également tenir un registre spécial, sur lequel sont inscrites toutes les indications mentionnées au présent article.

ART. 18. — Les chefs d'établissement sont tenus de faire afficher, dans chaque atelier, les dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution. Les règlements intérieurs concernant les heures de travail et de repos, ainsi que les conditions du travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, seront également affichés.

ART. 19. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé par le Gouvernement quatre Inspecteurs généraux et seize Inspecteurs divisionnaires. Ces Inspecteurs, salariés par l'Etat, exerceront leur surveillance sur les parties du territoire qui leur seront assignées, conformément au tableau ci-annexé, lequel ne pourra être modifié que par un règlement d'administration publique.

ART. 20. — Les Inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 17, les livrets, les règlements intérieurs, les enfants et adolescents eux-mêmes, et, au besoin, se faire accompagner d'un médecin.

Les contraventions seront constatées par leurs procès-verbaux, qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

Lorsqu'il s'agira de travaux souterrains, les contraventions seront constatées concurremment par les inspecteurs ou par les gardemines.

SECTION VI.

Pénalités.

ART. 21. — En cas de contravention à la présente loi ou au règlement d'administration publique rendu pour son exécution, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne pourra excéder 15 francs.

Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant

d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 200 francs.

S'il y a récidive, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le Tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 16 à 100 francs.

Dans les cas prévus par le paragraphe second du présent article, les amendes réunies ne pourront jamais excéder 300 francs.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution.

L'affichage du jugement pourra, suivant les circonstances, être ordonné par le Juge de paix ou par le Tribunal de police correctionnelle.

SECTION VII.

Institution d'une Commission permanente.

ART. 22. — Une Commission permanente est établie auprès du Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Cette Commission, nommée par le Président de la République est chargée :

1^o De pourvoir à l'application vigilante et uniforme de la précédente loi ;

2^o De diriger, par ses conseils et par ses instructions, qu'elle soumet au Ministère, les travaux des Inspecteurs généraux et divisionnaires, de développer la puissance morale de l'inspection, et, en tous cas, d'en assurer l'efficacité ;

3^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur toutes les questions intéressant les travailleurs protégés ;

4^o Enfin, d'établir des Comités de patronage dans les localités manufacturières où elle le jugerait utile.

ART. 23. — Chaque année, le Président de la Commission présente au Président de la République un rapport sur le résultat de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Dispositions finales.

ART. 24. — La présente loi ne sera obligatoire que six mois après sa promulgation.

A l'expiration des six mois, la loi du 22 mars 1841 sera abrogée.

LES ENFANTS DE L'INDUSTRIE

ÉMIGRÉS DE PARIS PENDANT LE SIÈGE.

Les souffrances endurées par les enfants de notre industrie pendant l'invasion allemande, ne forment pas un des chapitres les moins douloureux et les moins instructifs de l'histoire de la dernière guerre. Nous communiquerons à nos lecteurs plusieurs des faits et des récits qui nous sont parvenus à ce sujet. Ce sont des documents utiles, même pour l'histoire générale, et ils prennent de droit une place dans cette grande et continuelle enquête sur la situation de notre enfance ouvrière, qui reste ouverte dans ce *Bulletin*, dont nous reprenons aujourd'hui la publication pour la continuer régulièrement.

Nous commencerons cette série de récits en racontant les vicissitudes par lesquelles a passé la colonie d'enfants qui, le 18 septembre 1870, prit le dernier train qui emmenait des voyageurs et put quitter Paris, grâce aux actives démarches faites par notre cher et regretté M. Barreswil, avec ce zèle ardent qui le rendait si précieux à tous ceux sur lesquels se portait sa sympathie toujours si ingénieusement secourable.

Dès que les événements militaires de la frontière avaient fait pressentir que Paris aurait à subir un siège, M. Barreswil avait conçu la pensée de faire sortir de la ville tous les enfants employés dans les ateliers et dans les manufactures. Il aurait même voulu qu'on fit sortir les malades et les vieillards que renferment les hospices. Pour l'enfance, pour la vieillesse, pour les malades, les privations et les souffrances du siège devaient être, en effet, bien plus pénibles, bien plus meurtrières que pour toute autre partie de la population, et il aurait été facile d'installer et de loger tous ces émigrés, si sûrs d'exciter la pitié, dans les établissements de charité publics et privés du reste de la France. Un appel fait à ces établissements par le Gouvernement aurait été aussitôt entendu, et non-seulement on aurait ainsi épargné bien des souffrances et abaissé le chiffre de la mortalité, mais on aurait diminué la population de Paris sans lui enlever une force pour la défense. Les habitants qui avaient pour devoir de rester, de lutter et de souffrir n'auraient pas eu à ajouter à leurs propres souffrances la douleur d'être témoins

des angoisses de créatures faibles et inutiles. — On reconnaît bien dans cette pensée une de celles qui étaient si familières à M. Barreswil : elle était en même temps d'un cœur excellent et d'un bon citoyen. Malheureusement, dans cette circonstance comme dans tant d'autres, M. Barreswil n'avait pas en main la puissance nécessaire pour mettre rapidement à exécution ses projets, et il en fut de celui-là comme de tant d'autres qu'il avait conçus, il ne fut pas réalisé. On sait d'ailleurs dans quel trouble profond étaient alors et les esprits et les choses. M. Barreswil, après bien d'autres démarches, eut, vers le milieu de septembre, l'idée de s'adresser au Ministre de l'Instruction publique. M. Jules Simon fut très-frappé et très-ému des paroles de M. Barreswil, et il fit immédiatement tout ce qui était en lui pour aider à la réalisation d'un projet auquel il tenait à cœur de s'associer. Il donna à M. Barreswil une lettre le recommandant à tous les représentants de l'administration de l'instruction publique et des cultes dans les départements, lui confiant la mission expresse de faciliter l'émigration des orphelins et orphelines, et de faire une enquête sur la situation des enfants de l'industrie dans les pays envahis par l'ennemi. En effet, M. Barreswil ne s'était pas préoccupé seulement des enfants de l'industrie parisienne ; il avait pensé aussi aux enfants des manufactures et des ateliers des provinces envahies ; il avait pensé aux provinces du Nord, à l'Alsace, à la Lorraine, et après avoir mis en sûreté les enfants de l'industrie qu'il aurait voulu enlever aux souffrances du siège de Paris, il se proposait de parcourir tous les pays occupés, pour y continuer la même œuvre, pour s'y faire le défenseur des intérêts de l'enfance ouvrière, pour y adoucir, dans les villes manufacturières, les misères qu'il savait devoir être rapidement si cruelles, au milieu d'un chômage qui se compliquait d'exactions et de pillages frappant sur les plus pauvres comme sur les plus riches.

Cette œuvre, M. Barreswil ne put, hélas, que la commencer : ses forces, déjà épuisées au début, lui manquèrent pendant qu'il la poursuivait au prix de fatigues qu'il savait très-bien ne pas être en état de supporter longtemps. Mais il voulait, lui aussi, donner sa vie pour son pays, dont les désastres l'accablaient et le désespéraient, et ne pouvant servir par les armes, il exposa et sacrifia son existence au service de cette charité qu'il avait

pour ainsi dire créée par l'élan tout nouveau qu'il lui avait donnée en France : la charité pour les enfants des ateliers industriels.

La lettre et la recommandation de M. Jules Simon, qui devaient être très-utiles hors de Paris, ne pouvaient rien pour décider à Paris même le départ de la colonie considérable que M. Barreswil aurait voulu conduire au loin. Le temps cependant s'écoulait, et l'armée ennemie allait former autour de Paris un cercle infranchissable. Il fallait partir ou renoncer à l'œuvre et à la mission dont M. Jules Simon avait si bien senti l'importance. Et cependant le 18 septembre, M. Barreswil n'avait pu réunir autour de lui que les enfants de deux ateliers sur lesquels il avait une action directe : l'atelier de cigarières de M^{me} Lekime (rue de Charenton) et l'atelier de brunisseuses de M^{me} Cohadon (rue Charlot), en tout 75 jeunes ouvrières.

Nous avons déjà, dans le *Bulletin*, parlé à diverses reprises de ces ateliers. La *Société de Protection* avait été amenée plusieurs fois à prêter son appui à ces fondations, dont il n'est pas inutile de rappeler la valeur.

La *Société de Protection*, depuis qu'elle existe, a toujours considéré comme un de ses moyens d'influence les plus féconds et les plus efficaces la création d'établissements destinés spécialement à l'enfance ouvrière et *pouvant servir de types*, pour montrer comment on doit secourir les enfants de l'industrie dans les situations si diverses où on les rencontre. Ces situations, on le sait, sont on ne peut plus variées; il faut donc, pour les améliorer, recourir à des procédés à la fois très-souples et très-multiples. Ce n'est pas par une mesure unique et par une méthode uniforme que l'on triomphera de difficultés qui se présentent sous les aspects les plus opposés. — Tantôt, par exemple, l'enfant peut vivre dans sa famille, et alors, la loi n'a qu'à organiser soigneusement dans l'atelier et dans l'école un système sérieux de contrôle qui assure à l'enfant le temps nécessaire à la fois et à son travail d'apprenti et à son travail d'écolier. Tantôt, au contraire, il n'y a aucune possibilité ou aucun intérêt matériel ou moral pour l'enfant à vivre avec ses parents, et alors il faut organiser pour l'enfant un système d'existence qui, dans la mesure du possible, tienne lieu du foyer. Ainsi naissent sous diverses formes les *internats manufacturiers* et les *pensions d'apprentis* qui, bien administrés, peuvent rendre les plus éminents services aux enfants dont la destinée court

les risques les plus dangereux et pour eux-mêmes et pour la société tout entière.

M. Barreswil s'efforçait de susciter la création de ces établissements, et il s'attachait à en maintenir plusieurs à l'état d'établissement modèles, que la *Société de Protection* pouvait donner en exemple et en imitation aux industriels et aux hommes charitables qui recherchent des moyens propres à améliorer l'avenir des classes ouvrières.

Les deux ateliers Cobadon et Lekime étaient, en septembre 1870, deux de ces établissements dans lesquels M. Barreswil voyait des types futurs dont il aurait tiré le plus grand parti pour la propagande entreprise par la *Société de Protection*. Transporter hors de Paris, pendant le siège, les ouvrières de ces ateliers, c'était non-seulement les garantir du dénûment absolu qui les attendait, mais c'était aussi diminuer les chances de disparition d'œuvres qui avaient été fondées au prix des plus grands sacrifices. Les directrices de ces ateliers étaient dans la nécessité absolue de renvoyer leurs ouvrières chez leurs parents, et pour presque toutes, cette décision inévitable aurait eu pour résultat de les mettre littéralement dans la rue.

Soixante-quinze ouvrières furent donc réunies en un groupe d'émigration et sortirent de Paris, au bruit de la canonnade, pour aller en province chercher un nouvel asile. Les Prussiens tirèrent au passage sur le train qui emmenait cette colonie industrielle, guidée par notre Secrétaire et par quelques femmes au cœur dévoué.

Le lendemain, à trois heures du matin, on arrivait au Mans.

Grâce à l'appui de M. Jules Simon, les deux ateliers trouvèrent aussitôt un asile dans le lycée du Mans, alors inoccupé. Le proviseur, M. Alliou, se fit un devoir d'installer les jeunes exilées avec les plus grands soins, et il fut aidé dans ces soins de bienveillante hospitalité par Madame Alliou, qui eut pour toute la colonie, et en particulier pour les dames directrices, les attentions les plus délicates.

Mais le lycée du Mans ne pouvait être qu'une station de quelques jours : il était destiné à servir de caserne aux gardes mobiles. M. Barreswil obtint une audience de l'Évêque du Mans, lui exposa la situation des jeunes émigrantes, et lui demanda de vouloir bien prendre leur sort en ses mains. L'Évêque répondit avec une grâce parfaite qu'il obéirait toujours avec reconnaissance

à toutes les réquisitions de ce genre, faites au nom de la charité, et il indiqua immédiatement une maison religieuse de son diocèse, située à Ruillé-sur-Loir, et où l'atelier Cohadon serait reçu pendant toute la durée de son exil.

Quant à l'atelier de cigarières de M^{me} Lekinie, il y avait espérance de l'installer à Nantes, où existe une manufacture de tabacs.

La colonie, dès lors, se sépara en deux groupes.

Dès le 22, l'atelier des brunisseuses quitta le Mans. M. Alliou les accompagna au chemin de fer, les aida dans un départ alors toujours difficile, et jusqu'au dernier moment, montra pour ses jeunes protégées la même bienveillance empressée.

Les incidents ne manquèrent pas sur la route. A la station de Dissay, où il fallut attendre longtemps les voitures qui devaient conduire à la maison de Ruillé-sur-Loir, le village s'intéressa pour ainsi dire tout entier à cette émigration des petites ouvrières parisiennes; sous la direction du curé, des vivres furent apportés en abondance par des sœurs et par des habitantes. Sur tout le parcours l'accueil fut le même; partout le passage de ces enfants chassés de Paris par le siège excita les sympathies et l'émotion la plus vive.

L'accueil fut aussi chaleureux à Ruillé-sur-Loir. La supérieure générale de la maison religieuse, l'aumônier, les supérieures reçurent les petites brunisseuses dans une maison récemment acquise et qui avait été disposée la veille pour recevoir les exilées.

Là, du 23 septembre 1870 au 17 juin 1871, les vingt ouvrières et leur directrice furent entourées des soins les plus affectueux; pendant neuf mois, elles furent logées, nourries et instruites avec la plus persévérante bonté. L'évêque vint faire une visite à ses protégées; le maire les visita également, et elles reçurent des marques de bienveillance de la population tout entière.

Un seul jour elles ressentirent les atteintes de la guerre : le 8 janvier, à 7 heures du soir, un détachement de Prussiens envahit le couvent; mais ils ne firent que passer; le lendemain matin ils repartirent. Grâce à la fermeté et à la bonne contenance gardées par M^{me} Cohadon, les chambres occupées par les jeunes filles furent respectées. Le lendemain, on entendit le canon dans les environs; la supérieure, pour plus de sûreté, fit rentrer les jeunes ouvrières dans l'intérieur même du couvent; mais les Prussiens ne revinrent pas.

Ce fut la seule journée inquiétante pendant le séjour de l'atelier Cohadon dans cette maison si hospitalière. Le 17 juin 1871, l'atelier repartit pour Paris, où il retrouva immédiatement des commandes, se reconstitua et reprit ses excellentes habitudes. Dès son retour, des leçons ont été données le soir aux jeunes ouvrières par des institutrices de Charité, qui ont eu à cœur de continuer les traditions créées dans cet atelier sous les auspices de M. Barreswil.

La *Société de Protection* tiendra certainement à témoigner toute sa reconnaissance à l'évêque du Mans, au proviseur du lycée du Mans, et aux généreuses directrices de la maison de Ruillé-sur-Loir. Grâce à ce concours de bonnes volontés, un des groupes d'enfants de l'industrie parisienne auxquels la *Société de Protection* porte le plus d'intérêt a échappé presque entièrement aux souffrances qui ont frappé si cruellement et souvent décimé les enfants restés à Paris.

L'atelier de cigarières dirigé par M^{me} Lekime, et formant le second groupe d'émigration, n'eut pas cette destinée relativement si paisible ; il fut exposé à beaucoup plus de vicissitudes.

(La suite au prochain bulletin.)

COMPTES RENDUS DES COMITÉS

COMITÉ JUDICIAIRE (1).

(M. JULES PÉRIN, Secrétaire).

Extrait des procès-verbaux des séances mensuelles.

Le *Comité judiciaire*, — nous devons le reconnaître et lui en savoir le plus grand gré, — n'a jamais perdu de vue, autant que les événements de 1870-1871 lui en ont laissé la latitude, la mission qu'il s'était imposée ; son fonctionnement n'a jamais été complètement suspendu, les membres qui le composent ont

(1) Voir, sur la formation de ce Comité : *Bull. Soc. prot. Enf. manif.*, II (1868), p. 10 et 321-322 ; et sur sa composition : *Bull.*, III (1869), p. 213.

Les Comptes rendus de ce Comité ont été publiés : *Bull.*, III (1869), p. 213-217 et 406-409 ; et IV (1870), p. 37-41.

toujours entretenu entre eux des rapports qui leur ont permis de reprendre le cours normal de leurs travaux, depuis plusieurs mois.

Le Comité judiciaire se tient à la disposition non-seulement des patrons de toutes les industries, mais encore des familles (dont les enfants travaillent en qualité d'apprentis ou de petits ouvriers dans les ateliers et manufactures) qui désireraient le consulter. — Il est en même temps le Comité du contentieux de la *Société*.

Nous empruntons les extraits suivants aux Procès-verbaux du Comité judiciaire, rédigés par le secrétaire de ce Comité, M. Jules PÉRIN, avocat de la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arrondissement.

ENFANTS VICTIMES D'ACCIDENTS.

Dans la séance du Conseil général de la Seine, du 4 novembre 1871, plusieurs membres ont signalé l'intérêt particulier qui s'attache à l'inspection du travail des enfants.

M. Rigaut a cité à cette occasion divers ateliers d'un département, dans lesquels les enfants sont soumis à un régime des plus pénibles....

Nous sommes heureux de constater que la Jurisprudence s'affirme de plus en plus dans le sens de la sévérité de la surveillance imposée aux patrons qui emploient des jeunes enfants dans leurs ateliers; ce devoir est des plus rigoureux et des plus étroits, et l'industriel qui le méconnaîtrait verrait, dans le cas d'accidents atteignant ces enfants, sa responsabilité lourdement engagée.

La Cour de Paris décide, en effet, que, alors même qu'il y aurait eu de la part de l'enfant quelque imprudence, c'est au patron à le protéger contre son âge, son manque de discernement et sa propre faiblesse, en ne lui confiant aucun travail dangereux, soit par lui-même, soit par le voisinage des machines (1).

Le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement sui-

(1) Voir l'étude de notre collègue M. J. Périn sur LE TRAVAIL DES ENFANTS DES MANUFACTURES devant la Jurisprudence : *Bull.*, III (1869), p. 183-212, et tirage à part, en vente à la *Librairie Cosse, Marchal et Billard*, place Dauphine, 27.

vant, qui fera suffisamment connaître les circonstances de fait, dans lesquelles le malheureux enfant fut mutilé :

Attendu qu'il est constant que, le 10 octobre 1868, Saint-Ange fils a eu une des mains saisie et déchirée par une machine dite *raboteuse*, dans l'atelier de P., et que par suite l'amputation de la main est devenue nécessaire ;

Attendu qu'il n'est pas établi que Saint-Ange fils ait été employé, comme apprenti, par P. au fonctionnement de ladite machine ;

Mais attendu que, s'il y a une part d'imprudence reprochable à Saint-Ange fils, P. a été imprudent en laissant sans surveillance un enfant de l'âge de Saint-Ange fils, dans un atelier où fonctionnait une machine aussi dangereuse que celle dont s'agit ;

Qu'en outre l'ouvrier qui y travaillait, et dont P. est responsable, a été également imprudent en quittant cette machine, et en la laissant en mouvement sans personne pour en surveiller l'approche ;

Qu'il y a lieu, dans l'appréciation en dommages-intérêts dus à Saint-Ange fils, pour réparation du préjudice à lui causé par l'accident dont s'agit, de tenir compte de ces diverses circonstances.

Par ces motifs : Condamne P. à payer à Saint-Ange père ès-qualités la somme de 1,200 fr. à titre de dommages-intérêts pour les causes susénoncées ; — Condamne P. aux dépens (4^e ch., vendredi, 17 décembre 1869) ;

Mais la Cour, trouvant que le Tribunal avait été trop parcimonieux dans l'indemnité allouée, en éleva le chiffre par l'arrêt suivant :

La Cour donne acte à la veuve Saint-Ange de ce que, par suite du décès de Saint-Ange, son mari, et comme tutrice de son fils mineur, elle entend reprendre en sesdits noms et qualités l'instance pendante entre Saint-Ange et P.

Et, statuant ensuite de la reprise d'instance, sur l'appel interjeté par Saint-Ange ès-noms du jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine le dix-sept décembre 1869,

Aucun moyen de nullité ni fins de non-recevoir n'ayant d'ailleurs été précisé ni plaidé contre ledit appel,

Reçoit l'appel, et, au fond :

Considérant que les premiers juges, tout en consacrant le principe de la responsabilité de P., n'ont accordé à Saint-Ange qu'une réparation insuffisante et peu en rapport avec la gravité de l'accident dont Saint-Ange fils a été victime et des suites qu'entraînera, pour lui, une mutilation qui le prive de l'instrument nécessaire du travail ;

Met l'appellation à néant ;

Ordonne que le jugement dont est appel, en ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêt, sortira effet ;

Emendant, et statuant par disposition nouvelle au chef de l'indemnité allouée;

Dit que l'allocation de douze cents francs allouée par les premiers juges à Saint-Ange sera réduite à la somme de huit cents francs une fois payée, avec les intérêts du jour de la demande;

Dit que P. sera tenu d'acheter, de ses deniers, une inscription de rente trois pour cent sur l'Etat français de la somme de trois cents francs, jouissance du premier juillet mil-huit cent-soixante et onze, laquelle inscription sera immatriculée en son nom pour la nue propriété, et pour l'usufruit au nom du mineur Saint-Ange, pour ce dernier en jouir sa vie durant;

Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel; condamne P. aux dépens de la cause d'appel; fait distraction desdits dépens à Rouget, avoué qui l'a requise (3^e ch., 10 juillet 1871, présidence de M. Puget).

La Cour a fait, dans l'espèce, l'application de sa jurisprudence qui tend de plus en plus à s'établir, à savoir que le meilleur mode de réparation du préjudice causé par un accident est, non d'allouer à titre d'indemnité un capital à la victime, mais d'assurer les besoins de son existence par les arrérages d'une rente; une rente viagère répare, en effet, plus équitablement qu'un capital, l'accident qui diminue les ressources quotidiennes de l'ouvrier (C. Paris, 4^e ch., 24 févr. 1866, *Dourday c. Jabat*; *Ib.*, 8 juin 1867, *Bravard, Genève et Guinot c. Portail*). Les Tribunaux ordonnent toujours qu'il y a lieu de garantir le service de cette rente par l'acquisition d'une rente sur l'Etat.

LES CONTRATS D'APPRENTISSAGE.

Le Comité judiciaire a été consulté par plusieurs patrons et plusieurs pères de famille à la suite du chômage forcé d'un grand nombre d'industries pendant les événements douloureux qui se sont produits en 1870-71; les uns et les autres se demandaient, en effet, qui devait supporter les conséquences du *cas de force majeure*?

Voici les diverses questions qui furent posées au Comité judiciaire :

1^o L'enfant placé pour (soit 3 ans), ni nourri ni couché, sans salaire, a été renvoyé, pendant le siège de Paris et la Commune, par son patron qui ne pouvait l'occuper. — L'enfant doit-il rendre le temps perdu à la fin de l'apprentissage?

2^o L'enfant, ni nourri ni couché, recevait 50 c. pour la 1^{re} année, 75 c. la 2^e, 1 fr. la 3^e; il a été renvoyé pendant le siège et la Commune. — Le patron doit-il une indemnité pour le salaire non fourni, ou bien l'apprentissage continue-t-il sans tenir compte du temps perdu, l'enfant continuant à recevoir 50 c. la 1^{re} année de travail accompli, 75 c. la 2^e, 1 fr. la 3^e? — ou encore, les mois perdus sont-ils comptés comme non existants, le patron ne payant rien, mais le temps d'apprentissage n'étant pas prolongé?

3^o L'enfant nourri et couché doit-il rendre le temps perdu à la fin de l'apprentissage?

Ces diverses questions ne sont pas susceptibles de recevoir une solution uniforme. La solution de chacune d'elles varie; elle est déterminée, en effet, par les circonstances de fait de chaque cas particulier.

Si le travail a été suspendu uniquement par les événements, et qu'il n'y ait, de part et d'autre, aucune autre cause à invoquer, il est équitable que chacune des parties supporte les conséquences du *cas de force majeure*; dans ce cas, le temps du chômage doit être partagé, c'est-à-dire que le patron perdra la moitié de ce temps et que l'apprenti rendra l'autre moitié à l'expiration de son contrat.

Mais, si c'est par un fait dépendant de la seule volonté de l'une ou de l'autre des parties que le contrat n'a pas reçu son exécution, celle qui y a contrevenu doit seule supporter le préjudice causé et le réparer. Si, par exemple, un patron a fermé ses ateliers dès avant le Siège, le temps aura couru au profit de l'apprenti; si, au contraire, l'apprenti a quitté volontairement l'atelier, par exemple, comme cela s'est produit, soit pour entrer dans la garde nationale, soit pour se livrer à la vente des journaux sur la voie publique, il doit rendre le temps ainsi écoulé.

Nous nous sommes assurés, auprès de MM. les Présidents et Secrétaires des quatre Conseils de Prud'hommes de la ville de Paris, qu'un grand nombre de conciliations s'étaient faites sur les bases que nous venons d'indiquer, et que telle était la Jurisprudence de cette juridiction.

CORRESPONDANCE.

Nous avons reçu de province un nombre considérable de lettres qui nous attestent que l'œuvre poursuivie par la *Société de protection des apprentis* préoccupe toujours gravement les esprits éclairés et que la Société elle-même continue à rencontrer les sympathies les plus vives. Nous ne pouvons reproduire ici toutes les communications qui nous sont faites, mais nous en tirerons parti, à mesure que l'occasion favorable se présentera, pour la rédaction du *Bulletin*. Parmi les lettres qui nous sont parvenues, il en est qui nous ont particulièrement touchés, ce sont celles qui viennent de l'Alsace et de la Lorraine. Les relations si étroites et si utiles que nous avons nouées avec les chefs d'industrie de ces provinces ne peuvent et ne doivent pas être rompues; l'œuvre que nous poursuivons est toute d'humanité et ne se préoccupe pas des frontières politiques; elle exerce son action dans un domaine élevé où se rencontrent pour s'unir les hommes de cœur de toutes les patries. Il n'y a donc rien de changé dans nos relations avec les provinces d'Alsace et de Lorraine; il n'y a de notre part que plus de profondeur dans les sympathies que nous avons toujours ressenties et manifestées pour les généreux industriels qui nous ont, dans ces provinces, donné si souvent l'exemple des améliorations les plus efficaces dans le sort des enfants. Nous avons été extrêmement heureux en trouvant, dans plusieurs des lettres qui nous ont été adressées, les sentiments que nous venons d'exprimer et qui, nous en sommes persuadés, sont ceux de tous les sociétaires que nous comptons en Alsace et en Lorraine.

D'autres lettres nous donnent des détails sur les souffrances des enfants de l'industrie dans certains districts manufacturiers. Par exemple, M. Hébert, comptable à Gisors, nous signale ce pays comme étant resté tout à fait en arrière au point de vue qui nous touche spécialement; la situation des enfants, nous dit-il, y est « déplorable. » — Nous espérons que M. Hébert réussira à créer, en faveur des enfants, un mouvement que la *Société de Protection* favorisera et aidera de toutes les ressources dont elle dispose.

Des nouvelles plus consolantes nous sont venues d'Arras par

l'entremise de l'excellent abbé Halluin (1). « Envoyez-moi le « *Bulletin*, nous écrit-il. Je profite des choses faites par d'autres « pour m'éclairer dans la conduite d'environ 300 jeunes « apprentis qui vivent dans mon établissement et y reçoivent « des soins paternels. »

Cette lettre de M. l'abbé Halluin est de celles qui sont le mieux faites pour nous encourager, nous tous membres de la Société de Protection, à persévérer avec énergie dans nos efforts et dans notre publication, telle que nous l'avons conçue jusqu'à présent; le suffrage d'un ami des enfants aussi expérimenté que M. l'abbé Halluin, nous prouve que notre *Bulletin* est bien dans la voie la plus utile; il a, en effet, toujours aspiré à être comme une encyclopédie de la question de l'apprentissage; et cette question de l'apprentissage n'est rien autre chose que la question de l'avenir de notre classe ouvrière tout entière. En nous occupant de remplir aujourd'hui nos ateliers d'apprentis dont nous forcerons la reconnaissance par nos soins paternels, par nos bienfaits et par notre justice, nous avons quelque droit d'espérer que plus tard ces apprentis devenus ouvriers, garderont quelques-unes des impressions de leur enfance, et seront plus aptes à porter des jugements éclairés et équitables sur leurs patrons.

Tous nos correspondants conçoivent bien de cette façon le rôle de notre *Société*, et c'est parce qu'ils le conçoivent ainsi, qu'ils nous adressent de chauds remerciements pour ce que la *Société* a déjà fait et de pressantes exhortations à continuer dans le même sens. Nous réussirons à satisfaire leurs vœux, s'ils nous prêtent eux-mêmes leur concours en nous adressant toutes les notes et tous les renseignements propres à nous instruire sur les maux dont les enfants souffrent, sur les remèdes les plus propres à guérir ces maux, suivant les circonstances, suivant les localités.

Un des moyens les plus faciles et les plus efficaces pour améliorer et moraliser les enfants de l'industrie, est de les réunir

(1) Notre collègue, M. Jules Périn, concitoyen d'origine et ami de M. l'abbé Halluin, nous rappelle que cet honorable fondateur d'une maison de préservation pour la jeunesse, a reçu le *prix de vertu* de l'Académie française, et que son dévouement à l'enfance le fait considérer comme le *Saint-Vincent-de-Paul* d'Arras.

dans un patronage bien dirigé. Aussi, nous avons appris avec le plus vif plaisir que notre collègue, M. Alicot, nommé sous-préfet de Bagnères-de-Bigorre, s'occupait de fonder un patronage dans cette ville. Que tous nos collègues dispersés par toute la France suivent cet exemple; qu'ils mettent en pratique les conseils si variés et les procédés si nombreux que nous avons publiés, et notre *Bulletin* produira tout le bien qu'il a la légitime ambition d'accomplir.

D'un autre côté, les bonnes habitudes du passé se conservent, malgré le trouble apporté dans toutes les industries par les derniers événements. Le concours organisé par la *Société paternelle* de l'ébénisterie parisienne se prépare cette année comme les précédentes, et la *Société de Protection* lui a accordé sa subvention habituelle.

M.M. A. Chaix et C^{ie} ont continué dans leur Etablissement l'application des mesures qu'ils avaient prises pour améliorer la condition des apprentis et des jeunes gens qui y sont employés.

A la réunion annuelle qui a eu lieu dans les premiers jours d'octobre, il a été distribué :

1 ^o Livrets de la Caisse des retraites de l'Etat. . .	41
2 ^o Livrets d'assurances en cas de décès (500 fr.) .	25
3 ^o Livrets d'apprentis (Caisse de répartition de la Maison)	43

La Caisse de Répartition a donné :

En 1869	Fr. 1,878	} 3,617
En 1870	1,739	

Cette somme de 3,617 francs a été répartie conformément aux statuts.

Un tiers, soit 1,205 francs a été remis aux parents;

Le second tiers a été gardé en réserve pour être distribué à la fin de l'apprentissage;

Le troisième tiers a été versé à la Caisse des retraites.

Nous avons promis, il y a un an, de publier la liste générale de nos Sociétaires : nous la donnons aujourd'hui. Dans une prochaine livraison, nous donnerons une *table analytique* complète des matières traitées dans les quatre volumes de notre Bulletin (de septembre 1866 à décembre 1871).

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS DES MANUFACTURES

FONDATEURS ET MEMBRES PERPÉTUELS

Alamagny, fab. à Saint-Chamond.
 Abadie, fabricant.
 Adelson Monteaux, ancien négociant.
 A. x x x.
 Albert, négociant à Paris.
 Alexandre Dumas père.
 Arlés Dufour, négociant.
 Asile de Vincennes.
 Bardin, imprimeur sur étoffes à Rouen.
 Barreswil, chimiste, ancien secrétaire général de la *Société de protection*.
 Baude, inspecteur général des ponts et chaussées.
 Berteaux, à Paris.
 Bessan, directeur de la *Belle-Jardinière*, à Paris.
 Bixio, libraire-éditeur à Paris.
 Blache (le docteur), à Paris.
 Blanzv, à Boulogne.
 Boissière, maître verrier au Gast.
 Boucicaut, négociant à Paris.
 Boutarel, manufacturier à Paris.
 Brault, maître de forges.
 Bréant, fabricant de châles à Paris.
 Butenval (Comte de).
 Cahen d'Anvers, banquier à Paris.
 Gail, constructeur-mécanicien à Paris.
 Carcenac, rentier, à Paris.
 Cartier-Bresson père, à Paris.
 Cartier-Bresson fils, à Paris.
 Cartier-Bresson (F.), à Paris.
 Cartier-Bresson (C.), à Paris.
 Cartier-Bresson (J.), à Paris.
 Cartier-Bresson L.), à Paris.
 Cartier-Bresson, anc. négociant à Paris.
 Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris.
 Cartier-Bresson (M^{lle}), à Paris.
 Chambre des notaires, à Paris.
 Champonnois, ingénieur civil à Paris.
 Chartreux (les), de la gr. Chartreuse.
 Chiris (E.), à Grasse.
 Chiris (S.), à Grasse.
 Clotilde (La Princesse).
 Colcombet, fabricant à Saint-Etienne.
 Collège Rollin.
 Compagnie des forges du Creusot.
 Compagnie générale marit., à Paris.

Courcy (de), dir. de la Comp. d'as. gén.
 Couturier, à Vizille.
 Cuvillier, négociant à Paris.
 Davanne, chimiste à Paris.
 Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
 Delicourt, à Paris.
 Desfontaines, horloger à Paris.
 Dietsch, à Lièvre (Haut-Rhin).
 Dollfus (Jean), à Mulhouse.
 Dommartin, à Paris.
 Dorvault, directeur de la pharmacie centrale à Paris.
 Drouin, négociant en droguerie à Paris.
 Dubrunfant, chimiste à Bercy.
 Dumas, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.
 Dupont et Deschamp, fab. à Beauvais.
 Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
 Dutfoy (G.), négociant à Moscou.
 Dutfoy (S.), négociant à Moscou.
 Durenne, fabricant de chaudières à Courbevoie.
 Dusautoy, à Paris.
 Duvergier, ingénieur-construct. à Lyon.
 Ecole d'Aix.
 Ecole d'Angers.
 Ecole centrale des arts et manufact.
 Ecole de Châlons.
 Ecole d'horlogerie de Cluses.
 Ecole des mineurs de Saint-Etienne.
 Ecole des mines.
 Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
 Ecole normale.
 Ecole des ponts et chaussées.
 Engel-Dollfus, à Mulhouse.
 Engel-Gros, à Mulhouse.
 Farcot, inz.-mécanicien à Saint-Ouen.
 Fremont-Mustel, à Paris.
 Froger de Mauny, magistrat à Paris.
 Fromage, fabricant à Paris.
 Froment-Meurice, orfèvre à Paris.
 Froment-Meurice (M^{me}).
 Gautier-Bouchard, fabricant à Paris.
 Goble, de l'Académie de médecine.
 Godard-Desmarets, président de la Compagnie de Baccarat.
 Godchaux, imprimeur-éditeur à Paris.

Godillot (Alexis), à Paris.
Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
Goldenberg, manufacturier. à Zornhoff.
Goldenberg.
Goy, à Paris.
Gratien-Milliet, manufacturier.
Griffon, négociant à Paris.
Grosselin (A.), à Paris.
Guerlain (A.), à Paris.
Guerlain (J.), à Paris.
Guillon, négociant.
Guizot (Guillaume), à Paris.
Hamelin, manufacturier à Paris.
Houget, manufacturier, à Verviers Belgique).
Hubault, à Paris.
Hughes, parfumeur à Grasse.
Hulot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
Husny Bey (le Commandant).
Jacqz, président de la société la *Philanthropie commerciale* à Paris.
Joriaux, négociant à Paris.
Joannès Vintry, à Lyon.
Lagoutte (J.), maître de forges à Paris.
Lamé-Fleury, ingén. des mines à Paris.
Landon, négociant à Paris.
Larrey (Baron), inspecteur général du corps médical militaire.
Laumonier, manufacturier à Flers.
Laurent-Richard, à Paris.
Lebaudy, raffineur de sucre à Paris.
Leclert, négociant en bois à Paris.
Lefebvre Ducatteau, manufacturier à Roubaix.
Legrand, secrétaire de la Société des *Amis des sciences*.
Lemaire, fabricant à Paris.
Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
Lemoine, fabricant de meubles à Paris.
Leroy (J.), fabricant de papier à Paris.
Liebig (Johan).
Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
Loreau (A.), à Paris.
Luke-Turner, à Londres.
Lycée Condorcet.
Lycée Corneille.
Lycée Descartes.
Macé (Jean), à Beblenheim.
Maillard, ancien négociant à Paris.
Mallet, libraire à Paris.

Mame père, imprimeur à Tours.
Mame fils, imprimeur à Tours.
Martin, manufacturier à Tarare.
Masquelier fils, au Havre.
Mazaroz-Ribaillet, à Paris.
Mercier, directeur de la *Société d'Ours-camps*.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées à Montpellier.
Migneret, à Paris.
Monduit, plombier à Paris.
Moisset-Foye, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (Duc de).
Mouchy (Duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant à Paris.
Muller (A.), manufacturier à Paris.
Murat (Princesse).
Najean, manufacturier à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier à Paris.
Odiot, orfèvre à Paris.
Ouvriers de la maison Christoffe, à Paris.
Payen, négociant en soieries à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste à Paris.
Peltureau, manufacturier à Paris.
Peltureau (M^{me}).
Pensionnat des frères de Passy.
Piver, fabricant de parfumerie à Paris.
Prévot, décorateur en porcelaine à Paris.
Rallet, propriétaire à Grenoble.
Raingo (Victor), à Paris.
Rapet, à Paris.
Renard, entrepreneur de travaux publics à Paris.
Richard aîné, fabricant à Paris.
Rondelet, chasublier à Paris.
Rothschild (Baron de), à Paris.
Roy, négociant à Paris.
Sakakini, à Paris.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciamia frères, marchands de diamants à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société de la Vieille Montagne.
Terninck (A.), fab. de sucre à Rouez.
Teste, manufacturier à Lyon.
Trapp, à Mulhouse.
Verdè-Delisle (Paul), à Paris.
Verdè-Delisle (Ad.), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Zegut, manufacturier à Tusey.



MEMBRES SOCIÉTAIRES (1)

Abadie, fabric. de papiers à cigarettes, rue Saint-Martin, 237.
Adam (E.), peintre-décorateur, faubourg Saint-Denis, 103.
Adelson-Monteaux, anc. nég., rue du Mont-Thabor, 24.
Agard Michel, rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Agnellet (frères), nég., r. de Reuilly, 113.
Alabarbe, nég., rue des Lombards, 33.
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Albenas (d'), à Montpellier (Hérault).
Albert, nég., boul. Haussmann, anc. 57.
Alicot (M^{re}), r. Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
Alicot, (M.), S. Pr. à Bognères de Rigorre.
Allain, négociant, rue Dieu, 10.
Allard, rue Suger, 11.
Allars-Rousseau et C^{ie}, filateurs, à Roubaix (Nord).
Allegrì, banquier, rue du Rocher, 19.
Allemayer, négociant en tissus élastiques, rue Rambuteau, 57.
Almin, nég., r. V^{lle}-du-Temple, 24.
Alphand, ing^r en chef des ponts et chaussées, chauss. de la Muette, 15, Passy.
Althoffer, manuf. de draps à Guebwiller (Haut-Rhin).
Amos (Jacques), manufacturier à Wasselonne (Bas-Rhin).
Amson (A.), rue de Turbigo, 16.
Amson (G.), »
Andelle, verrier à Epinac (Saône-et-Loire).
André (David), à Saint-Étienne (Loire).
André (J. J.), constructeur de machines, au Vieux-Thann (H^t-Rhⁿ).
André père, fab. de meubles, r. des Juifs, à Strasbourg.
André fils, fab. de meubles, r. des Juifs, à Strasbourg.
Andreëff (E.), professeur de technologie, à Saint-Petersbourg (Russie).
Anduze (Fernand), boulev. de l'Observatoire, à Montpellier (Hérault).
Anonyme, rue Jacob, 19.
Anquetin, cultivateur, à Lorieau, par Lyon-la-Forêt (Eure).
Antist (d'), rue Tronchet, 23.
Archdeacon (M^{re}), avenue des Champs-Élysées, 15.
Argyll (duc d'), boul. Malesherbes, 53.
Arès-Dufour, n^t, r. du Conservatoire 11.
Arès-Dufour (A.), nég. rue du Conservatoire, 11.
Armet de Lisle, manuf. rue Malher, 18.
Armengaud (F.), fab. à Mazamet (Tarn).

Arnault Jeanty, marchand de grains, rue des Quatre-Fils, 5.
Arnault (l'abbé), curé de S^e-Marguerite, rue Saint-Bernard, 30. faub. St-Antoine.
Arnavon père, fab. de sav. à Marseille.
Arnavon fils, »
Arnoul (H.), secrét.-gén. de la Société d'enc. au bien, r. des Batignolles, 44.
Arnoul-Plessis (M^{re}), sociétaire de la Comédie française, r. des S^{ts}-Pères, 8.
Aronssohn (J.), r. de Trévise, 47.
Asile de Vincennes, à S^t-Maurice, près Charenton (Seine).
Asselin, lib. place de l'Ecole-de-Médecine.
Astier, négociant, r. des Tournelles, 28.
Aubé, courtier de commerce, rue Notre-Dame-des-Victoires, 49.
Aubergier, p^r à la Faculté des sciences à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Aubert, f^r de caoutchouc, rue du Théâtre, 105. Grenelle.
Aubin (M^{re}), rue du Louvre, 8.
Aubin, négociant, rue du Louvre, 8.
Aubin (G.) r. d'Astorg, 27.
Auboin, (Ch.), fab. de faïences, Grand^e Rue, 4. Bourg-la-Reine.
Aubry, not^{re} honoraire, r. du Rocher, 12.
Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeuneurs, 35.
Aubry (M.), banquier, av. d'Antio, 1.
Aubry-Vitet, rue du Rocher, 12.
Aucoc (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.
Audiffret (marquis d'), r. Royale, 5.
Audiffred (J. D.), r. de la Victoire, 12.
Audrissert (V.) filateur, r. d'Aboukir, 87.
Auger (C.), r. Bergère, 28.
Auger, prop., à Fère en Tardenois (Oise).
Aussedat, fabricant de papiers, cour des Miracles, 8 et 9.
Attias, nég., r. de l'Entrepôt, 13.
Auzoux (D^r), rue Antoine-Dubois, 2.
Babin (M^{re}), boulev. Saint-Michel, 121.
Bablot, rue de la Contellerie, 1.
Bac, fab. de porte-pl., r. Rossini, 12.
Bachelier, p^{re} r. N^{ve}-des-Mathurins, 118.
Badoureaux, imprim., r. Bouchardon, 16.
Baëcque (E. de), ancien nég., Grand^e-Rue de Passy, 81.
Baëcque (Ch. de), fils, Faubourg-Pois, 9.
Bagriot, rue l'Evêque, 11.
Bailleul, Président honoraire de la Société des imprimeurs, rue du Regard, 20.
Baker, inspecteur général des manufactures, Milverton hill (Leamington).
Balard, de l'Institut, rue d'Assas, 400.
Baiay, manufact. à Ste-Foy-L'Argentière, (Rhône).

(1) MM. Les membres de la société sont priés de signaler à la Rédaction du bulletin les erreurs ou omissions qu'ils découvriraient dans cette liste.

Baldensperger (Philippe), manufacturier, à St-Dié [Vosges].
Balguerle d'Egmont (M^{me}), avenue d'Eglé, 9, à Maisons-Laffitte.
Balguerle d'Egmont (Mad^{lle} Hélène), avenue d'Eglé, 9, à Maisons-Laffitte.
Balsan (père), boul. Malesherbes, 79.
Balsan (Ch.), boul. Malesherbes, 79.
Balsan, fab. de draps, rue des Bons-Enfants, 24.
Baltier, fab^r de conserves, rue Cler, 52.
Barallon, à St-Etienne (Loire).
Barbaroux (M^{me}), avenue de Madrid, à Neuilly (Seine).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, fabricant à Mazamet (Tarn).
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Bardin, f^r d'agr. en pl., r. de Lancry, 10.
Barnadez (Louis), nég., Porte St-Jean, à Bordeaux.
Baroche (Ernest), rue Caumartin, 4.
Baron (A.), prop., rue Bergère, 28.
Baron (E.), avocat, rue de Lille, 104.
Barratin, négociant, quai d'Anjou, 2.
Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 46.
Barreswil (M^{lle}), r. Saint-Florentin, 46.
Barrot (O), rue de la Ville-l'Evêque, 5.
Barthas (Numa), fabricant à la Risse, près Mazamet.
Barthe, ingénieur civil, à Vierzon-les-Forges (Cher).
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 40.
Barthez, Docteur, rue Duphot, 44.
Battenberg, fondeur, rue du Dragon, 20.
Baube, chef de division à la Préf^e de police, rue de Ponthieu, 42.
Baude, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale, 13.
Baudoin, fabricant de toiles crées, rue de la Tombe-Issaire, 25.
Baudon, place du Palais-Bourbon, 46.
Baudoux-Chesson, rue Croix-des-Petits-Champs, 50.
Baudrillart, de l'Inst., r. de l'Odéon, 10.
Baudrit, serrurier artistique, r. St-Maur-Popincourt, 38.
Baudry (M^{me}), rue de Lancry, 46.
Bauër (Mgr.), protonotaire apostolique, rue Saint-Florentin, 42.
Baugrand, bijoutier, rue de la Paix, 19.
Baulot, rue du Temple, 487.
Baumgarten (Léon), apprêteur blanchisseur à St-Marie-aux-Mines (H^t-Rh.).
Baumgartner et Schwelsguth, à Mulhouse.
Baux (Edouard), fab^r à Mazamet (Tarn).
Bayvet (G.), r. de l'Arcade, 56.
Bayvet, rue de Turbigo, 43.
Bazin, professeur à l'Ecole Turgot, rue de Crussol, 18.
Bazin et Penlevey, à Lisieux.
Béau (A.), de la commiss. des logements insalubres, quai Voltaire, 22.
Beaufonds (de), r. des Beaux-Arts, 45.
Beaufour, syndic, r. des Bourdonnais, 34.
Beaulieu (M^{me}), rue de l'Arcade, 20.
Beauval, receveur principal des contributions indirectes, r. St-Florentin, 46.
Beauvin, négociant, quai de Valmy, 457.
Beauvissage, agent de change, rue de Choiseul, 25.

Béchet, plombier, boul. de Courcelles, 87.
Béchevet (de), Château de Beauregard, près Versailles.
Beer (J.), rue d'Aumale, 18.
Behier (A.), rue Saint-Honoré, 245.
Beix (A.), manufacture de parapluies, r. Lecat, 57, à Rouen.
Belhommet, f^r de bougies à Landernau (Finistère).
Bel'ay (de), boulevard Beaumarchais, 94.
Bellenger (Ch.), maison Fasbender, rue Saint-Denis, 368.
Bellet, négociant, quai de Béthune, 18.
Bellon (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
Beluze, rue Bonaparte, 108.
Bénard (M^{me}), rue de l'Université, 25.
Bérard, prof^r de chimie à l'Ecole Turgot, rue de Grenelle, 80.
Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
Bérard (Prosper), adminis. de la Banque, boul. de l'Observatoire, à Montpellier.
Berdalle de la Pommeraye.
Berger (Albert), négociant, à Bischwiller, (Bas-Rhin).
Berger (Henri), de la maison V^{or}. Ecl. Salher, filature et tiss., à Montbéliard.
Berger de Goetzenbruck, chev. de la lég. d'honneur, à Goetzenbruck (Moselle).
Bernard, armurier, rue de Villejust, 12.
Bernard, boulevard de Sébastopol, 60.
Berrac (frères), à Mazamet.
Berteaux, rue d'Aboukir, 10.
Berthault, membre de l'Union nationale, rue Cadet, 9.
Berthier, ancien présid. du Tribunal de commerce, place de la Madeleine, 30.
Berthier (Ch.) fils, pl. de la Madeleine, 30.
Berthier (G.) fils, pl. de la Madeleine, 30.
Berthier (Gustave), pl. de la Madeleine, 30.
Berthier (E.), prop. r. de Provence, 43.
Berthier (neveu), nég., rue de Châteaudun, 22.
Berthier (M^{me}) aînée, r. de Rivoli, 104.
Berthier (M^{me}) jeune, r. Tronchet, 3.
Berthon, frères, fab. de bouchons, rue Vieille-du-Temple, 47.
Bertin (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 44 bis.
Bertinot, rue Vivienne, 40.
Berton et Renault, r. Folie-Méricourt, 20.
Bertrand (Martial), propriétaire, rue Furstenberg, 4.
Besnard (Jean-Léger), fabricant tôlier, impasse Guéméné, 4.
Bessan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
Beudin, manufacturier, ingénieur métallurgiste, rue Amelot, 84.
Beurdeley, avocat, r. Constantinople, 26.
Bezançon, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, à Ivry.
Bianchi, rue Richelieu, 102.
Biais, chasublier, rue Bonaparte, 74.
Binder (L., carross^r), r. de Morny, 9.
Bing, négociant, rue Richer, 41.
Bing (L.), banquier, r. de la Banque, 15.
Binot-de-Villiers, avocat, r. Taibout, 80.
Biraudeau, Pass. Tocanier, 15, (Fg. St-Antoine, 240).
Bischoffsheim, boul. Haussmann, 39.
Bixio (Maurice), libraire, r. Jacob, 26.
Blache, doct^r. médecin, r. de Surène, 5.

Blanche (A.), ancien secrétaire général de la préfecture de la Seine.
Blanchet, fabricant de pianos, r. d'Hauterville, 26.
Blanc (Ch.), architecte, r. Béranger, 46.
Blano (J.), comm^{re} pour la Suède et la Norvège, rue des Petits-Hôtels, 24.
Blatin (Henri, M^{me} V^e), r. Bonaparte, 30.
Blech (J.), à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Blech (Emile), maison Huguiny et Blech, à Saint-Dié (Vosges).
Blin-Bloch, à Bischwiller (Bas-Rhin).
Blondeau (P.), pharm^{re}, rue de Condé, 22.
Blum (Simon) et C^{ie}, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Blum et Richer, à Mulhouse (H^t-Rhin).
Bocca (Paul), maison Bocca Wulveryck, à Saint-Quentin, à Paris, r. du Mail, 43.
Bocquet, nég., r. Basse-du-Rempart, 50.
Boeringer (Franck), à Mulhouse.
Bodenreider Mougeot, fab. de tissus, à Ste-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Bois Laurent (de), à Lisieux.
Boissaye, rue du Sentier, 8.
Boissière, maître verrier, au Gast, par Martree (Orne).
Bonaterre, rue Gaillon, 44.
Bonhomme (l'abbé), r. de Turenne, 125.
Bonnarie (M^{me} Charles), avenue de la Reine Hortense, 8.
Bonnefonds, professeur, r. Joubert, 26.
Bonnevie de Mourel, rue Mandar, 7.
Bonnin, avocat, boul. Sébastopol, 82.
Bontemps (M^{me}), rue Pétrarque, 4.
Bontemps, ancien maître verrier, rue Pétrarque, 4, Passy.
Bordes (Charles) et C^{ie}, filateurs à Mazamet (Tarn).
Boresdon (de), rue Pigalle, 24.
Borgnis, propriétaire, r. Vaucanson, 56.
Borie (Paul), fabricant de briques, rue de Pontoise, 7.
Bouasse Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
Boucherot, brasseur, maire de Puteaux.
Bouchey, fabricant de toile, à Armentières (Nord).
Boucicault, nég. rue du Bac, 135-137.
Boucquin, imp., r. de la S^{te}-Chapelle, 5.
Boudou (Armand), fab^{re} à Mazamet (Tarn).
Bouilhet, l'un des direct. de la maison Christoffe, rue de Bondy, 56.
Bouilhet (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
Bouillet, r. Notre-Dame-des-Victoires, 26.
Bouis, négociant, rue du Mail, 74.
Boulenger, fab. de fayence, à Choisy-le-Roy.
Bouley, de l'Institut, inspect. général des Ecoles vétérinaires, Boul. St-Michel, 50.
Bouley (M^{me}), rue de la Ferme-des-Mathurins, 46.
Bouley (M^{lle} J.), rue de la Ferme-des-Mathurins, 46.
Bouley (oncle), membre du Conseil d'escompte de la Banque, r. Marignan, 44.
Boumard, chef d'inst. r. Garancière, 45.
Bourcart, filateur, à Guebwiller. (H.-Rh.).
Bourdon, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
Bourdon (H.), rue de l'Échiquier, 30.
Bourdon (E.), fabricant de colles fortes, à Château-Renault (Indre-et-Loire).

Bourgeois Roques, produits chimiques, à Ivry, près Paris.
Bourgoin, rue Lafayette, 126.
Bournat, avocat, rue Jacob, 20.
Bournazet (bijoutier), r. du Temple, 120.
Bourreau, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
Bourreille (de), secrétaire général du ministère des travaux publics.
Bousquet frères, fab^{re} à Mazamet (Tarn).
Boutarel, rue de l'Arcade, 18.
Boutet (M^{me}), avenue d'Eyleau, 56.
Boutet, négociant, rue Lesueur, 45, avenue de l'Impératrice.
Boutillier (Jules), toiles d'emballage, à Allery (Somme).
Boyer (J), direct. de l'imprimerie Paul Dupont, rue J.-J. Rousseau, 45.
Boyer et Rolland, fondeurs, rue de l'Asile Popincourt, 40.
Bouyer Cohadon et C^{ie} (Association), rue Monge, 12.
Brac de la Perrière, avocat, rue du Plat, à Lyon.
Brault, maître de forges, boul. Richard-Lenoir, 6.
Bray (de), commis principal au bureau de bienfaisance du 5^e arrond., r. Jacob, 37.
Bréant, rue d'Aboukir, 60.
Bréguet, constructeur mécanicien, quai de l'Horloge, 39.
Breton (Paul), fab. de papiers peints, rue des Grands-Augustins, 49.
Bricard, rue Tiquetonne, 23.
Brieu, fabricant à Mazamet (Tarn).
Brion, rue Basse-du-Rempart, 48.
Brizard, rue Saint-Fiacre, 17.
Brocheton, inspect. des Enfants assistés du Loir-et-Cher, à Blois.
Brogie (Paul de), rue Sofférino, 40.
Brongniart, inspecteur des écoles de dessin, rue Cuvier (au Muséum).
Brou, lieutenant de vaisseau en Cochinchine.
Brunner-Lacoste, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
Brunesseau, fabricant de caoutchouc, rue Saint-Denis, 192.
Brunet, ancien directeur de la Vielle-Montagne, avenue Percier, 8.
Brunox, place Hoche, à Versailles.
Bruzon, fabricant de céruse, usine de Portillon (Tours).
Bucquet, propriétaire, rue Poussin, 32.
Bucquet, inspect. général des Œuvres de bienfaisance, r. Saint-Arnaud, 6.
Bunel, négociant, rue Radziwill, 37.
Burat, rue Lafayette, 46.
Burgeat, filateur, à Amiens.
Burgun (M^{me}), à Meysenthal.
Burgun, directeur-gérant des verreries de Meysenthal (Moselle).
Burnat (Emile), à Mulhouse.
Busengens (Gustave) fils, à Crefeld (Prusse rhénane).
Butenval (comte de), r. de Miromesnil, 34.
Cabibel (L.), prop. à Mazamet (Tarn).
Cabibel (J.), fab. à Mazamet (Tarn).
Cabin, rue Rambuteau, 52.
Caboche et Grimault, négociants, 48, r. des Marais.
Cadet (Ernest), doct. en droit, au ministère de l'Inst. publ., r. Vanneau, 56.
Gadou, courtier d'assur., r. Drouot, 44.

Caffarel et Darolles, négociants à Cette (Hérault).
Cahen d'Anvers, banquier, 148, rue de Grenelle.
Cail, ingénieur-mécan., quai de Billy, 48.
Caille (F.), fab. de tissus, à Amiens.
Caillot, ing. civil, r. de Sèvres, 240.
Caillot, orfèvre, rue des Moulins, 20.
Calla, memb. de la Chambre de commerce de Paris, 8, r. des Marronniers, à Passy.
Callebaut, fab. de machines à coudre, boul. Sébastopol, 405.
Callon, propriétaire, r. Laffitte, 5.
Callon, ing. des mines, r. de l'Odéon, 9.
Callot (M^{me} v^e), r. Caumartin, 49.
Callou, dir. de la C^{ie} de Vichy, r. Drouot, 2.
Callou, ferm. des Eaux, à Vichy (Allier).
Cambrai (de), chef de direction à l'Assistance publique, pl. de l'Hôtel-de-Ville, 3.
Camus, fabricant de produits chimiques, rue Barbette, 2.
Camus (fils aîné), rue Barbette, 2.
Camus (fils jeune), rue Barbette, 2.
Cancuill, fab. d'amorce, 22, r. Béranger.
Candelot père, r. du faub. St-Denis, 448.
Canonge, directeur de la Tutelle, rue des Fontaines-du-Temple, 5.
Canson et Montgolfier, de Vidalon-les-Annonay, rue de Palestro, 29.
Cant (L.), r. des Francs-Bourgeois, 39.
Cantagrel Dupontès (J.), architecte, rue de Copenhague, 6.
Capponnier, rue Billaut, 15.
Carcassonne (M^{me} v^e C.), fils, vêtements confectionnés à l'Isle (Vaucluse).
Carcenac, r. Neuve-des-Capucines, 20.
Cardelliac, orf.-coutel., r. de Rivoli, 91.
Carlhain, nég., r. du Sentier, 26.
Carmouls-Houlès, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson (père), filateur, boulevard Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (H.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (P.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{lle}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.
Cartier Bresson (Louis).
Cary, nég., rue du Grand-Chantier, 7.
Casella, boulevard Sébastopol, 107.
Castel (E.), m^d de soies, à St-Etienne.
Castellino, courtier en sucres, place de la Bourse, 42.
Casthelaz, fabricant de produits chimiques, r. Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, 49.
Castor, entrep. de trav. pub., 71, r. de Monceau.
Cavallé-Coll, f. d'org., av. du Maine, 45.
Cavaré (P.), manuf., 27, b. Poissonnière.
Célerier, nég., r. Bonaparte, 8.
Cerfbeer, agriculteur, ferme d'Aubervilliers, par Sarrebourg (Meurthe), ou rue de Morny, 9.
Chabert et C^{ie} (J.), à Chomerac (Ardèche).
Chabrier (E.), ingénieur, avenue du Coq, 4, rue Saint-Lazare, 99.

Chabrier (L.), av. de la Reine Hortense, 5.
Chabrol (H.), président du Conseil des prud'hommes, à Limoges.
Chagot (aîné), négociant plumassier, rue de Richelieu, 73.
Chagot, dir. de laci^es mines de Blanzv., boulevard Haussmann, 55.
Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 25.
Chambon-Lacroizade, fab. de fers à repasser, 186, faub. St-Denis.
Chambre des Notaires, pl. du Châtelet.
Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.
Chambre syndicale du Bâtiment, rue Joséphine, 14, à Lille.
Chambre syndicale des Entrepreneurs, à Angers.
Champonnois, ingénieur civil, 8, rue de la Jussienne.
Chapelain, facteur d'orgues aux Andelys (Eure).
Chapon, à St-Etienne (Loire).
Chappotian, négociant, rue Linné, 9.
Charbonnier, bandagiste, 376, rue St-Honoré.
Chardin, m^d de soies, 173, r. St-Denis.
Chardin-Hadancourt, 16, b. Sébastopol.
Chardon (Ch.), imp. en taille-douce, 30, rue d'Hautefeuille.
Charlier, dir. des ardoisières de Caumont-Léventé, (Calvados).
Charmet aîné, nég., 22, r. de Châteaudun.
Charmet (J.), nég., 22, r. de Châteaudun.
Charnelet (père et fils), apprêteurs d'étoffes, 98, rue Oberkampf.
Charnacé (C^{esse} de), avenue de St-Cloud, 38, à Versailles.
Charpentier, horloger, 52, Palais-Royal.
Charrière, 6, Pl. de l'Ecole-de-médecine.
Chartreux (des) de la grande Chartreuse.
Charvet, memb. de l'Union nationale, 49, rue Auber.
Chatenoud, fabricant de bronzes, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 27.
Chatillon (de), rue du Temple, 54.
Chatin, professeur à l'Ecole de pharmacie, rue de Rennes, 129.
Chauchat, boul. Haussmann, 121.
Chaulin, 52, avenue de Paris, Versailles.
Chaumette, fab. de tapis de sparte, r. Charlot, 7.
Chausson (E.), négociant en vins de Champagne, à Epernay.
Chauveau-Lagarde, passage Sainte-Marie, 3, rue du Bac, 66.
Chaysson, boul. de Sébastopol, 109.
Chedieu, avocat, r. du 29 Juillet, 40.
Chenal (E.), fab. de tissus à Saint-Die (Vosges).
Chevalier de la mais. Chevalier Cheylus, 61, quai de Grenelle.
Chevalier (Michel) membre de l'Institut, av. de l'Impératrice, 27.
Chevé, chez M. Gouin, banq. à Tours.
Chiris (E.), à Grasse (Var).
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse (Var).
Chocquel, fab. de tapis, 18, r. Vivienne.
Christoffe, orfèvre, r. de Bondy, 56.
Cibiel (Th. père), propriétaire, rue Saint-Lazare, 97.

- Cibiel** (Th. fils), rue Saint-Lazare, 97.
Cibiel, administrateur, 24, av. Gabrielle.
Claude et Pêcheur, filateurs, à Celles-sur-Haine (Vosges).
Claudon (Th.), ancien notaire, quai de Béthune, 26.
Claudon (G. fils), p^{re}, rue Béranger, 6.
Claudon (M^{me} G.), rue Béranger, 6.
Claudon (B.), ad^r, place Royale, 4.
Claudon (M^{me} G.), place Royale, 4.
Claudon, (G.), ad^r, place Royale, 4.
Clausse, fabricant de brosses, rue Saint-Martin, 194.
Clavier, doreur sur métaux, 29, rue des Gravilliers.
Claye, parfumeur, 347, r. St-Denis.
Claye, imprimeur, r. Saint-Benoît, 7.
Clemandot, fabricant de terres cuites, 48, rue Brochant, à Clichy.
Clerc (J.) Comm. en marchandises, 45, r. d'Hauteville.
Clerc (fils), de la m^{me} Clerc Kayser et C^e, au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.
Clermont (de), 41, rue Barbette.
Clermont (de) nég., membre de la commission des valeurs de douane, rue Richer, 40.
Clermont (Th. de), boul. St-Michel, 8.
Clostre, négociant de la maison Charles Garnier, rue des Francs-Bourgeois, 58.
Clotilde (la princesse).
Cobus (L.), à Lunéville (Meurthe).
Cochin, de l'Inst., rue de Grenelle, 98.
Cogniet, négoc., fab. d'huile de pétrole, r. de la Chaussée-d'Antin, 23.
Cohn (A.), prés. de l'Œuvre des Apprentis israélites, r. Richer, 42.
Cohn (E.), passementier, 48, r. Turbigo.
Coignet, 38, rue de Rome.
Colard (M^{me} V^e), à Marseille.
Colcombet, fab. de rubans, à St-Etienne.
Collard (B.), fondateur de l'Ecole professionnelle au Havre.
Collège de Béziers (Hérault).
Collège Rollin, rue Lhomond.
Collège S^{te}-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin (A.), négociant, r. du Sentier, 37.
Collin (Alph.), verrier, 90, r. de Rivoli.
Collin, horloger, 448, rue Montmartre.
Collinot, parc des Prince, boul. d'Auteuil, à Boulogne, 44, Seine.
Combes (frères), banquiers à Mazamet (Tarn).
Combettes, avenue Villars, 10.
Comité de la Confession d'Augsbourg, r. des Arts, 45, à Levallois-Perret.
Compagnie générale d'assurances maritimes.
Conderc, avenue Juillé, à Limoges.
Conneau, docteur, 492, rue de Rivoli.
Cophin's (J.), s. 9, York place, Portman square, Londres.
Copin, syndic au trib. de comm., 47, r. Guénégaud.
Corbin (H.), rue Lafayette, 78.
Cornudet (Michell), 23, rue de la Chaise.
Corrad (T.), Grande-Rue, à Boulogne-sur-Seine.
Corrad (A.), rue de Monsigny, 47.
Cortadan (M^{me}), 39, faub. Poissonnière.
Cossé, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.
Cosserat (fils), manufacturier, r. Saint-Martin, à Amiens.
Coste, anc. nég., 4, r. Grange-Batelière.
Coster, 17, rue de Châteaudun.
Cottin, rue de Morny, 8.
Coulon, membre de la Comm. des log. insal. boul. Haussmann, 104.
Coulonges (de), direct. de l'orphelinat d'Antin, r. Vavin, 36.
Courcelles (de), inspecteur général de l'imprimerie et de la librairie, rue de Beaune, 1.
Courcy (de), dir. de la c^{ie} d'assurances générales, r. de Richelieu, 87.
Courtade (l'abbé), 4, r. Folie-Méricourt.
Courtois, fab. de cuirs vernis, rue Bergère, 26.
Courvoisier, 126, rue Lafayette.
Cousin, Bibliot. à l'Arsenal, r. de Sully.
Cousin (M^{me}), à Villefranche-en-Rouergue.
Cousin (M^{me}), rue de Rivoli, 190.
Costé, entrepreneur de travaux publics, quai des Célestins, 46.
Couturier, chez M. Durand, fr., à Vézille.
Couturier, boul. du Prince-Eugène, 53.
Couturier (M^{me}), rue Bleue, 49.
Créhangs, comm^{re}, place Royale, 12.
Crété, imprimeur à Versailles.
Creusot (du), compagnie des forges.
Croizier-Baudier (comte de), rue de Turin, 45.
Cros, fabricant à Mazamet (Tarn).
Cubain (A.), 49, b. du Prince-Eugène.
Cunin-Gridaine, manufacturier à Sedan.
Cuntoli (l'abbé de), vicaire général, palais archiepiscopal.
Cuvillier, nég., r. de la Paix, 46.
Cuyver-Bresson, 86, boul. Sébastopol.
Dagron, photographe, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66.
Daguin, nég^{re} en sels, r. Geoffroy-Marie, 5.
Daliphard, à Radepond (Eure).
Dallemagne, prop., q. des Orfèvres, 6.
Dames de S-Joseph, au Puy.
Danset, fil., à Marçq-en-Barœul (Nord).
Darblay (jeune), rue de Rivoli, 456.
Darblay (P.) fils, rue de Rivoli, 86.
Darroux, rue Condorcet, 60.
Dassonville et Phalempin, manufact. à Halluin.
Daubrée, membre de l'Institut, rue de Grenelle, 91.
Dauddrée, rue de Rivoli, 474.
Daumas, rue Oberkampf, 22.
Daumas (M^{me}), rue Oberkampf, 22.
Dauphin, nég^{re}, à St-Etienne (Loire).
Dauase, juge suppléant, rue S-Fuscien, à Amiens.
Dautremet, filateur, à Lille.
Daux, bijr. Gal. Montpensier, Pal.-Royal.
Davanne (A.), rue Neuve-des-Petits-Champs, 82.
David (André), à Saint-Etienne.
David Trouiller et C^e, rue du Sentier, 27-29.
David (J.), rue Ste-Anne, 50.
Davillier, Président de la Chambre de commerce, rue Roquépine, 14.
Davillier (M^{lle} Léonie), rue Neuve-des-Mathurins, 88.
Davillier (L.), avenue Percier, 40.
Davin, filat. de laines, rue Albouy, 25.
Dazet, avoué, quai de la Mégisserie, 20.

Debain, fab. de pianos, place Lafayette.
Decaux, r. Notre-Dame-des-Champs, 107.
Decaux, boul. Montparnasse, 172.
Defonds, nég. en toiles, r. Mercière, 40, à Lyon.
Deferges, passem., r. Saint-Sauveur, 4.
Degenetais frères, à Bulbec (Seine-Infre).
Degermann (E.), tiss., à Ste-Marie-aux-Mines.
Degousse, batteur d'or, Faubourg-Saint-Martin, 147.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Dehaynin, Faubourg-Saint-Martin, 188.
Dehais, r. d'Amsterdam, 80.
Deieuil, fab. d'instruments de précision, rue du Pont-de-Lodi, 6.
Dejean, orfèvre, r. du Cloître-N.-Dame, 20.
Delafontaine, rue Amelot, 108.
Delage, r. Bonaparte, 108.
Delagrave, édit., rue des Ecoles, 78.
Delalain, imp., rue des Ecoles, 76.
Delangre, filateur, à Armentières (Nord).
Delaporte (M^{lle}), artiste au théâtre du Gymnase.
Delassus Famechin et fils, à Amiens.
Delannay (A.), sténographe, avocat, rue de Tournon, 20.
De la Vallée, r. de Rambuteau, 37.
Deléaze, avocat, rue de Turbigo, 18.
Delerot, boulevard de la Reine, 113, à Versailles.
Delessert (E.), r. Raynouard, 17 (Passy).
Delettrez, rue Charlot, 62.
Delettrez, parfum., rue d'Enghien, 11.
Delharpe, teinturier-apprêteur, à Tarare.
Délicourt, Faubourg Saint-Honoré, 43.
Dellisle, archit., Gr.-rue, à Boulogne, 85.
Delputte, insp. du travail des enfants, à Tourcoing.
Delvaile, rue de la Douane, 13.
Delyincourt, verrier, avenue de Paris, à St-Denis, à Paris, boul. Magenta, 148.
Demeyère, grav., rue d'Argout, 67.
Demougeot, avocat, boulevard Haussmann, 73.
Deneuville, rue Oberkampf, 22.
Denière (M^{me}), boul. Malesherbe, 29.
Denis, court. en vins, port de Bercy, 10.
Dequoy et C^e, filateurs, à Lille.
Derbann, direct. de la C^e d'assurances maritimes, place de la Bourse, 5.
Deren (H.), fab. de toiles, à Armentières.
Dernis, com^{re}-pris., r. d'Hauteville, 72.
Deroche, prop., av. de la Tourelle, à St-Mandé.
Derriez, fondeur en caractères, rue N.-D.-des-champs, 12.
Derval, artiste au théâtre du Gymnase.
Deschamps, de la maison Dupont et Deschamps, à Beauvais.
Descamps, m^d de charbon, rue de la Ferme-des-Mathurins, 8.
Des Essarts, r. François 1^{er}, 48.
Desfontaines, horloger, Galerie Montpensier, 13 (Pal.-Royal).
Desfourneaux, associé de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 41.
Deshayes, nég., boul. des Italiens, 27.
Désir (M^{lle}), 41, r. Jacob.
Desnoix (M^{lle}), r. du Temple, 22.
Desnoix, pharmacien, rue du Temple, 22.
Destors, boul. St-Michel, 95.

Desvernay, rue de Rivoli, 83.
Detouche, horloger-bijoutier, rue Saint-Martin, 230.
Deutsche, négoc., rue de Flandre, 103.
Devalois, Rég^t de la Banque, r. Joubert, 31.
Devinck, manuf., rue St-Honoré, 175.
Dheur, rue du Val-de-Grâce, 9.
Didier (Jean), de la Cristallerie de St-Louis, rue de Paradis-Poissonnière, 30.
Didot (P.), membre du tribunal de commerce, rue des Saints-Pères, 8.
Diémer (E.), à St^e-Marie-aux-Min. (H^e-Rhin).
Dietz-Monin, de la maison Monin, rue du Château-d'Eau, 11.
Dietsch, à Liepvre (Haut-Rhin).
Dillé, ch. de div. au min. des trav. publ., r. de Bourgogne, 5, à Meudon.
Doistan père, négoc., boul. du Prince-Eugène, 60.
Doistan fils, boul. du Prince-Eugène, 60.
Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
Dollfus (B.), manufacturier, à Dornack.
Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (E.), coloriste, à Dornack.
Dollfus (Galine), à Mulhouse.
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dommartin, rue des Petites-Ecuries, 13.
Donnon, rue de la Chaussée-d'Antin, 53.
Doranges, r. de Bagnollet, 96 (Charonne).
Dorvault, direct. de la pharmacie centrale des pharmaciens, rue de Joux, 7.
Doucet, rue de la Paix, 21.
Douniol (Ch.), éditeur, r. de Tournon, 29.
Drapier, bandagiste, rue de Rivoli, 4.
Dreyfus (P.) et C^e, à Mulhouse.
Dreyfus (E.), nég., r. d'Aboukir, 80.
Dreyfus (L.), nég., à Cette (Hérault).
Drouet, banquier, à Mazamet (Tarn).
Drouin, négociant en drogueries, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 24.
Drouin de Lhuys, r. François 1^{er}, 47.
Droulers Agache, filateurs, à Lille.
Drumont-Baxler et C^e, filateurs, à Lille.
Dubaut, rue de Rivoli, 20.
Duboc, cité Malesherbes, 6 ter.
Dubochet, prés. de la comp. du gaz, rue Condorcet, 6.
Dubois, nég., r. de Provence, 46.
Dubois, ministre d'Haïti, à Port-au-Prince, rue Blanche, 35.
Dubonnet, r. Ste-Anne, 49 bis.
Duboso, fab. de bois de teinture, au Havre.
Dubourguet, rue Saint-Jacques, 24.
Dubrunfaut, chimiste, ruelle des Meuniers, 6, à Bercy.
Dubufe (E.), rue d'Almale, 15.
Ducel fils, Faubourg-Poissonnière, 26.
Ducellier, insp. d'ins. prim., 4, r. de Lille.
Duchesne Fournet (M^{me}), à Lisieux).
Ducholet, président de la Société des fab. et artisans, rue de la Verrerie, 2.
Ducloux, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.
Ducommun (J.) et C^e, à Mulhouse.
Dufau (M^{me}), rue Royale, 26.
Dufé, avenue Friedland, 3.
Dufour (M^{me} L.), avenue Montaigne, 2.
Dufourmantelle, boul. Magenta, 135.
Dufresne, statuaire, à Étampes.
Dulac (L.), manufacturier à Lille.
Dulac, fab. d'engrais, ing. des arts-et-métiers, r. d'Hauteville, 65.
Dulfoy, à Moscou.

Dulfo, à Moscou.
 Duluat, ancien négociant, rue de Magenta, 12 (Auteuil).
 Dumas, secrét. perpét. de l'Acad. des Sciences, rue Saint-Dominique, 69.
 Dumas (A.) fils, av. de Wagram, 120.
 Dumas (M^{me}), rue Saint-Dominique, 69.
 Dumas Gardeux, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 17.
 Dumery, ingénieur civil, boulevard des Batignolles, 24.
 Dumoulin Froment, fab. d'instruments de précision, r. N.-D.-des-champs, 85.
 Dumoulin-Froment (M^{me}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
 Dumoulin-Froment (M^{lle}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
 Dumoustier, dir. du commerce intérieur au minist. de l'agriculture et du comm.
 Dupin (baron Ch.), membre de l'Institut, rue du Bac, 118.
 Duplay et Repelin, marchand de soieries, à Lyon.
 Duponchel, maître verrier, à Sars-Poteries (Nord).
 Dupont (P.), imprimeur-typographe, rue Jean-Jacques-Rousseau, 45.
 Dupont de l'Eure, à l'Ecole d'architecture, rue d'Enfer, 59.
 Dupont, Inspecteur du trav. des enfants du département du Nord, à Lille.
 Dupont et Deschamps, fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
 Dupont et Dreyfus, mait. de forges, à Ars-sur-Moselle.
 Dupuis, notaire, à Château-Thierry.
 Dupuy de Lome, rue St-Honoré, 374.
 Duquesnay (l'abbé), curé de Saint-Laurent, Faubourg-Saint-Martin, 119.
 Durand (Horace), fabricant de pailles, rue des Petites-Ecuries, 7.
 Durand (A.), manufacturier, à Tours.
 Durand frères, fab., à Mazamet (Tarn).
 Durand frères, r. de l'Arbre-Sec, à Lyon.
 Durand, courtier, à Certe (Hérault).
 Durangel, chef de division au Ministère de l'Intérieur.
 Dureau, dir. du Journ. des fab. de sucre, boulevard Magenta, 99.
 Durenne, Constructeur, à Suresnes.
 Durney, à Nanterre (Seine).
 Durouchoux, nég. r. du Bac, 94.
 Druny, r. de Rennes, 82.
 Dusacq, éditeur d'estampes, boulevard Poissonnière, 44.
 Dussautoy, r. Rochechouart, 63.
 Duval (V.), rue d'Argout, 18.
 Duvelleroy, éventailiste, passage des Panoramas, 17.
 Duvergier, rue des Saints-Pères, 9.
 Duvergier (A.), ingénieur-constructeur, rue Saint-Cyr, à Lyon (Vaise).
 Duvergier, sec. gén. de la préf. de pol.
 Duvivier (L.), docteur de la Commission des logements insalubres, rue de la Ferme-des-Mathurins, 28.
 Ecole Centrale des Arts-et-Manufactures.
 Ecole des Arts-et-Métiers d'Aix.
 Ecole des Arts-et-Métiers d'Angers.
 Ecole des Arts - et - Métiers de Châlons.
 Ecole des Mines, boul. St-Michel, 60.

Ecole des Mineurs de St-Etienne.
 Ecole des mineurs d'Alais.
 Ecole des Ponts et Chaussées, rue des Saints-Pères.
 Ecole d'Horlogerie de Cluses.
 Ecole Normale supérieure, à Paris.
 Eichens, constructeur d'instruments de précision, rue d'Enfer, 77.
 Elambert, rue de Londres, 23.
 Elèves du lycée Louis-le-Grand, rue Saint-Jacques, 123.
 Elèves du pensionnat des frères de Passy, rue Basse, à Passy.
 Elèves de l'Ecole libre des R. P. Jésuites, rue de Vaugirard.
 Elle Baille, président de la chambre de commerce, à Nancy (Meurthe).
 Engel Dollfus, à Mulhouse.
 Engel (Gustave), à Mulhouse.
 Engel Gros, à Mulhouse.
 Erdeven, avocat, rue Barbetta, 3.
 Erlanger (Michel), place Royale, 9.
 Escaille et Montholon (de l'), rue d'Aboukir, 68.
 Essique, rue de Turenne, 80.
 Estelle, inspecteur du travail des enfants, à Mazamet (Tarn).
 Fabre (Paul), procureur général près la Cour de cassation, rue Jacob, 3.
 Faconnet, graveur, rue Mandar, 1.
 Falize aîné, rue Montesquieu, 6.
 Faniand, courtier, à Certe (Hérault).
 Faranssohn, r. Paradis-Poissonnière, 40.
 Farcot, mécanicien, à Saint-Ouen.
 Faure Baulieu, fabricant d'outates, rue de Tanger, 18 et 20 (Villette).
 Fauvelle Delebarre, fab. de peignes de caoutchouc, boul. Bonne-Nouvelle, 10.
 Favard, rue d'Aguesseau, 18.
 Favart (M^{lle}), de la Comédie française, r. des Ecuries-d'Artois, 22.
 Favé, général, commandant de l'Ecole polytechnique, rue Descartes, 21.
 Favier, fleuriste, rue des Jeûneurs, 27.
 Fay (de), agent de change, rue des Moulins, 21.
 Feil, f. de verres d'optique, r. des Fossés-St-Marcel, 56.
 Féray, filateur, à Essonne.
 Père, vice-président de la Chambre de commerce, rue Halévy, 12.
 Féron Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille.
 Ferrières (Sylvestre de la), syndic des courtiers de commerce, rue Blanche, 8.
 Festugières, auditeur au Conseil d'Etat.
 Feugères, courtier de commerce, place de la Bourse, 15.
 Février fils, rue Bayard, 7.
 Flavelli, Empl. au minist. des finances, r. Taranne.
 Fleutiaux, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 62.
 Fleury, teinturier, membre du Conseil municipal, à Amiens.
 Flobert, archit. vérif., rédac. technique du journal des Bâtiments, b. St-Michel, 7.
 Flour, directeur du patronage d'apprentis, à Boulogne-sur-mer.
 Fluhr (H.), à Mulhouse.
 Fontaine (C.) av. de Paris, à Versailles.
 Fontaine, boulevard Beaumarchais, 98.
 Forcade de la Roquette (de), rue Moncey, 9.

Forget, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 44.
Forqueras, ingénieur de la Compagnie du gaz, rue de Laval, 34.
Fortier (G.), tapissier, r. St-Honoré, 290.
Fouhéd Lepelletier, ancien député, rue de Grenelle, 83.
Fouchet (M^{me}), Faub.-Poissonnière, 39.
Fouchet (A.), de la maison P. Fouchet frères, Faubourg-Poissonnière, 7.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, faub. St-Honoré, 43.
Foulonneau, galerie Vivienne, 4.
Fouquet-Lemaire, filateur, à Rouen.
Fouquier, rue de Rivoli, 236.
Fourcade, ancien fabricant, rue d'Amsterdam, 67.
Fourdinois, fabricant de meubles, rue Amelot, 46.
Fourment (B^{re} de), b^d Haussmann, 180.
Fournier frères, tissage à Amiens.
Fournier, place des Victoires, 5.
Fournier, trésor. du minist. de la guerre.
Fournier, filateur, boulevard Voltaire, 8.
Fraisée, princ^l du collège, à Montluçon.
Franchetti (M^{me}), r. Godot de Mauroy, 24.
Franchomme, professeur au Conservatoire de musique, rue Labryère, 10.
Francillon, teinturier, à Puteaux.
Franck et C^{ie}, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Haut-Rhin).
François, fab. de foudres, r. St-Denis, 278.
Franqueville (de), chât. de la Muette, à Passy-Paris.
Frazer, avenue Montaigne, 2.
Frémont Mustel, rue Bertin-Poirée, 44.
Frémy, inventeur d'appareils électriques, place de l'Impératrice, 1, à Lyon.
Frère (M^{me}), rue des Feuillantines, 94.
Frété, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 12.
Fréville (A.), agréé au Tribunal de commerce, boulevard Haussmann, 58.
Fréville fils, étud., b^d Haussmann, 58.
Froger de Mauny, juge de paix de Neuilly, rue Maignon, 40.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetal (Rouen).
Froment-Meurice (M^{me}), rue de la Pépinière, 42.
Froment-Meurice, joaillier, rue Saint-Honoré, 372.
Fromentin (M^{me}), artiste du Gymnase, boulevard Magenta, 32.
Fulerand, principal du collège, à Lunel (Hérault).
Fumouze frère, pharm^{ce}, à Saint-Denis.
Fumouze fils, boulevard Magenta, 89.
Fuzier (Constant), avocat, rédacteur en chef du *Bâtiment*, pl. Dauphine, 27.
Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 115-117.
Gaillard (M. le Président), à Beauvais.
Gaillard, fabricant de trousse de voyage, rue du Temple, 151.
Galante, fabricant d'appareils en caoutchouc, rue de l'Ecole-de-Médecine, 28.
Galet, rue Saint-Honoré, 117.
Galibert (frères), filateurs, à Mazamet.
Galichon, nég., quai de Béthune, 48.
Gallet, rue de Villejust, 20.
Gandillot, fabricant de tubes en fer, rue Clausel, 22.

Gannal, rue de Seine, 6.
Garby, nég., port de Bercy, 12.
Garby (M^{lle}), rue de Charenton, 250, (Bercy).
Garcin (J.), rue Blanche, 72.
Garcin fils, rue Blanche, 72.
Garcin-Dufort (M^{lle}), rue Blanche, 72.
Garnier (Charles), père, négociant en drogueries, boul. Malesherbes, 39.
Garnier (Charles), fils, rue des Francs-Bourgeois, 58.
Garnier (E.), manuf., rue Daval, 5.
Garrie (A.), fab., à Mazamet (Tarn).
Gau (Elisée), fab., à Mazamet (Tarn).
Gau, filateur, pont de Larn, par Mazamet (Tarn).
Gaudier (M^{me}), boul. Richard-Lenoir, 25.
Gaudonnet, facteur de pianos, rue de Seine, 79.
Gaupillat, f. d'amorces, r. Bambuteau, 50.
Gauthier, docteur, rue de Moscou, 36.
Gautherin (Paul), principal clerc d'avoué, rue Racine, 40.
Gautier, tailleur, membre de la comm. des val. de Douane, r. du Temple, 20.
Gautier Bouchard, fab. de couleurs et vernis, rue du Parc-Royal, 14-16.
Gautier, proviseur au lycée, à Rouen.
Gautreau, boul. Malesherbes, 48.
Gautrot aîné et C^{ie}, r. de Turenne, 80.
Geistadt, négociant, à Colmar.
Gellie, rue Meslay, 47.
Gellé, parfumeur, rue d'Argout, 35.
Gellé (M^{me}), rue d'Argout, 35.
Gelly, filature et tissage mécaniques, à Hustenheim, près Benfeld (Ht-Rhin).
Gendre (C.), r. du Puits Gaillot, à Lyon.
Geneste, fabricant d'appareils de chauffage, rue du Chemin-Vert, 54.
Geoffroy-Saint-Hilaire, Dr du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
Georges (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Etienne.
Gérard, de la maison Aubert et Gérard, fab. de caoutchouc, rue du Théâtre, 105, à Grenelle.
Gérard, gérant de la phie Lamouroux, rue de Rivoli, 136.
Gérard, rue Béranger, 3.
Germiny (comte Eugène de), avocat, r. du Bac, 32.
Gérôme, art. peintre, r. de Bruxelles, 6.
Gerson et Wéber, fab. de nécessaires, rue du Temple, 140.
Getz (S.), négoc., rue d'Hauteville, 26.
Ghesquière-Grimonprez, filateur, rue de l'Espérance, à Roubaix.
Gibert (M^{me} G.), rue Malher, 30.
Gibou, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 10 (La Villette).
Gigot (A.), quai Voltaire, 41.
Gille (M^{me}), rue des Jéneurs, 27.
Gillet (F.) père, à Lyon.
Gillet (F.) fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturier, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Vaucanson, 57.
Gimpel, man., à Echery, près Ste-Marie-aux-Mines (Ht-Rhin).
Gimpel, directeur de l'Ecole israélite à Mulhouse.
Gindre (A.), prop., b. de Neuilly, 85.

Giot, maire de Saint-Denis.
Giraud (H.), employé au Comptoir d'escompte, rue de la Victoire, 86.
Giraudeau et fils, r. des Jeûneurs, 33.
Girault, rue de Montmorency, 40.
Glénard, fab. de filets, Faubourg-Poissonnière, 42.
Gobley, ancien pharmacien, membre de l'Académie de médecine, rue de Grenelle, 34.
Godard Desmarest, président du Conseil d'adm. de Baccarat, r. de Paradis, 30.
Godchaux, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 40.
Godefroy, rue Saint-Denis, 347.
Godillot (Alexis), r. Rochechouart, 54-64.
Godin Lemaire, à Guise (Aisne).
Goffin, Président de la Société des amis de l'Enfance, rue Sauval, 3.
Goguel, pasteur, à Ste-Suzanne, près Montbéliard (Doubs).
Goldenberg, à Zornhoff, près Saverne (Bas-Rhin).
Goldschmidt (Léo), rue d'Aumale, 27.
Gomel, rue des Moulins, 42.
Gonelle, dessinateur en châles, rue du Mail, 6.
Gonelle (Frédéric), rue du Mail, 6.
Gontard, fabricant de savons, rue de l'Ecliquier, 42.
Gosse (fils), marchand verrier, rue de Paradis-Poissonnière, 32.
Gossin (fils), sculpteur ornementiste, boul. Voltaire, 89.
Gossin (M^{me}), rue de la Roquette, 37.
Gouchon, teinturier, à Lisieux.
Gouin (E.), banquier, à Tours.
Gouin, vice-président de la Chambre de commerce, rue Cambacérès, 4.
Gourdault (M^{me}), rue de Lyon, 64.
Goux, rue de Longchamps, 43.
Goy, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
Goyetche, directeur de la compagnie transatlantique, b. de la Madeleine, 47.
Grados, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 412.
Granjean, à Landernau.
Granval, de la ch. de comm. de Marseille.
Gravelin fils, rue de Louvois, 40.
Gréard, inspecteur de l'Académie.
Grellou, nég., rue François I^{er}, 24 et 23.
Gresland, filat., place d'Aligre, 2.
Griffon, nég., rue Saint-Martin, 285.
Grime (Alb.), rue N.-D.-des-Victoires, 42.
Grimenger, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 45.
Grison, teinturier, à Lisieux.
Grison, fab. de literie, Fg-St-Antoine, 2.
Grondard (M^{me}), rue Rossini, 4.
Grognet (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
Grohé, fabricant de meubles, avenue Villars, 4.
Gros (G. G.), à Mulhouse.
Grosjean, rue de la Victoire, 42.
Grosjean (M^{me}), rue de la Victoire, 42.
Grosheintz, à Saint-Pierre, près Barr (Bas-Rhin).
Grosselin, quai de la Mégisserie, 44.
Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 42.
Gruet, de la maison Risler et Gruet, tiss. à Mulhouse.

Gruner, ins. des mines, r. d'Assas, 184.
Gruyer, fabricant de parapluies, rue Sainte-Apolline, 2.
Guastala (M^{me}), rue de la chaus. d'An.
Guérin (E.), fab. de châles, r. Bergère, 42.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 45.
Guerlain (A.), rue de la Paix, 45.
Guerre, rue Cail, 47.
Guengnier, rue du Temple, 459.
Gueurre (M^{me} Ch.), rue Cail, 47.
Guibal, membre de la Chambre de commerce, rue Vivienne, 40.
Guibert, président de la conférence de Saint-Vincent-de-Paul, rue Laffite, 21.
Guichard fils, président du Conseil des Prudhommes, à St-Junien, (H^{te}-Vienne).
Guillaume, imprimeur sur étoffes, rue Napoleon, à Saint-Denis.
Guillemin (A.), rue Vivienne, 43.
Guilleminot, instituteur, à Saint-Denis (Seine).
Guillocheau (Eugène), ouvrier ferblantier, place Royale, 47.
Guillou, nég. en huiles, rue Payée, 43, au marais.
Guinet, fabricant, r. du Griffon, à Lyon.
Guiraud (E.), fab., au Nouvela par Mazamet.
Guiraud, perceuteur, à Mazamet.
Guizot (G.), boulevard Malesherbes, 53.
Gundelach, à Manheim (gr.-d. de Bade).
Guth (frères), à Mulhouse.
Guy, négociant, quai de Valmy, 457.
Guynet, fabricant de baptême, rue du Sentier, 33.
Haas, négociant, fabricant de casquettes, rue du Temple, 74.
Hachette et C^{ie}, boul. St-Germain, 77.
Haffner, filature de coton, à Sainte-Marie-aux-Mines.
Haguelon, nég., rue de Rivoli, 40.
Halluin (Pabbé), directeur du patronage d'Arras.
Halma, vérificateur de travaux en bâtiments, r. Lebergier, à Reims.
Halphen (Ch.), orf^{re}, rue d'Hauteville, 4.
Halphen (J.), rue Le Peletier, 6.
Halphen (S.), rue Taibout, 84.
Halphen (A.), rue Neuve-St-Augustin, 4.
Halphen (G.), rue Drouot, 48.
Halphen (G.), membre de la Chambre de commerce, rue Chaptal, 24.
Hamelin, manuf., av. de Messine, 36.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 26.
Hamon, boul. de Courcelles, 76.
Hardy Milori, fabricant de couleurs, rue des Francs-Bourgeois, 46.
Hardy (E.), doct^r, r. des Sts-Pères, 71.
Hardy (E.), mécanicien, av. de la Motte-Piquet, 6.
Hardy, architecte du Palais de l'Exposition, rue de Grenelle, 69.
Haret, rue de Bruxelles, 46.
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Baignancourt (Marne).
Hartel (E.), nég., r. de Charenton, 250.
Hartel (M^{lle}), rue de Charenton, 250.
Hartmann Liebach, à Mulhouse.
Hartmann Richard et C^o, à Erstern (Bas-Rhin).
Hartog, fab. de boutons, rue Richer, 42.
Haussmann (baron), ancien Préfet de la Seine.

Hayem père, fabricant de chemises, rue du Sentier, 38.
Hayem (J.), avocat, rue du Sentier, 38.
Hayem (C.), rue du Sentier, 38.
Hayem (G.), rue du Sentier, 38.
Hayem (A.), boul. Voltaire, 145.
Heart (A.), bd Malesherbes, 86, (en Chine).
Hélaïn, épureur d'huiles, rue Vieille-du-Temple, 36.
Helouis, passementier pour or et argent, bd Saint-Martin, 55.
Hement, professeur à l'école Turgot, rue Rochechouart, 56.
Hemery (Victor), maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Bresle (Seine-Inférieure).
Hendlé (E.), rue Lepeletier, 22.
Hennequin, rue de Châteaudun, 46.
Hénon aîné, anc. nég., bd St-Michel, 133.
Hénon (V.), pr^e, rue des Deux-Portes-Saint-Jean, 7.
Henon, fils aîné, courtier en marchandises, rue de Marengo, 6.
Henry, contre-maître chez M. Collinot, à Boulogne-sur-Seine.
Hérelle, propriétaire, rue Greffulhe, 8.
Hérice, rue du Parc-Royal, 12.
Héricourt (M^{me}), rue Réaumur, 42.
Hermann, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 92.
Hermier, émailleur, au Bourget.
Hérolt, artiste au théâtre du Gymnase.
Herscher (M^{me}), r. du Chemin-Vert, 34.
Herscher, constructeur d'appareils de chauffage, rue du Chemin-Vert, 42.
Herscher (E.), ingénieur-constructeur, rue du Chemin-Vert, 34.
Hersent, entrepren. de travaux publics, rue de Monceaux, 71.
Hersent (le docteur), r. de Grenelle, 102.
Hertemathe, boul. Saint-Michel, 63.
Hervé Mangon, r. Saint-Dominique, 69.
Hertzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Hibert, comptable, à Gisors.
Hiéland, fab. de fleurs, r. du Caire, 43.
Hiéland (M^{me}), rue du Caire, 43.
Hiéland (M^{lle}), rue du Caire, 43.
Hierstel frères, tissage et filature à Saint-Quentin.
Hodde (de la), avocat, rue Laffitte, 56.
Hoffmann (P. et C^e), fab. de tissus, à Roubaix.
Holland, rue de la Ville-l'Évêque, 5.
Homborg, inspecteur général des Ponts-et-Chaussées, rue Notre-Dame-des-Champs, 105.
Horevitz, rue de Buffault, 21.
Hortemann, filature et tissage, à Haguenau (Bas-Rhin).
Houette, f. de cuirs vernis, r. Richer, 23.
Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
Houzeau, professeur de chimie, à Rouen.
Hubault (E.), rue Saint-Martin, 74.
Hubault, prof. d'histoire au lycée Louis-le-Grand, rue Bonaparte, 13.
Huet (E.), fab. de caoutchouc, rue de l'Échiquier, 30.
Hugla, président du syndicat général du bâtiment, à Bordeaux.
Hugues, parfumeur à Grasse.
Huillard aîné, fab. de drogueries pour teinture, rue Vieille-du-Temple, 15.

Hulmann frères, à Mulhouse.
Hulot, direct. de la fab. des timb.-poste, Hôtel des Monnaies.
Hulot (l'abbé d'), vicaire à St-Ambroise, rue Folie-Méricourt, 4.
Humberger, quai Jemmapes, 310.
Husny-Bey (M. le commandant), rue Violet, 16.
Hussenot, juge au Trib. de Commerce, rue du ail, 1.
Hutter, m^e-verrier, à Rive-de-Gier.
Imbleval (d'), m^e verrier, à Resménil, par Blangy-sur-Bresle (Seine-Inf.).
Isidore Lazare, grand rabbin de France, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 30.
Jabineau, memb. du Comité consult. des arts et manuf., r. du Marché, 2, à Passy.
Isnard (M^{me} G.), à Grasse (Var).
Jacquet, admin. à la Caisse des assur. coopératives, rue des Pyramides, 5.
Jacquiu, mécan., rue d'Enfer, 37.
Jacqz (G.), président. de la Philanthropie commerciale et industrielle du département de la Seine, rue Neuve-Bossuet, 16.
Jammes de Lagoutine (Estelle), prés. de la confrérie de St-Vincent-de-Paul, à Mazamet (Tarn).
Janietels, banq., rue Vivienne, 53.
Jannin (J.) (M^{lle}), rue de Provence, 49.
Japy, de la maison Japy, Martin, Roux, boulevard Voltaire, 3.
Jarrié, Galer. Montpensier, Palais-Royal.
Javal (Léopold), député, r. d'Anjou-St-Honoré, 4.
Javey, nég., rue Saint-Denis, 372.
Jean (Ch.), fabricant de boutons, rue Saint-Saint-Antoine, 246.
Jeanin (le baron), rue de Grenelle.
Jeanty Arnault, m^e de grains, r. des Quatre-Fils, 5.
Jehl, représentant du com^{me} à Mazamet.
Jemot (M^{me}), à Epervay (Marne).
Jérôme David (b^{me}), av. des Champs-Élysées, 73.
Jessé, place de la Madeleine, 13.
Jeuffrain (P.), manufact. à Louviers.
Jeuffrain (A.), ancien président du tribunal de commerce, à Louviers.
Jeuffrain (P.) fils, à Louviers.
Joannès, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 118.
Joinville (de), cité Trévisé, 7.
Joltrois, prés. de la ch., à Bischwiller (Bas-Rhin).
Joriaux (E.), rue Richer, 39.
Jouklair (de la), ing., r. Jean de Bologne, villa Fédor, à Passy.
Jourdan Brives, fils aîné, place Castellane, à Marseille.
Jourdain, rue de Penhièvre, 7.
Juillard et Megnin, à Mulhouse.
Julia, rue Poussin, à Passy.
Julien, anc. dir. du Commerce extérie^{ur} au Ministère de l'agriculture et du commerce.
Junquet, négociant, r. du Mail, 7.
Kemp et Dyson, manufacturiers, à Mill Lane Leicester.
Keuss, cons. des hypoth., à Schelestadt.
Kiéner (Christian), filat. et tiss., à Emmenthal, près Remiremont (Vosges).
Kieulin et C^e, m^r, à St-Marie-aux-Mines.

Klotz, négociant, pl. des Victoires, 2.
Koechlin (J.), rue St-Fiacre, 9.
Koechlin (A.), à Mulhouse.
Koechlin (d'Andiran), à Mulhouse.
Koechlin (Fritz), à Mulhouse.
Koechlin (Charles), à Mulhouse.
Koechlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Koechlin (Schwarz), nég. à Mulhouse.
Koehler (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
Kolle (E.) frères, mécaniciens, rue de Pinkviller, à Strasbourg.
Komar (comte de), rue de Turin, 8.
Kraft, rue d'Hauteville, 6.
Kuhlmann, manufacturier à Lille.
Labbé (E.), maison Labbé Joriaux, rue de Choiseul, 15.
Labelonye, rue d'Hauteville, 21.
Labouret père, r. de la Victoire, 98.
Labouret fils, rue Saint-Lazare, 104.
Labouret (C.), avoc., r. de la Victoire, 98.
Labouret (M^{me} A.), rue St-Lazare, 101.
Lacarrière (E.), fab. d'appareils à gaz, rue de l'Entrepôt, 46.
Lacarrière (E.) (M^{me}), r. de l'Entrepôt, 46.
Lacarrière, rue de l'Entrepôt, 46.
Lachaud, avocat, rue Bonaparte, 41.
Lacour (J.-B.), appréteur, à Ste-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Lacroix, fabric. de couleurs vitrifiables, r. Parmentier.
Lacroix, fab. de pap., r. Mazarine, 60.
Laedrich et C^e (Ch.), à Mulhouse.
Laffitte (P.), rue Chabannais, 8.
Lagarde (l'abbé), vicaire général, palais archiepiscopal.
Lagoutte (J.), mait. de forges, rue des Ardennes, 3.
Lagrenée (M^{me}), rue Portalis, 9.
Laillier, prop., r. Impériale, à Marseillo.
Laisné (Omer), courtier de commerce, rue de l'Echiquier, 30.
Lallemand, manuf. à Sénonex (Vosges).
Lallemand, rue Joubert, 14.
Lamaille (M^{me}), rue de la Ferme-des-Mathurins, 46.
Lambert, rue Godot-de-Mauroy, 4.
Lambry (l'abbé), direct. du patronage de Troyes.
Lamé-Fleury, ingénieur des mines, rue de Verneuil, 62.
Lamoureux, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
Lamy, emballleur, r. St-Denis, 356.
Lance (M^{me}), rue Treillard, 15.
Landon, r. Montorgueil, 67.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Haut-Rhin).
Lang (L.) et fils, manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines.
Lange, fabricant, à Lisieux.
Langénieux (l'abbé), curé de St-Augustin.
Langlois de Neuville, r. d'Amsterd^{am}, 21.
Langlois, fab. de marbres, président du syndicat général, r. Folie-Méricourt, 24.
Langlois, nég. en soies, r. Turbigo, 27.
Lannes (J. C.), m^r, à Agen (Lot-et-Gar.).
Languetin, docteur, r. d'Amsterdam, 33.
Languetin, nég., quai d'Orléans, 44.
Languetin (S.), boul. Saint-Germain, 9.
Lanseigne, admin., rue d'Hauteville, 43.
Lanseigne (M^{me}), rue d'Hauteville, 48.

Lantar, doct. en méd. à Mazamet (Tarn).
Lantrac, ingénieur chez M. Cail, rue Champagny, 5.
Larivière, propr., r. Montesquieu, 8.
La Roche-Joubert-Lacroix, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 10.
Larrey (baron), rue de Lille, 91.
Larsonnier (G.), rue des Jeûneurs, 23.
Larsonnier, à Puteaux.
Las Cases (comte de), rue de la Pompe, à Passy.
Lassource, fabricant, à Mazamet.
Latour, man., r. Montorgueil, 63.
Latry, fab. de couleurs et bois durci, rue du Théâtre, à Grenelle.
Laumaillier père et fils, rue des Deux-Portes-St-Sauveur, 32.
Laumonier, manuf. à Flers (Orne).
Laurent-Richard, rue de Tivoli, 94.
Laurent de Rillé, rue Fontaine-Saint-Georges, 4.
Lauzerand, pasteur, à Mazamet.
Lavaud, nég., r. du Ranelagh (Passy).
Lavaurs, rue Boissy-d'Anglas, 43.
Laveissière (E.), r. de la Verrerie, 58.
Laveissière (Jules), r. de la Verrerie, 58.
Laveissière (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.
Laveissière père, admin. du Comptoir d'escompte, rue de la Verrerie, 58.
Laville, rue du Bac, 79.
Lavoisier (Eugène), filateur de coton, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis.
Lavollée, anc. préfet.
Lazare Lantz, à Mulhouse.
Lebaudy, memb. du conseil municipal, rue de Flandre, 23.
Lebaudy, raff. de suc., r. de Flandre, 23.
Lebègue, rue Bellefond, 4.
Lebel (G.), architecte, r. Pierre-Picard, 5.
Lebel, de la Chambre de commerce, quai d'Austerlitz, 49.
Lebel, prop., boul. Poissonnière, 28.
Le Biban, propriétaire, à Landerneau.
Leblanc (J.), passage du Désir, 6.
Lebon, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 43.
Lebris (M^{me}), boul. Malesherbes, 87.
Lebrun, rue de Beaune, 1.
Lechatelier, ingénieur des Mines, rue Madame, 33.
Leclaire, ent. de peint., r. St-Georges, 44.
Leclaire, Soc. de sec., r. St-Georges, 44.
Leclert (Ch.), notaire, à Charenton.
Lecléro (le docteur), r. St-Lazare, 31.
Leclert, ingénieur de la marine, rue de la Banque, 8.
Leclert, n^t en bois, C^de-Rue, 44 (Auteuil).
L'Ecole des Jésuites (le R. P. recteur de), à Vaugirard.
Lecrosnier (Michel-Louis), fab. de toiles cirées, rue Saint-Denis, 338.
Lecrosnier (Charles), fab. de toiles cirées, rue Saint-Denis, 338.
Ledieu, rue du Cloître-de-l'Horloge, à Amiens.
Ledoux Bedu, à St-Quentin.
Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue Simon-le-Franc, 8.
Lefebvre-Ducatteau, man., à Ronbaix.
Lefèvre, ent. de marb., b. Mémilmont., 87.
Lefèvre (A.), boul. Sébastopol, 60.
Lefèvre-Chabert, chimiste, rue de Charenton, 474.

Lefèvre, fab. de vernis, r. d'Aboukir, 113.
Lefèvre (Ch.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
Lefranc, fab. de coul. r. de Turenne, 64-66.
Lefranc (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 36.
Legavre, boul. de Sébastopol, 60.
Legendre, membre du Conseil municip., rue de Lancry, 17.
Legendre, nég., boul. Beaumarchais, 50.
Legendre, r. Saint-André-des-Arts, 49.
Legentil, membre du Comité consultatif des Arts et Manufact., r. Paradis, 51.
Legoux, à Corbeil (Seine-et-Oise).
Legras, rue Richer, 48.
Legrand (A.), rue de l'Arcade, 22.
Legrand, avocat, rue des Ecoles, 8.
Legrand (A.), rue Bergère, 26.
Lehideux, banq., r. de la Banque, 16.
Lehault, rue de Cléry, 17.
Lelogeais, nég., port de Bercy, 12.
Lelogeais (M^{me}), r. Gallois, 30 (Bercy).
Lely (Jean-Marie), rue des Colonnes.
Lemaigre, rue de Birague, 14.
Lemaignan, fab. de drap à Lisieux.
Lemaire (M^{me}), rue Oberkampf, 22.
Lemaire (M^{lle}), r. Oberkampf, 22.
Lemaire, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
Lemaire Sandras, à l'Isle-Adam (Seine-et-Oise).
Lemaitre Demeistère, manufacturier, à Halluin (Nord).
Lemaréchal (Lucien), rue Chapon, 3.
Lemaréchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.
Lemerclier (V^{ie} A.), quai d'Orsay, 17.
Lemerclier, lithographe, r. de Seine, 57.
Lemoine (M^{me} E.), rue Saint-Hippolyte, 19 ou 29, à Passy.
Lemoine, fabricant de meubles, rue des Tournelles, 17.
Lemoine Montigny, r. de la Tour, 61, à Passy-Paris.
Lemoine Montigny (C.), rue de la Tour, 75, à Passy.
Lemoine-Montigny (D.), rue de la Tour, 75, à Passy.
Lentaigne, notai^{re}, r. Louis-le-Grand, 11.
Lenzeler, boulevard de la Madeleine, 15.
Léon, ancien président de la Société philomathique, à Bordeaux.
Lepic (Aug.), à Sainte-Suzanne (Doubs).
Leplay (A.), place Saint-Sulpice, 6.
Le Pradon (M^{me}), Chaussée de la Muette, 16.
Lequien (A.), professeur à l'école Turgot, rue Turbigo, 69.
Lequien (M^{me} J.), r. des Petits-Hôtels, 19.
Lequien (J.), directeur d'une école de dessin, rue des Petits-Hôtels, 19.
Lereboullet, professeur, pl. du Broglie, à Strasbourg.
Lerechenthal (Haymann), rue de Montmorency, 16.
Lerechenthal, associé de M. Schloss, r. Chapon, 15.
Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de cèruse, à Tours, r. Bourtbourg, 12.
Le Roy, mait. des requêtes au Conseil d'Etat, rue de Havre, 7.
Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Lafayette, 170.
Leroy (M^{me}), château de la Madeleine (Boulogne-sur-Mer).

Leroy, chef d'institution, b. Arago, 95.
Le Roy (Paul), capitaine aux lanciers, avenue de la Motte-Piquet, 10.
Le Roy (Charles), agent de change, rue Boissy-d'Anglas, 30.
Leroy d'Etiolle (R.), docteur, rue de Londres, 30.
Le Roy Dufour, ancien manufacturier, fab. de papiers peints, r. de Paradis, 2.
Leroy-Durand, l. de bougies stéariques, à Gentilly.
Lesage, chef d'instit., r. des Minimes, 12.
Lescot, avocat, en Allemagne.
Letellier-Delafoisse, secrétaire général du créd. fonc. de France, r. de Douai, 13.
Letellier-Delafoisse père, r. Blanche, 59.
Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 112.
Lethière, rue Notre-Dame-de-Lorette, 58.
Letourneur (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
Leuilleux (l'abbé), à Boulogne-sur-Mer.
Levaigreur (F.), r. de Grammont, 16.
Levaigreur (M^{me} F.), r. Grammont, 16.
Levaigreur (M^{lle}), r. de Grammont, 16.
Levaigreur (M^{me}) mère, boulevard Malesherbes, 52.
Levasseur et Lecarpentier, à Lisieux.
Levasseur, prof. de des. r. St-Elisa, 12.
Le Verrier, de l'Institut, rue des Saints-Pères.
Lévrier, s-dir. du Créd. fonc., r. Duphot, 18.
Levillain, administ. au Comptoir d'es-compte, rue Marignan, 16.
Levy, r. de la Roquette, 58.
L'Hermite, fab. de coffres-forts, boul. Beaumarchais, 44.
L'Huillier, nég. en fourr., r. Drouot, 28.
Liébig, Johan à Reichenberg (Bohême-Autriche).
Liebig (M^{me} la b^e), correspondant à Reichenberg (Bohême-Autriche).
Liétard (M^{me}), avenue du Roule, 69.
Lis, fabricant de drap, à Lisieux.
Lycée Bonaparte.
Lyon-Allemand (M^{me} V^e et fils), rue de Montmorency, 13.
Lœwenguth, manufactur., à Strasbourg (Robertsau).
Loiseau (M^{me}), boulevard Magenta, 8.
Lougagne, Faubourg-Poissonnière, 51.
Loreau (A.), r. de la Tour-d'Auvergne, 26.
Lorme (A. de), r. de la Beaume, 4.
Lossier (L.), de la maison Siemens et Halske, à Berlin.
Lossier, monteur en boîtes, rue du Seugot, à Genève.
Loubé frères, filateurs à Laquière, par Mazamet.
Lourde Dourich, filateur à Mazamet.
Lourdel, joaillier, rue d'Hauteville, 52-68.
Lourdes (Ch.), filateur à Mazamet.
Louvell, fab. de cartons, r. Grenétat, 34.
Louvet, président du Tribun. de comm., rue Bergère, 26.
Loyer (H.), à Lille.
Loys (F. de), fil. route de Caen à Rouen.
Loysel, admin. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
Luchaire, rue Erard, 25-27.
Luke-Turner, Deacon street Leicester.
Lung fr., à Moussey, pr. Sémonon (Vosges).
Luquet, courtier en vins, boulevard Beaumarchais, 50.

Lusson, peintre-verrier, r. Laval, 21 bis.
Lutier et C^e, imprimeurs, r. Delaborde, 34.
Maas, dir. de la C^e l'Union, r. de la Banq., 15.
Macé (Jean), à Biblenheim (H.-Rh.).
Maës, f. de crist., c^e des Petites-Ecuries, 9.
Maffre (E.), à Aussillon, par Mazamet.
Maffre (Eiie), maire d'Aussillon, par Mazamet (Tarn).
Magnier, rue des Bourdonnais, 31.
Maignen (Maurice), direct. du cercle des jeun. ouvr., boul. Montparnasse, 102.
Maillard, ancien négociant, cité Malesherbes, 6 ter.
Maillard (M^{lle}), cité Malesherbes, 6 ter.
Maillard (M^{lle} J.), cité Malesherbes, 6 ter.
Maillard (M^{lle} M.), cité Malesherbes, 6 ter.
Maillet, libraire, rue Tronchet, 15.
Maistre, manuf., à Villeneuvevete, par Clermont (Hérault).
Maitre, bij. or, r. des Gravillers, 30.
Malescourt, à Saint-Etienne.
Mallard, fab. de savons, route d'Orléans, 101 (Montrouge).
Mallet (Alph.), de la chambre de commerce, rue d'Anjou-St-Honoré.
Mallet, nég., boul. de la Villette, 34.
Mallet-Bachelier, r. de Médecins, 47.
Mallet (de Saint-Quentin), directeur de la Compagnie des schistes de Colombes, à Colombes.
Malouet (B^{on}), rue Bellechasse, 6.
Malpas-Duché, route d'Orléans, 93.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mandet, pharmacien, à Tarare.
Mannoury, Wolff et C^e, fab. de papiers, r. du Grand-Chantier, 8.
Mansire, nég., rue Caumartin, 9.
Marais (E.), rue Larochehoucauld, 14.
Marbeau, présid. de la Soc. des crèches, rue Joubert, 7.
Marbot (M^{me} la baronne A. de), rue Duphot, 43.
Marcelin aîné, rue de Turbigo, 40.
Marchand, anc. maire, anc. droguiste, rue de Rivoli, 232.
Marchand, verrier, à Saint-Ouen, 6, avenue du Port.
Marchand (E.), nég., rue Chapon, 50.
Maréchal, man., r. de la Chaussée-d'Antin, 27.
Marès, corr. de l'Institut, à Montpellier.
Mares (L.), p^{re}, à Montpellier (Hérault).
Marès (M^{me}), à Montpelier (Hérault).
Marès (Léon), à Montpelier (Hérault).
Marestaing de Mauran (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, boulevard des Capucines, 35.
Marguerin, dir. de l'école Turgot, rue Turbigo, 69.
Margueritte, chimiste, r. St-Honoré, 203.
Mariage (H.), négociant en thés, rue du Cloître-St-Mery.
Mariage (A.), boul. Sébastopol, 6.
Marie, principal du collège de Milhau.
Marie fils, r. Neuve-des-Petits-Champs, 64.
Marienvall, fab. de fleurs, président du Conseil des Prud'hommes, rue Saint-Denis, 354.
Marini, ingr des P^e et Ch^{es}, r. Laroche-Foucauld, 35.
Marjolin (Dr), rue Chaptal, 16.
Marjolin (M^{me} V^e), rue de la Paix, 1.

Marnas, teinturier, à Lyon.
Marozeau, Gsos, Roman et C^e, à Wesseling.
Marqioy, ing. des Ponts et Chaussées, rue de la Tour-des-Dames, 8.
Martel Catala, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Haut-Rhin).
Marti (P.), manufacturier en horlogerie, à Montbéliard (Doubs).
Martin Lebas, orfèvre, rue du Cloître-Notre-Dame, 20.
Martin, à Tarare (Rhône).
Martin, fabricant de literie, boulevard Voltaire, 27.
Martin (Félix), r. Villers, 30 (Ternes).
Martini (M^{me}), rue de Provence, 62.
Martougen, fab. de machines à coudre, boul. de Strasbourg, 57.
Massagnon, anc. phar., r. Perrault, 4.
Masse, avoc., prés. de la Comm. admin. des Arts-et-Métiers, à Strasbourg.
Massières, fabricant d'étain en feuilles, rue St-Martin, 220.
Massignon, rue de la Reynie, 49.
Masquelier fils, au Havre.
Massu (Robert de), manuf., distillateur de mélasse, à Rocourt, St-Quentin.
Massu, avocat, r. Richelieu, 108.
Masurier, armateur, rue d'Aumale, 16, au Havre.
Mathieu, ingénieur au chemin de fer du Midi, r. Casimir-Périer, 27.
Mathieu, ing. pour la manuf. des tabacs, à Dieppe.
Mathieu Dolfus, ad^e, av. Marignan, 4.
Mathieu Plessy, fab. de produits chimiques, boul. St-Germain, 84.
Mathieu fils, manuf., à Ste-Marie-aux-M.
Mathilde (princesse).
Mauguin, rue d'Aboukir, 60.
Maurel (F.), anc. manuf., grand'rué de la Chapelle, 17, (Paris).
Maurice, inspecteur-adjoint du travail des enfants, rue Bonaparte, 44.
May (H.), étud. en droit, r. Thévenot, 44.
May (E.), rue Thévenot, 44.
Mayer, parf., boul. de Strasbourg, 37.
Mayer (Ph.), nég. en métaux, Faubourg Saint-Denis, 108.
Mayeur, nég., rue Linné, 48.
Mayeur fils, nég., rue Linné, 48.
Maymel, boulevard Malesherbes, 35.
Mazaroz-Ribaillier, r. Ternaux-Popincourt, 4.
Meignan, p^{re}, rue du Bac, 40.
Meinsohn, fabricant de tuiles à Cernay (Haut-Rhin).
Méjanel, pasteur, à Mazamet.
Melun (Vte de), r. St-Dominique, 76.
Ménage, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
Menegoz, maison Risler et Menegoz, à Guebwiller.
Ménier, nég. en produits chimiques et pharm., r. Ste-Croix-de-la-Bretonne, 37.
Menuisier (L.), quai Bourbon, 10 (île Saint-Louis).
Méquillet, Roblot et C^e, à Héricourt (Haute-Saône).
Mer, présid. du Conseil des Prud'hom., quai Voltaire, 49.
Méreaux (A.), fab. de coul., r. Sévigné, 52.
Mercier, directeur de la Société d'Ourscamp, par Carlepont (Oise).

Mercier, rue d'Enghien, 48.
Merner de Mérode (C^{te}), rue de Grenelle, 87.
Merruau, rue de Chabrol, 45.
Méry Samson, à Lisieux.
Meys, syndic, boulevard Magenta, 59.
Meys (M^{me}). » » »
Michal, ing. en ch. des ponts et chauss. rue du Regard, 5.
Michaut, b. St-Michel, 81.
Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
Michel, ing^r au cst du Midi à Montpellier.
Michel, négociant, rue Lafayette, 75.
Midocq, fabricant de trousse de voyage, rue du Temple, 451.
Mieg et C^e (Ch.), à Mulhouse.
Migné, r. des Deux-Portes-St-Sauveur, 36.
Migneret, r. des S^{ts}-Pères, 12.
Millaud, directeur du *Petit Journal*, rue Lafayette, 61.
Milled, rue St-Maur-Popincourt, 174.
Milled (M^{me}), r. St-Maur-Popincourt, 174.
Millescamps, boul. Malesherbes, 19.
Millet (Dr), à Tours.
Millet, rue de Saintonge, 26.
Milliot, rue de la Grange-Batelière, 8.
Mimerel et fils, à Roubaix.
Ministre de l'Instruction publique (S. Exc. le), rue de Grenelle.
Miran, président de la Chambre consultative des Arts-et-Manuf., à Mazamet.
Mirault (H.), Fbg-Poissonnière, 23.
Miton, hôtel de Paris, à Vizille (Isère).
Mohler fils, à Obernay (Haut-Rhin).
Moisset, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
Moisson, courtier d'assur. maritime, r. Caumartin, 22.
Molinié, filateur, à Mazamet.
Moll, rue Neuve-de-la-Pelouse, 9.
Mollet Desjardins, rue Henri IV, à Amiens.
Mondolot fils, fabricant d'appareils gazogènes, r. du Château-d'eau, 94-96.
Monduit, plomb., boul. de Courcelles, 86.
Monjean, direct. du collège Chaptal, rue Blanche, 29.
Monnier (F.), maître des requêtes au conseil d'Etat, av. Percier, 19.
Monnier (l'abbé), directeur de l'Œuvre de la jeunesse, à Saint-Etienne.
Monot, maître verrier, à Pantin (Seine).
Montaudon, fab. de ressorts de montres, rue Oberkampf, 13.
Montbazou (M^{me} de), r. Montmartre, 65.
Montchicourt, fabricant de plumes métalliques, r. Vieille-du-Temple, 110.
Montgolfier, fab. de pap., r. Palestro, 39.
Monthiers, chez M. Alabarbe, rue des Lombards, 33.
Montsarrat, méd. des enfants, à Mazamet.
Moreau père, du conseil général de l'Aisne, r. de la Victoire, 98.
Moreau fils, juge au Tribunal de commerce, r. de la Victoire, 98.
Moreau (M^{me} E.), r. Joubert, 35.
Moreau (P.) père, r. de la Victoire, 98.
Moerau (P.), rue de la Victoire, 98.
Moreau (M^{me} F.), r. de Londres, 29.
Moreau (M^{me} A.), r. de Londres, 29.
Moreau (A.), rue Saint-Georges, 3.
Moreau-Chaslons fils, b. Haussmann, 93 bis.

Morel, manuf., à Melun-s-Yèvre (Cher).
Morel, propriétaire, à Ville-Paris (Seine-et-Marne).
Morel, fab. d'amidon, au Vert-Galant, près Saint-Denis (Seine).
Morel-Molsch à Cernay.
Moréno Henriquez, r. de la Douane, 4.
Morin (E.), rue Larochefoucauld, 14.
Mornand (J.), entr., à Vizille (Isère).
Motte (A.), teint.-apprêteur, à Roubaix.
Mouchon, graveur, rue Saint-André-des-Arts, 27.
Mouchy (le duc de) fils.
Mouchy (duchesse de), boulevard de Courcelles (Parc-Monceau).
Mouchy (duc de), rue de l'Elysée, 2.
Moullé (L.), rue Saint-Sabin, 66.
Mourceau, rue du Mail, 27.
Moyse, fabricant de brosses, rue de Saintonge, 10.
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.
Muller, ing., fab. de poteries, rue des Martyrs, 19.
Murat (princesse), avenue Montaigne, 2.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (P.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Mutiaux (E.), étud. en droit, r. d'Hauteville, 66.
Najean, manuf., rue de Cléry, 4 bis.
Napoléon Kœnig et C^e, manuf., maison Napoléon Kœnig, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Nattan (Georges), r. de Grammont, 16.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Nélaton (Le D^r), avenue d'Antin, 1.
Neveu (Baron), adm. de la C^e des omnibus, boulevard des Invalides, 16 bis.
Newel, fab. de pap. peints, r. Martel, 5.
Newton Scott (C.), rue Royale-Saint-Honoré, 14.
Niclot (Edm.), nég., rue du Temple, 55.
Nicolle, verrier, à Aubervilliers.
Niel, négociant en tissus de laine, rue du Mail, 27.
Ninet, propriétaire, rue du Transit, 103.
Noël (Ch.), banquier, Faubourg-Poissonnière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.
Noël (C^{te}), rue Neuve-des-Capucines, 22.
Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
Normant, négociant, rue de Rivoli, 57.
Noûe (Vic. de la), r. de Courcelles, 20.
Obenderfer, (H.), rue de l'Entrepôt, 38.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orfè., rue Basse-du-Rempart, 72.
Ogier, boulevard du Temple, 11.
Ogerau, tann., r. des Petites-Ecuries, 30.
Ollivier (Elysée), fabricant de tapis, à Aubusson.
Ollivier (Emile), ex-ministre de la Justice et des Cultes.
Ollivier (M^{me} Emile).
Olombel fils, fabricant, à Mazamet.
Olombel, maire de Mazamet.
Onfroy, rue de Grammont, 13.
Oppermann et Strohl, nég., à Mulhouse.

Orsat, fabricant de céreuse, rue de la Victoire, 29.
Oudry, route de Versailles (Auteuil-Paris), rue Hérold, 16.
Ouvriers de la maison Christoffe et Cie, rue de Bondy, 56.
Pacon, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 70.
Padoue (le duc de), r. de Courcelles, 45.
Pagel, maire de l'île Saint-Denis.
Paillard, fabricant de bronze, rue St-Claude, 8.
Paillard (Elie), fab. de tissus de caoutchouc, rue Rambuteau, 40.
Pallu, rue Taitbout, 63.
Pamar (V.), Notre-Dame-des-Victoires, 42.
Pamar, courtier de commerce, rue de la Victoire, 42.
Paraf (B.), à Mulhouse.
Paraf-Javal, imprimeur sur tissus, à Thann (Haut-Rhin).
Pareau et Cie, clouterie, à Montbéliard (Doubs).
Parent et Lemaire, fil^{rs} de coton à Roubaix.
Parfoury, marbrier, r. St-Sabin, 62.
Paris (Ch.), maître verrier, au Bourget.
Paris (M^{me}), au Bourget (Seine).
Paris (Ch.), au Bourget (Seine).
Pariot-Laurent, prés. de la chambre syndicale de la passementerie, rue du Sentier, 37 bis.
Parisot, rue de la Paix, 26.
Pasdeloup, rue des Petites-Ecuries, 28.
Pasquier, m^d de soies, r. St-Denis, 200.
Pasquier, fabricant de papiers, à Beauchin, par Loulaye-Abbaye (Orne).
Passy (L.), rue de Clichy, 45.
Patinot (Georges), rue du Ranelagh, 25 (Passy Paris).
Paullet, Delanoix et Coulliez, laines et tissus, à Tourcoing et à Roubaix.
Paulmier, député du Calvados, boulevard Poissonnière, 25.
Payen, nég. en soies, rue de Cléry, 9.
Payen (M^{lle}), r. Violet, 77, à Grenelle.
Peghaire, de la m^{re} Froment Meurice, rue Saint-Honoré, 372.
Pellerin (fils), marchand de graisse, rue Quincampoix, 9.
Pelletreau (M^{me}), à Château-Renault.
Pelouze (E.), adm^r de la Cie du gaz, rue de l'Université, 47.
Pelpel, nég., r. du Renard-St-Merri, 40.
Penicaud et Naude, r. des Jeûneurs, 23.
Penon (Henri), Faubourg-St-Honoré, 44.
Penot, Dr de la Société industrielle de Mulhouse.
Pereire (E.), fils, boul. Malesherbes, 88.
Pereire (G.), Faubourg-St-Honoré, 35.
Pereire (E.), ingénieur civil, boulevard Malesherbes, 88.
Pereire (H.), Faubourg-St-Honoré, 35.
Périer (Augustin), propr^e, à Mazamet.
Périer (Ch.), place de la Madeleine.
Périn (Jules), avocat, juge-de-paix, suppléant du 5^e arr., rue des Ecoles, 8.
Péronne, ancien avoué, rue Saint-Honoré, 265.
Perrault-Courtois, rue Lafayette, 41.
Perrier, rue de Marignan, 25.
Perrin (le docteur), membre de la Com. des log. insalubres, r. de Turenne, 68.

Pesler, chimiste, à Valenciennes.
Petau de Maulette, rue Raynouard, 69, (Passy).
Petit (Ch.), négociant en fleurs, rue Neuve-des-Capucines, 9.
Petit (G.), à Louviers.
Petiteau (C.), joaillier, rue Scribe, 1.
Peugeot, manuf^r, à Valentigny (Doubs).
Peyron frères, papetiers, à Vizille (Isère).
Philippeau (Bern.), Président du Conseil des Prudhommes de Romilly-s-Seine (Aube).
Philippi, fab. joaillier, r. de Richelieu, 49.
Philipps, ing. en chef des mines, aven. Montaigne, 48.
Piault (Alfred), fab. de bretelles, rue d'Hauteville, 48.
Picard, éditeur, r. des Petites-Ecuries, 49.
Picault fils, coutelier, r. Dauphine, 46.
Picquefeu (V.), boulevard Sébastopol, 40.
Piednoir, président du Conseil des Prudhommes, à Laval (Mayenne).
Pierre (C.), rue du Château-d'eau, 98.
Pillet, Chef de division au ministère de l'Instruction publique, r. Rougemont, 6.
Pilter, fabricant de machines agricoles, quai Jemmapes, 212.
Pilleuvy, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
Pinard, direct^r du Comptoir d'escompte, rue du Conservatoire, 5.
Pinot et Sagaire, fabricants d'images, à Epinal.
Pinson (Eugène) nég., rue du Caire, 43.
Pitot, fab. de pianos, r. St-Denis, 24.
Piver (L.), à Saint-Maur-les-Fossés.
Piver (A.), boul. Magenta, 8.
Piver (AL), rue du Pont, 36, à Créteil.
Piver, parfumeur, boul. de Strasbourg, 40.
Plarr, teinturier, à Saint-Dié (Vosges).
Plarr Boechler, filat^r, à Haysersberg (Haut-Rhin).
Pleyal Wolff, fabricant de pianos, rue Rochecouart, 22.
Plichon, f^{er} en fer, rue du Chemin-Vert, 99.
Plon, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
Plouvier, direct^r de la Cie d'assurances, place de la Bourse, 8.
Poiret, fab. de fil de laine, boul. de Sébastopol, 27.
Poirier, rue d'Hauteville, 49.
Poirrier, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hauteville, 49.
Poitevin (Ch.), prés. de la chambre consultative, à Louviers.
Pombas, constr^r mécanicien, à Reims.
Pommier (Ch.), fab. de produits chimiques, rue Barbelte, 2.
Ponchain (Victor), à Armentières (Nord).
Ponche et Vasseur, à Amiens (Somme).
Porcher, Directeur de l'école Turgot, rue de Turbigo, 69.
Porquet de Maison-Neuve, receveur économe de l'Asile de Vincennes, à Saint-Maurice, près Charenton.
Portier (l'abbé), direct^r du patronage de Laroche-Guyon.
Portz (M^{me}), à Versailles.
Possoz, rue Bayard, 5.
Poulain de la Dreux, rue Jacob, 41.
Poulot, constructeur-mécanicien, avenue Trudaine, 3.
Poussin (A.), manuf^r, secrétaire de la chambre consultative, à Louviers.

Poussielgue Rusand, rue Cassette, 45.
Pouyer-Quertier, ministre des Finances.
Poyard, Faubourg-Saint-Martin, 458.
Poyard, rue Poissonnière, 21.
Prétavoine, maire de Louviers.
Prestat (M^{me}), à Pontoise.
Prestat, procureur de la République, à Château-Thierry.
Prévot, décorateur en porcelaine, rue Claude Villedaux, 6.
Prévot, place du Louvre.
Prieur de la Comble fils, rue de Rivoli, 79.
Prudon, fab. de produits chimiques, rue de Vitry, à Ivry.
Puech frères, fab., à Mazamet.
Quenot (L.), manuf. fab. de chapeaux, rue Aubriot, 8.
Quesnault, banquier, aux Andelys (Eure).
Quesné (H.), député, r. de Varennes, 88.
Quetelard, directr de l'Ecole Commerciale, avenue Trudaine.
Quevermont (M^{me}), rue Portalis, 9.
Rabeau, rue Lhomond, 26.
Rabois de Boisserolles, directeur du Patronage Saint-Germain, boulevard St-Michel, 79.
Raederer et C^{ie} (J.), à Mulhouse.
Raffy, conseiller d'arrondissement, à Etrépagny (Eure).
Raffy, rue Taranne, 46.
Raguet-Lépine, à Renay, par Peron (Loir-et-Cher).
Raimbert, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg, 49.
Raingo (V.), rue Vieille-du-Temple, 102.
Rallet (A.), propriétaire, à Grenoble.
Ramade, avocat, à Mazamet.
Ramoussset, rue Crétel, 5.
Rapet, rue de la Visitation, 6.
Ratisbonne (E.), boul. Haussmann, 86.
Raynaud, parlum., r. St-Honoré, 207.
Reber (J. G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Regel (de), manuf., filature et tissage, à Lutzelshausen (Bas-Rhin).
Regneau (Paul), à Beaune (Côte-d'Or).
Regneau, anc. brasseur, à Castel (Dijon).
Regnier (J.), rue Vieille-du-Temple, 30.
Renard, rue de Bondy, 66.
Renard, entrepreneur de travaux, rue d'Astorg, 34.
Renault (M^{me}), r. des Saints-Pères, 52.
Renouard, rue de Grammont, 3.
Reuil (l'abbé), à Lyon (Vaise).
Reverchon (Honoré), directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.
Rhoné (Ch.), Faubourg-Saint-Honoré, 55.
Rhoné Pereire (M^{lle}), Fbg-St-Honoré, 33.
Rhodé, nég. en soies, r. du Caire, 2.
Richard aîné, rue de Turenne, 69.
Richard (J.), rue de Tivoli, 6.
Riché (L.), nég. rue de Beizunce, 20.
Richebois, fabricant de pendules, rue Saint-Anastase, 23.
Ricord, tanneur, rue Alibert prolongée Popincourt, 74.
Ricord (Docteur) de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.
Riéder (Amédée), à l'île Napoléon, près Mulhouse.
Riéder aîné, boulevard Magenta, 37.

Riéger (M^{me}), née Palalzky, à Prague (Bohême).
Riess (Charles), fils, fab. de gélatine, à Dieuze (Meurthe).
Rimaillou, fabricant d'allumettes, rue Rambuteau, 20.
Rimmel, parfumeur, boulevard des Italiens, 17.
Riottot, fab. de papiers peints, rue de la Victoire, 42.
Risler et C^{ie}, à Cernay.
Ritteau, filateur de laine, rue St-Maur.
Rivarol (Comte de), r. de Turenne, 39.
Rives (Ulysse) fabricant, à Mazamet.
Rivet, principal du collège de Bagnols (Gard).
Robert, Directeur de la Compagnie l'Union.
Robert et Collin, place de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Robert (V.), à Guebwiller.
Robert-Houdin, boul. Haussmann, 48.
Robin (Ch.), rue Gracieuse, 32.
Robin, directeur du patronage Saint-Joseph, à Versailles.
Robin (M^{me} V^e), place St-Jean, à Dijon.
Robiquet (Paul), rue Madame, 40.
Rochard, de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie, rue du Pont-Neuf, 2.
Roche (Pⁱ) fils, avoué, r. de Grammont, 3.
Rochetaillée (Baron de Vital de), rue Saint-Dominique, 35, ou château de Nantas par Terre-Noire (Loire).
Rohart, fab. d'engrais, r. Legendre, 55.
Rolland, directr g^l des Manuf. de l'Etat, rue de Grenelle, 40.
Rollin, Sous-dir. de la C^{ie} d'assurances: La France, rue de Châteaudun, 24.
Rondeau et Bidault, rue du Château-d'Eau, 78.
Rondelet, chasublier, r. Bonaparte, 74.
Rondillon, ébéniste, r. Caumartin, 9.
Roret, libraire, rue Hautefeuille, 42.
Rose, dir. des ventes de Baccarat, rue de Paradis, 30.
Rosenfeld (Jules), rue Condorcet, 31.
Rosset (M^{me}), boulevard Haussmann, 103.
Rosset, boulevard Haussmann, 403.
Rossi (Le chevalier Alexandre), député au Parlement italien, à Schio (Vénétie).
Rossignol, négociant, à Cette (Hérault).
Rossignol (Fréd.), président de la Société prot. du trav., r. d'Amsterdam, 3.
Roswag et fils, fabricants de toiles métalliques, à Schlostadt (Bas-Rhin).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin, 2.
Rothschild (Baron James-Nathaniel de), Faubourg-Saint-Honoré, 33.
Rottschild (Gustave de), rue Laffitte, 23.
Roucher d'Aubanel.
Rousseau (H.), négociant, rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
Rousseau, fabricant de produits chimiques, rue des Ecoles, 44.
Rousset, boulevard Haussmann, 435.
Rousseil (Gaspard), constructeur-mécanicien, à Mazamet.
Rouvenat, fab. joaillier, r. d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.
Roy, négociant, rue Saint-Florentin, 2.
Rudelle (Théodore), substitut du procureur de la République, à Rambouillet (Seine-et-Oise).

Sahler (L.), filat., à Audincourt (Doubs).
Sahler pasteur, anc. insp. du trav. des enf. dans les man., à Montbéliard (Doubs).
Saint-Claire Deville (H.), r. Madame, 47.
Saint-Mauris (de), r. Saint-Dominique, 33.
Saint-Léger (V.), membre du conseil général de la ch. de comm. de Lille.
Saint-Paul (de), avenue Gabriel, 42.
Saint-Père, architecte, fondateur de la maison de retraite pour la vieillesse, rue Jacob, 4.
Saint-Père (fils), rue Jacob, 4.
Sajou, dessinateur en broderies, rue des Anglaises, 20.
Sakakini (J.), place de la Madeleine, 16.
Sakakini (M.), rue Auber, 5.
Sallandrouze de Lamornais (fils), maire d'Aubusson.
Salleron, fabricant d'instruments de précision, rue Pavée, 24 (au Marais).
Salomon, courtier, à Cette (Hérault).
Sandras, ancien recteur, r. Bonaparte, 45.
Sandras (M^{me}), rue Bonaparte, 45.
Sandt (de), propr., rue de Grammont, 44.
Sangé, administrateur du Bureau de bienfaisance, faub. du Temple, 52.
Sangnier, négociant, r. de Varennes, 36.
Sarrail (A.), président de la chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, rue des Arres, 63, à Bordeaux.
Sarrebourg d'Hauteville, raffineur, à Aubervilliers, route de Flandre, 86.
Sauvage, rue Taibout, 94.
Sauvage, directeur du chemin de fer de l'Est, rue Taibout, 94.
Savart, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 123.
Say, raffineur de sucre, boulevard de la Gare-d'Ivry, 109.
Say (Léon), préfet de la Seine, rue Labryère, 45.
Scellos, fabricant de cuirs, boulevard Voltaire, 74.
Schaffers, à l'usine de Portillon (Tours).
Schaeffer, fabricant de bijoux, rue aux Ours, 64.
Schivarz (M. de), rue Laffitte, 24.
Schloss (W^{me}), rue de l'Entrepôt, 38.
Schloss (Simon), fabricant de portemonnaie, rue Chapon, 45.
Schlumberger (H.), maire de Guebwiller (Haut-Rhin).
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Nord).
Schlumberger Sterner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Schenauser (Daniel), r. de la Banque, 44.
Schoeffer (G.), à Dornach (Mulhouse).
Schoubart (Charles) fils, filateur, à Ste-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin).
Schouller (K.), tisseur, à Geisselbronn (Bas-Rhin).
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.
Séguier (A.), f. de literie, r. Cadet, 24.
Seligmann frères, agents de change, rue Drouot, 4.
Serrurier (Comte), rue d'Argenson, 4.
Seydoux, rue de Paradis, 23.
Sichel (Ed.), boul. de Strasbourg, 105.
Siéber, régent de la Banque, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.) à Mulhouse.

Signal, membre de l'Institut, rue d'Assas, 84.
Simon (J.), place de la Madeleine, 10.
Simon, const. de mach. à St-Dié (Vosges).
Singer (Henri), rue de la Chaussée-d'Antin, 64.
Six Lefebvre fils, filat., à Tourcoing.
Société La Progressive, rue des Rosiers, 33.
Société La Philadelphienne, Epuration d'huile de pétrole, rue de la Chaussée-d'Antin, 45.
Société des houillères de Bonchamp, M. le directeur, (Haute-Saône).
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 17.
Solliac, à Saint-Etienne.
Somasco (Ch.), ingénieur civil, rue du Chemin-Vert, 42.
Sommier fils, raffineur, r. de l'Arcade, 22.
Soudée, négociant, rue de Biron-Saint-Antoine, 222.
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Spémont, lieutenant de vaisseau, rue de Châteaudun, 30.
Sriber, commiss. en articles de caoutchouc, rue de Turbigo, 48.
Stehelin (Ed.), Bitschwiller (Ht-Rhin).
Stehelin frères, filateurs, à la Char treuse, près Strasbourg.
Stein (A.) fab. de cordages, à Mulhouse.
Steinbach Kœchlin et C^{ie}, à Mulhouse.
Steinheil, à Rothau (Vosges).
Steiner (L.) Maison V. L. Steiner et C^e, manufacturier. tissage, à Ste-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Steiner (Ch.), teinture et impression, à Ribeauville (Haut-Rhin).
Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
Stopin (P.), président du Conseil des Tissus, rue Saint-Hippolyte, 43.
Strobel (J.), filateur de laine, à Wasselonne (Bas-Rhin).
Strohl (G.) fils, f. à Ste-Marie-aux-Mines.
Surloppe, directeur de la cristallerie Saint-Louis, rue de Paradis, 30.
Suzor (A.), boulevard Sébastopol, 62.
Tabarin, fab. de limes, Petite-Rue-Saint-Pierre-Amélot, 62.
Tachard, à Nidersmorschwiller.
Tahan, boul. des Italiens, 44.
Tailbouis, manufacturier en bonneterie, rue des Bourdonnais, 39.
Tailbouis (A.), rue Tronchet, 48.
Tailbouis (M^{me}), rue Tronchet, 48.
Tardieu, doct., r. Saint-Honoré, 364.
Tarney, nég., boul. Sébastopol, 36.
Tavernier, trésorier de l'œuvre Saint-Nicolas, rue Neuve-des-Capucines, 20.
Teisserenc (Jules), maire de Lodève (Hérault).
Teissonnière, quai de la Rapée, 44.
Tenré fils, banquier, rue Laffitte, 43.
Terme, député, av. des Ch.-Elys., 47.
Terninck, fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).
Teroud, rue Halévy, 6.
Tesserau, doct., rue de l'Abbaye, 42.
Tessier (F.), nég., Port de Bercy, 12.
Teste, manuf. d'épingles à tête d'émail, à Lyon (Vaise).

- Teutsch** (Ed.), verrerie de Lochberg.
Thénard (baron), de l'Institut, place St-Sulpice, 6.
Thénard (Arn), place Saint-Sulpice, 6.
Thévenot (Arsène), vérifie. des poids et mesures, à Troyes (Aube).
Thibault (M^{me}), r. des Feuillantines, 91.
Thibaudière (de la), propriétaire, rue Monsigny, 9.
Thiboumery, ancien manufacturier, rue de Vaugirard, 190.
Thiébauld (V.), fon. Fau. St-Denis, 144.
Thil, rue du Bac, 140.
Thiriez père et fils, filateurs à Lille.
Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
Thomas, banquier, b^d Haussmann, 103.
Thorel, propriét., rue du Sennet, 44.
Thuret (M^{me}, née Fould), rue de Courcelles, 42.
Thouvenin, directeur de la verrerie de Wallersthal (Meurthe).
Thurneyssem Pereire, Faubourg-St-Honoré, 35.
Tiercinier, représentant de fabrique, r. Thévenot, 46.
Tignet (M^{lle} L.), rue de Douai, 41.
Tignet (M^{lle} M.), rue de Douai, 41.
Tiphaine, bijoutier, quai Bourbon, 19.
Tirant (Gilbert), rue Madame, 43.
Tissier, au Conquet (Finistère).
Tissier, rue de Charenton, 296, Bercy.
Tixier, rue du Pont-de-Lodi, 5.
Toffin, fab. de tulles, à Caudry (Nord).
Tollu, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
Tonnellier, fab. de papier, r. Mazarine, 42-44.
Torchon, rue Jacob, 49.
Touaillon fils, boul. Sébastopol, 72.
Toulouse et Rives, fab. à Mazamet.
Toussaint, maire de Flers (Orne).
Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fab. de tissus, à Sainte-Marie-aux-Mines.
Tourneux, rue Saint-Jean-Baptiste, 8.
Trapps, à Mulhouse.
Tréfousse (Jules), fabricant de gants, à Chaumont (Haute-Marne).
Tréfousse (Julien), fabricant de gants, à Chaumont (Haute-Marne).
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture, rue d'Enfer, 59.
Trelon, rue Desborde-Valmore (Passy).
Tresca, sous-directeur du Conservatoire des Arts-et-Métiers, rue St-Martin, 292.
Tresca, rue d'Aboukir, 44.
Trèves (A.), rue du Sentier, 46.
Trieffus et Ettlinger, r. du Temple, 403.
Trille, syndic au Trib. de Commerce, rue Saint-Honoré, 247.
Trille (P.), rue Saint-Honoré, 247.
Trille (E.), rue Saint-Honoré, 247.
Triqueti (Baron de), prés. du patronage de l'Egl. réformée, rue de Berlin, 8.
Troost, professeur au lycée Bonaparte, rue Saint-Florentin, 46.
Trouillet, rue Jacob, 4.
Truchon frères, rue Guillaume, 1, Ile Saint-Louis.
Truelle, droguiste, r. de la Verrerie, 15.
Tulpin (Const.) et frères, mécaniciens, à Rouen.
Turner (Archibald), manufact., à West Leigh Leicester.
Turpault (Alex.) jeune, tissage, à Cholet.
- Turquetil**, fabricant de papiers peints, boul. Voltaire, 208.
Union (l'), compagnie d'assurances sur la vie, rue de la Banque, 15.
Vacquerel, fabricant de papiers de couleurs, rue Réaumur, 34.
Vafflard, d. des pompes funèbres, rue Alibert, 10.
Valazé, général, à Rouen.
Valentin, nég., quai d'Orléans, 44.
Vallée (O. de), premier avocat général, rue de la Pompe, 153 (Passy).
Valois (de), boul. Malesherbe, 77.
Vaillant (Armand), fab. de confections pour femmes, rue des Tournelles, 4, Faub.-Saint-Antoine, 205.
Vandendorfel, rue Chapon, 3.
Vanderheim, rue Mansart, 6.
Varax (l'abbé de), directeur de Notre-Dame-des-Champs, rue Saint-Aignan, 15, à Angers, (Maine-et-Loire).
Varennnes (M^{de}), av. de la Reine-Hort., 9.
Varin, rue des Bourdonnais, 20.
Varin fils, rue des Bourdonnais, 20.
Vaucher (E.), à Mulhouse.
Vaudeau (Benjamin), red. Gross square 47, E. C. Londres.
Vaudrey, rue des Saussaies, 44.
Vaugeois, b. Montparnasse, 170.
Vaury, boulanger, r. St-Honoré, 400.
Vautrin, bijoutier, r. Montmartre, 157.
Vavin, rue d'Albouv, 25.
Vée (Ch.), r. Vieille-du-Temple, 24.
Vedles, fab. de produits chimiques, rue du Bac-d'Asnières, à Clichy.
Vélin, manufact. de draps à Rambervillers (Vosges).
Vene-Houles, fabricant, à Mazamet.
Verdavaïenne, r. du Grand-chantier, 4.
Verde-Delisle (P.), r. de la Bourse, 42.
Verde-Delisle (A.), r. de la Bourse, 42.
Verdier frères, fabricants, à Mazamet.
Vernes, banquier, rue Drouot, 20.
Vernes, pasteur, rue de l'Hôtel-de-Ville, 7; Batignolles).
Véron (A.), maire de Maison-Alfort, avenue du Coq, 6.
Veyrat père, orfèvre, rue du Château-d'Eau, 34.
Veyrat fils, orfèvre, rue du Château-d'Eau, 34.
Veyrat fils aîné, orfèvre, rue du Château-d'Eau, 34.
Vidal (A.), homme de lettres, à Mazamet.
Vidal (E.), filateur, à Mazamet.
Vidmer, filateur, à Essonne.
Viellard Migeon, forges de Morvillars (Haut-Rhin).
Vignat (Claudius), Bourg-rgental (Loire).
Vignaux (E.), négociant, r. des Francs-Bourgeois, 34.
Viguerie (M^{me}), rue Laborde.
Villamson, quai d'Orsay, 403.
Villemain, boul. Saint-Germain, 46.
Villeminot (J.), faub. du Temple, 70.
Vilmorin (H.), quai de la Mégisserie, 36.
Viol, rue d'Aboukir, 23.
Viot, fabricant de bronzes, boulevard des Italiens, 24.
Vinaugé, fabricant de garnitures de lampes, rue des Gravilliers, 22.
Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.

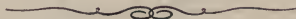
Vintry (J.), memb. de la ch. de comm.,
pl. de la Miséricorde, 2, à Lyon.
Voillereau, rue Chapon, 42.
Wallaert frères, filateurs, à Lille.
Wallerand, teinturier, à Cambrai.
Walcker, rue Rochechouart, 52.
Walter, fabricant de verres de montres,
rue Saint-Martin, 55.
Walther, négociant, à Reims.
Warnier, à l'île St-Denis.
Warsquet, rue du Mail, 23.
Weber et C^{ie}, à Sainte-Marie-aux-
Mines.
Weill, fab. de boutons, rue Bleue, 29.
Weisgerber, à St-Pierre, près Barr
(Bas-Rhin).
Weisgerber et Kiéner, manufacturiers
à Ribeauville (Haut-Rhin).
Weldon, rue Perrault, 6.
Werth (E.), manufacturier à St^e-Marie-
aux-Mines.

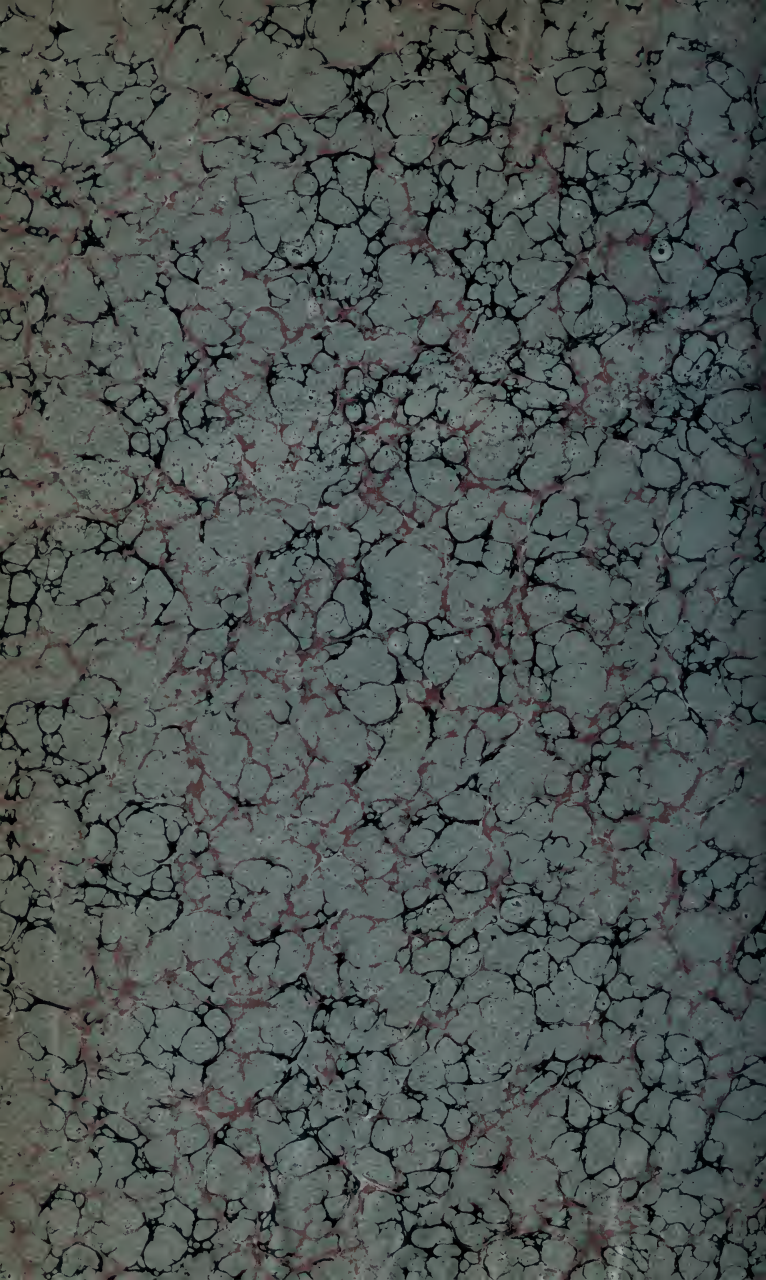
Wheeler et C^e (Thomas), manuf., Gold-
smith street, Cheapside, Londres, E. C.
Widmer et Couleru, nég., à Mulhouse.
Wild et Lindel, à Mulhouse.
Winnerl, horloger-mécanicien, avenue
de l'Observatoire, 43.
Wolff, boulevard Beaumarchais, 101.
Wolff Thierry (Fréd.), rue d'Altkirch,
à Mulhouse.
Wolowski, de l'institut, r. de Clichy, 49.
Worms, rue Scribe, 5.
Yekiche (M^{lle}), rue Béranger, 8.
Zegut, à Tusey, près Vaucouleurs.
Zengerlé, organiste, à Sarralbe, Sarre-
guemines (Moselle).
Zimmermann (M^{me}), rue d'Aumale, 15.
Zoyer, teinturier, à St^e-Marie-aux-Mines
(Haut-Rhin).
Zuber (E.), à l'île Napoléon, près Mul-
house.
Zuber (Yvan), à Rixheim.

MEMBRES CORRESPONDANTS

CHARGÉS DE RÉUNIR LES RECETTES ET LES RENSEIGNEMENTS

NOMS.	CENTRES DE CORRESPONDANCE.
MM. AGARD.....	Marseille-Aix.
BOUCHEROT.....	Puteaux.
BRUZON.....	Tours.
CAILLE.....	Amiens.
CARTIER-BRESSON.....	Aubervilliers-Pantin.
COLCOMBET.....	Saint-Etienne.
COLLINEAU.....	Boulogne-sur-Seine.
COUTURIER.....	Vizille.
DELEROT.....	Versailles.
DIETSCH.....	Liepvre.
DUPONT.....	Lille-Roubaix.
ENGEL-DOLLFUS.....	Mulhouse.
ESTELLE.....	Mazamet.
GILLET.....	Lyon.
GUILLEMINOT.....	Saint-Denis.
LECLAIRE.....	Charenton (Seine).
LEMAIGNEN.....	Lisieux.
MARÈS.....	Montpellier.
PARIS.....	Le Bourget.
PIVER.....	Saint-Maur (Seine).
PRETAVOINE.....	Louviers.





331.3106244 S678B v.4 c.1

Societe de protection d
Bulletins.

OISE



3 0005 02023628 0

331.3106244

S678B

v.4

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.4

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

